

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



Dossier – S’organiser, se distinguer, se donner
une identité : vie culturelle et sociabilités en
région au Québec (XIX^e-XX^e siècles)

sous la direction d’Adrien Rannaud et Alex Tremblay Lamarche

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

DIRECTEUR

Jonathan Livernois, Université Laval

COMITÉ DE RÉDACTION

Anne Caumartin, Collège militaire royal de Saint-Jean
Harold Bérubé, Université de Sherbrooke
François-Olivier Dorais, Université de Montréal (comptes rendus)
Karine Hébert, Université du Québec à Rimouski
Jean-François Laniel, Université du Québec à Montréal
Rachel Nadon, Université de Montréal (secrétaire de rédaction)
Philippe Volpé, Université d'Ottawa

COMITÉ CONSULTATIF

Kevin J. Christiano, University of Notre Dame
Ramsay Cook, Dictionnaire biographique du Canada
François Dumont, Université Laval
Lucie Hotte, Université d'Ottawa
Sylvie Lacombe, Université Laval
Yvan Lamonde, Université McGill
E.-Martin Meunier, Université d'Ottawa
Élisabeth Nardout-Lafarge, Université de Montréal
Roberto Perin, York University

Mise en page : Martin Roy, CRCCF
Révision linguistique : Colette Michaud
Révision des épreuves : Colette Michaud, CRCCF

PARTENAIRE



uOttawa

Centre de recherche en
civilisation canadienne-française

Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle est une revue semestrielle dont les numéros paraissent les printemps et automne de chaque année. Les textes publiés dans *Mens* n'engagent que leurs auteurs. Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à Copibec : 514 288-1664 / 1-800-717-2022 / licences@copibec.qc.ca.

Pour tout renseignement concernant les modalités d'abonnement se reporter à la dernière page. On peut nous joindre à l'adresse suivante :

Revue *MENS*

Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa, Pavillon Morisset

65, rue Université, pièce 040, Ottawa (On) K1N 6N5
Téléphone : 613 562-5800, poste 4007 • Télécopieur : 613 562-5143
redaction@revuemens.ca • www.revuemens.ca

ISSN (imprimé) : 1492-8647

ISSN (en ligne) : 1927-9299

Volume XVII, numéro 1-2
Automne 2016-Printemps 2017

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| Présentation | 7 |
| Dossier – S’organiser, se distinguer, se donner une identité : vie culturelle et sociabilités en région au Québec (XIX^e-XX^e siècles) sous la direction d’Adrien Rannaud et Alex Tremblay Lamarche | |
| Introduction | |
| <i>Adrien Rannaud et Alex Tremblay Lamarche</i> | 9 |
| Réflexions en vue d’une étude de la culture politique municipale au Québec (1855-1939) (Note de recherche) | |
| <i>Harold Bérubé et Amélie Bourbeau</i> | 19 |
| La transformation des capitaux culturel et social en région au XIX ^e siècle dans un contexte de renouvellement des élites : l’exemple de Saint-Jean-sur-Richelieu | |
| <i>Alex Tremblay Lamarche</i> | 41 |
| Le journal régional, organe politique et outil de développement : l’exemple du <i>Franco-Canadien</i> et du <i>Canada français</i> de Saint-Jean | |
| <i>Dominique Marquis</i> | 79 |
| « Je cours mettre ceci dans la prochaine boîte, par une pluie battante qu’il fait... » : d’une lettre à la poste au mouvement des Écrivains de l’Est (1927-1934) | |
| <i>Stéphanie Bernier et Pierre Hébert</i> | 107 |

Note de recherche

De clairière en clairière : *La modernité au Québec*

d'Yvan Lamonde

Lucie Robert..... 135

Comptes rendus

IRIS (Institut de recherche et d'informations

socio-économiques). *Dépossession : une histoire économique*

du Québec contemporain, t. 1 : *Les ressources*

(Éric Bédard) 149

Sean Mills. *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*

(Maurice Demers)..... 152

Donald Wright. *Donald Creighton: A Life in History*

(François-Olivier Dorais) 157

Gaston Miron. *Lettres, 1949-1965*

(François Dumont) 163

Geneviève Zubrzycki. *Beheading the Saint: Nationalism,*

Religion, and Secularism in Quebec

(Marc-André Gagnon) 167

François Séguin. *D'obscurantisme et de lumières :*

la bibliothèque publique au Québec des origines au 21^e siècle

(Gilles Gallichan) 172

Karim Larose et Frédéric Rondeau (dir.). *La contre-culture*
au Québec

(Alex Giroux) 176

Matthew Hayday et Raymond B. Blake (dir.). *Celebrating Canada,*

t. 1 : *Holidays, National Days, and the Crafting of Identities*

(Patrice Groulx)..... 181

Yvan Lamonde. *Fais ce que dois, advienne que pourra :*

Papineau et l'idée de nationalité

(Julie Guyot) 186

| | |
|---|-----|
| Serge Dupuis. <i>Plus peur de l'hiver que du Diable : une histoire des Canadiens français en Floride</i> (Jean Lamarre)..... | 190 |
| Monique Brunet-Weinmann. <i>Le souffle et la flamme : Marie-Alain Couturier au Canada et ses lettres à Louise Gadbois</i> (Gilles Lapointe)..... | 195 |
| Gregory Baum. <i>Et jamais l'huile ne tarit : histoire de mon parcours théologique</i> (Robert Mager)..... | 200 |
| <i>Le droit d'être rebelle : correspondance de Marcelle Ferron avec Jacques, Madeleine, Paul et Thérèse Ferron</i> (Sophie Marcotte)..... | 203 |
| Frédéric Guillaume Dufour. <i>La sociologie historique : traditions, trajectoires et débats</i> (Patrick-Michel Noël)..... | 207 |
| E.-Martin Meunier (dir.). <i>Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société</i> (Frédéric Parent)..... | 210 |
| Serge Gagnon. <i>Destin clandestin : autobiographie intellectuelle</i> (Daniel Poitras)..... | 217 |
| Alex Gagnon. <i>La communauté du dehors : imaginaire social et crimes célèbres au Québec (XIX^e-XX^e siècle)</i> (Adrien Rannaud)..... | 219 |
| Yves Gingras. <i>L'impossible dialogue : sciences et religions</i> (Louis Rousseau)..... | 225 |
| Amélie Bourbeau. <i>Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)</i> (Cory Verbauwhede)..... | 229 |



Présentation

Ce numéro double de *Mens* est le dernier qui paraît sous sa mouture d'origine. À partir de l'automne prochain, un nouveau graphisme, une nouvelle signature et de nouvelles sections permettront à notre revue d'histoire intellectuelle et culturelle d'être moderne dans la tradition, comme disait l'autre. C'est notre quadrature du cercle, que nous souhaitons féconde.

La revue accueille dans ce numéro un excellent dossier, dirigé par Adrien Rannaud et Alex Tremblay Lamarche, sur la vie culturelle et les sociabilités en dehors des grands centres du Québec. Les historiens prennent les sorties de nos autoroutes provinciales. Personne n'osera s'en plaindre.

Nous publions en outre, dans ce numéro, un grand nombre de comptes rendus, qui témoignent à la fois de la fécondité des recherches en lettres et sciences humaines et du *festina lente* qui a été notre devise à la revue depuis quelque temps. Nous souhaitons désormais suivre le pas de la danse. Les lecteurs peuvent donc s'attendre à plusieurs numéros dans les prochains mois ainsi qu'à des activités qui permettront aux idées de *Mens* d'être vues et entendues hors les murs.

Je vous invite à lire la note de recherche que Lucie Robert a consacrée à l'œuvre d'Yvan Lamonde. *La modernité au Québec* que vient de terminer l'historien est un point d'orgue intellectuel qui méritait l'intégrité et l'acuité de la professeure de l'Université du Québec à Montréal et toute nouvelle membre de la Société des Dix.

Bonne lecture!

Jonathan Livernois
Directeur





Dossier

S'organiser, se distinguer, se donner une identité : vie culturelle et sociabilités en région au Québec (XIX^e-XX^e siècles)

Introduction

Adrien Rannaud
Université du Québec à Montréal

Alex Tremblay Lamarche
Université Laval et Université libre de Bruxelles



Le 13 mars 2015, une trentaine de chercheurs et de chercheuses principalement issus du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) et du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ) se réunissaient à Trois-Rivières pour faire le point sur l'état de la recherche entourant la presse régionale ainsi que la vie culturelle et les espaces de sociabilité en région¹. Plus de vingt ans après la tenue d'un colloque sur la problématique de la « région culturelle » et la publication d'un

¹ Nous tenons à remercier le CIEQ et le CRILCQ pour leur soutien financier, ainsi que Harold Bérubé, Micheline Cambron, Lauréanne Daneau et Yvan Rousseau, qui ont œuvré à l'organisation de ce colloque. Que soient enfin remercié.e.s les participant.e.s pour la qualité de leurs interventions.



ouvrage sur le sujet², il nous apparaissait nécessaire de rassembler des chercheurs issus de différents horizons disciplinaires pour se pencher sur la question et évaluer le travail accompli depuis la décennie 1990.

Les dernières années furent le théâtre de bon nombre d'avancées dans le domaine. Sous l'impulsion de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), vingt-deux nouvelles synthèses de la collection « Les régions du Québec » ont été publiées³. Bien que l'espace consacré à la vie culturelle et aux sociabilités varie d'un volume à l'autre, ces synthèses présentent le double avantage d'amorcer des chantiers de travail sur des régions plus méconnues du monde universitaire et de renouveler les perspectives autour de celles ayant été plus largement étudiées. Plusieurs monographies consacrées à la question – dont il serait ici trop long de dresser la liste exhaustive – ont également vu le jour grâce au travail d'érudits locaux et d'universitaires. Les liens entre la recherche universitaire et les sociétés d'histoire locale se sont en outre resserrés, donnant un nouvel élan à l'histoire régionale⁴.

Au croisement des institutions muséales, des universités et des sociétés d'histoire locale, la recherche émergente est un témoin et un moteur de ce réinvestissement critique des régions. Dans la foulée de leurs prédécesseurs, les jeunes chercheurs et chercheuses – dont nous sommes nous-mêmes issus – ont renouvelé les approches et les

² Fernand Harvey (dir.), *La région culturelle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994.

³ *Histoire de la Gaspésie* (1981, 1999), *Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean* (1989), *Histoire des Laurentides* (1989), *Histoire de la Côte-du-Sud* (1993), *Histoire du Bas-Saint-Laurent* (1993), *Histoire de l'Outaouais* (1994), *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue* (1995), *Histoire de Lévis-Lotbinière* (1996), *Histoire de la Côte-Nord* (1996), *Histoire des Cantons-de-l'Est* (1998), *Histoire du Piémont-des-Appalaches* (1999), *Histoire du Haut-Saint-Laurent* (2000), *Histoire de Charlevoix* (2000), *Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud* (2001), *Histoire des Îles-de-la-Madeleine* (2003), *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante* (2003), *Histoire de la Mauricie* (2004), *Histoire de Laval* (2008), *Histoire de Québec et de sa région* (2008), *Histoire du Nord-du-Québec* (2012), *Histoire de Montréal et de sa région* (2012) et *Histoire du Centre-du-Québec* (2013).

⁴ Joan Sangster, « L'évolution de l'histoire locale : de marginale à centrale », *Histoire Québec*, vol. 22, n° 2 (2016), p. 5-8.



outils d'analyse entourant les sociabilités et la vie culturelle dans les régions du Québec, et sur lesquels nous souhaitons nous arrêter un peu plus longuement. Contentons-nous d'observer quelques tendances. En premier lieu, la culture élitaine et son rayonnement dans les centres urbains et leurs alentours ont joui d'un intérêt particulier, comme en attestent, entre autres, les travaux d'Emmy Côté sur le collège classique de Sainte-Anne-de-la-Pocatière; d'Alex Tremblay Lamarche sur la famille Marchand à Saint-Jean-sur-Richelieu; de Sandra Nadeau-Paradis sur les réseaux familiaux de la petite bourgeoisie de La Tuque et leur rôle dans l'exercice d'un pouvoir local; ou de Lysandre St-Pierre sur la construction d'une identité élitaine dans une petite ville industrielle comme Joliette au tournant du xx^e siècle⁵. Favorisées par l'accès, parfois numérique, à un corpus d'archives publiques et privées, la *re*-découverte et l'exploration des élites sociales et culturelles ont permis, dans plusieurs cas, de démonter quelques clichés entourant tout autant les pratiques et les usages de la bourgeoisie, que le prétendu « éloignement » des régions par rapport à la métropole montréalaise et à la capitale nationale⁶.

Une autre tendance, héritée des études féministes et du genre (*gender*), a consisté en une cartographie de l'action des femmes et de leurs regroupements dans les petits et moyens centres urbains. En

⁵ Emmy Côté, *Le collège classique comme espace de vie : l'exemple de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (1860-1922)*, mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2012; Alex Tremblay, *La mixité culturelle au sein des élites québécoises au xix^e siècle : l'exemple de la famille Marchand, 1791-1900*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2014; Sandra Nadeau-Paradis, *La petite bourgeoisie de La Tuque et son rôle dans l'exercice du pouvoir local (1907-1939)*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2015; Lysandre St-Pierre, « *Fais donc comme font les autres* » : *formation d'une culture élitaine dans une petite ville en industrialisation, Joliette, 1860-1910*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2016.

⁶ Voir Maude-Emmanuelle Lambert, *La petite bourgeoisie francophone en milieu périphérique : parcours historiques d'une famille de marchands généraux de Rimouski, sur trois générations (1855-1945)*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2005.



témoigne la thèse de Fanie Saint-Laurent, qui a étudié l'organisation et le rôle de la Société d'études et de conférences (SEC) dans le champ culturel à travers la province⁷. Dans le sillon des conclusions de Saint-Laurent, David Ferron s'est intéressé à la section mauricienne de la SEC, depuis la Révolution tranquille jusqu'au tournant du *xxi*^e siècle⁸. Retracer les trajectoires individuelles ou collectives de ces femmes et de leurs associations a ainsi permis de rectifier le discours tenu à leur égard, notamment en observant leur participation effective et diversifiée à la production littéraire et culturelle.

Condensant les deux axes évoqués plus hauts, l'étude de la presse régionale constitue une troisième tendance de la recherche émergente, le journal étant analysé non plus comme seul document historique, mais comme « générateur d'un autre monde⁹ », soit comme un ensemble de pratiques, de discours et de supports traduisant les dynamiques globales et particulières qui fondent le rapport à l'objet régional. À ce sujet, l'ouvrage de Maude Roux-Pratte consacré au journal *Le Bien public*, de Trois-Rivières, synthétise un certain nombre de pistes de réflexion dans lesquelles s'engage le présent dossier¹⁰ : mises en scène médiatiques de plusieurs réseaux (économiques, littéraires, culturels) ; enchâssements du religieux et du politique dans l'entreprise de presse ; expérimentations esthétiques d'un périodique accompagnant « l'avènement de la modernité culturelle¹¹ » ; édification d'une identité régionale par l'entremise des pratiques journalistiques.

⁷ Fanie Saint-Laurent, *Les choses intellectuelles plutôt que la broderie : la Société d'études et de conférences de l'entre-deux-guerres à la révolution féministe*, thèse de doctorat (études françaises), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2012.

⁸ David Ferron, *La Société d'études et de conférences, section de la Mauricie (1967-2008) : réseaux, activités et rayonnement d'une association féminine vouée à l'animation de la vie littéraire et culturelle en région*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2016.

⁹ Fernand Dumont, *Le lieu de l'homme*, Montréal, Bibliothèque Québécoise, [1968] 2005, p. 83-84.

¹⁰ Maude Roux-Pratte, *Le Bien public, 1909-1978 : un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, Québec, Éditions du Septentrion, 2013.

¹¹ Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, IQRC, 1986.



À l'instar des grands chantiers menés en France sur la « civilisation du journal¹² », il nous semble de plus en plus pertinent que la presse, vue comme témoin et comme artisanne de la collectivité, module en son cœur les pratiques discursives et les sociabilités formelles et informelles, tout comme elle infléchit les transformations qui affectent la vie culturelle au Québec¹³. En somme, on ne saurait sous-estimer les inspirations et les trouvailles de la recherche émergente, cette dernière étant bien souvent marquée du sceau de l'interdisciplinarité et du décloisonnement critique.

À la lumière des travaux mentionnés plus haut, on constate que certaines régions continuent de bénéficier de plus d'attention que d'autres. Il n'y a qu'à penser à la forte proportion des chercheurs qui se penchent sur les villes universitaires (parmi lesquelles Montréal et Québec figurent de loin au premier plan) et leurs environs pour s'en convaincre¹⁴, ou à l'historiographie riche et abondante sur la Mauricie et le Saguenay–Lac-Saint-Jean qui résulte respectivement des travaux de Normand Séguin, René Hardy et Jean Roy, et de Gérard Bouchard, Normand Perron et Camil Girard pour n'en nommer que quelques-uns. Notamment, il faut remarquer que bon nombre des historiens largement diffusés auprès du grand public¹⁵ (Denis Vaugois, Jacques

¹² Dominique Kalifa *et al.* (dir.), *La civilisation du journal : histoire littéraire et culturelle de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Éditions Nouveau Monde, 2011.

¹³ Deux travaux récents viennent d'ailleurs confirmer nos intuitions : Simon Deschênes, *La presse régionale québécoise entre 1880-1930 : études de cas du Courrier de St-Hyacinthe et du Progrès du Saguenay*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2017 ; Marie-Ève Dionne, « Portrait de quatre journaux régionaux : le traitement des élections fédérales, de la vie culturelle et de la guerre », dans Micheline Cambron, Myriam Côté et Alex Gagnon (dir.), *Les journaux québécois d'une guerre à l'autre : deux états de la vie culturelle québécoise au XX^e siècle*, Québec, Codicille éditeur, 2018, p. 325-345.

¹⁴ François Guérard, « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n^o 2 (automne 2000), p. 253.

¹⁵ Bien que Denis Vaugois ait réfuté avec véhémence le rôle que Jacques Lacoursière et lui auraient pu jouer dans l'inscription de la Conquête dans la mémoire collective, il n'en demeure pas moins que les arguments soulevés par Brian Young sur l'influence que Vaugois et Lacoursière ont pu avoir « dans la détermination

Lacoursière, Jean Provencher, Marcel Trudel, etc.) sont natifs de la Mauricie et qu'ils ont contribué – que ce soit à titre d'éditeur, d'auteur ou de conférencier – à stimuler la production historique sur cette région.

Les contributions de ce numéro s'éloignent toutefois de l'axe dominant mauricien pour s'intéresser davantage à une autre région du Québec : le sud-ouest. En effet, bien que le numéro ne porte pas exclusivement sur ce territoire – la note de Harold Bérubé et Amélie Bourbeau esquisse les principes d'une recherche à mener sur un bassin beaucoup plus large –, les contributions d'Alex Tremblay Lamarche et de Dominique Marquis prennent pour objet d'étude Saint-Jean-sur-Richelieu, et celle de Stéphanie Bernier et Pierre Hébert prend pour ancrage Sherbrooke et les Cantons de l'Est. Si cette région n'a pas fait l'objet d'autant de considération que la Mauricie, il n'en demeure pas moins qu'elle intéresse les chercheurs depuis quelques décennies. Outre les travaux de Jean-Pierre Kesteman et de ses étudiants¹⁶, il faut noter l'abondance des recherches portant sur les faits religieux, littéraire et culturel du sud-ouest. Celles-ci sont à la fois le fait d'historiens œuvrant dans le monde universitaire¹⁷ et de repré-

de la pensée historique québécoise » ne sont pas dénués de sens. Vaugeois ne conteste d'ailleurs pas leur rôle dans la construction de la pensée historique québécoise, mais celui que Young leur attribue dans l'inscription de la Conquête dans la mémoire collective (Brian Young, « Below the Academic Radar : Denis Vaugeois and Constructing the Conquest in the Quebec Popular Imagination », dans Phillip Buckner et John G. Reid (dir.), *Remembering 1759: The Conquest of Canada in Historical Memory*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 226-250 ; Denis Vaugeois, « Brian Young, hanté par la Conquête », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 3 (printemps 2015), p. 180-197).

¹⁶ Jean-Pierre Kesteman, *Histoire de Sherbrooke*, Sherbrooke, GGC Éditions, 2000-2002, 4 t. ; Michel Breton, *La transformation de l'espace rural, l'industrialisation et les relations ville-campagne entre Coaticook et les cantons de Barnston et de Barford, 1853-1921*, mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1993.

¹⁷ Louis Rousseau et Frank W. Remiggi (dir.), *Atlas historique des pratiques religieuses : le sud-ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1998 ; Jack I. Little, *Borderland Religion: The Emergence of an English-Canadian Identity, 1792-1852*, Toronto, University of Toronto Press, 2004.

sentants de différentes communautés en voie de disparition, soucieuses de fixer une mémoire collective avant qu'elle ne s'estompe¹⁸. Il faut dire que le sud-ouest du Québec présente un intérêt accru pour les chercheurs s'intéressant aux phénomènes socioculturels, puisqu'il constitue une zone de contacts particulièrement riche (entre les États-Unis et le Canada, entre protestants et catholiques, entre anglophones et francophones, etc.). Dans les circonstances, faut-il s'étonner de constater que c'est tout naturellement vers cette région que s'est orientée la majorité des chercheurs qui nous ont proposé un article?

Ce numéro se veut donc un exemple de cas portant sur le sud-ouest du Québec – sans s'attarder à cet espace de façon exclusive – permettant de dégager des réflexions plus larges sur la vie culturelle et les sociabilités en région. Si la notion de *sociabilité* a fait l'objet de nombreux travaux et que la plupart des chercheurs s'accordent aujourd'hui pour l'étudier dans ses aspects formels et informels, tant en histoire qu'en études littéraires¹⁹, les concepts de *culture*, de *vie culturelle* et de *région* font l'objet de débats moins consensuels, mais tout aussi passionnants. Dans le contexte de ce dossier et du mandat de la revue *Mens*, « culture » est ici entendue autant comme l'ensemble des pratiques et des discours artistiques et littéraires, incluant les sensibilités et les usages s'y référant, que comme le (ou les) mode(s) de vie d'un groupe social²⁰. Notre refus de choisir l'une ou l'autre de ces acceptions s'explique par le recours à la notion de « vie culturelle »,

¹⁸ Pensons, entre autres, aux publications des différentes sociétés d'histoire locale de la région (Broome County Historical Society, Stanstead Historical Society, Richmond County Historical Society, etc.).

¹⁹ Voir par exemple Catherine Pellissier, *Loisirs et sociabilités des notables Lyonnais au XIX^e siècle*, préface de Jean-Pierre Chaline, Lyon, Éditions Lyonnaises d'art et d'histoire et Presses universitaires de Lyon, 1996; Jean-Louis Guereña, « "Un essai empirique qui devient un projet raisonné" : Maurice Agulhon et l'histoire de la sociabilité », *Studia Historica: Historia Contemporanea*, vol. 26 (2008), p. 157-175; Pierre Rajotte (dir.), *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2001.

²⁰ Voir ici : Jean-René Lamiral et Edmond Marc Lapiansky, *La communication interculturelle*, Paris, Armand Colin, 1989, p. 8-9.



qui a la commodité d'insuffler « le mouvement, l'incertitude, l'incomplétude²¹ » dans le champ culturel, problématisant de fait son apparente clôture, ses frontières et ses disciplines. Opposé au statisme de la structure, le terme « vie » mise sur l'interdisciplinarité et met en relief les mécanismes de circularité et de porosité entre la culture et les autres champs d'action, de production et de réception du discours et des conduites effectives²². Quant au terme « région », force est d'admettre qu'il est difficile d'en livrer une définition *stricto sensu* – Pierre Bourdieu avait déjà bien saisi les écueils d'un tel exercice²³. La région est autant une manière de penser ce qui n'est pas la ville centre (et, donc, la périphérie) qu'un construit en lui-même, autant une notion opératoire qu'une réalité spécifique. Ses frontières sont mouvantes : elles varient en fonction de l'objet étudié et fluctuent dans le temps. Elle « renvoie aux perceptions locales, au vécu des habitants, à la symbolique de l'appartenance » et « prend naissance dans les inégalités économiques, sociales et autres qui, au regard des régionaux, paraissent associées à l'espace lui-même et structurées en fonction de son découpage²⁴ ». Dans le cas qui nous intéresse, il appert qu'il s'agit surtout d'un espace donné en périphérie de Québec et de Montréal lui-même doté de sa propre périphérie, et qui se pose à la fois comme un centre régional et comme une marge de l'*Urbs*.

Cet espace appelle à s'organiser, à se donner des structures formelles ou informelles et voit naître une vie culturelle locale. Il appelle également à se regrouper au sein de réseaux à partir desquels il sera

²¹ Lucie Robert, « La "vie culturelle" et son histoire : quelques réflexions sur la notion de "vie" », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, n° 1-2 (2012), p. 242.

²² Les travaux de l'équipe interuniversitaire et interdisciplinaire *Penser l'histoire de la vie culturelle*, dirigée par Micheline Cambron, Lucie Robert et Denis Saint-Jacques, sont à ce sujet dignes d'intérêt, quoiqu'ils n'abordent – délibérément – que Montréal.

²³ Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation (Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35 (novembre 1980), p. 63-72.

²⁴ Gérard Bouchard, « La région culturelle : un concept, trois objets : essai de mise au point », dans Harvey (dir.), *La région culturelle*, p. 111.



possible de se définir en tant que groupe et d'interagir avec les régions environnantes. S'organiser, c'est se doter d'institutions politiques, économiques et juridiques comme l'expose Alex Tremblay Lamarche dans l'étude de cas qu'il signe sur le développement d'une ville en région au XIX^e siècle. C'est se donner des lieux d'expression, de création et de communication comme le montre Dominique Marquis dans son article sur *Le Canada français*. C'est réunir des individus avec des pratiques discursives et des intérêts communs pour en faire un réseau et, sous l'impulsion d'un ou de plusieurs chefs de file, leur donner un sentiment d'appartenance, comme le soulignent Stéphanie Bernier et Pierre Hébert en explorant la genèse du mouvement des Écrivains de l'Est. C'est obtenir un statut juridique (celui de paroisse, de village, de ville ou de cité, par exemple) à partir duquel pourra s'exercer un pouvoir politique donné, comme l'expriment Harold Bérubé et Amélie Bourbeau dans leur note de recherche sur la question de la culture politique municipale au Québec.

Étudier la région, c'est également se pencher sur la capacité et la nécessité de se distinguer (tant de la ville que de la campagne). C'est accuser le fait qu'il existe des frontières et que les communautés qui vivent à l'intérieur de celles-ci jouent avec ces frontières de manière à se démarquer des autres régions. Sur les plans rhétorique et communicationnel, cela peut passer par des jeux de posture et la construction d'un réseau capable de soutenir et de positionner un groupe d'auteurs dans le champ littéraire, comme l'exposent Stéphanie Bernier et Pierre Hébert. Sur le plan social, cela peut s'exprimer par la volonté d'une élite en formation de se distinguer du reste de la population locale, comme le prouve Alex Tremblay Lamarche. Dominique Marquis explique d'ailleurs que ces aspirations peuvent à la fois être à l'origine de la fondation d'un journal régional et trouver écho en celui-ci par la suite. La naissance d'un organe de presse local n'est-elle pas symptomatique d'un désir de trouver un vecteur de transmission à une voix pour laquelle on juge – à tort ou à raison – qu'il n'existait pas de lieu d'expression? Le projet de recherche que Harold Bérubé et Amélie Bourbeau présentent en ces pages se révèle

à cet égard particulièrement intéressant puisqu'il entend cerner les caractéristiques de gouvernance propres au gouvernement municipal québécois et la manière dont se construit une culture politique locale dans différentes villes ayant jusqu'à maintenant peu retenu l'attention des chercheurs.

Ce besoin de s'organiser et de se distinguer s'accompagne d'un troisième objectif qui apparaît en filigrane dans chacun des textes : celui de se donner une identité. Cette identité peut être distincte ou semblable à celle des régions voisines, propre à un groupe précis (les élites ou les écrivain(e)s et les journalistes d'un espace donné dans les cas qui nous intéressent) ou à l'ensemble d'une communauté. Elle vient avec des codes qui lui sont propres sans que cela l'empêche d'être mouvante et changeante. Elle se matérialise dans une sociabilité formelle ou informelle et trouve dans la presse ou dans la correspondance un lieu d'expression tout désigné.

À l'issue de ce dossier, de nombreuses questions restent en suspens : comment penser, de façon systémique, les rapports entre les centres urbains régionaux et leurs propres périphéries ? Dans le sillon des réflexions de Hébert et Bernier sur les liens entre Trois-Rivières et Sherbrooke, comment peut-on cartographier les réseaux inter-régionaux ? Quels liens peuvent être faits entre les structures politiques et celles de l'imaginaire ? Dans un autre ordre d'idées, quelles sources reste-t-il à découvrir ? Comment les analyser à la lumière du virage numérique amorcé au Québec depuis plusieurs années²⁵ ? Les contributions réunies dans ce numéro de *Mens* révèlent de nouvelles avenues de recherche florissantes, tout comme elles propulsent, souhaitons-le, de nouveaux questionnements qui pourront s'étendre par-delà le sud-ouest du Québec.

²⁵ Comme l'a récemment fait Josianne Dubé en exploitant le système d'information géographique (SIG) : Josianne Dubé, *Le développement du réseau de librairies agréées au Québec de 1966 à 1985*, mémoire de maîtrise (études françaises), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2017.

Réflexions en vue d'une étude de la culture politique municipale au Québec (1855-1939) (Note de recherche)¹

Harold Bérubé et Amélie Bourbeau
Université de Sherbrooke

L'actualité québécoise des dernières années, en particulier tout ce qui a entouré les travaux de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, présidée par la juge France Charbonneau, nous renvoie avec une intensité nouvelle l'image d'un régime municipal québécois défaillant, détourné de sa véritable vocation par différents groupes d'intérêt². À cette actualité s'ajoutent les voix de chercheurs en études urbaines qui défendent depuis plusieurs années l'idée que le régime municipal, au Canada, serait lacunaire sur le plan démocratique ou

¹ Les auteurs tiennent à remercier Alex Tremblay Lamarche et Adrien Rannaud pour leur invitation à participer à la journée d'étude « Regards croisés sur la vie culturelle et les sociabilités régionales au Québec (xix^e-xx^e siècles) », au cours de laquelle une première version de ces réflexions a été présentée. Ils remercient également les évaluateurs anonymes de la revue pour leurs commentaires. Soulignons enfin que la rédaction de cette note de recherche s'inscrit dans un projet de recherche subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Nous le remercions de son appui.

² Voir, par exemple, cet article du *Devoir* dans lequel une coalition d'experts réclame la mise sur pied d'une politique nationale en matière d'aménagement du territoire, tout en soulignant qu'on ne pourra en confier la gestion aux municipalités puisque, face « aux gros promoteurs industriels ou immobiliers, [elles] ne font pas le poids » (Jeanne Corriveau, « Pour en finir avec le bricolage urbanistique », *Le Devoir*, 30 septembre 2015, [En ligne], [<http://www.ledevoir.com/politique/villes-et-regions/451348/pour-en-finir-avec-le-bricolage>]).



inachevé par rapport au rôle qu'il pourrait ou devrait jouer³. Si diverses solutions, de la démocratie participative à la concertation, sont mises en avant par ces spécialistes pour revigorer cet ordre de gouvernement⁴, journalistes et chercheurs font généralement peu de cas des racines historiques – politiques et culturelles – de ces problématiques.

Pourtant, ce régime municipal a été mis en place au milieu du XIX^e siècle et il traîne un lourd héritage qui a peu été examiné par les historiens. Dans les pages qui suivent, nous proposons donc une réflexion exploratoire sur le passé du gouvernement local au Québec en nous intéressant à la période qui va de la création du régime actuel, en 1855, au début de la Seconde Guerre mondiale, moment à partir duquel le monde municipal, ébranlé par la crise économique des années 1930, est éclipsé par le développement rapide des ordres de gouvernement supérieurs. Notre réflexion portera d'abord sur l'historiographie. En examinant la place réservée à la fondation du régime municipal au Bas-Canada et aux petites et moyennes villes dans l'histoire du Québec, nous montrerons que si ce régime a été conçu dans un esprit assez peu démocratique, dans les faits et pendant la période étudiée, tout suggère qu'il est le théâtre d'une culture politique

³ Warren Magnusson, « Are Municipalities Creatures of the Provinces? », *Journal of Canadian Studies*, vol. 39, n° 2 (printemps 2005), p. 5-29; Caroline Voisard, *Reconnaître et protéger le statut constitutionnel des municipalités : critique de l'état du droit et perspectives d'avenir*, mémoire de maîtrise (droit), Montréal, Université de Montréal, 2009; Bernard Marier, *La politique municipale chez les jeunes : une passion héritée ou un désintéret avoué?*, Québec, Conseil permanent de la jeunesse, 2009.

⁴ Louise Quesnel-Ouellet, *La consultation des citoyens comme outil de la démocratie locale*, Toronto, Presses du CIRUR (Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales), 2000; Groupe de travail sur l'éthique dans le milieu municipal, *Éthique et démocratie municipale : rapport*, Québec, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, 2009; Luc Rabouin, *Démocratiser la ville : le budget participatif : de Porto Alegre à Montréal*, Montréal, Lux éditeur, 2009; Caroline Patsias, Anne Latendresse, Laurence Bherer, « Participatory Democracy, Decentralization and Local Governance: the Montreal Participatory Budget in the light of "Empowered Participatory Governance" », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 6 (novembre 2013), p. 2214-2230.



riche et complexe. Malheureusement, l'historiographie actuelle, à l'extérieur de la métropole montréalaise, permet peu ou mal de rendre compte de cette richesse. À partir de cette analyse de l'historiographie, nous proposerons une réflexion de nature plus méthodologique en examinant de plus près quelques outils conceptuels et quelques pistes de recherche qui permettraient de mieux rendre compte de l'histoire politique et culturelle locale et municipale du Québec. Nous montrerons ainsi comment les notions de *gouvernance*, de *citoyenneté* et, surtout, de *culture politique* permettraient d'offrir un portrait plus riche de cette histoire.

Le local et le municipal dans l'historiographie québécoise

Notre réflexion se situe à la jonction de deux problématiques historiographiques qui se recourent et se répondent. D'une part, il y a la question du municipal comme régime politique; d'autre part, il y a celle du local comme cadre de recherche. Commençons par les recherches et les réflexions relatives à la mise en place du régime municipal en Amérique du Nord britannique⁵. Rappelons-le, la création de ce régime est antérieure à la Confédération et, si elle résulte en bonne partie des défis que pose l'urbanisation des colonies, elle est également une réponse aux attentes, en matière de gouvernement local, des immigrants britanniques qui affluent durant la première moitié du XIX^e siècle. Dans un premier temps, des chartes sont attribuées aux villes de Québec et de Montréal dans les années 1830 – avant d'être suspendues à la suite des Rébellions. De 1840 à 1855, différents systèmes couvrant toute la colonie se succèdent, avant que l'*Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada* fixe

⁵ Cette réflexion a été amorcée dans Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes : gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 47-51.

les termes d'un compromis qui, dans ses grandes lignes, est demeuré le même jusqu'à nos jours⁶.

Sur le plan historiographique, cette évolution a longtemps été interprétée comme une victoire de la colonie sur le pouvoir de la métropole, comme une avancée de la démocratie et un jalon sur la route de la pleine indépendance. Néanmoins, au début des années 1990, dans une analyse fouillée des origines intellectuelles de ce gouvernement, Engin Isin a clairement montré comment la municipalité, dans ce qui deviendra le Canada, est d'abord pensée et conçue par des autorités coloniales, certes inspirées par le modèle britannique, mais aussi échaudées par la révolution américaine, qui, à leurs yeux, aurait été en grande partie le résultat de la trop grande autonomie accordée aux villes de la Nouvelle-Angleterre. En Amérique du Nord britannique, leur intention est donc de faire du gouvernement local un outil pour administrer le territoire et contrôler la population, gouvernement ayant pour but premier d'accroître l'efficacité et l'emprise des autorités coloniales sur leur territoire⁷. En d'autres mots, et pour paraphraser le titre de l'ouvrage d'Isin, les municipalités sont conçues en faisant presque entièrement abstraction du citoyen ou d'une citoyenneté municipale.

Cela dit, Isin, en s'intéressant essentiellement à la genèse du régime, ne nous dit rien sur la façon dont il est perçu et conçu par les habitants des municipalités créées et par les élites locales qui s'y investissent. Pourtant, comme le souligne Michèle Dagenais, « *the political changes accompanying the emergence of the modern state were not attributable only to reforms initiated by metropolitan and colonial elites. Instead, [...] these changes were equally shaped by local dynamics, and were the result of demands expressed by the groups concerned, and*

⁶ Pour une synthèse plus détaillée et factuelle de ce processus, on consultera C. Richard Tindal et Susan Nobes Tindal, *Local Government in Canada*, 7^e éd., Scarborough, Nelson College Indigenous, 2008.

⁷ Engin F. Isin, *Cities Without Citizens: The Modernity of the City as a Corporation*, Montréal, Black Rose Books, 1992.

*especially by local elites*⁸ ». En somme, les acteurs de l'échelle locale disposent d'une certaine influence sur la façon dont se mettent en place et évoluent les institutions municipales, même si celles-ci émanent constitutionnellement d'en haut et sont conçues de façon à avoir une autonomie limitée. D'ailleurs, comme l'avait déjà noté John H. Taylor, bien que les municipalités deviennent constitutionnellement les créatures des provinces en 1867, ces dernières ne sont pas des maîtresses particulièrement actives durant la deuxième moitié du XIX^e siècle⁹. C'est seulement à partir de la Première Guerre mondiale qu'elles commencent à porter plus d'attention aux activités des municipalités, et les quelques lois provinciales adoptées pour les encadrer visent surtout à éviter les abus financiers.

En fait, entre 1855 et 1939, le gouvernement local occupe une position stratégique dans la société québécoise et hérite de compétences qui touchent directement la population à un moment où les gouvernements provinciaux et fédéral sont peu actifs. L'*Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada* ne crée d'ailleurs pas un régime municipal uniforme. En plus des grandes villes, essentiellement Montréal et Québec, qui sont gérées à part, la loi prévoit différents types de municipalités – paroisse, village, ville, cité, comté – dont les caractéristiques et les pouvoirs varient, notamment en ce qui a trait aux capacités d'emprunt. Ajoutons que lorsque la loi est adoptée en 1855, ces cadres sont appliqués à des communautés et à des ensembles territoriaux qui existent déjà pour la plupart sous une forme ou une autre, avec des cultures politiques distinctes, variant notamment selon le contexte géographique et socioéconomique, ethnoculturel et démographique. Pourtant, l'historiographie rend assez peu compte de cette

⁸ Michèle Dagenais, « The Municipal Territory: A Product of the Liberal Order? », dans Jean-François Constant et Michel Ducharme (dir.), *Liberalism and Hegemony: Debating the Canadian Liberal Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 201-218.

⁹ John H. Taylor, « Urban Autonomy in Canada: Its Evolution and Decline », dans Gilbert A. Stelter et Allan F. J. Artibise (dir.), *The Canadian City*, Ottawa, Carleton University Press, 1984, p. 478-500.

influence des acteurs et du contexte, de la variété des cas de figure que l'on retrouve à travers la province.

C'est pourquoi, lorsque vient le moment de mieux comprendre comment se construit la culture politique locale dans les municipalités québécoises, nous sommes rapidement confrontés aux limites importantes de l'historiographie actuelle¹⁰. D'une part, c'est le cas de Montréal qui domine de manière presque hégémonique la production en histoire urbaine (de manière écrasante dans les articles et monographies, de manière plus modérée dans les mémoires et thèses¹¹). Même dans ce contexte, l'histoire de la politique municipale montréalaise n'est pas particulièrement bien servie par ces recherches¹². D'autre part, les études qui ont été produites sur le reste du réseau urbain québécois se limitent trop souvent à un seul cas et adoptent pour la plupart une approche essentiellement descriptive ou socio-économique.

De ce côté d'ailleurs, la couverture du territoire québécois est très inégale. Comme l'a observé François Guérard, les villes où l'on retrouve une université, comme Sherbrooke ou Trois-Rivières, ou celles ayant connu une grande vitalité par le passé, comme Saint-Hyacinthe, ont été l'objet d'une certaine attention, alors que le reste du réseau urbain québécois demeure terriblement sous-étudié. De plus, les études qui existent portent généralement sur l'histoire socio-

¹⁰ Harold Bérubé a d'abord traité de cette question dans « Hors de Montréal, point de salut? L'histoire des petites et moyennes villes du Québec, 1850-1950 », *Histoire Québec*, vol. 18, n° 2 (2012), p. 19-23.

¹¹ Voir les bilans historiographiques détaillés produits en 2000 dans les pages de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et dont les conclusions tiennent encore largement la route, quinze ans plus tard (Claire Poitras, « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 2 (automne 2000), p. 219-245; François Guérard, « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 2 (automne 2000), p. 247-268).

¹² Soulignons tout de même quelques contributions récentes dans ce domaine, notamment l'ouvrage de Bérubé sur les banlieues bourgeoises cité plus haut, mais aussi celui de Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal : les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Éditions du Septentrion, 2014.

économique de localités spécifiques et s'intéressent souvent au gouvernement municipal seulement dans la mesure où il favorise ou entrave le développement économique. D'ailleurs, ce gouvernement est fréquemment présenté comme une simple courroie de transmission des intérêts et des ambitions des acteurs économiques locaux ou nationaux (ce qui n'est évidemment pas toujours faux). Le cas de Sherbrooke le montre justement, la ville étant favorisée par la présence d'une université où plusieurs professeurs se sont intéressés à son histoire, notamment Jean-Pierre Kesteman, auteur d'une pléiade d'ouvrages et d'articles, dont une histoire de la ville en quatre volumes, dans lesquels il s'est surtout intéressé à l'histoire socioéconomique de la ville et tout particulièrement aux effets de son industrialisation¹³. Il faut néanmoins souligner que des travaux universitaires ont également traité de l'histoire environnementale¹⁴, sociale¹⁵ ou culturelle¹⁶ de la ville, lui donnant une présence historiographique importante. S'y ajoutent certaines études de Jack Little, qui abordent notamment la réforme des institutions politiques des Cantons de l'Est durant le deuxième tiers du XIX^e siècle, permettant de bien comprendre sur quelles assises politiques s'appuie l'industrialisation de la région¹⁷.

Mentionnons également l'existence d'un nombre appréciable d'études qui traitent de questions qui nous intéressent, mais pour la

¹³ Jean-Pierre Kesteman, *Histoire de Sherbrooke*, Sherbrooke, GGC Éditions, 2000-2002, 4 t.

¹⁴ Stéphane Castonguay et Dany Fougères, « Les rapports riverains de la ville : Sherbrooke et ses usages des rivières Magog et Saint-François, XIX^e-XX^e siècles », *Revue d'histoire urbaine = Urban History Review*, vol. 36, n° 1 (automne 2007), p. 3-15.

¹⁵ Thierry Nootens, « Men of Today in the Eastern Townships 1917 : les notables sherbrookoïses à la fin de la première guerre mondiale », *Revue d'études des Cantons-de-l'Est = Journal of Eastern Townships Studies*, n° 11 (automne 1997), p. 85-111.

¹⁶ Jonathan Rittenhouse, « Building a Theatre: Sherbrooke and Its Opera House », *Recherches théâtrales au Canada = Theatre Research in Canada*, vol. 11, n° 1 (1990), p. 71-84.

¹⁷ Jack Little, *State and Society in Transition: The Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships, 1838-1852*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997.



période précédant la création du régime municipal québécois, ou encore qui traitent de la situation durant la période que nous voulons explorer, mais dans le monde rural. Dans la première catégorie, nous pensons notamment aux travaux de Donald Fyson sur le pouvoir et la justice, travaux qui ont contribué à montrer qu'il existait différentes formes de gouvernance locale bien avant l'arrivée des municipalités et que ces dernières en sont en quelque sorte le prolongement¹⁸. L'année 1855 n'est donc pas nécessairement une « année zéro » de la gouvernance locale. Mentionnons aussi les recherches de Jean-René Thuot qui font le pont entre la période préindustrielle et les débuts de l'industrialisation au Québec, mais en s'intéressant au milieu rural du comté de l'Assomption, et en travaillant sur les liens entre dynamique socioinstitutionnelle et construction identitaire des élites locales¹⁹. C'est une réflexion que prolongent d'ailleurs les travaux de Claire Bernier sur la municipalité rurale de Sainte-Claire, de la fin du XIX^e siècle au milieu du suivant²⁰. Tout dépendant de l'ancrage régional des petites et moyennes villes à l'étude, certaines de nos conclusions pourraient nous amener à parler d'une culture locale où urbanité et ruralité s'influencent l'une l'autre.

Pour revenir aux études existantes qui traitent de l'histoire des petites et moyennes villes de la province, encore faut-il souligner que, si elles existent, elles prennent généralement la forme de biographies urbaines ; c'est-à-dire qu'elles traitent d'une seule ville. Il y a heureuse-

¹⁸ Voir, par exemple, Donald Fyson, « La gouvernance municipale avant la municipalité : Montréal, 1760-1840 », dans Harold Bérubé, Donald Fyson et Léon Robichaud (dir.), *La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, Éditions MultiMondes, 2014, p. 25-42 ; ainsi que Donald Fyson, « Les dynamiques politiques locales et la justice au Québec entre la Conquête et les Rébellions », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 1 (automne 2007), p. 337-346.

¹⁹ Jean-René Thuot, *D'une assise locale à un réseau régional : élites et institutions dans la région de Lanaudière (1825-1865)*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2008.

²⁰ Claire Bernier, *Le rôle des élites dans la modernisation du Québec rural : l'exemple de Sainte-Claire de 1890 à 1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2012.



ment des exceptions à cette règle, comme les recherches produites il y a déjà une quarantaine d'années par Ronald Rudin, qui étudia l'évolution de différents centres régionaux afin de comprendre pourquoi le développement urbain fut si limité hors de Montréal avant la Première Guerre mondiale²¹. Si la perspective du chercheur demeure essentiellement économique, ses recherches demeurent de rares exemples de travaux historiques québécois proposant l'étude de cas de plusieurs petites et moyennes villes dans une perspective comparative. En explorant en détail l'histoire du développement économique de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Saint-Hyacinthe et de Sorel, Rudin a mis en relief l'importance de multiplier les études de cas de manière à éviter les généralisations trop faciles, qui ne tiennent pas compte des variations contextuelles entre villes de taille comparable. Et, même s'il ne leur consacre qu'un chapitre, il a su montrer comment les acteurs municipaux francophones étaient très actifs pendant la seconde moitié du XIX^e siècle dans le développement économique de leur localité (et, par le fait même, leur propre prospérité).

Ce genre de travaux, dont la contribution aux connaissances est indéniable, laisse de côté nombre de questions fondamentales. Qui sont les individus qui s'investissent dans cette gouvernance, que ce soit comme élus ou comme porte-parole de différents groupes d'intérêt? Quelles idées guident leurs politiques? Comment conçoivent-ils les modalités et les finalités du gouvernement municipal? Où vont-ils puiser les connaissances et l'expertise relatives à l'exercice du pouvoir local, par exemple en matière d'urbanisme? Comment les citoyens des différentes municipalités de la province s'approprient-ils ce niveau de gouvernement et interagissent-ils avec lui à partir de sa

²¹ Ronald Rudin, « Land Ownership and Urban Growth: The Experience of Two Quebec Towns, 1840-1914 », *Revue d'histoire urbaine = Urban History Review*, vol. 8, n° 2 (octobre 1979), p. 23-46; *The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914: A Study of Urban and Economic Growth in Quebec*, thèse de doctorat (histoire), Toronto, Université York, 1981; « Boosting the French Canadian Town: Municipal Government and Urban Growth in Quebec, 1850-1900 », *Revue d'histoire urbaine = Urban History Review*, vol. 11, n° 1 (juin 1982), p. 1-10.

création au milieu du XIX^e siècle ? Quelle est l'étendue des politiques adoptées par ces municipalités et pourquoi varie-t-elle d'une municipalité à l'autre ? Pour répondre à ces questions, il faut sortir de l'approche strictement socioéconomique et aborder l'histoire locale et municipale québécoise à partir d'un angle politico-culturel.

Des concepts aux études de cas : des pistes pour aller de l'avant

L'historiographie des petites et moyennes villes du Québec est donc généralement caractérisée par des études de cas portant sur l'histoire socioéconomique de localités individuelles, et s'intéresse au gouvernement municipal seulement dans la mesure où il favorise ou entrave le développement économique. Pour dépasser ce cadre limité et explorer de manière plus approfondie et intégrée les aspects économiques et sociaux, mais surtout culturels et civiques de la vie politique locale, il nous semble essentiel non seulement de multiplier les études de cas, mais aussi d'approcher cet objet armés de concepts qui permettent de dépasser une conception du gouvernement local qui se limite aux actions des élus, actions interprétées seulement à la lumière de la logique économique²². Trois concepts nous semblent

²² À cet égard, notre démarche s'inscrit en partie dans le sillage d'un petit groupe d'études sur la construction communautaire et la gouvernance « petite-urbaine » au Canada anglais. Voir, par exemple, Lynne Marks, « Indigent Committees and Ladies Benevolent Societies: Intersections of Public and Private Poor Relief in Late Nineteenth Century Small Town Ontario », *Studies in Political Economy*, vol. 47 (été 1995), p. 61-87 ; Lynne Marks, *Revivals and Roller Rinks: Religion, Leisure, and Identity in Late-Nineteenth-Century Small-Town Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1996 ; Steven High, « Planting the Municipal Ownership Idea in Port Arthur, 1875-1914 », *Revue d'histoire urbaine = Urban History Review*, vol. 26, n° 1 (octobre 1997), p. 3-17 ; Françoise Noël, « Old Home Week Celebrations as Tourism Promotion and Commemoration: North Bay, Ontario, 1925 and 1935 », *Revue d'histoire urbaine = Urban History Review*, vol. 37, n° 1 (automne 2008), p. 36-47 ; Françoise Noël, *Family and Community Life in Northeastern Ontario: The Interwar Years*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009 ; Kearry Abel, *Changing Places: History, Community, and Identity in Northeastern Ontario*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006.

particulièrement prometteurs pour pousser la recherche dans cette direction : l'idée de *gouvernance*, qui invite à étudier le pouvoir en dépassant les structures formelles de gouvernement ; la notion de *citoyenneté*, plus généralement associée, à l'époque contemporaine, à l'État-nation qu'à la municipalité ; ainsi que le concept de *culture politique*, qui allie histoire politique et intellectuelle.

L'utilisation du terme *gouvernance* afin de décrire et d'analyser les rapports de pouvoir remonte aux années 1970 et a une histoire qui peut rendre problématique son utilisation²³. En effet, il est d'abord employé, en sciences politiques, pour décrire, analyser et dépasser différents problèmes que connaissent les gouvernements nationaux, puis locaux, dans le contexte du déclin de l'État-providence et de la mondialisation croissante des échanges commerciaux dans les dernières décennies du xx^e siècle. En quelques mots, le terme *gouvernance* ne sert pas seulement à décrire ou à analyser ces problèmes, il a également une portée normative. Sur le plan analytique, substituer *gouvernance* à *gouvernement* est censé amener le chercheur à aller au-delà de l'État comme structure formelle du pouvoir pour intégrer à l'analyse les acteurs et les mécanismes qui jouent un rôle plus informel – mais bien réel – dans la prise de décision²⁴. Cela dit, sur le plan normatif, il inviterait à un plus grand engagement de ces acteurs issus de la société civile, principalement du secteur privé, dans l'élaboration et l'application de politiques publiques. En d'autres termes, le concept

²³ Renate Mayntz, « Governing Failures and the Problem of Governability: some Comments on a Theoretical Paradigm », dans J. Kooiman (dir.), *Modern Governance: New Government-Society Interactions*, Londres, Sage Publishing, 1993, p. 9-20.

²⁴ Ou, comme l'explique Patrick Le Galès : « Cela a conduit à s'intéresser non plus seulement au gouvernement, à ses pouvoirs et ses instruments, mais au contraire à des mécanismes alternatifs de négociation entre différents groupes, réseaux, sous-systèmes, susceptibles de rendre possible l'action du gouvernement. La problématique de la gouvernance renvoie donc aux interactions entre l'État et la société et aux modes de coordination pour rendre possible l'action publique » (Patrick Le Galès, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 1 (février 1995), p. 59).



même cautionnerait, depuis les années 1970 et surtout 1980, le démantèlement de l'État au profit des forces du marché²⁵.

Il serait dommage de s'en tenir à cette vision réductrice du concept, puisque sa récupération politique ne lui enlève rien de son utilité heuristique, et ce, particulièrement en histoire urbaine. Les liens entre gouvernance et ville sont nombreux. Les politologues qui utilisent toujours le concept de nos jours le font fréquemment en référence aux villes, observant que, dans le contexte actuel, les États-nations perdent de leur poids face aux grands ensembles métropolitains, et la notion de gouvernance leur permet de penser et de repenser les liens qui unissent les villes entre elles et avec les États-nations²⁶. Du point de vue des historiens toutefois, le concept est particulièrement pertinent lorsque vient le moment d'aborder la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale, période durant laquelle les villes sont également en mesure de rivaliser avec des États aux ambitions et aux moyens limités. Dans ce contexte, l'historien britannique Robert J. Morris explique que

[a]t the heart of governance are the sets of institutions and procedures through which a political system operates. In other words, the patterns and processes which create and organise authority, provide access to resources, provide for the delivery of services, and generate and deliver policy. These questions concern the interaction of government and society in a way which recognises that governance is not limited to actions of "the state" and that the boundary between state and civil society is permeable and blurred²⁷.

²⁵ Une version récente et « maximaliste » de cette critique est présentée dans l'essai d'Alain Deneault, *Gouvernance : le management totalitaire*, Montréal, Lux éditeur, 2013. Le titre à lui seul donne une bonne idée de la lunette à travers laquelle est examinée la notion.

²⁶ La référence à cet égard demeure probablement Saskia Sassen, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

²⁷ Robert J. Morris, « Governance: Two Centuries of Urban Growth », dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor (dir.), *Urban Governance: Britain and Beyond since 1750*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 1.



Il ajoute que l'étude de la gouvernance urbaine avant la Seconde Guerre mondiale, et notamment au XIX^e siècle, n'est pas celle du déclin du gouvernement local au profit des acteurs économiques, mais, à l'opposé, la construction de cette gouvernance pour pallier les nombreuses limites du marché comme mécanisme de régulation sociale. Les nouvelles institutions incarnant le pouvoir local « *needed to attract trust from and be accorded legitimacy by diverse groups and individuals, most of whom had an imperfect knowledge of each other and differed in their interests and social values*²⁸ ». Le concept permet également d'inclure des groupes généralement peu considérés dans les études portant sur le gouvernement municipal, notamment les femmes et les associations diverses, qui interpellent régulièrement la municipalité. C'est donc cette quête de légitimité du gouvernement local et les négociations qui s'y rattachent qui sont l'objet de nos recherches.

La notion de *citoyenneté* permet d'ailleurs de mieux intégrer les « simples » citoyens à cette analyse de la construction du gouvernement local. À la base, elle décrit la relation qui existe, en matière de droits et devoirs, entre l'individu et l'État. La notion a une histoire riche et complexe, que nous n'aborderons pas en détail ici, mais lorsqu'on traite de la période contemporaine, elle est généralement associée à l'État-nation, notamment à l'accès au suffrage et aux politiques sociales de plus en plus développées, adoptées dans le cadre de la construction de l'État-providence²⁹. Ajoutons que, dans le cas du Canada, cette notion est aussi liée aux mutations identitaires importantes qu'a connues le pays durant la même période³⁰.

²⁸ *Ibid.*, p. 6.

²⁹ Voir notamment Shirley Tillotson, *Contributing Citizens: Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008 ; Shirley Tillotson, *The Public at Play: Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2000 ; Magda Fahrni, *Household Politics: Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005.

³⁰ Voir, par exemple, José Igartua, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006.

Les historiens qui se sont intéressés à la citoyenneté au Canada tracent généralement le portrait d'une citoyenneté qui évolue – au-delà de sa définition formelle, moins porteuse pour le monde municipal –, qui est l'objet de négociations, d'affrontements et de contestations. Elle est un enjeu majeur puisqu'elle détermine qui appartient à la communauté de référence et, surtout, qui est en mesure d'y jouir des pleins droits et d'y exercer diverses responsabilités. Au-delà de ce rôle symbolique, tout de même majeur, la citoyenneté joue un rôle déterminant dans la facilité avec laquelle des acteurs peuvent accéder directement ou indirectement aux leviers du pouvoir, s'approprier institutions et politiques, faire entendre leur voix, bref, accéder à la sphère publique. Comme le suggérait Morris plus haut, la citoyenneté est également déterminante pour ce qui est de la légitimité accordée aux institutions politiques qui sont mises en place. Sans l'appui et la participation des citoyens, ces institutions risquent de devenir des coquilles vides, ces *Cities Without Citizens* qu'évoque Isin.

Le lien étroit entre ville et citoyenneté remonte à l'Antiquité et se prolonge au Moyen Âge, du moins pour ce qui est du monde occidental. Même si cette citoyenneté locale a été éclipsée par l'appartenance à la nation à partir des XVIII^e et XIX^e siècles, c'est une association qui n'est pas entièrement disparue. L'historien britannique Tom Hulme est probablement celui qui a poussé le plus loin la réflexion sur cette notion de citoyenneté municipale et sur les efforts déployés pour la construire et la nourrir en Grande-Bretagne et aux États-Unis³¹. Il faut bien comprendre ici que nous ne nous attendons pas à trouver, dans les archives, des documents attestant l'existence d'une citoyenneté municipale riche, étendue et vivante, similaire à celle observée dans quelques cas par Hulme. À tout le moins, il s'agira d'étudier le développement difficile et limité d'une telle citoyenneté

³¹ Voir Tom J. Hulme, « Urban Governance and Civic Responsibility: Interwar Council Housing in Buxton », *Midland History*, vol. 35, n° 2 (automne 2010), p. 237-255; Tom Hulme, « Putting the City Back into Citizenship: Civics Education and Local Government in Britain, 1918-1945 », *20th Century British History*, vol. 26, n° 1 (mars 2015), p. 26-51.

locale dans le cadre de la mise en place du régime municipal québécois. Il s'agira donc d'avoir recours à la notion de citoyenneté pour déterminer si les mécanismes de la gouvernance observés dans les villes étudiées favorisent la formation d'une citoyenneté, définie ici comme un sentiment d'appartenance à la localité et un engagement dans son gouvernement, et comment un tel sentiment d'appartenance contribue, à son tour, au fonctionnement de la gouvernance municipale. On s'en doute, cette réflexion sur la définition et la constitution d'une certaine citoyenneté locale sera accompagnée d'une réflexion sur les stratégies et les discours déployés par les groupes formellement exclus de cette citoyenneté pour tenter de contourner ces barrières et faire entendre leur voix dans la cité³².

Si les notions de gouvernance et de citoyenneté font référence aux institutions, aux mécanismes et acteurs du pouvoir, ainsi qu'aux individus qui constituent la société civile avec laquelle ce pouvoir interagit, le concept de *culture politique* recouvre plus largement les discours et les pratiques qui constituent le monde politique et qui s'en dégagent à une échelle donnée. L'étude de la culture politique a notamment été reconnue comme une autre avenue s'offrant au chercheur pour dépasser la « vieille histoire politique » (qui, il faut l'avouer, commence à avoir l'apparence d'un épouvantail à force de caricature)³³. Le concept n'en constitue pas moins un pont utile entre

³² Deux grands obstacles limitent la construction d'une telle citoyenneté sur le plan local : tout d'abord, une barrière de genre qui exclut les femmes, comme c'est le cas aux niveaux provincial et fédéral au XIX^e siècle et pendant une partie du suivant ; et, surtout au niveau municipal, une barrière socioéconomique, la propriété. Toute une série d'autres critères d'exclusion existent également à l'époque, mais touchent une partie plus restreinte de la population (voir Bérubé, *Des sociétés distinctes*, p. 57-69).

³³ « *Such a history would need to move well beyond a focus on politics as conventionally understood – beyond the traditional emphasis on elections, political elites, administration, and the endless, routine, competition for political power (whether viewed from the bottom-up or from the top-down). [...] One particularly good place to see the possibility and necessity of this kind of integrative approach to the political is the revival of interest in the history of the state and its all-important interconnections with civil society* » (Steven Pincus et William Novak, « Political History after the Cultural Turn », *Perspectives on History*, vol. 49, n° 5 (mai 2011), p. 19).

histoire politique et histoire culturelle. L'État et le pouvoir étant, comme on l'a vu, socialement et culturellement construits, la culture politique se présente comme l'angle qui permet suivre ce processus. Les chercheurs qui s'engagent dans cette voie « *have shifted the discussion of the state away from structures towards networks, away from politics towards political culture*³⁴ ».

Cela dit, comme la gouvernance, la notion de culture politique est un concept issu de la science politique et objet de controverses sur lesquelles il faut s'arrêter avant de réfléchir à son utilisation dans un cadre historique et, plus spécifiquement, dans le contexte de la politique locale et municipale au Québec³⁵. Deux grands problèmes se posent. D'abord, il y a celui, assez classique, de la définition du concept : les politologues qui utilisent la notion de culture politique depuis les années 1960 divergent considérablement sur ce qu'elle recouvre ou non³⁶. Ensuite, il y a la question du potentiel explicatif de cette variable. Est-elle une variable indépendante ou dépendante ? Quelle est sa portée réelle ? Comme l'explique Ronald P. Formisano :

*Because culture's explanatory power in history is overdetermined, historians, unlike political scientists, have not engaged in essentialist debates about culture's causal efficacy. They have used political culture freely as theory, concept, or rubric, with wildly varying degrees of caution and precision; rarely does any historian complain about a lack of definitions*³⁷.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ « *The concept of political culture has attracted a long line of critiques from political scientists, but this essay, by a historian, is not yet another revisionist assault. Historians at the very least need to be informed by an understanding of the concept's tangled history in both history and political science (especially)* » (Ronald P. Formisano, « The Concept of Political Culture », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 31, n° 3 (hiver 2001), p. 393).

³⁶ « *Yet, political scientists, among whom the modern concept originated four decades ago, have engaged in a virtually continuous assessment, re-evaluation, and criticism of the political culture concept's theoretical grounding, methodological implications, and substantive results* » (*Ibid.*, p. 410).

³⁷ *Ibid.*,

Sans aller aussi loin que les politologues dans l'analyse critique du concept et de son potentiel explicatif, il est indéniable qu'un effort pour définir et rendre opérationnelle la notion de culture politique s'impose. Au Québec, rares sont les historiens qui se sont prêtés au jeu. Mentionnons néanmoins Martin Pâquet, qui y a eu recours dans son ouvrage sur les politiques d'immigration au Québec et qui la définit comme « l'ensemble des acquis communs d'une communauté, ici politique, que sont les croyances, les normes, les valeurs et les représentations, les expressions et les réalisations issues de ce système³⁸ ». Cette définition large, qui s'enracine notamment dans l'anthropologie politique, Pâquet la partage avec Serge Bernstein, qui en dit davantage sur ce qui constitue cet « ensemble complexe, formé de strates hétérogènes, mais solidaires entre elles³⁹ ». Il parle d'abord de fondations philosophiques, auxquelles s'ajoute « une riche palette de références historiques ». Ce socle déboucherait sur la définition d'une société, d'un régime idéal et sur une conception des moyens pour l'atteindre. S'ajouteraient alors « l'ensemble du système de représentations des divers groupes concernés ayant un rapport avec le politique⁴⁰ », ainsi que le discours politique, défini aussi largement que possible.

En d'autres termes, la culture politique telle qu'elle apparaît à l'historien est un système de représentations fondé sur une certaine vision du monde, sur une lecture signifiante, sinon exacte, du passé historique, sur le choix d'un système institutionnel et d'une société idéale, conformes aux modèles retenus, et qui s'exprime

³⁸ Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité : étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, Éditions du Boréal, 2005, p. 24. Mentionnons également l'article de Ralph Heintzman, « The Political Culture of Quebec, 1840-1960 », *Canadian Journal of Political Science = Revue canadienne de science politique*, vol. 16, n° 1 (mars 1983), p. 3-59; ainsi que le mémoire de Jean-Étienne Bergeron, *Richard Hofstadter et la culture politique : une étude historiographique*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2007.

³⁹ Serge Bernstein, « L'historien et la culture politique », *Vingtième Siècle : revue d'histoire*, n° 35 (juillet-septembre 1992), p. 69.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 70.

par un discours codé, des symboles, des rites qui l'évoquent sans qu'une autre médiation soit nécessaire. Mais ce système est porteur de normes et de valeurs positives pour celui qui adhère à cette culture, et constitue ainsi l'aune à laquelle il mesure la validité de toute action et de toute position politique⁴¹.

Bref, la culture politique est à la fois contexte et processus.

Dans cet esprit, l'étude de la culture politique locale nous amènerait depuis les spécificités d'une ville particulière jusqu'aux traits communs à cette culture politique locale à l'échelle régionale ou nationale. Cette culture politique locale serait « le produit d'une histoire revue et corrigée, fondatrice de traditions » et son importance résiderait « dans l'adhésion des individus qui l'intériorisent et en font ainsi un des moteurs (mais non le seul) de leurs comportements politiques⁴² ». Ce qui nous ramène d'ailleurs autant à la question de la gouvernance qu'à celle de la citoyenneté. Pour le dire autrement, ces trois concepts et notions se croisent et se renforcent, et constituent un cadre d'analyse apte à approfondir considérablement l'histoire du gouvernement municipal dans les petites et moyennes villes du Québec, nous invitant à l'explorer et à l'étudier depuis les corridors de l'hôtel de ville jusqu'aux chaumières des citoyens, en passant par les chambres de commerce, les journaux ou les élites religieuses. Globalement, cette démarche pourra également permettre de dégager un imaginaire de la ville et de son (bon) gouvernement, s'inscrivant ainsi plus largement dans une vaste historiographie qui s'intéresse non seulement à ces représentations de la ville et de l'urbanité⁴³, mais également à des réflexions plus étroitement ancrées dans les particularités du cadre québécois. Nous pensons ici aux réflexions plus récentes

⁴¹ *Ibid.*, p. 71.

⁴² *Ibid.*, p. 74.

⁴³ Voir, par exemple, les nombreuses études de ce type rassemblées dans Alev Çinar et Thomas Bender (dir.), *Urban Imaginaries: Locating the Modern City*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007 ; et Lucie K. Morisset et Marie-Ève Breton (dir.), *La ville, phénomène de représentation*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011.

du littéraire Daniel Laforest qui déplore, dans son plus récent essai, l'absence de la ville moyenne dans l'imaginaire collectif québécois⁴⁴.

Les avenues pour appliquer ce cadre d'analyse à un certain nombre de municipalités québécoises ne manquent pas. Nous en évoquerons rapidement quelques-unes avant de conclure cette note de recherche. Notons d'abord qu'il importe de disposer de plusieurs études de cas menées à partir d'un même cadre d'analyse, constituant des cas de figure assez différents les uns des autres afin de mieux distinguer ce qui relève du contexte local et ce qui tient plus des caractéristiques globales du régime municipal.

La gouvernance locale engageant un nombre important d'acteurs individuels et institutionnels, il importe d'en faire le recensement, de mieux en saisir la diversité de manière à mieux évaluer la complexité de cette gouvernance locale. Il s'agit bien sûr des maires et des échevins qui siègent au conseil municipal, ainsi que des hommes et des femmes qui consacrent une partie importante de leur temps et de leur énergie aux enjeux municipaux, qu'ils soient électeurs ou non, membres des élites économiques (commerçants, industriels, agriculteurs) ou socioculturelles (dirigeants d'associations locales, professionnels, éducateurs, membres du clergé, rédacteurs en chef des journaux locaux). Si certains de ces acteurs sont souvent au premier plan de l'historiographie locale, ils sont étudiés à titre individuel. Nous en sommes plutôt à tracer un portrait aussi détaillé que possible de ce groupe et à suivre son évolution dans le temps, en tenant compte des réseaux qui s'y sont tissés⁴⁵.

⁴⁴ Daniel Laforest, *L'âge de plastique : lire la ville contemporaine au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 41.

⁴⁵ Mustafa Emirbayer et Jeff Goodwin, « Network Analysis, Culture, and the Problem of Agency », *American Journal of Sociology*, vol. 99, n° 6 (1994), p. 1411-1454. Il s'agit, en d'autres mots, d'employer l'approche prosopographique. Voir Lawrence Stone, « Prosopography », *Daedalus*, vol. 100, n° 1 (1971), p. 46-79; ainsi que, d'un point de vue purement méthodologique, Vincent Puech, « La méthode prosopographique et l'histoire des élites dans l'Antiquité tardive », *Revue historique*, n° 661 (janvier 2012), p. 155-168.

Si la gouvernance locale dépasse les murs de l'hôtel de ville, c'est tout de même dans cette institution que sont adoptées les initiatives qui ont une influence notable sur l'ensemble d'une communauté urbaine. C'est surtout par l'intermédiaire des règlements municipaux que s'exprime le pouvoir législatif de ces gouvernements; de ce fait, ils permettent de suivre assez finement les activités de l'administration municipale dans une foule de domaines et de voir dans quel langage s'exprime cette volonté politique. À ces règlements s'ajoutent d'autres documents, comme les procès-verbaux des conseils municipaux et les comptes rendus dans les journaux locaux, qui permettent, dans une bonne mesure, de reconstituer le processus décisionnel qui mène à la proposition et à l'adoption des différents règlements, ainsi que les discussions et débats qui entourent l'exercice du pouvoir municipal (et notamment les campagnes électorales)⁴⁶.

Finalement, il est clair que certains moments permettent de mieux saisir différents aspects de la culture politique locale. Ce sera évidemment le cas des premières années suivant la mise en place du gouvernement municipal, durant la seconde moitié des années 1850 et la décennie suivante, qui voient, entre autres, la création du *Dominion of Canada*. C'est alors que des membres des élites locales sont en mesure d'investir cette nouvelle institution et de lui imprimer une certaine direction. Ce sera également le cas de la crise des années 1930, qui bouleverse le paysage municipal canadien. Les villes doivent gérer, avec des ressources qui s'amenuisent, des problèmes sociaux qui vont en s'accroissant. En conséquence, des centaines de municipalités à travers le pays sont acculées à la faillite, et les autres paliers de gouvernement, qui s'engagent tardivement dans la lutte contre le chômage, sont amenés à réfléchir à la place des municipalités sur la

⁴⁶ Mentionnons également, dans le registre des sources potentielles, les monographies de paroisse, des documents dont la qualité est très variable, mais qui sont d'une indéniable richesse, comme l'a récemment rappelé Andrée Fortin, « Histoires de paroisses en 1900 et histoire de l'histoire », *Les Cahiers des Dix*, n° 70 (2016), p. 81-130.

scène politique du pays⁴⁷. Les répercussions de la crise économique sur la gouvernance locale ont été assez peu étudiées au Québec, du moins à l'extérieur de Montréal⁴⁸. La seule étude qui sorte de ce cadre permet de croire, à partir du cas de Drummondville, que les différentes municipalités de la province ont réagi de manières variées et parfois imaginatives aux défis posés par une crise qui a ébranlé potentiellement plusieurs des piliers sur lesquels reposait alors la culture politique locale et municipale⁴⁹.

Conclusion

Le gouvernement municipal québécois est actuellement confronté à un certain nombre de défis de taille : une gouvernance et une culture politique qui, dans bien des localités, demeurent sujettes à différents groupes d'influence ; une autonomie politique et économique très limitée non seulement face au gouvernement provincial, mais aussi face à différents acteurs privés ; une faible légitimité démocratique, dont témoignent des taux de participation aux élections relativement bas ; et, surtout, une citoyenneté municipale pour le moins anémique.

⁴⁷ Voir Bérubé, *Des sociétés distinctes*, p. 148-161 ; Roger E. Riendeau, « A Clash of Interests: Dependency and the Municipal Problem in the Great Depression », *Revue d'études canadiennes = Journal of Canadian Studies*, vol. 14, n° 1 (printemps 1979), p. 50-58. Voir aussi le rapport préparé en 1939 sur le sujet pour le gouvernement fédéral : H. Carl Goldenberg, *Finances municipales au Canada : étude préparée pour la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, Ottawa, [Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces], 1939.

⁴⁸ Voir, en plus des références de la note précédente, Terry Copp, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan J. Artibise et Gilbert A. Stelter (dir.), *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129 ; Suzanne Clavette, *Des bons aux chèques : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1986 ; Amélie Bourbeau, « Autorité, genre et expertise : le cas de l'assistance catholique à Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3 (automne 2009-hiver 2010), p. 331-360.

⁴⁹ Maude Roux-Pratte, « Les élites drummondvilloises et la crise des années 1930 : une étroite collaboration autour de l'assistance aux chômeurs », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 2 (automne 2004), p. 217-244.

Nous espérons que ce texte aura permis de comprendre que certaines de ces problématiques, et en particulier celles qui sont liées à la légitimité démocratique des gouvernements municipaux, ont de profondes racines historiques. Nous espérons également avoir été en mesure de montrer que, même si elles sont constitutionnellement des créatures des provinces, les municipalités ont déjà connu une plus grande autonomie, même si elles ne l'ont pas toute exploitée avec la même énergie ou inventivité. Enfin, nous espérons avoir clairement montré qu'il y a intérêt à approfondir nos connaissances relatives à la construction de la gouvernance municipale au Québec et à la culture politique qui s'est ainsi constituée et enracinée dans les hôtels de ville de la province.

La transformation des capitaux culturel et social en région au XIX^e siècle dans un contexte de renouvellement des élites : l'exemple de Saint-Jean-sur-Richelieu¹

Alex Tremblay Lamarche
Université Laval et Université libre de Bruxelles

Résumé

Au cours du XIX^e siècle, Saint-Jean-sur-Richelieu voit ses élites se transformer. Les commerçants anglo-protestants qui occupaient les principaux postes de pouvoir au début du siècle font place à des juristes et des marchands franco-catholiques au tournant du XX^e. Si le phénomène révèle un renouvellement des élites, il est également symptomatique d'une mutation des capitaux culturel et social. Alors que les Canadiens français qui s'implantent dans la ville vers 1800 s'intègrent aux notables locaux anglo-protestants en prenant souvent épouse dans ce groupe et en parlant anglais au quotidien, les rapports de force s'inversent au milieu du siècle. Les familles en voie d'anglicisation se remettent à fréquenter les institutions canadiennes-françaises et de plus en plus d'anglophones s'intègrent aux réseaux de sociabilité canadiens-français. Le cas de Saint-Jean-sur-Richelieu amène donc à nuancer l'idée selon laquelle une élite francophone remplace l'élite anglophone préexistante à la faveur de la « reconquête canadienne-française » et montre plutôt que les élites s'adaptent aux

¹ Je remercie François Lafrenière pour ses précieux conseils et l'enthousiasme avec lequel il a partagé avec moi ses connaissances sur l'histoire de Saint-Jean-sur-Richelieu ainsi qu'Yves Guillet pour la gentillesse avec laquelle il a vérifié certains détails en archives.

changements économiques en modifiant leurs réseaux et leurs pratiques culturelles.

Abstract

During the 19th century, the elites of Saint-Jean-sur-Richelieu underwent profound change. The Anglo-Protestant merchants who occupied the positions of power at the beginning of the century had been replaced by French Catholic jurists and merchants by 1900. This change reflected not only the renewal of elites, but also shifts in social and cultural capital. While the French Canadians who settled in Saint-Jean-sur-Richelieu around 1800 sought to integrate into the local Anglo-Protestant bourgeoisie, through marriage or simply by speaking English in their daily lives, by mid-century power relations had begun to reverse. Families that had become progressively Anglicised began to attend French Canadian institutions and a growing number of Anglophones integrated into French Canadian networks. The case of Saint-Jean-sur-Richelieu thus brings nuance to the idea that a Francophone elite replaced a pre-existing Anglophone elite as a result of a French Canadian “reconquest” and shows instead that elites adapted to economic change by altering their networks and cultural practices.

« Elle s’est plaint à moi que tous nos jeunes gens / Ne sont plus aujourd’hui tels qu’en son jeune temps ; / Qu’à présent des Anglais on prend le goût, l’usage ; / Qu’on suit la vanité ; qu’on oublie le ménage ; Que sais-je ! Elle se plaint qu’ici tout est changé². » C’est en ces mots que M. de Vielmont, membre de la noblesse bas-canadienne, rapporte les propos de sa tante, la Douairière de Primembourg, dans la pièce *L’anglomanie* (1803). Dans cette comédie de Joseph Quesnel, les Primembourg, une famille de l’élite seigneuriale, décident de mettre leur maison « sur le bon ton³ », c’est-à-dire à la mode anglaise,

² Joseph Quesnel, *L’anglomanie suivi de Les Républicains français*, Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2003, p. 63.

³ *Ibid.*, p. 29.

lorsqu'ils apprennent qu'ils auront l'honneur de recevoir le gouverneur et son épouse à dîner. Bien plus qu'une simple farce, cette pièce illustre le changement de capital culturel et de capital social chez les élites laurentiennes au lendemain de la Conquête. En effet, si certaines familles de l'élite coloniale espèrent trouver un avenir meilleur en France ou dans ses colonies antillaises et y émigrent, la plupart choisissent de rester dans la vallée laurentienne et de s'adapter au nouveau régime⁴. Cette adaptation nécessite toutefois de s'inscrire dans de nouveaux réseaux (changement de capital social) et d'adopter – du moins en partie – les mœurs, les coutumes et le mode de vie des notables britanniques (changement de capital culturel).

Le changement de capital social a d'ailleurs fait l'objet de nombreux travaux au Québec au cours des dernières années bien qu'on ne fasse que rarement référence au concept en tant que tel. On évoque plutôt le désir de « s'inscrire dans un nouveau réseau de clientèles⁵ » ou de « se rapprocher des nouveaux dirigeants et de la haute société anglaise – position oblige – en les admettant dans [le] cercle familial et en sollicitant leur amitié⁶ ». N'empêche, il apparaît aujourd'hui inconcevable de traiter des conséquences de la Conquête chez les élites – tant dans les biographies⁷ que dans les études prosopographiques⁸ – sans montrer (ou dénoncer) comment elles ont tenté de tirer leur épingle du jeu en tissant des liens avec les autorités britanniques. La notion de capital social est aussi au cœur des études

⁴ Donald Fyson, « Domination et adaptation : les élites européennes au Québec, 1760-1841 », dans Claire Laux *et al.* (dir.), *Au sommet de l'Empire : les élites européennes dans les colonies (XVI^e-XX^e siècle)*, Berne, Peter Lang, 2009, p. 169-170.

⁵ Alex Tremblay, « Gabriel-Elzéar Taschereau », dans Gaston Deschênes et Denis Vaugeois (dir.), *Vivre la Conquête : à travers plus de 25 parcours individuels*, t. II, Québec, Éditions du Septentrion, 2014, p. 247.

⁶ Sophie Imbeault, *Les Tariou de Lanaudière : une famille noble après la Conquête, 1760-1791*, Québec, Éditions du Septentrion, 2004, p. 201.

⁷ Marjolaine Saint-Pierre, *Lacorne Saint-Luc : l'odyssée d'un noble, 1711-1784*, Québec, Éditions du Septentrion, 2013, p. 213-320.

⁸ François-Joseph Ruggiu, « Le destin de la noblesse du Canada, de l'Empire français à l'Empire britannique », *Revue d'histoire de l'Amérique française* (ci-après RHAF), vol. 66, n° 1 (été 2012), p. 51-62.

sur l'émergence, l'expansion et le déclin de la bourgeoisie dans les historiographies américaines et européennes depuis plusieurs décennies⁹. Pour les historiennes britanniques Leonore Davidoff et Catherine Hall travailler sur les élites, c'est même « identifier les réseaux de relations personnelles [...] qui ont rendu possibles les mouvements, l'accumulation, les investissements des fortunes familiales¹⁰ ».

Le capital culturel se révèle, quant à lui, le parent pauvre des études sur le renouvellement des élites. Certes, il apparaît en filigrane dans les recherches de plusieurs historiens s'étant intéressés à l'étude des pratiques culturelles¹¹ et il est omniprésent en sociologie des élites¹². Toutefois, c'est principalement son enracinement au sein des classes aisées et la manière dont il participe à l'ascension sociale d'un corps professionnel donné qui semblent avoir intéressé les chercheurs en histoire. Les travaux de John Hare sur la pièce *L'anglomanie*¹³ et ceux de John A. Dickinson sur « l'anglicisation¹⁴ » de la société québécoise se contentent ainsi d'associer cette mutation du capital culturel à la noblesse seigneuriale et de la confiner au lendemain de

⁹ R. J. Morris, *Men, Women, and Property in England, 1780-1870: A Social and Economic History of Family Strategies Amongst the Leeds Middle Classes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.

¹⁰ Leonore Davidoff et Catherine Hall, *Family Fortunes : hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise, 1780-1850*, Paris, La Dispute, 2014, p. 12.

¹¹ Pensons notamment aux travaux de Brian Young, qui soulignent l'intérêt de la bourgeoisie montréalaise pour l'Angleterre victorienne (Brian Young, *George-Étienne Cartier, bourgeois montréalais*, 2^e éd., Montréal, Éditions du Boréal, [1982] 2004, p. 73-80).

¹² La notion de capital culturel est, par exemple, au cœur des travaux des époux Pinçon-Charlot qui explorent, entre autres, la manière dont des espaces de sociabilité se créent autour d'un goût commun pour un entresoi bourgeois (Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2007, p. 53-68).

¹³ John E. Hare, « Joseph Quesnel et l'anglomanie de la classe seigneuriale au tournant du XIX^e siècle », *Co-Incidences*, vol. 6 (1976), p. 23-31.

¹⁴ John A. Dickinson, « L'anglicisation », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Éditions Fides et Publications du Québec, 2000, p. 80-91.

la Conquête. Ceux de Gérard Bouchard et de Robert Gagnon mettent l'accent sur le rôle du capital culturel dans le processus de construction d'une identité sociale élitaire, mais se limitent à l'analyse de deux groupes bien définis : les médecins du Saguenay et les membres des professions libérales canadiens-français¹⁵. La place du capital culturel dans la formation de nouvelles élites semble avoir davantage retenu l'attention des chercheurs européens. Fabrice d'Almeida s'en est par exemple servi pour montrer comment le nazisme a pénétré les élites allemandes pendant l'entre-deux-guerres¹⁶. Cependant, la façon dont le changement de capital culturel participe tout à la fois au renouvellement des élites et en résulte, et le rôle qu'il joue dans la mobilité sociale demeurent toujours à approfondir au Québec même s'il existe quelques études sur le sujet¹⁷.

La même dichotomie existe lorsqu'on sort des grandes villes et qu'on s'intéresse aux changements des élites en région. Les études consacrées aux réseaux et aux rapports de parenté abondent et couvrent la plupart des régions du Québec¹⁸ tandis que celles sur le changement

¹⁵ Gérard Bouchard, « Naissance d'une élite : les médecins dans la société saguenayenne (1850-1940) », *RHAF*, vol. 49, n° 4 (printemps 1996), p. 521-549; Robert Gagnon, « Capital culturel et identité sociale : les fonctions sociales du discours sur l'encombrement des professions libérales au XIX^e siècle », *Sociologie et sociétés*, vol. 21, n° 2 (automne 1989), p. 129-146.

¹⁶ Fabrice d'Almeida, *La vie mondaine sous le nazisme*, Paris, Perrin, 2008.

¹⁷ Pensons, entre autres, aux travaux de Marise Bachand sur l'influence des notables britanniques dans la transformation de l'espace domestique élitaire au XIX^e siècle (Marise Bachand, « Depuis que l'élément étranger s'est mêlé [...] à la première société française » : dynamiques de genre dans l'espace domestique élitaire canadien au XIX^e siècle », dans Laurent Turcot et Thierry Nootens (dir.), *Une histoire de la politesse au Québec : normes et déviances du XVII^e au XX^e siècle*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015, p. 184-215).

¹⁸ François Guérard, « Les notables trifluviens au dernier tiers du 19^e siècle : stratégies matrimoniales et pratiques distinctives dans un contexte d'urbanisation », *RHAF*, vol. 42, n° 1 (été 1988), p. 27-46; Sandra Nadeau-Paradis, *La petite bourgeoisie de La Tuque et son rôle dans l'exercice du pouvoir local (1907-1939)*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2015.

du capital culturel se font plus rares¹⁹. Pourtant le cadre régional constitue un terrain d'étude particulièrement intéressant pour réfléchir sur la recomposition des élites. Il permet de faire des études de cas détaillées et de voir comment les cultures métropolitaines pénètrent dans la colonie en dehors des grands centres urbains. Il donne également l'occasion de se pencher sur la question du rapport à la périphérie et de voir comment celle-ci se déplace et se redéfinit en fonction de l'évolution des moyens de transport. Cet article entend donc croiser trois champs disciplinaires pour étudier cette question : l'histoire régionale, la sociologie des élites et les dynamiques de la mobilité sociale qui sous-tendent la montée et le déclin d'un groupe dans la société.

Le concept d'élite a d'ailleurs beaucoup évolué en se confrontant aux différentes disciplines et rend désormais compte plus finement de la pluralité des éléments qui le composent et des réalités régionales. Sous l'influence des travaux de sociologues s'étant intéressés aux classes dirigeantes (Vilfredo Pareto, Norbert Elias, Pierre Bourdieu, etc.), les historiens en sont venus à définir les élites comme l'« ensemble des groupes sociaux qui dominent la société par leur influence, leur prestige, leurs richesses, leur pouvoir économique, culturel, politique²⁰ ». Bien que les historiens américains et européens se réfèrent encore abondamment à la notion de bourgeoisie pour définir les groupes d'influence – notion qui renvoie principalement aux élites économiques et politiques et à une approche plus marxiste de la question²¹ –, leurs confrères québécois endossent aujourd'hui une définition beaucoup plus large des élites²². Celle-ci englobe plus volontiers les élites d'envergure régionale, parmi lesquelles on compte des cultivateurs, des artisans,

¹⁹ L'historien Christian Dessureault le soulignait d'ailleurs déjà en 2001 : « Les réseaux et les rapports de parenté représentent des vecteurs importants des recherches sur la société rurale du Québec » (Christian Dessureault, « Parenté et stratification sociale dans une paroisse rurale de la vallée du Saint-Laurent au milieu du XIX^e siècle », *RHAF*, vol. 54, n° 3 (hiver 2001), p. 411).

²⁰ Guy Chaussinand-Nogaret, « Élités », dans André Burguière (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, p. 242.

²¹ Adam Kuper, *Incest and Influence: The Private Life of Bourgeois England*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

²² Fyson, « Domination et adaptation », p. 169.

des marchands, des professionnels et des ecclésiastiques²³. C'est de cette définition basée sur le contrôle des leviers du pouvoir (économique, politique, culturel, militaire, etc.) et, surtout, sur l'appartenance à un groupe doté d'un mode de vie distinct (pratique d'une sociabilité particulière, importance accrue de l'éducation, participation à des activités culturelles, etc.)²⁴ que nous comptons nous inspirer pour analyser les élites québécoises en région.

Les notions de capital culturel et de capital social sont, quant à elles, issues de l'œuvre de Pierre Bourdieu. Pour le sociologue français, ce qui distingue les élites des classes populaires, c'est que les premières peuvent compter sur un réseau de relations influentes et qu'elles cultivent un goût pour la distinction sociale alors que les secondes ne jouissent pas de pareilles relations et entretiennent un rapport au monde axé sur l'utile²⁵. Le capital social apparaît donc comme l'ensemble des relations qu'il faut avoir ou qui sont utiles pour faire partie des élites d'une région donnée. Ce n'est toutefois pas tout de frayer avec le gratin de la société. Encore faut-il disposer des connaissances, des savoir-faire et des savoir-vivre nécessaires pour être reconnu comme membre des classes dirigeantes par ses pairs. Cela apparaît d'autant plus important en région, où les écarts de fortune et la distance sociale entre les élites et le reste de la population sont souvent moindres que dans les grands centres urbains. Comme le souligne François Guérard, « [c]ontrairement à leurs homologues citadins [...], les notables d'un

²³ Maude Flamand-Hubert, *Louis Bertrand à l'Isle-Verte, 1811-1871 : propriété foncière et exploitation des ressources*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012; Claire Bernier, *Le rôle des élites dans la modernisation du Québec rural : l'exemple de Sainte-Clair de 1890 à 1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2012; Jean-René Thuot, *D'une assise locale à un réseau régional : élites et institutions dans la région de Lanaudière (1825-1865)*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2008.

²⁴ Nous nous inspirons ici de la définition développée par l'historien américain Richard Bushman dans ses travaux. À son avis, ce sont surtout les concepts de *gentility* et de *respectability* qui distinguent les élites des autres classes sociales (Richard Bushman, *The Refinement of America: Persons, Houses, Cities*, New York, Vintage, 1993, p. 446).

²⁵ Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, p. 189-248.

village n'appartenaient que fort exceptionnellement à la bourgeoisie. Était notable celui qui, dans sa localité, était perçu comme tel. Une étude sur les notables renvoie donc à la *perception* des différences sociales²⁶ ». Autrement dit, le capital culturel, c'est ce qui donne à ceux qui forment l'élite la légitimité d'en faire partie.

Si certains des éléments constitutifs des capitaux culturel et social perdurent au cours des siècles (culte des ancêtres, souci du raffinement, inscription dans des réseaux transnationaux, etc.), ces derniers se transforment également dans le temps long, comme le montre la pièce de Quesnel. Le bon goût et l'*establishment* fluctuent en fonction des liens qui rattachent une région donnée à d'autres. Le cadre régional – à entendre ici comme un petit ou moyen centre urbain et la périphérie qui l'entoure – pose donc une double question. Il interroge d'une part la manière dont une « collectivité neuve²⁷ » définit elle-même ses propres normes à la faveur de son peuplement et de son développement. D'autre part, il amène à se questionner sur la pénétration des usages des différentes métropoles culturelles qui l'entourent. Celles-ci peuvent être lointaines et rayonner par-delà les frontières (Paris, Londres, Rome) ou rapprochées (Montréal, Québec, Burlington). Cet article entend donc montrer que les capitaux culturel et social des élites des petits centres urbains se construisent parallèlement à celui des notables des grandes villes environnantes et qu'ils jouent un rôle crucial dans le renouvellement des élites locales. Ces habitus de classe évoluent en adéquation avec les réalités qui sont propres aux classes aisées des petites villes tout en s'alimentant à celles des élites des grands centres urbains et des métropoles culturelles.

Si cette thèse peut sembler relever de l'évidence, le cas de Saint-Jean-sur-Richelieu (jadis connu sous le nom de Dorchester) permet de montrer que ce ne l'est pas nécessairement et que la question est

²⁶ Guérard, « Les notables trifluviens au dernier tiers du 19^e siècle », p. 29. En italique dans le texte.

²⁷ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : essai d'histoire comparée*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000.

plus complexe. Sise entre Montréal et Burlington, sur la rivière Richelieu, alors l'un des principaux axes de communication entre les États-Unis et le Canada, cette petite ville s'impose rapidement comme un point de passage important entre les deux pays. Dans un premier temps, elle permet donc de voir l'émergence d'un capital culturel frontalier et la manière dont un capital social qui y répond se structure autour de l'axe Bas-Canada-Vermont. L'exemple de Saint-Jean-sur-Richelieu offre ensuite l'occasion d'observer comment ces habitus de classe font place à un capital culturel régional et à des réseaux sous-jacents tournés vers les campagnes environnantes et vers Québec et Montréal à la faveur de changements économiques et du développement de nouvelles voies de communication (en l'occurrence le chemin de fer). Qui plus est, l'exemple de Saint-Jean-sur-Richelieu permet de prendre conscience de l'importance du changement des capitaux culturel et social dans le renouvellement des élites en région. On pourrait croire, en effet, que les notables anglo-protestants qui s'y sont installés à compter de la fin du XVIII^e siècle sont simplement remplacés par une nouvelle élite franco-catholique au courant du XIX^e siècle, comme l'a proposé l'historiographie²⁸. Or plusieurs familles qui se sont implantées à Dorchester au début du XIX^e siècle font toujours partie de l'*establishment* de la ville au début du XX^e, mais parlent dorénavant français et s'inscrivent dans un réseau franco-catholique. Ainsi, tandis que les notables canadiens-français johannais se mariaient avec des femmes anglo-protestantes et élevaient leurs enfants dans la langue de Shakespeare au début du XIX^e siècle, ils prennent pour épouses des Canadiennes françaises et élèvent leurs enfants dans la langue de Molière une cinquantaine d'années plus tard. On retrouve donc – en partie du moins – les mêmes familles dans les élites locales, mais celles-ci affichent une identité différente.

Les sources publiques qui rendent compte de l'évolution des capitaux culturel et social et de la manière dont les élites s'y adaptent, de la fondation de Dorchester dans les années 1790 à la constitution

²⁸ Voir, entre autres, Jean-Dominique Brosseau, *Saint-Jean-de-Québec : origine et développements*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Le Richelieu, 1937, p. 125-126.

de la ville en cité en 1916, abondent à Saint-Jean-sur-Richelieu. Nous comptons donc tirer profit de la diversité des documents sur le sujet en puisant autant dans les recensements et dans les registres paroissiaux de la région que dans les journaux locaux, *Le Franco-Canadien* et *Le Canada français*. Les sources privées se font en contrepartie plus rares. Mis à part la correspondance de la famille Marchand, on compte peu de traces documentaires de la vie des élites johannaises à Bibliothèque et Archives nationales du Québec et à Bibliothèque et Archives Canada. Qui plus est, nous ne connaissons pas de notables de la place ayant laissé de mémoires ou publié de récit autobiographique (outre la journaliste Joséphine Marchand et son mari Raoul Dandurand). Dans les circonstances, c'est principalement sur cette famille que nous nous appuyons pour analyser la façon dont se transforment les capitaux culturel et social dans l'intimité. Si cela limite forcément la portée de notre étude, il n'en demeure pas moins que les sources sur cette famille permettent d'en apprendre sur une large part des élites johannaises, puisque ses membres occupent une place prééminente dans la vie publique locale et qu'ils sont alliés à un nombre considérable de familles les plus influentes qu'on y trouve²⁹. En ce sens, les archives de la famille Marchand paraissent toutes désignées pour étudier la constitution des élites johannaises. Grâce à leur analyse, il nous sera possible de nous pencher sur le sujet en deux temps. Le premier nous donnera l'occasion de saisir l'émergence d'un capital culturel frontalier et du capital social qui s'y enchâsse à travers le processus de formation des élites en zone pionnière. Le second nous permettra de voir comment un capital culturel régional remplace peu à peu le premier et amène par le fait même les notables à reconfigurer leur entourage et à se doter d'une nouvelle identité.

²⁹ Pensons, entre autres, aux Bourgeois, aux Arpin, aux Decelles, aux Langelier, aux Woods, aux Bingham et aux Jobson pour ne donner que quelques exemples.

Le développement d'un capital culturel frontalier et du capital social qui s'y enchâsse

La formation d'élites locales en zone pionnière frontalière

La vallée du Richelieu est depuis le XVII^e siècle un axe de communication important entre les colonies américaines et la vallée du Saint-Laurent et, partant, un couloir de guerre. Dès 1665, les Français y érigent des fortifications pour vaincre la menace iroquoise. En 1760, c'est par là que les troupes du général de brigade William Haviland passent pour rejoindre Montréal. Lors de la guerre d'Indépendance américaine, la région est de nouveau le théâtre d'affrontements, et, à l'automne 1775, le fort Saint-Jean se voit assiégé par les troupes américaines du général de brigade Richard Montgomery pendant près de deux mois. À la fin du XVIII^e siècle, le Haut-Richelieu est donc toujours peu peuplé en raison des nombreux conflits qui s'y sont déroulés³⁰.

Toutefois, de nouvelles populations commencent à y converger avec la pacification de la région. En 1779, on compte déjà « 209 Loyalistes à Saint-Jean-sur-Richelieu, 27 à Chambly et 87 à Sorel, soit près de 38 % de tous les Loyalistes passés dans la Province de Québec³¹ ». Cinq ans plus tard, ils sont désormais 375 à Saint-Jean-sur-Richelieu, 66 à Chambly et 316 à Sorel. Petit à petit, la rivière Richelieu délaisse ses fonctions d'axe de guerre pour devenir une artère économique et une voie de communication importantes entre les colonies américaines et la *Province of Quebec*. L'arrivée de nouveaux venus s'intensifie tant et si bien que le seigneur David Alexander Grant fonde la communauté de Dorchester dans les années 1790³².

³⁰ André Charbonneau, « Une voie stratégique bien gardée : la rivière Richelieu », *Cap-aux-Diamants*, n° 37 (printemps 1994), p. 20-24.

³¹ Mario Filion *et al.* (dir.), *Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2001, p. 109.

³² Les études divergent sur la date de fondation de Dorchester. Certains auteurs pensent que Grant aurait utilisé ce nom pour la première en fois en 1790, alors que d'autres évoquent plutôt 1792 ou 1794. Tous les chercheurs s'entendent cependant



En 1815, l'arpenteur Joseph Bouchette décrit la place comme une petite bourgade de moins de 80 maisons dont la population, en large partie anglophone, est principalement constituée des quelque 400 loyalistes qui s'y sont établis et des soldats britanniques cantonnés au fort Saint-Jean³³.

Le contexte géopolitique international favorise d'ailleurs l'expansion de la région. Avec le blocus continental de Napoléon (1806-1814), la Grande-Bretagne se trouve coupée de son territoire d'approvisionnement séculaire en bois (les ports de Dantzig et de Memel sur la mer Baltique) et doit se tourner vers ses colonies nord-américaines pour trouver le bois dont dépendent ses marines marchande et militaire³⁴. Or les forêts de la vallée du Richelieu et du Vermont regorgent de chênes et de pins imposants, propices à la construction navale³⁵. Qui plus est, avec la pacification de la région³⁶ et l'intensification des relations entre le Bas-Canada et la jeune république américaine, Dorchester devient un relais important entre Burlington et Montréal tant pour les voyageurs que pour les marchandises qui y transitent. Toute une série de services se met donc en place pour répondre à la demande croissante des visiteurs (auberges, ligne de diligences, transport de marchandises, douanes, etc.).

pour dire que l'implantation de la population dans la région s'intensifie à cette époque et qu'une communauté naît dans les années 1790 (Francine Bouchard, *La vallée du Richelieu : introduction à l'histoire et au patrimoine*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, p. 57).

³³ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada, avec des remarques sur le Haut Canada, et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 177-178.

³⁴ Sylvain Pagé, « Le blocus continental (1806-1814) : son impact sur le Canada », *Cap-aux-Diamants*, n° 81 (printemps 2005), p. 18-21.

³⁵ Selon Robert Lagassé, plus de la moitié du pin et du chêne envoyés depuis Québec en Grande-Bretagne entre 1806 et 1812 provient du Vermont via la rivière Richelieu (Filion et al. (dir.), *Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*, p. 219).

³⁶ Notons tout de même un intermède guerrier entre 1812 et 1815 sur lequel nous reviendrons plus loin.



Avec la création d'une nouvelle communauté vient une période de transition qui permet une plus grande mobilité sociale³⁷. L'ouverture d'un nouveau front de peuplement crée un espace flou où tout est à (re)faire. Certains des nouveaux arrivants disposent certes d'avantage(s) (pécuniaire, relationnel, politique, etc.) sur les autres, mais il demeure assurément plus facile de se hisser aux plus hautes fonctions dans ce contexte que dans une collectivité déjà établie, où la hiérarchie sociale est beaucoup moins mouvante et où les opportunités de mobilité sociale sont considérablement moins nombreuses. Plusieurs familles désargentées de France ou de la petite noblesse de province qui ne pouvaient aspirer à connaître une ascension sociale importante dans ce royaume choisirent ainsi d'émigrer en Nouvelle-France aux XVII^e et XVIII^e siècles en espérant y trouver un avenir meilleur³⁸. Les jeunes hommes célibataires qui ne possédaient pas ou peu de fortune personnelle espéraient ainsi se distinguer par leur mérite ou par le prestige d'un nom qu'ils savaient insuffisant pour briller à Versailles, mais bien assez honorable pour se distinguer dans le monde colonial³⁹.

Il en va de même à Dorchester au tournant du XIX^e siècle. Les élites qui s'y créent sont majoritairement formées de jeunes gens issus des classes moyennes de villes déjà bien développées (Québec, Trois-Rivières, Montréal, Burlington, etc.), de familles de cultivateurs prospères originaires de petites localités rurales (Alburg) ou de fils de bonne famille arrivant trop loin dans l'ordre de succession pour espérer hériter de la fortune familiale. C'est notamment le cas de Pierre-Paul Démaray (1798-1854), notaire originaire de Trois-Rivières, qui vient s'établir à Dorchester pour y pratiquer sa profession

³⁷ Brigitte Violette, « Entre l'émigration de la misère et l'eldorado mythique : genèse d'une petite-bourgeoisie franco-américaine (Fall River, 1870-1920) », dans Yves Frenette, Martin Pâquet et Jean Lamarre (dir.), *Les parcours de l'histoire : hommage à Yves Roby*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002, p. 231-261.

³⁸ Robert Larin et Yves Drolet, « Les listes de Carleton et de Haldimand : états de la noblesse canadienne en 1767 et 1778 », *Histoire sociale = Social History*, vol. 41, n° 82, (novembre 2008), p. 564.

³⁹ François-Joseph Ruggiu, « La noblesse du Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Histoire, économie & société*, vol. 27, n° 4 (2008), p. 67-85.

et qui réussit à se hisser aux premiers rangs de la société en participant à la fondation de la paroisse et en devenant le premier maire de Saint-Jean-l'Évangéliste⁴⁰. C'est également le cas de Gabriel Marchand (1780-1852), jeune homme issu d'une famille de la petite bourgeoisie commerçante de Québec⁴¹, qui réussit à devenir l'un des principaux notables de Dorchester dans la première moitié du XIX^e siècle. Vers 1803, après avoir occupé des fonctions de commis dans l'importante maison d'importation du marchand d'origine écossaise John Macnider, Marchand part pour Dorchester afin d'y ouvrir un bureau et des entrepôts destinés à recevoir le bois coupé sur les bords du lac Champlain avant qu'il ne soit acheminé vers Québec⁴². Les affaires lui sourient et il invite ses frères et sa sœur (Louis, François et Sophie) à venir le rejoindre. Ensemble, ils s'investissent dans l'expansion de la communauté en participant, entre autres, à l'érection de l'église anglicane, à la création de la paroisse catholique, à l'administration municipale et à la création du canal de Chambly⁴³. Les Mott, quant à eux, profitent de généreuses allocations du Parlement de Londres pour quitter leurs terres d'Alburg (Vermont, États-Unis) et venir s'établir à Dorchester en 1788. De fil en aiguille, cette famille de cultivateurs originaire d'un petit village du Vermont prend racine

⁴⁰ Lionel Fortin, « Démaray, Pierre-Paul », dans *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* (ci-après *DBC*), vol. 8, Québec, Université Laval ; Toronto, University of Toronto, 2003, [http://www.biographi.ca/fr/bio/demaray_pierre_paul_8F.html] (30 novembre 2016).

⁴¹ Son père, Louis Marchand, est capitaine de vaisseau et compte plusieurs proches qui évoluent dans le milieu de la marine et des affaires. Sa mère, Françoise Roussel, est issue d'une famille de la bourgeoisie marchande de Québec alliée aux Berthelot, aux Bazin et aux Saillant (Contrat de mariage de Louis Marchand et de Françoise Roussel, 13 septembre 1778, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre d'archives de Québec (ci-après BANQ-Q), greffe de Jean-Antoine Panet, CN301, S205).

⁴² Lettre de Raoul Dandurand à Hanford MacNider, 3 août 1931, BANQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P82.

⁴³ Lionel Fortin, « Marchand, Gabriel », dans *DBC*, vol. 8, [http://www.biographi.ca/fr/bio/marchand_gabriel_8F.html] (30 novembre 2016).

dans la région, participe à son développement⁴⁴ et profite des occasions qui se présentent à elle pour se hisser au niveau des élites économiques et politiques locales⁴⁵.

Le développement d'une identité et d'un capital culturel propres

Peu à peu, les élites de Dorchester souhaitent refermer l'accès aux classes dirigeantes et donner une légitimité au gotha local qu'elles ont réussi à former. Tous ne doivent pas pouvoir y parvenir, et le pouvoir (religieux, militaire, politique, économique, etc.) doit être le fait d'une élite adoptant les codes de respectabilité des notables de la place. Un capital culturel élitaire se forme donc petit à petit au début du XIX^e siècle à partir de la culture de l'ensemble des hommes et des femmes qui ont réussi à s'imposer en tant que notables au sein de la collectivité. Bien que bon nombre d'entre eux soient d'origine canadienne-française, la plupart sont anglophones et protestants, et le capital culturel qui s'y crée tend à assimiler les premiers aux mœurs des seconds. Ce capital vise notamment à distinguer ceux qui sont parvenus à s'imposer dans les classes dirigeantes locales des autres colons qui s'établissent dans la région puisque, comme nous l'avons mentionné précédemment, beaucoup sont issus des classes moyennes. Ces nouvelles élites qui ne disposent pas, dans la plupart des cas, d'une aura de respectabilité héritée de leurs parents cherchent à définir les normes d'un capital culturel et social qui leur est propre à mesure que de nouveaux venus continuent d'affluer dans la région. La distance qui sépare les biens nantis de Dorchester des grands centres urbains et leur récente accession à ce statut les amènent donc à développer une identité spécifique et, partant, un capital culturel qui leur est propre. Même s'il est fortement influencé par les origines ethniques de la majorité anglo-protestante, il se distingue ainsi de

⁴⁴ Les Mott créent, entre autres, le premier service de traversier entre Dorchester et Iberville (1797), œuvrent dans le commerce, tiennent un hôtel et dirigent un magasin général et un poste de relais pour diligence.

⁴⁵ Lionel Fortin, *Le maire Nelson Mott et l'histoire de Saint-Jean*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1976, p. 9-43.



celui des grandes villes environnantes – sans que cela l’empêche de s’y inscrire fortement – en étant marqué par une plus grande mixité ethnoreligieuse.

Il faut dire qu’il est alors de bon ton d’adopter différents usages de la bourgeoisie anglaise au sein des élites canadiennes-françaises de l’ensemble de la vallée du Saint-Laurent. Les bonnes familles se dotent ainsi d’élégants services à thé et de fontaines à eau chaude pour pouvoir exécuter le rituel du thé dans les règles de l’art⁴⁶ et, de fil en aiguille, cette habitude s’enracine dans les mœurs des classes dirigeantes⁴⁷. Les jeunes filles se coiffent de longues boucles verticales et roulées en spirale comme cela est à la mode en Angleterre⁴⁸. En ce sens, les bonnes familles de Dorchester s’inscrivent dans un mouvement plus large qui touche l’ensemble des élites bas-canadiennes. Cette tendance semble toutefois s’enraciner davantage dans cette région puisqu’on n’y trouve pas d’élites canadiennes-françaises qui y sont établies depuis plusieurs générations et qui auraient pu imposer ou conserver leur propre capital culturel, comme c’est le cas à Québec et, dans une moindre mesure, à Montréal. En effet, les vieilles familles de l’élite seigneuriale et de la bourgeoisie canadienne-française qui y demeurent réussissent à conserver une certaine aura de prestige à leur culture dans les milieux distingués sans que cela ne les empêche d’adopter certaines coutumes anglaises⁴⁹. La récente ascension sociale de bon nombre des notables de Dorchester et la prépondérance des Anglo-protestants dans les instances de pouvoir locales y favorisent l’émergence d’une identité élitaires anglo-protestante plus forte que dans les grands centres urbains environnants.

⁴⁶ François Malépart de Beaucourt, *Madame Eustache-Ignace Trottier dit Desrivières, née Marguerite Malhiot, 1793*, huile sur toile, 79,5 x 63,5 cm, Collection du Musée national des Beaux-arts du Québec; Pascal Fillion, *Étude de l’univers domestique en milieu bourgeois chez les anglophones et les francophones du Québec : le cas Jourdain-Fiset*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 1998, p. 43-44.

⁴⁷ Lettre de Sophia Marchand à Gabriel Marchand et Mary Macnider, 2 septembre 1835, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P51.

⁴⁸ Dickinson, « L’anglicisation », p. 90.

⁴⁹ Imbeault, *Les Tarieu de Lanaudière*, p. 227.



Les Canadiens français ambitieux qui s'installent dans la vallée du Richelieu et qui réussissent à y faire fortune à cette époque s'intègrent donc aux notables anglo-protestants en prenant bien souvent épouse dans ce groupe et allant même jusqu'à se marier dans une église protestante. Le cas des frères Marchand illustre bien cette tendance. Après s'être installé dans la région au tournant du XIX^e siècle et y avoir fait fortune dans le commerce du bois, Gabriel Marchand épouse Amanda Bingham, fille d'un commerçant prospère du coin, le 1^{er} janvier 1807 en l'église anglicane de Frelighsburg⁵⁰. Par ce mariage, Marchand s'associe aux Bingham, famille de loyalistes tardifs originaire du Vermont, dont le patriarche, Abner, jouit de nombreuses relations avec les États-Unis et renforce ainsi ses assises dans la région tout en consolidant son réseau avec les États-Unis – où, rappelons-le, Marchand s'approvisionne en bois. Lorsque ses frères Louis et François viennent le rejoindre peu de temps après, ils jettent également leur dévolu sur les filles d'une famille de marchands anglo-protestants bien en vue de Dorchester originaire des États-Unis, les Woods⁵¹. Le 21 décembre 1809, François prend ainsi pour épouse Rebecca en l'église presbytérienne St. Gabriel de Montréal. Six ans plus tard, son frère Louis convole en justes noces au même endroit avec la sœur de cette dernière, Sarah Ann⁵². Tout comme leur frère aîné, François et Louis réussissent, grâce à ces alliances, à consolider les liens de la famille avec les États-Unis tout en s'alliant aux notables locaux. Ces relations leur sont d'ailleurs profitables dès le lendemain de leur mariage puisqu'ils se joignent à leur frère Gabriel dans le commerce du bois. Ces mariages avec des femmes issues de l'élite anglo-

⁵⁰ Acte de mariage de Gabriel Marchand et de Amanda Bingham, 1^{er} janvier 1807, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre d'archives de Sherbrooke, registre de l'église anglicane de Frelighsburg, CE502, S47.

⁵¹ James William Towner, *A Genealogy of the Towner Family: The Descendants of Richard Towner, who came from Sussex County, Eng., to Guilford, Conn., before 1685*, Los Angeles, Times-Mirror Printing & Binding House, [1910?], p. 65.

⁵² Actes de mariage de François Marchand et de Rebecca Woods (21 décembre 1809) et de Louis Marchand et de Sarah Ann Woods (2 février 1815), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre d'archives du Vieux-Montréal (ci-après BAQ-VM), registre de la St. Gabriel Street Presbyterian Church, CE601, S126.

protestante célébrés dans des temples protestants confèrent non seulement un capital social précieux aux Canadiens français ambitieux, mais aussi le capital culturel nécessaire pour s'inscrire au sein des élites locales. Les Marchand ne sont d'ailleurs pas les seuls à adopter une telle stratégie au cours de la première moitié du XIX^e siècle, comme en témoignent les mariages du notaire Pierre Gamelin⁵³, du douanier Louis Camille Vandal⁵⁴, du médecin Benjamin Delisle⁵⁵ et de nombreux autres notables franco-catholiques de Dorchester avec une femme issue de l'élite anglo-protestante.

De tels mariages favorisent l'assimilation des notables canadiens-français à une culture élitaire anglo-protestante en les amenant à parler anglais au quotidien et à éduquer leurs enfants essentiellement – voire exclusivement – dans la langue de Shakespeare⁵⁶. Chez les Marchand, on ne parle donc pas les deux langues à la maison, mais seulement – ou principalement⁵⁷ – l'anglais. Les enfants de Gabriel et de sa deuxième épouse, Mary Macnider⁵⁸, apprennent le français uniquement à leur entrée au Collège de Chambly. Les lettres échangées entre les différents membres de la famille le montrent d'ailleurs. En 1845, lorsque Félix-Gabriel fait son entrée au séminaire de Saint-

⁵³ Acte de mariage de Pierre Gamelin et de Sophia Walker, 4 mai 1813, BAnQ-VM, registre de la Christ Church Anglican (Sorel), CE603, S16.

⁵⁴ Acte de mariage de Louis Camil Vandal et de Mary Ann Esinhart, 21 octobre 1840, BAnQ-VM, registre de la St. James's Methodist Church (Montréal), CE601, S109.

⁵⁵ Acte de mariage de Benjamin Delisle et de Amanda Hogle, 8 juillet 1849, BAnQ-VM, registre de la St. Mark's Anglican Church, CE604, S17.

⁵⁶ Alex Tremblay, *La mixité culturelle au sein des élites québécoises au XIX^e siècle : l'exemple de la famille Marchand, 1791-1900*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2014, p. 23-28.

⁵⁷ Certaines des lettres envoyées par Félix-Gabriel Marchand à ses parents lorsqu'il étudiait au séminaire de Saint-Hyacinthe sont en français. Faut-il en conclure que sa mère parlait avec lui en français ou que Félix-Gabriel souhaitait uniquement pratiquer cette langue? Selon l'historien Lionel Fortin, « seul l'anglais était parlé à la maison » (Lionel Fortin, *Félix-Gabriel Marchand*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1979, p. 41).

⁵⁸ Le 5 mai 1809, la mort emporte Amanda Bingham moins de trois ans après son mariage avec Gabriel Marchand. Ce dernier se remarie donc l'année suivante avec l'anglo-presbytérienne Mary Macnider avec qui il a six enfants.

Hyacinthe pour y perfectionner son français, seul son père lui écrit par moments dans cette langue pour l'aider à s'exercer. Sa mère et ses deux frères lui écrivent toujours en anglais⁵⁹. Gabriel lui-même semble avoir adopté cette langue puisque c'est dans celle-ci qu'il rédige la majorité de sa correspondance, qu'il exprime ses réflexions personnelles et qu'il annote son courrier, même lorsque celui-ci est rédigé en français⁶⁰. Dans les circonstances, nulle surprise de voir plusieurs notables canadiens-français angliciser leur nom ou donner un prénom anglais à leur progéniture. Le commerçant de bois François Marchand devient ainsi « Francis⁶¹ » dans la correspondance familiale tandis que de nombreux Jean deviennent des « John⁶² » afin de montrer leur appartenance aux notables locaux. L'appartenance ethno-linguistique fait donc partie du capital culturel.

Si le capital culturel qui émerge à Dorchester est marqué par les origines ethniques de la majorité, il n'en est pas moins pour autant imprégné d'une forte mixité ethnoreligieuse. Ce qui importe pour les élites, et en particulier à l'époque où cette communauté est en train de voir le jour, c'est surtout d'avoir su faire fortune et gagner le respect de ses concitoyens. Cela s'explique notamment par la taille restreinte de la collectivité et, partant, de ses classes dirigeantes. Alors que les frontières entre les différentes confessions dans les classes dirigeantes se font de moins en moins mouvantes et se referment à

⁵⁹ Lettre de Gabriel Marchand, Mary Macnider, John Marchand et Charles Marchand à Félix-Gabriel Marchand, 31 octobre 1848, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P47 à P174, S2, P150.

⁶⁰ Lettre d'Armand de Charbonnel à Gabriel Marchand, 29 janvier 1844, collection Yves Beauregard.

⁶¹ Lettre de Sophia Marchand à Gabriel Marchand et Mary Macnider, 23 octobre 1835, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P59.

⁶² Pensons, entre autres, à Jean Marchand, fils de Gabriel Marchand, ou à Jean Vandal, fils de Louis Camille Vandal, qui usent presque exclusivement de la forme anglicisée de leur prénom (Lettre de Gabriel Marchand à Félix-Gabriel Marchand, 16 novembre 1849, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P151 ; Acte de sépulture de Louis Camille Vandal, 3 juillet 1865, BAnQ-VM, registre de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste-de-Dorchester, CE604, S10).



Québec et Montréal⁶³, franco-catholiques et anglo-protestants continuent à se fréquenter dans les milieux aisés de Dorchester. En 1816, ils s'unissent même pour ériger une église anglicane⁶⁴. Les frères Gabriel, François et Louis Marchand prennent alors une part active à la collecte de fonds, et Louis siège au comité responsable de la construction du temple⁶⁵. Les trois frères font même partie des plus généreux donateurs⁶⁶. En 1826, lorsque les notables canadiens-français de l'endroit désirent y ériger une paroisse catholique, Gabriel se tourne tant vers les catholiques que vers les protestants pour amasser les fonds nécessaires⁶⁷. Il sollicite parents et amis de Québec et de Montréal, demandant même à son ancien associé François Durette et à son ami Louis Massue de quêter parmi la communauté anglo-protestante de Québec⁶⁸. Participer au financement et à l'érection d'une paroisse – qu'elle soit catholique ou anglicane – témoigne donc d'abord pour les notables de Dorchester de leur respectabilité et de leurs moyens financiers. Sans pour autant nier la piété de certains d'entre eux, force est d'admettre que cela vise également (ou surtout ?) à consolider leur prestige et leur place dans les élites locales. Ce qui distingue donc le capital culturel des notables de Dorchester de celui des bonnes familles de Montréal et de Québec, c'est que celui-ci est plus flexible et que les frontières ethnoreligieuses y sont beaucoup moins marquées. Ce qui importe, désormais, c'est que les charges publiques soient occupées par des gens qui s'inscrivent dans ce capital

⁶³ La population britannique a passablement augmenté au début du XIX^e siècle dans ces deux villes et les différentes élites qui s'y côtoient se replient sur elles-mêmes en se dotant de leurs propres institutions de charité, d'un réseau d'écoles et de journaux qui représentent leurs intérêts (Fyson, « Domination et adaptation », p. 187).

⁶⁴ E. L. Caldwell, *History of St. James' Church, St. Johns, Que.*, [s. l., s. é.], 1947, p. 9.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 78.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 54-62.

⁶⁷ Monique Signori et Maurice Laforest, *Une église, une cathédrale : Saint-Jean l'Évangéliste, Saint-Jean-sur-Richelieu*, Éditions Mille Roches, 1980, p. 14.

⁶⁸ Monique Signori-Laforest, *Inventaire analytique des Archives du diocèse de Saint-Jean-de-Québec, 1688-1900*, Québec, Centre de documentation (Service de l'inventaire des biens culturels), 1976, p. 429-430.



culturel frontalier, et les notables locaux s'insurgent lorsque ce n'est pas le cas⁶⁹.

Un capital social marqué par la frontière

Le cas de Dorchester permet également de comprendre comment un nouveau capital social élitaire émerge en zone pionnière. Dans une collectivité neuve dont les classes dirigeantes sont en train de se former, rares sont les jeunes gens ambitieux qui viennent s'y implanter disposant déjà de plusieurs contacts sur place qui pourraient les aider à accéder au gotha local. Dans un premier temps, ce sont donc les réseaux antérieurs des nouvelles élites de Dorchester qui leur fournissent capitaux et contacts tout en faisant foi de leur respectabilité. En ce sens, le premier capital social élitaire de la région rattache les nouveaux notables locaux à leur(s) lieu(x) d'origine : Québec, Montréal, Burlington, Trois-Rivières... Le marchand de bois Gabriel Marchand s'appuie ainsi sur des capitaux fournis par son ancien patron John Macnider et un apprenti de ce dernier⁷⁰, et table sur ses contacts dans les milieux distingués de Québec pour faire foi de sa valeur⁷¹. Le processus s'apparente d'ailleurs à ce qu'on peut observer dans un contexte pionnier de manière plus générale. Les Jean Juchereau de Maur, Robert Giffard, Pierre Boucher et autres premiers colonisateurs de la Nouvelle-France se sont également appuyés sur le réseau de leur Perche natal pour y puiser alliés et capital humain afin de favoriser leur implantation et leur ascension dans les élites de la colonie⁷². Ce premier capital social s'estompe cependant peu à peu à mesure que des classes dirigeantes se forment en zone pionnière et que les notables qui en émergent nouent des

⁶⁹ Lettre de Gabriel Marchand au colonel Glegg, 1^{er} juillet 1831, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P28.

⁷⁰ Acte de transport entre John Macnider *et al.* et Gabriel Marchand, 11 novembre 1806, BAnQ-Q, greffe de Félix Têtu, CN301, S262.

⁷¹ Lettre de Sydney Bellingham à Félix-Gabriel Marchand, 26 juin 1897, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S1, P11.

⁷² Gervais Carpin, *Le réseau du Canada : étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Québec, Éditions du Septentrion, 2001, p. 320-334.



relations dans leur nouvelle communauté. Forcément, le nouveau capital social élitaire qui se développe s'ancre dans la situation géographique et les activités économiques de la collectivité naissante.

Au début du XIX^e siècle, les élites de Dorchester se rattachent à une communauté d'appartenance frontalière, et le capital social qui en émerge est fortement marqué par cette réalité. Si, en vertu du traité de Paris de 1783, la frontière entre le Canada et les États-Unis doit théoriquement suivre le 45^e parallèle dans la région, celle-ci se révèle, dans les faits, beaucoup plus difficile à situer sur le terrain⁷³. Les échanges entre les deux États font partie du quotidien, et les élites de la région comptent parents et amis des deux côtés de la frontière. Celle-ci demeure en effet floue et perméable, comme en témoigne l'éphémère guerre d'Aroostook (1838-1839)⁷⁴. La distance qui sépare Dorchester de Montréal et de Québec est également importante avant l'apparition du chemin de fer. Il faut mettre de quatre à sept heures de route et de traversier pour rejoindre Montréal en diligence avant la construction de la voie ferrée Saint-Jean-La Prairie (1836)⁷⁵. Alors que les notables de Québec et de Montréal tournent leur regard vers Londres et vers les campagnes environnantes⁷⁶, ceux de Dorchester s'inscrivent davantage dans un axe nord-sud, dont la rivière Richelieu constitue la colonne vertébrale.

Bon nombre d'habitants de Dorchester comptent d'ailleurs des membres de leur famille au Vermont ou en sont eux-mêmes originaires. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à penser aux Woods, aux

⁷³ Joseph Gagné, « Entre revendication et résignation : les seigneuries du lac Champlain et la frontière new-yorkaise 1763-1783 », dans Benoît Grenier et Michel Morissette (dir.), *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, avec la collaboration d'Alain Laberge et Alex Tremblay Lamarche, Québec, Éditions du Septentrion, 2016, p. 61-90.

⁷⁴ André-Louis Sanguin, « La frontière Québec-Maine : quelques aspects limologiques et socio-économiques », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 18, n° 43 (1974), p. 171-174.

⁷⁵ Pierre Lambert, « Le transport public en diligence au Québec », *Histoire Québec*, vol. 16, n° 1 (2010), p. 9.

⁷⁶ George Bervin, *Québec au XIX^e siècle : l'activité économique des grands marchands*, Québec, Éditions du Septentrion, 1991, p. 47-55 et 163-206.



Bingham ou aux Mott précédemment cités et aux familles qui leur sont alliées. Les sœurs Rebecca et Sarah Ann Woods disposent même d'un vaste réseau d'amis aux États-Unis avec qui elles entretiennent des échanges épistolaires leur permettant d'être au fait de la vie à Burlington⁷⁷. Les visites de part et d'autre de la frontière sont donc fréquentes puisque la vallée du Richelieu constitue une zone tampon au même titre que les Cantons de l'Est⁷⁸. Lorsque Sophia, la fille aînée de Gabriel Marchand, tombe malade, c'est à Burlington que son père l'envoie se faire soigner⁷⁹. Lorsque le docteur Cyrille-Hector-Octave Côté, patriote établi dans le village voisin de Napierville, doit prendre le chemin de l'exil à la suite de l'échec des patriotes à Saint-Charles-sur-Richelieu, c'est également vers le Vermont qu'il se tourne. Les liens qui existent entre les notables de cet État et ceux de la région de Dorchester et la proximité géographique de l'endroit en font en effet un refuge tout indiqué⁸⁰. Dans ce contexte, nulle surprise de constater que la guerre de 1812 fut particulièrement impopulaire au Vermont puisque le conflit venait mettre en péril les activités économiques des élites locales et leur capital social fortement lié à celui des notables de la vallée du Richelieu⁸¹.

Les classes dirigeantes de Dorchester orientent également leur réseau vers l'élite anglophone de Montréal – quoi que de façon moins marquée – au début du XIX^e siècle, puis de plus en plus à mesure que les décennies passent. Avec l'ouverture du canal Lachine dans les années 1820, puis de celui de Chambly dans les années 1840, et

⁷⁷ Lettre de Gabriel Marchand à Sophia Marchand et Sarah Bingham, 10 août 1835, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P69.

⁷⁸ Jack I. Little, *Loyalties in Conflict: a Canadian Borderland in War and Rebellion, 1812-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 3-10.

⁷⁹ Lettre de Gabriel Marchand à Sophia Marchand, 18 août 1835, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P62.

⁸⁰ Richard Chabot, « Côté, Cyrille-Hector-Octave », dans *DBC*, vol. 7, 2003, [http://www.biographi.ca/fr/bio/cote_cyrille_hector_octave_7F.html] (30 novembre 2016).

⁸¹ Paul G. Pierpaoli Jr., « Burlington, Vermont », dans Spencer C. Tucker (dir.), *The Encyclopedia of the War of 1812: A Political, Social, and Military History*, vol. 1: A-K, Santa Barbara, Denver et Oxford, ABC-CLIO, 2012, p. 88.

l'inauguration du premier tronçon de chemin de fer au Canada entre Saint-Jean et La Prairie en 1836, l'accès à Montréal devient plus facile et rapide et, surtout, son importance s'accroît considérablement, particulièrement dans le milieu des affaires⁸². En 1843, Montréal devient même la capitale du Canada-Uni. Dans ce contexte, faire des affaires à Montréal devient plus intéressant que jamais, et les notables locaux tissent des liens avec des marchands de la métropole pour consolider leur capital social. La famille Marchand se lie ainsi à celle du marchand montréalais Joseph Scott⁸³ et envoie ses fils John et Charles faire l'apprentissage du métier des affaires dans cette ville⁸⁴ alors que le marchand d'origine américaine Jason Chamberlain Pierce jouit d'un vaste réseau de contacts dans le milieu des affaires montréalais parmi lesquels on compte le banquier Peter McGill et le brasseur John Molson⁸⁵.

L'émergence d'un capital culturel régional et du capital social qui s'y rattache

Des élites en mouvement : l'ascension des francophones au sein des classes aisées de la localité

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les élites de Dorchester changent petit à petit de visage. Il faut dire que le profil de la population se transforme également. La saturation de l'écoumène seigneurial amène de nombreux Canadiens français à quitter les vieilles paroisses longeant le fleuve Saint-Laurent pour s'établir dans le sud-ouest de la province. De plus, l'immigration anglophone dans la

⁸² Annie-Claude Labrecque et Dany Fougères, « L'économie montréalaise au XIX^e siècle », dans Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 492-494, 502-504, 507-511.

⁸³ Lettre de Jos. Scott à Gabriel Marchand, 9 février 1844, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S4, P47 à P174, S4, P24.

⁸⁴ Lettre de Thomas Ure à Gabriel Marchand, 24 février 1848, collection Yves Beaugard.

⁸⁵ François Cinq-Mars, *L'avènement du premier chemin de fer au Canada : Saint-Jean-Laprairie, 1836*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1986, p. 90-93.

région se tarit, et plusieurs Canadiens d'origine britannique ou américaine quittent les lieux pour s'établir à Montréal, dans le reste du Canada ou aux États-Unis⁸⁶. La population d'origine canadienne-française augmente ainsi de 54,3 % à Dorchester entre 1851 et 1901 pendant que le reste de la population – principalement des personnes d'origine irlandaise, américaine, anglaise et écossaise – décroît de 40,7 % au cours de la même période⁸⁷. Au tournant du xx^e siècle, les anglo-protestants ne représentent plus qu'une minorité – petite, mais influente – à Dorchester. La ville ne compte plus que 413 protestants (soit 10 % de sa population) en 1901, alors qu'ils représentaient 20 % des habitants 50 ans plus tôt⁸⁸. Même le nom de la ville se francise, passant de Dorchester à Saint-Jean au cours du XIX^e siècle.

Les assises économiques de l'élite anglo-protestante de Saint-Jean sont également ébranlées au cours de la seconde moitié XIX^e siècle. Avec l'abolition graduelle des tarifs protectionnistes qui favorisaient le bois canadien sur les marchés anglais⁸⁹, plusieurs marchands de bois originaires des îles britanniques prennent leur retraite ou se retirent des affaires. Les marchands œuvrant dans les secteurs de l'importation et de l'exportation – principalement anglophones – voient leurs activités ralentir après avoir pris un envol important au lendemain de la guerre de 1812⁹⁰. Après avoir représenté une manne économique pour la région, le canal de Chambly voit son rôle « progressivement réduit à une faible exportation de pâte à papier et

⁸⁶ Filion *et al.* (dir.), *Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*, p. 199.

⁸⁷ *Census of Canadas, 1851-2*, vol. I, Québec, J. Lovell, 1853; *Fourth Census of Canada, 1901 = Quatrième recensement du Canada, 1901*, vol. I, Ottawa, S. E. Dawson, 1902.

⁸⁸ *Fourth Census of Canada, 1901 = Quatrième recensement du Canada, 1901*, vol. I, p. 260-261.

⁸⁹ Entre 1842 et 1851, Londres réduit les tarifs sur le bois étranger de 55 à 7 shillings par *load* (Rodrigue Tremblay, *L'économie québécoise*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1979, p. 58).

⁹⁰ Le port de Dorchester devient d'ailleurs l'un des principaux ports intérieurs pour le commerce au Québec au début du XIX^e siècle (Filion *et al.* (dir.), *Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*, p. 219).



de papier à journal⁹¹ » à compter des années 1870 en raison de son incapacité à accueillir des navires de grand tonnage.

En contrepartie, les réformes entreprises par George-Étienne Cartier au milieu du XIX^e siècle dans le monde judiciaire favorisent l'émergence d'une élite régionale. En faisant passer le nombre de districts judiciaires de 7 à 19 et en exigeant que le siège de chacun de ces districts soit doté d'une cour de justice⁹², Cartier consolide l'importance de toute une série de centres régionaux tels que Sainte-Marie-de-Beauce, Montmagny et Saint-Jean-sur-Richelieu. Mieux, il y attire une nouvelle élite – principalement canadienne-française – en créant des opportunités à toute une série de juges, d'avocats et d'officiers de justice⁹³. Saint-Jean bénéficie de cette décentralisation de la justice et voit son nombre de juristes augmenter à la suite de la construction d'un palais de justice au bout de la rue Longueuil en 1859⁹⁴. Peu à peu, des notables tels que le registraire William Augustin Marchand et les avocats Charles-Joseph Laberge, Joseph Delagrave et Joseph-Solyme Messier s'établissent dans les environs⁹⁵. Le notaire Félix-Gabriel Marchand et le juge de la Cour supérieure pour le district d'Iberville, Alfred-Napoléon Charland, se font tous deux construire une élégante demeure en face du palais de justice au tournant des années 1870⁹⁶. En 1895, c'est au tour du protonotaire Gabriel Marchand – fils du précédent – de faire de même quelques

⁹¹ Y. Landry, « La fonction commerciale de Saint-Jean au XIX^e siècle », *Le Canada français*, 1974, p. 29.

⁹² « Actes pour amender les actes de judicature du Bas-Canada », 20 Victoria, c. 44 (1857).

⁹³ Donald Fyson, « L'administration de la justice 1800-1867 », *Cap-aux-Diamants*, hors-série (printemps 1999), p. 36.

⁹⁴ Roch Tanguay et Jean-Yves Théberge, *...À pied dans le vieux Saint-Jean*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Milles Roches, 1978, p. 61.

⁹⁵ Henry Whitmer Hopkins, *Atlas of the Town and County of St. Johns, Province of Quebec: From Actual Surveys, Based Upon the Cadastral Plans Deposited in the Office of the Department of Crown Lands*, 1880, planches A, B et C., BAnQ, Collection numérique, [En ligne], [<http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2246916>].

⁹⁶ « M. F. G. Marchand, notaire », *Le Franco-Canadien*, 28 décembre 1869, p. 2.



mètres plus loin. Saint-Jean-sur-Richelieu voit donc émerger un véritable petit milieu distingué de praticiens du droit francophones au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Les ordres professionnels dans le milieu juridique sont d'ailleurs presque exclusivement contrôlés par des Canadiens français dès leur création. En septembre 1860, lorsque la Chambre des notaires du district judiciaire d'Iberville voit le jour, huit notaires francophones sont appelés à siéger à son conseil d'administration⁹⁷. Le seul anglophone du groupe, Thomas Robert Jobson, marié avec une femme issue d'un mariage mixte (Marie-Louise Bourgeois), s'exprime très bien en français et est au demeurant catholique⁹⁸.

Parallèlement, une élite économique canadienne-française se développe à Saint-Jean et l'on voit plusieurs fils de cultivateurs des environs accéder au gotha local. Un bref survol du *Franco-Canadien* au tournant des années 1860 nous permet de constater que plusieurs franco-catholiques s'annoncent en ses pages comme « marchands en gros et en détail⁹⁹ ». En sus des Augustin Demers, François Monette et Moïse Lefebvre, qui s'affichent respectivement comme épicier, marchand de chaussures et hôtelier, citons Joseph-Édouard Clément, Édouard Bourgeois, Charles Nolin, Louis-George Lacasse, Louis Michon, François-Xavier Langelier et Thomas Roy. De ce nombre, plusieurs sont issus des paroisses avoisinantes et profitent des relations qu'ils y ont tissées pour y vendre des biens manufacturés et y faire l'achat de différentes denrées qu'ils revendent ensuite. Le marchand de grains natif de Beloeil, Théophile Arpin, réussit ainsi à s'imposer comme un des plus importants marchands de blé au Québec dans les années 1870, grâce au réseau d'approvisionnement qu'il a su mettre en place dans la région¹⁰⁰. L'entrepreneur Louis Molleur parvient,

⁹⁷ « Chambre des notaires », *Le Franco-Canadien*, 21 septembre 1860, p. 3.

⁹⁸ Bibliothèque et Archives Canada, Recensement du Canada, 1851, district de recensement n° 11, p. 27.

⁹⁹ *Le Franco-Canadien*, 6 juillet 1860, p. 3-4; *Le Franco-Canadien*, 4 janvier 1861, p. 3-4.

¹⁰⁰ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien*

quant à lui, à connaître une ascension sociale enviable en achetant plusieurs terres dans une localité avoisinante (Saint-Valentin). Grâce à ce capital, il parvient à s'extraire de la famille de cultivateurs de L'Acadie, dont il est originaire, et à se lancer en affaires à Saint-Jean, où il s'établit¹⁰¹. Cela n'empêche toutefois pas les anglophones de demeurer influents dans le milieu des affaires. Après tout, près de la moitié des membres fondateurs de la chambre de commerce locale sont issus de la communauté anglophone¹⁰², et la direction de beaucoup d'industries demeure entre leurs mains¹⁰³. N'empêche, un renouvellement des élites est en cours et progresse tout au long du XIX^e siècle. Après avoir été dirigée par sept maires de langue anglaise au cours de ses cinquante premières années (1848-1898)¹⁰⁴, la ville de Saint-Jean n'en connaîtra plus que trois par la suite¹⁰⁵.

L'émergence d'une nouvelle identité et d'un capital culturel régional

L'ascension d'une nouvelle élite marchande et juridique francophone, les transformations de l'économie johannaise et l'élévation de la ville au statut de chef-lieu des comtés de Saint-Jean, de Napierville et d'Iberville en 1857 concourent à l'émergence d'une nouvelle identité élitaires au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Alors que les

au XIX^e siècle : les morphologies de base, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1992, p. 111.

¹⁰¹ Kathleen Lord, « Molleur, Louis », dans *DBC*, vol. 13, [http://www.biographica.ca/fr/bio/molleur_louis_13F.html] (30 novembre 2016).

¹⁰² « Acte pour incorporer la Chambre de Commerce de St. Jean », 37 *Victoria*, c. 52 (1874).

¹⁰³ Pensons, entre autres, à la manufacture de grès fondée par Moses Farrar et Isaac Newton Soule en 1840 ou à la St. Johns Woollen Manufacturing Company, dont Edward C. Macdonald assume la présidence au début des années 1870.

¹⁰⁴ Nelson Mott (1848-1850), Benjamin Burland (1850-1851), Robert Hyndman Wight (1858-1859), James Bisset (1866-1867 et 1870-1872), John Rossiter (1875-1877), James O'Cain (1881-1883 et 1893-1897) et Duncan MacDonald (1886-1889).

¹⁰⁵ Charles Robert Cousins (1903-1907), Henderson Black (1917-1919) et Lawrence Norman McMillan (1963-1968).

notables de la place se rattachaient à une communauté frontalière d'expression anglaise naviguant entre Burlington et Montréal au début du siècle, ils adoptent dorénavant graduellement une identité régionale canadienne-française, dont Saint-Jean devient le centre, comme en témoigne la création d'institutions culturelles fortes porteuses de cette identité. La ville voit ainsi apparaître en son sein un couvent des Dames de la Congrégation Notre-Dame (1847), un journal – *Le Franco-Canadien* – qui se veut, comme son sous-titre l'indique, « l'organe du district d'Iberville » (1860), une branche locale de la société Saint-Jean-Baptiste (1867)¹⁰⁶ et un hôpital confié au soin des Sœurs grises (1868)¹⁰⁷. Ces quatre institutions témoignent bien du nouveau capital culturel qui s'impose à Saint-Jean : elles visent d'abord à faire valoir des intérêts locaux tout en les inscrivant dans une dimension franco-catholique – voire nationaliste – plus large. La mission que se donne *Le Franco-Canadien* n'est d'ailleurs pas anodine : « Notre journal sera donc l'organe spécial du district d'Iberville. [...] Nous tiendrons compte en outre des intérêts particuliers de notre District, sans jamais les mettre au-dessus des intérêts du pays qui doivent toujours avoir le pas¹⁰⁸. »

Cette réorientation des élites johannaises dans l'axe Québec-Montréal s'explique aussi par l'affaiblissement du sentiment d'appartenance à une communauté frontalière qui avait cours jusqu'alors au sein des élites anglo-protestantes mais aussi, dans une moindre mesure, dans les familles franco-catholiques qui leur étaient alliées. Comme le souligne Jack Little dans ses travaux sur les Cantons de l'Est, une bonne partie de la population qui vit près de la frontière américaine dans la première moitié du XIX^e siècle est anglophone, protestante et d'origine américaine. Elle conserve, de ce fait, des liens étroits avec la population des États américains voisins. Le sud-ouest du Québec est alors une

¹⁰⁶ « Société St. Jean-Baptiste de la Ville de St. Jean », *Le Franco-Canadien*, 30 juillet 1867, p. 2.

¹⁰⁷ Jean Gaudette, *L'émergence de la modernité urbaine au Québec : Saint-Jean-sur-Richelieu, 1880-1930*, Québec, Éditions du Septentrion, 2011, p. 102-103.

¹⁰⁸ « Prospectus », *Le Franco-Canadien*, 1^{er} juin 1860, p. 1.

zone tampon où s'entremêlent les cultures américaine et britannique. Or l'enracinement des Églises anglicanes et méthodistes au lendemain de la guerre de 1812 et le rejet de l'influence évangélique américaine amènent la formation d'une identité religieuse distincte au nord de la frontière. Désormais, les anglophones de la région se rattachent à une culture anglo-protestante les liant davantage à l'Empire britannique qu'à leurs voisins du Sud¹⁰⁹. Qui plus est, les différends entre les Yankees et la Grande-Bretagne lors de la guerre de Sécession (1861-1865)¹¹⁰ entraînent une tension le long de la frontière et accroissent l'émergence d'identités distinctes de part et d'autre. Devant la menace, les notables de Saint-Jean créent quatre compagnies d'infanterie composées de miliciens pour se mettre « en état de défendre [leurs] foyers d'une invasion étrangère¹¹¹ ». Le conflit est à peine terminé que c'est au tour des Fénians¹¹² de s'imposer comme une menace pour la population de Saint-Jean. Les raids qu'ils mènent à la frontière font en effet craindre le pire aux élites locales et amènent certains de ses membres à s'investir dans les campagnes militaires visant à mater le mouvement entre 1866 et 1870¹¹³. Si la frontière avec les États-Unis demeure poreuse au cours de cette période et qu'elle le redevient davantage au terme de ces affrontements, il n'en demeure pas moins que ces événements contribuent à faire croître, chez les élites johannaises, un sentiment d'altérité

¹⁰⁹ Jack I. Little, *Borderland Religion : the Emergence of an English-Canadian Identity, 1792-1852*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 149-278.

¹¹⁰ Pensons, entre autres, à l'arraisonnement du navire anglais *RMS Trent* par les forces de l'Union le 8 novembre 1861, qui engendra une crise diplomatique entre les deux États (François Drouin, « Guerre civile au Sud et discussions constitutionnelles au Nord : le contexte nord-américain », *Cap-aux-Diamants*, n° 119 (automne 2014), p. 12).

¹¹¹ « Milice active », *Le Franco-Canadien*, 8 janvier 1863, p. 2.

¹¹² Les Fénians sont un groupe de nationalistes irlandais ayant choisi de lutter contre la présence britannique par les armes. Au milieu des années 1860, plusieurs fénians nord-américains entament des raids contre le Canada afin de forcer le gouvernement de la Grande-Bretagne à se retirer de leur pays (Hereward Senior, *The Last Invasion of Canada : the Fenian Raids, 1866-1870*, Toronto, Dundurn Press, 1991, p. 11-30).

¹¹³ Lettre de Félix-Gabriel Marchand à Hersélie Turgeon, 21 avril 1870, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P68.

par rapport aux États-Unis et à renforcer l'appartenance à une communauté régionale.

Sur la scène locale, cela se traduit par une inversion des pôles d'assimilation culturelle chez les élites issues d'un mariage mixte. Alors qu'une part significative de la première génération de franco-phones qui avaient su s'élever dans les milieux distingués de Saint-Jean avait adopté la langue et les mœurs des notables anglo-protestants tout en conservant leur religion, la génération qui suit s'intègre aux élites francophones et adopte une identité franco-catholique. Le cas de la famille Marchand est assez éloquent. En l'espace d'une génération, les traces de mixité se sont considérablement amenuisées. Si Félix-Gabriel a grandi au cœur d'un milieu où se côtoyaient différentes cultures lors des années 1830 et 1840, ses enfants sont, quant à eux, élevés dans une famille typiquement canadienne-française. Toutes les filles de Félix-Gabriel fréquentent vraisemblablement le couvent des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Saint-Jean¹¹⁴, tandis que son fils suit sa formation au séminaire de Saint-Hyacinthe¹¹⁵. La religion catholique marque les temps forts de la vie familiale – baptêmes, mariages, sépultures – et s'inscrit dans le quotidien des enfants. Ceux-ci vont à la messe et font leurs prières quotidiennes comme la majorité des Canadiens français¹¹⁶. Leur éducation se fait en français et leur connaissance de l'anglais semble limitée¹¹⁷. Les Marchand sont cependant loin d'être les seuls notables issus d'un mariage mixte à dorénavant s'assimiler à une culture élitaine franco-

¹¹⁴ Marie Pier Bellerive-Bellavance, *Journal intime (1879-1900) de Joséphine Marchand : lecture sociocritique d'une écriture féminine*, mémoire de maîtrise (littérature), Québec, Université Laval, 2011, p. 13.

¹¹⁵ « Gabriel Marchand (petit-fils) (1859-1910) », sur le site de l'*Assemblée nationale du Québec*, 2009, [[http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/marchand-\(petit-fils\)-gabriel-4321/biographie.html](http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/marchand-(petit-fils)-gabriel-4321/biographie.html)] (30 novembre 2016).

¹¹⁶ Lettre de Joséphine Marchand à Félix-Gabriel Marchand, 4 décembre 1872, BAnQ-Q, Fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P231.

¹¹⁷ Ce n'est que tardivement que certains des enfants de Félix-Gabriel Marchand se mettent à l'apprentissage de l'anglais. Lorsqu'elle était plus jeune, Joséphine « n'avai[t] pas l'habitude de [s]'exprimer dans cette langue » (Joséphine Marchand, *Journal intime (1879-1900)*, Lachine, Éditions de la Pleine Lune, 2000, p. 168).

catholique. Tout comme eux, les enfants du douanier Louis Camille Vandal, du médecin Benjamin Delisle, du marchand Ambroise Bourgeois et du notaire Thomas Robert Jobson se disent francophones et catholiques dans les recensements et se marient avec un(e) Canadien(ne) français(e) ou une personne issue d'un mariage mixte qui s'assimile à ce groupe.

Le capital social d'un petit centre régional

La montée d'une nouvelle élite francophone désireuse d'afficher son identité sur la place publique, l'étiollement des liens que les notables de la place entretenaient avec leurs parents et leurs amis américains et l'émergence d'une vie culturelle régionale entraînent une restructuration des réseaux de sociabilité élitaires johannais au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La consolidation de l'élite canadienne-française et l'augmentation de ses effectifs multiplient en effet les lieux de sociabilité élitaires locaux. Sous l'impulsion des notables de Saint-Jean, les salons, les clubs et les associations culturelles et sportives se multiplient et favorisent la création de liens entre les élites de la place. On se côtoie, notamment, aux assemblées du St. Johns Yacht Club¹¹⁸, lors de réceptions organisées dans des hôtels de la ville¹¹⁹ ou à l'occasion de pique-niques champêtres dans les environs¹²⁰. Alors que les premiers notables francophones qui sont arrivés à Saint-Jean au début du XIX^e siècle s'inscrivaient dans des réseaux marqués par une forte présence anglo-protestante, ils évoluent désormais dans des réseaux principalement franco-catholiques, comme en témoignent les comptes rendus de soirées mondaines qui paraissent dans les journaux¹²¹.

Après avoir accueilli dans leurs rangs des fils de cultivateurs ayant connu une belle ascension sociale au milieu du XIX^e siècle, les élites

¹¹⁸ *Le Canada français*, 14 avril 1899, p. 6.

¹¹⁹ « Lettre intime », *Le Canada français*, 19 mai 1899, p. 2.

¹²⁰ Marchand, *Journal intime*, p. 26, 108 et 109.

¹²¹ *Le Canada français*, 21 janvier 1898, p. 4; « Succès sans précédent », *Le Canada français*, 17 février 1899, p. 1.

johannaises se referment. Petit à petit, les instances décisionnelles en viennent à être accaparées par quelques familles avec lesquelles il est de bon ton de s'allier. Près de la moitié des membres francophones de la Chambre de commerce de Saint-Jean sont ainsi liés de près ou de loin à la famille Marchand lors de sa création (1874)¹²². Les conseillers municipaux, quant à eux, portent bien souvent le même patronyme qu'un frère, un père ou un cousin ayant déjà frayé avec le pouvoir municipal, tel que Marchand, Langelier, Mott ou Bourgeois¹²³. Dans ce contexte, bon nombre de notables invitent leurs concitoyens les plus en vue à agir à titre de parrain ou de marraine de leurs enfants et, ainsi, consolident ce précieux capital social. Le notaire Félix-Gabriel Marchand fait appel à son confrère Thomas Robert Jobson, à l'avocat Charles-Joseph Laberge et au marchand Théophile Arpin pour servir de parrain à trois de ses enfants, tandis que le négociant Jacques-Émery Molleur demande au notaire Joseph-Alfred Fournier et au marchand Charles-Olivier Gervais de servir de parrain à ses fils Jean-Baptiste-Louis-Alfred et George¹²⁴.

Les élites johannaises se montrent également plus soucieuses d'intégrer des réseaux francophones montréalais et québécois à compter de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Avec l'avènement du chemin de fer et la création de la province de Québec, la ville se désenclave petit à petit de l'axe Montréal-Burlington pour s'intégrer plus fermement à l'axe laurentien. Elle passe de la marge, espace aux « limites floues et en cours de différenciation », à la périphérie, espace « qui s'étend autour, par opposition au centre, [et] qui est donc en

¹²² « Acte pour incorporer la Chambre de Commerce de St. Jean », 37 Victoria, c. 52 (1874).

¹²³ Lionel Fortin, *Les municipalités du Haut-Richelieu : des origines à nos jours*, Saint-Jean-sur-Richelieu, L. Fortin, 1996.

¹²⁴ Actes de baptême d'Hélène Marchand (1^{er} décembre 1863), de Pierre-Charles-Édouard Marchand (29 avril 1866), de Joseph-Édouard-Lin Marchand (23 septembre 1867), de George Molleur (29 octobre 1877) et de Jean-Baptiste-Louis-Alfred Molleur (24 juin 1880), BAnQ-VM, registre de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste-de-Dorchester, CE604, S10.

continuité spatiale et participe de la même essence que le centre¹²⁵ ». On se plaît donc à recevoir des amis de Québec et de Montréal dans les milieux distingués de Saint-Jean afin de consolider ce capital social de valeur et on multiplie les séjours dans ces villes pour y développer de précieuses relations, voire pour y trouver un bon parti¹²⁶. À la fin du XIX^e siècle, il ne se passe pas un mois sans que la presse locale souligne la présence d'un notable de Montréal ou de Québec dans la ville ou le passage d'un Johannais dans la métropole ou la capitale¹²⁷. Briller dans l'une de ces villes ou y être vu(e) en compagnie de gens influents suscite envie et convoitise¹²⁸. Alors que les premiers notables franco-catholiques qui se sont installés dans la région désiraient s'intégrer aux élites locales en se mariant avec des membres de la communauté anglo-protestante, plusieurs notables johannais souhaitent désormais se marier à Montréal ou à Québec pour en intégrer les milieux distingués. L'hôtelier Amable Bisailon n'hésite pas à offrir la main de sa nièce Léa au jeune Téléphore Parizeau, fils de Damase Parizeau, alors président de la Chambre de commerce du district de Montréal, lorsque celui-ci lui en fait la demande vers 1890¹²⁹. De son côté, le notaire et homme politique Félix-Gabriel Marchand emmène ses enfants dans les restaurants les plus huppés de Montréal et les lieux les plus chics de Québec afin qu'ils y rencontrent l'âme sœur. Selon Edmond Robillard, Joséphine Marchand rapporte même « que ces voyages à Montréal coûtaient de grands sacrifices à sa famille qui, désireuse de trouver de bons partis pour les filles, vivait à ce qu'il semble au-dessus de ses moyens¹³⁰ ». Les efforts consentis portent toutefois fruit : ses filles Hélène, Ernestine et Ida épousent trois hommes bien en vue de la capitale (le haut fonctionnaire Gustave

¹²⁵ Brigitte Prost, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, vol. 79, n° 2 (2004), p. 175-176.

¹²⁶ Marchand, *Journal intime*, p. 23, 27, 28, 31, 34, 99-101, *et al.*

¹²⁷ *Le Canada français*, 3 février 1899, p. 6; *Le Canada français*, 10 février 1899, p. 1.

¹²⁸ Marchand, *Journal intime*, p. 193-194.

¹²⁹ Gérard Parizeau, *Joies et deuils d'une famille bourgeoise, 1867-1961*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1973, p. 53.

¹³⁰ Marchand, *Journal intime*, p. 81.

Grenier, le docteur Arthur Simard et le marchand Arthur Legendre) alors que sa fille Joséphine se marie avec l'avocat montréalais Raoul Dandurand. Son fils Gabriel se marie, quant à lui, avec Rose-Anna Chaput, fille d'un riche marchand de la métropole¹³¹.

Conclusion

En 1916, lorsque la ville de Saint-Jean est constituée en cité, le profil de ses élites diffère sensiblement de celui qu'elles affichaient lors de la fondation de Dorchester dans les années 1790. Les quelques Canadiens français qui étaient venus se mêler aux notables anglo-protestants de cette petite communauté naissante ont été rejoints par une nouvelle élite franco-catholique ayant émergé des campagnes environnantes à la faveur de l'expansion de la ville. Les Johannais les plus en vue s'expriment désormais principalement en français et s'inscrivent surtout dans des réseaux de sociabilité franco-catholiques. Plus qu'un changement de paradigme, le cas de Saint-Jean permet de mettre en exergue les processus de formation et de renouvellement des élites et les facteurs qui président à l'émergence, au développement et la maturité d'une communauté en zone pionnière. Derrière la trajectoire des Marchand, des Démaray, des Mott et des Pierce se cachent celles de jeunes gens principalement issus d'une classe moyenne assez fortunée ou d'élites déclassées de collectivités déjà établies qui choisissent de quitter un lieu d'origine où ils ne perçoivent que peu de possibilités d'ascension sociale pour s'établir aux marges de leur communauté. Là-bas, ils espèrent profiter du fait que les hiérarchies sociales soient beaucoup moins rigides et réussir à s'imposer grâce à leur valeur et aux différents capitaux (financier, culturel, social, politique, etc.) dont ils jouissent. De fil en aiguille, certains réussissent à s'imposer et souhaitent refermer l'accès aux milieux les plus distingués afin d'en conserver les privilèges. S'imposent alors des capitaux culturel et social issus des éléments qui ont

¹³¹ Fortin, *Félix-Gabriel Marchand*, p. 50-54.

su affirmer leur réussite avec le plus d'aplomb et, surtout, lié aux facteurs qui ont présidé à l'enrichissement de cette nouvelle élite : le commerce et le transport entre Montréal et les États-Unis.

La collectivité prenant son essor, elle passe de marge à centre régional comme en témoigne son élévation au titre de chef-lieu du district judiciaire d'Iberville en 1857. Sa richesse profite aux campagnes environnantes et attire une nouvelle population majoritairement canadienne-française. Certains des meilleurs éléments des paroisses voisines profitent même du changement de contexte économique pour converger vers Saint-Jean et y faire fortune. La période qui s'ouvre favorise donc la mobilité sociale (tant ascendante que descendante) et voit un groupe de marchands et de membres des professions libérales francophones accéder au gotha local. Dans ce contexte, une partie des anciennes élites se trouve déclassée, une autre tient le coup et une autre s'adapte. Bon nombre des fils des frères Gabriel, François et Louis Marchand se tournent ainsi vers les professions libérales, alors que leur père avait fait fortune dans le commerce du bois. Afin d'asseoir leur nouvelle supériorité, ces nouvelles élites adoptent en partie les capitaux social et culturel de l'élite précédente, mais développent aussi leurs propres habitudes et lieux de sociabilité qu'ils inscrivent dans la culture canadienne-française. Il s'agit donc davantage d'un renouvellement des élites que d'un changement puisqu'une part significative des anciens notables – particulièrement ceux qui sont issus d'un mariage mixte mais aussi, dans une moindre mesure, quelques anglophones – s'adaptent à ces nouveaux usages. Le bon goût fluctue ainsi en fonction des lieux auxquels se rattache une région donnée, et Saint-Jean n'y fait pas exception. Le développement des moyens de transport et la consolidation de l'État québécois favorisent d'ailleurs le désenclavement de la ville et son rattachement à l'axe laurentien au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, Saint-Jean s'impose donc comme un centre régional, attirant vers elle les meilleurs éléments des environs tout en s'inscrivant elle-même dans un rapport centre/périphérie avec Montréal et Québec.

Le cas de Saint-Jean amène à nuancer l'idée selon laquelle une élite francophone remplace l'élite anglophone préexistante à la faveur de la « reconquête canadienne-française » que connaît le Québec au XIX^e siècle et montre plutôt que les élites se désistent de leurs éléments les plus faibles et intègrent les éléments les plus forts des classes populaires pour conserver les rênes du pouvoir. Le développement de cette ville témoigne également du fait que les métropoles culturelles sont multiples et mouvantes et fluctuent au même rythme que l'économie d'une région. En cela, l'exemple johannais apparaît intéressant pour interroger l'histoire régionale et les mécanismes de formation des élites en périphérie de manière plus générale. À quel point l'histoire des villes comme Rimouski, Chicoutimi et Joliette s'apparente-t-elle à celle de Saint-Jean-sur-Richelieu? Qu'est-ce qui fait qu'une ville réussit à s'imposer comme centre régional au détriment de ses voisines? Quelles sont les répercussions culturelles et sociales qu'entraîne le renouvellement des élites en région et quelle place y prend la dimension ethno-linguistique? Voilà autant de questions qui montrent la nécessité de continuer d'explorer le cadre régional pour en comprendre les spécificités.



Le journal régional, organe politique et outil de développement : l'exemple du *Franco-Canadien* et du *Canada français* de Saint-Jean

Dominique Marquis
Université du Québec à Montréal

Résumé

Fondé en 1860, *Le Franco-Canadien* est d'abord l'outil politique de Félix-Gabriel Marchand. À la suite de tractations, le journal échappe à son influence et, en 1893, *Le Canada français* apparaît dans le paysage de Saint-Jean pour assurer une voix au Parti libéral du Québec. Deux ans plus tard, les deux journaux fusionnent et *Le Canada français* devient à la fois un organe politique et un outil de développement régional. Cet article porte sur l'évolution de la pratique journalistique du *Franco-Canadien* / *Canada français* de 1860 à 1970. Il montre comment, alors qu'apparaissent de nouveaux modes de production et de diffusion de la presse, le journal régional doit s'adapter à de nouvelles réalités médiatiques afin d'assurer sa survie. La longévité exemplaire du *Canada français* montre que ce journal a su tirer son épingle du jeu et offrir à ses lecteurs un produit aussi attrayant que les journaux montréalais, mais distinct par son contenu régional.

Abstract

Founded in 1860, Le Franco-Canadien is first and foremost the political tool of Félix-Gabriel Marchand. As a result of negotiations, the newspaper escapes its influence and, in 1893, Le Canada français appears in the



landscape of Saint-Jean to ensure a voice for the Liberal Party of Quebec. Two years later, the two newspapers merge and Le Canada français becomes both a political body and a tool for regional development. This article focuses on the evolution of the journalistic practice of Franco-Canadien / Canada français from 1860 to 1970. It shows how, while new modes of production and diffusion of the press appear, the regional newspaper must adapt to new media realities to ensure its survival. The exemplary longevity of Le Canada français shows that this newspaper has managed to stand out and offer its readers a product as attractive as the Montreal newspapers, but distinct in its regional content.

Au Québec, les historiens s'intéressent depuis longtemps au contenu des journaux puisqu'ils y puisent régulièrement leur matière première. En utilisant souvent des méthodes plus ou moins sophistiquées d'analyse de contenu et de discours, plusieurs travaux ont scruté les idées et les représentations véhiculées dans les journaux¹. Nombreux sont les exemples de ces analyses du « discours de la presse sur...² ». Dans tous ces travaux, le journal a été davantage considéré comme une archive que comme un corpus pouvant être étudié en tant que tel. Ces monographies ont certes souligné l'éventail très varié de la presse comme agent de diffusion des idées ou comme outil de représentation ; toutefois, ces études ne peuvent pas être associées à une histoire de la presse.

¹ Il en a résulté, entre autres, le volumineux travail de Fernand Dumont, *Les idéologies au Canada français*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 5 vol., 1969-1981, ou encore des travaux portant sur des individus. Voir, par exemple : Marie-Ève Tanguay, *La pensée d'Edmond Turcotte, éditorialiste au journal Le Canada (1931-1937)*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2008 ; ou Pierre Anctil, *Fais ce que dois : 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Henri Bourassa, 1910-1932*, Québec, Éditions du Septentrion, 2010.

² Voir, par exemple : François Zombecki, *La perception de la fête internationale des travailleurs dans les journaux canadiens entre 1906 et 1945*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2008 ; ou Pierre-Luc Beauchamp, *Le sport et l'identité collective au Canada : la série du siècle de 1972*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2005.



Une historiographie en développement

Des historiens ont cependant développé une approche qui conçoit la presse comme un objet d'étude plutôt que comme un véhicule idéologique. Ainsi, les importants travaux de Jean de Bonville ont analysé le passage de la presse d'opinion à la presse d'information et ont suscité de nombreuses et précieuses réflexions sur le rôle socioéconomique des journaux³. Quelques individus marquants du monde de la presse, propriétaires, imprimeurs ou rédacteurs, ont reçu une attention particulière de la part des chercheurs qui ont voulu comprendre les liens entre le journalisme et la vie publique⁴. La parole des femmes a aussi, et fait toujours, l'objet de recherches approfondies : on s'est notamment intéressé à la place qu'elles ont réussi, tant bien que mal, à se tailler dans la presse, autant comme actrices que comme sujets⁵.

Plusieurs grands quotidiens nationaux ont déjà fait l'objet de monographies : *Le Devoir* a été analysé en profondeur⁶. Une étude récente du quotidien *Montréal-Matin* a souligné les relations particulières entre ce journal aux allures très populaires, voire populistes, et un parti politique⁷. En mettant l'accent sur la pratique journalistique, j'ai aussi cherché à comprendre comment un quotidien

³ Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988.

⁴ Voir, par exemple, Réal Bélanger, *Henri Bourassa : le fascinant destin d'un homme libre (1868-1914)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013 ; ou Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, Montréal, Éditions Fides, 3 vol., 1996, 2001 et 2010.

⁵ Kay Rex, *No Daughter of Mine: The Women and History of the Canadian Women's Press Club, 1904-1971*, Toronto, University of Toronto Press, 1995 ; Josette Brun (dir.), *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009.

⁶ Plusieurs travaux portant sur *Le Devoir* ont été réalisés. Voir, entre autres, le numéro spécial de la revue *Communications* consacré au centenaire du journal, vol. 29, n° 2 (2012), ou l'ouvrage dirigé par Robert Lahaise, *Le Devoir, reflet du Québec au 20^e siècle*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1994.

⁷ Mathieu Noël, *Le Montréal-Matin (1930-1978), un journal d'information populaire*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2014.

d'information comme *L'Action catholique* a pu servir les intérêts de l'Église, tout en respectant les règles inhérentes à ce type de presse⁸. *La Presse* attend toujours son « biographe » même si une synthèse destinée à faire connaître son histoire au grand public a été publiée en 1984 à l'occasion de son centième anniversaire. Ces exemples ne doivent pas faire oublier que l'histoire des entreprises de presse est encore peu développée au Québec; on préfère analyser la presse à partir d'autres prémisses.

Ainsi, plusieurs études ont inclus la presse périodique, journaux et revues, dans une analyse plus globale du développement de la vie culturelle au Québec et plus particulièrement à Montréal⁹. La presse devient ainsi non seulement porteuse de discours, mais aussi un élément structurant de la vie culturelle des XIX^e et XX^e siècles. Le concept de culture médiatique, qui englobe les journaux – et tous les médias – dans un vaste système de représentation, est d'ailleurs très utile pour comprendre ce rôle structurant de la presse¹⁰. Tous ces travaux contribuent à enrichir l'historiographie de la presse en allant au-delà de son contenu idéologique ou informatif. L'interdisciplinarité est aussi au rendez-vous; ces études sont l'œuvre non seulement d'historiens, mais aussi de littéraires, d'historiens de l'art ou de spécialistes des sciences de l'information et des communications qui apportent tous à ce champ des perspectives analytiques différentes. L'histoire de la presse québécoise prend donc différentes orientations,

⁸ Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église : L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac éditeur, 2004.

⁹ Voir, par exemple, Chantal Savoie, « La page féminine des grands quotidiens montréalais comme lieu de sociabilité littéraire au tournant du XX^e siècle », *Tangence*, n° 80 (hiver 2006), p. 125-142, ou l'important projet de recherche dirigé par Micheline Cambron « La presse montréalaise de l'entre-deux guerres, lieu de transformation de la vie culturelle et de l'espace public ».

¹⁰ Ce concept a surtout été utilisé par les littéraires, mais il s'avère aussi très pertinent pour comprendre l'évolution du rôle des médias dans la société. Concernant la genèse de ce concept, voir Pascal Durand, « La culture médiatique au XIX^{ème} siècle : essai de définition-périodisation », *Quaderni*, n° 39 (automne 1999), p. 29-40. Voir aussi Guillaume Pinson, *La culture médiatique francophone : Europe-Amérique du Nord 1760-1930*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016.

mais quelle place est accordée à la presse régionale dans ce champ historiographique? Comment les études qui s'y sont consacrées ont-elles appréhendé cet objet?

La presse régionale, le parent pauvre de l'historiographie québécoise

Malheureusement, force est de constater que les journaux régionaux, quotidiens ou hebdomadaires, sont les parents pauvres de la recherche en histoire de la presse québécoise. Comme je l'ai déjà mentionné, les analyses portant sur les entreprises de presse sont plutôt rares, mais les journaux de Montréal et de Québec ont été beaucoup plus utilisés et analysés que leurs homologues régionaux. Une rare étude d'un appareil de presse régional, celui de la ville de Trois-Rivières, a souligné non seulement la richesse du corpus trifluvien, mais aussi le fait que cette presse régionale est toujours un peu à la remorque de la grande presse d'information¹¹. Cette recherche ne peut toutefois être considérée que comme une mise en bouche; il faudrait l'approfondir davantage à la lumière de données plus complètes.

À la fin des années 1980, l'Institut québécois de recherche sur la culture, devenu l'INRS, a commencé la production d'une série d'ouvrages de synthèse sur l'histoire des régions du Québec, entreprise majeure achevée avec la région du Centre-du-Québec en 2013. Dans chacun de ces volumineux ouvrages, une partie a été réservée à la vie culturelle; c'est dans cette section qu'a été soulignée l'action des journaux dans le développement économique et culturel des régions. Le traitement accordé à l'histoire de la presse dans ces synthèses est très variable et dépend beaucoup des champs d'intérêt des collaborateurs et de la vigueur des périodiques de chaque région. On y énumère les principaux titres, du moins ceux qui ont connu une importante longévité; on souligne le rôle que ces journaux ont joué dans le développement régional; on mentionne le nom de journalistes

¹¹ Mélanie Couture, *L'appareil de presse trifluvien entre 1852 et 1920*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2008.

qui, souvent, ont commencé leur carrière en région avant de connaître le succès dans les grands centres urbains. Même si la portion accordée au développement de la presse régionale y est parfois congrue, ces synthèses ont néanmoins le mérite d'indiquer aux chercheurs que partout au Québec, la presse écrite a été un élément important de la promotion culturelle et économique des régions, qu'elle a connu son âge d'or durant la première moitié du xx^e siècle et que le mouvement de concentration de la presse, qui s'est intensifié au Québec à partir des années 1970, a nui à l'expression écrite de ces régionalismes.

Dans le but de faire mieux connaître la presse régionale, Hebdos Québec, une association qui regroupe 150 journaux hebdomadaires francophones, a, entre 2008 et 2010, publié neuf petits volumes relatant l'histoire de l'association et des hebdomadaires régionaux du Québec. Ces ouvrages destinés au grand public veulent surtout souligner le travail des bâtisseurs de ces entreprises; les collaborateurs ont entrepris des recherches dans les archives et les journaux locaux et ils ont mis en lumière les motivations des pionniers de la presse régionale. Ils ont aussi retrouvé les acteurs qui ont participé à l'expansion de la presse hebdomadaire tout en contribuant au développement régional. Ces ouvrages ne proposent pas une analyse exhaustive des hebdomadaires, mais ils permettent de prendre la mesure de la richesse de ce corpus¹².

D'autres exemples pourraient s'ajouter¹³, mais ils sont si peu nombreux qu'il est possible de conclure ici que la recherche sur la presse régionale québécoise mérite manifestement d'être enrichie. Plusieurs perspectives de recherche s'ouvrent aux chercheurs, mais il serait souhaitable que ces travaux ne considèrent plus uniquement les journaux comme des archives permettant d'éclairer l'évolution politique, économique ou sociale d'une région, mais comme des

¹² Jean-Pierre Malo (coordonnateur), *Histoire de la presse hebdomadaire au Québec*, Montréal, Hebdos Québec, 9 vol., 2008-2010.

¹³ Notamment le travail pionnier de Jean-Pierre Kesteman, « *Le Progrès* » (1874-1878): *étude d'un journal de Sherbrooke*, Groupe de recherche en histoire des Cantons de l'Est, Département d'histoire, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1979.

outils qui ont participé activement à cette évolution et comme des corpus qui ont eu une vie propre.

Un problème doit néanmoins être soulevé : celui de l'accessibilité de ces corpus et de la conservation de ces journaux. En ce qui concerne les archives, de nombreux fonds produits par les entreprises propriétaires de journaux aujourd'hui disparues ont été détruits ou dispersés. Certains fonds privés d'individus permettent parfois de dévoiler des pans de cette histoire, mais ils sont aussi très dispersés. Il est donc difficile d'accéder au cœur de la vie de ces journaux.

Par contre, le vaste projet de numérisation du patrimoine documentaire du Québec lancé par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) il y a plusieurs années vient pallier cette accessibilité réduite. L'intention est plus que louable, et il est maintenant possible de consulter en ligne plus de 275 périodiques québécois, provenant de toutes les régions et couvrant toutes les périodes. L'historien de la presse a désormais accès à un large éventail de périodiques. Il ne lui reste plus qu'à faire parler ces corpus.

Les journaux régionaux développent-ils des stratégies de communication qui leur sont propres ? Comment se distinguent-ils des grands journaux nationaux qui leur livrent sans aucun doute une féroce concurrence ? Comment attirer et conserver un lectorat qui est très courtisé par ces journaux nationaux ? Voilà quelques questions auxquelles je souhaiterais répondre dans cet article à partir de l'exemple d'un journal régional singulier par sa longévité, qui a célébré, en 2015, son 155^e anniversaire, *Le Franco-Canadien / Canada français* de Saint-Jean (aujourd'hui Saint-Jean-sur-Richelieu). L'analyse de la pratique journalistique du *Franco-Canadien* puis du *Canada français* permettra de mesurer comment ces journaux régionaux modulent leur action pour assurer leur survie à l'intérieur d'un système sur lequel ils n'ont que très peu de prise. L'exercice proposé ici veut aussi montrer tout ce qu'une lecture fine des journaux et un regard attentif sur leur matérialité peuvent dévoiler sur l'histoire d'un organe de presse.

LE FRANCO-CANADIEN

ORGANE DU DISTRICT D'IBERVILLE.

Orléans et Bourguignons, Imprimeurs-Propriétaires. Reliure par un Comité de Collaborateurs.

PROSPECTUS.

On publie le **numéro-prospectus** de ce journal, nous n'avons que quelques mots à dire pour en expliquer le caractère et les motifs.

Il y a peu de journaux français dans le pays; en tenant compte de la population qui parle la langue française, il n'y en a pas assez; pour parler franchement, ce n'est pas tout-à-fait de bon sens.

Ces journaux sont en outre à peu près tous les organes exclusifs d'un parti quelconque, défendant la politique de gouvernement actuel ou contraire dans les rangs de l'opposition. Cependant, les circonstances sont si changées depuis quelques années, la politique du pays a été si souvent et si profondément affectée par suite des événements, que ces journaux ne peuvent plus être que des organes de parti, et non des organes de la nation.

Il est le parti qui le doit être favorable. La décolonisation, entreprises de quelques années, les besoins nouveaux et les nouveaux centres d'activité intellectuelle et matérielle qu'il tend à créer, résident nécessairement, pour le passé, l'existence dans la grande œuvre d'émancipation que nous poursuivons.

Nous désirons que notre feuille nous recommande à l'indulgence du public, (surtout de nos confrères), et à celle de nos grands contributeurs de la presse. Nous espérons que nos rapports avec ces derniers seront tels que nous puissions nous en féliciter.

Agriculture.

Nous nous sommes, au cours d'un des derniers de nos articles, occupés de l'agriculture. Nous nous sommes occupés de l'agriculture, et nous nous sommes occupés de l'agriculture.

Il est de la classe que l'on veut instruire, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès.

Malgré toute notre diligence, les journaux français n'ont pu nous donner que des renseignements très imparfaits sur les progrès de l'agriculture dans le pays.

LA DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE.

La démocratie constitutionnelle est le système de gouvernement qui a été adopté par le peuple français.

Il est de la classe que l'on veut instruire, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès.

Malgré toute notre diligence, les journaux français n'ont pu nous donner que des renseignements très imparfaits sur les progrès de l'agriculture dans le pays.

LA DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE.

La démocratie constitutionnelle est le système de gouvernement qui a été adopté par le peuple français.

Il est de la classe que l'on veut instruire, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès, et de la classe qui a le plus besoin de la facilité de s'instruire sur ses propres progrès.

Malgré toute notre diligence, les journaux français n'ont pu nous donner que des renseignements très imparfaits sur les progrès de l'agriculture dans le pays.

LA DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE.

La démocratie constitutionnelle est le système de gouvernement qui a été adopté par le peuple français.

LE FEUILLETON.

Le Goussier aux Gréniers.

Guillaume Dubouche était un homme d'un caractère ferme et d'un caractère ferme et d'un caractère ferme.

LE FEUILLETON.

Le Goussier aux Gréniers.

Guillaume Dubouche était un homme d'un caractère ferme et d'un caractère ferme et d'un caractère ferme.

LE FEUILLETON.

Le Goussier aux Gréniers.

Guillaume Dubouche était un homme d'un caractère ferme et d'un caractère ferme et d'un caractère ferme.

LE FEUILLETON.

Le Goussier aux Gréniers.

Guillaume Dubouche était un homme d'un caractère ferme et d'un caractère ferme et d'un caractère ferme.

LE FEUILLETON.

Le Goussier aux Gréniers.

Guillaume Dubouche était un homme d'un caractère ferme et d'un caractère ferme et d'un caractère ferme.

FIGURE 1 - Le Franco-Canadien, 1^{er} juin 1860, p. 1. Source: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, [En ligne], [http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/1792224].

***Le Franco-Canadien*, un hebdomadaire régional au cœur des débats politiques**

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, le développement des réseaux de transport ferroviaire favorise la croissance économique des régions, notamment celles qui sont situées en périphérie de Montréal. Au cours de cette période, la Montérégie est témoin d'une expansion importante : les progrès dans les domaines agricole et industriel contribuent à sa prospérité. Expansion du réseau ferroviaire, croissance industrielle, prospérité agricole, urbanisation : les ingrédients de base sont rassemblés pour assurer la survie d'un journal. Le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, aujourd'hui le plus ancien hebdomadaire francophone en Amérique, est fondé en 1853.

La municipalité de Saint-Jean n'est pas en reste : elle a reçu le statut de ville en 1856 et elle est déjà un carrefour commercial important, maritime par la voie fluviale du Richelieu, qui mène aux États de la Nouvelle-Angleterre, et ferroviaire grâce au premier chemin de fer en sol canadien reliant Saint-Jean à La Prairie et inauguré en 1836. Là aussi, les conditions économiques sont réunies pour soutenir un journal, conditions auxquelles s'ajoutent des enjeux politiques qui soulèvent les passions. Le 1^{er} juin 1860, *Le Franco-Canadien* est lancé.

Ce bihebdomadaire de quatre pages est désigné comme étant la propriété de deux imprimeurs déjà actifs dans la région, Pierre Cérat et Isaac Bourguignon. Dès le 17 juillet, cependant, seul le nom de Bourguignon est mentionné comme imprimeur-propriétaire. Ces hommes n'étant pas journalistes, la une indique qu'il est rédigé par un « Comité de collaborateurs » : les avocats Charles-Joseph Laberge et Alfred-Napoléon Charland, et le notaire Félix-Gabriel Marchand y publient des textes. Sans pouvoir le prouver hors de tout doute, Marchand en est certainement le principal rédacteur. Très engagé dans sa communauté, il sera élu député libéral à l'Assemblée législative du Québec en 1867 et il occupera le poste de premier ministre de la

province de Québec de 1897 jusqu'à son décès en 1900¹⁴. Il est important de préciser que la circonscription électorale de Saint-Jean élira sans exception un candidat libéral aux élections provinciales jusqu'en 1941 et il en sera de même aux élections fédérales jusque dans les années 1960¹⁵. *Le Franco-Canadien*, qui affichera bientôt ses couleurs libérales, s'implante donc dans un sol très fertile et réceptif aux idées libérales.

Le prospectus du journal donne une bonne indication des objectifs du *Franco-Canadien*, et ses couleurs sont clairement annoncées. Marchand s'oppose au projet de confédération qui fait alors l'objet de discussions très intenses et il entend bien faire connaître sa position par la voix de son journal. Ce dernier ne sera toutefois pas le porte-étendard d'un parti, les questions d'actualité seront traitées « au point de vue national, sans être aucunement retenues par des considérations de parti¹⁶ ». Mais l'heure est néanmoins grave et les enjeux liés au projet d'une nouvelle constitution doivent être discutés. Le journal veut aussi combler une lacune : il n'y a pas suffisamment de journaux francophones dans ce « pays ».

Le nouveau périodique aura tous les attributs d'une bonne presse : hauteur et indépendance de vues seront au rendez-vous. Il sera catholique, mais pas religieux, donc pas dogmatique ; il sera nationaliste, c'est-à-dire que tout en aimant et respectant « nos frères d'autres origines¹⁷ », les rédacteurs seront toujours fiers de leur origine

¹⁴ Michèle Brassard et Jean Hamelin, « Marchand, Félix-Gabriel », dans *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* (ci-après *DBC*), vol. 12, Québec, Université Laval; Toronto, Université de Toronto, [http://www.biographi.ca/fr/bio/marchand_felix_gabriel_12F.html].

¹⁵ En 1941, un candidat de l'Union nationale a remporté le siège de Saint-Jean (« Les résultats électoraux depuis 1867, Saint-Jean à Saint-Sauveur », sur le site de *l'Assemblée nationale du Québec*, [<http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/resultatselec/s2.html>] et « Historique des circonscriptions depuis 1867 », sur le site du *Parlement du Canada*, [<https://lop.parl.ca/About/Parliament/FederalRidingsHistory/hfer.asp?canName=&canParty=131&Language=F&ridName=&ridProvince=0&Search=Cres&submit1=Search>].

¹⁶ « Prospectus », *Le Franco-Canadien*, 1^{er} juin 1860, p. 1.

¹⁷ Lire ici les Anglais.

française. Le journal fait passer le pays avant la région : « Nous tiendrons compte en outre des intérêts particuliers de notre District, sans jamais les mettre au-dessus des intérêts du pays qui doivent toujours avoir le pas. » On demande finalement l'indulgence du public et, dans un contexte où des journaux montréalais sont déjà diffusés dans la région, celle de ses « *grands* confrères de la presse¹⁸ ».

Les rédacteurs adoptent une pratique journalistique fréquemment en usage à l'époque. La mise en page est dense, composée sur cinq colonnes, sans gros titres ni manchettes. La une propose les nouvelles politiques de la session parlementaire, lesquelles se poursuivent à la page deux. Un feuilleton, *La course aux créanciers*, une nouvelle de Charles Grandvallet parue initialement dans le *Journal pour tous* de Paris aux environs de 1858, débute en rez-de-chaussée de la une et se poursuit à la page suivante¹⁹. Malgré l'importance accordée aux nouvelles politiques, le journal n'est pas exempt de faits divers. Par exemple, le récit d'un « horrible » meurtre et du procès qui en découle est présenté et, semaine après semaine, le lecteur peut suivre le fil des événements presque comme un feuilleton. Des nouvelles internationales sont proposées, mais principalement en brèves et par la voie du fil télégraphique. Une longue liste des lois adoptées par le gouvernement complète la partie informative de ce premier numéro. Finalement, les deux dernières pages sont consacrées à des publicités, provenant presque exclusivement de commerces et de représentants des professions libérales de la municipalité de Saint-Jean. Au départ, l'ancrage régional de ce journal émane essentiellement de la publicité.

En 1860, nous avons donc affaire à un journal de facture plutôt classique, lancé à l'instigation d'un homme qui a des ambitions politiques et qui, alors que d'importants débats ont lieu sur la scène politique, veut faire valoir son point de vue auprès de ses concitoyens.

¹⁸ « Prospectus », *Le Franco-Canadien*, 1^{er} juin 1860, p. 1. En italique dans le texte

¹⁹ La mise en page varie beaucoup d'un journal à l'autre, mais il est alors très fréquent d'insérer le feuilleton à la une, parfois en rez-de-chaussée, parfois à la verticale sur les colonnes de droite, comme le pratique *La Minerve* de Montréal.

Ne serait-ce la nature et la provenance des publicités, ce journal ressemblerait à la plupart des journaux d'opinion publiés un peu partout au Québec. Mais l'histoire de cette entreprise est assez singulière et elle mérite d'être approfondie parce qu'elle est un exemple des relations complexes qui peuvent lier les imprimeurs, les propriétaires de journaux et les rédacteurs.

En effet, en mars 1867, Félix-Gabriel Marchand devient propriétaire du *Franco-Canadien* afin, dit-il, de redresser une situation qui devenait de plus en plus difficile et d'assurer que la région aura toujours son organe de presse francophone²⁰. « Il nous a donc paru urgent de mettre la main à l'œuvre et d'essayer, dans la faible mesure de nos forces, de communiquer une nouvelle vigueur au seul organe que possède la population française dans cette partie du pays²¹. » Le nouveau propriétaire affiche aussi plus clairement sa couleur politique, libérale, mais il agit ainsi par nécessité et il se défend bien de s'enliser dans la partisanerie²². « [I]l est impossible que l'on s'occupe activement d'affaires publiques sans se rattacher à l'un des partis qui se partagent l'opinion. Vouloir le contraire serait se condamner soi-même à l'impuissance ou, pour mieux dire, à l'insignifiance, et compromettre le succès des projets dont on peut reconnaître l'utilité et que l'on désire réaliser²³. » Il se fait toutefois rassurant : les discussions seront fermes, mais polies, toute attaque personnelle sera exclue des pages du journal. Se positionnant toujours en relation avec les grands journaux montréalais, il promet aussi que « le *Franco-Canadien* sera à l'avenir aussi promptement et aussi exactement renseigné que les meilleurs journaux de nos grandes villes²⁴ » grâce à des ententes qui facilitent les échanges d'abonnement avec des journaux européens et américains. Marchand ne demeure cependant propriétaire du journal que jusqu'en 1877, alors que le

²⁰ Bourguignon est alors identifié comme administrateur.

²¹ *Le Franco-Canadien*, 1^{er} mars 1867, p. 2.

²² La lutte contre le projet de Confédération ayant été perdue, Marchand s'identifie dès lors plus clairement au Parti libéral.

²³ *Le Franco-Canadien*, 1^{er} mars 1867, p. 2.

²⁴ *Ibid.*

cartouche d'entête du 1^{er} juin 1877 précise qu'Isaac Bourguignon est à nouveau propriétaire et Marchand, rédacteur en chef²⁵. Les activités politiques de ce dernier prenant de plus en plus d'importance, il abandonne, sans tambour ni trompette, son titre de rédacteur en chef du *Franco-Canadien* en mars 1878²⁶. Le journal demeure toutefois, sans contredit, l'outil politique de Marchand.

En septembre 1883, le journal, dont le rédacteur en chef est alors Gabriel Marchand, le fils de Félix-Gabriel, subit des transformations majeures. Après avoir produit durant plusieurs années une publication bihebdomadaire puis trihebdomadaire, la direction recule et opte pour une périodicité hebdomadaire, dont les coûts de production sont moins élevés et qui sera conservée jusqu'à nos jours. Les lecteurs ne doivent toutefois pas se sentir lésés par ce choix. On sollicite leur bienveillance et on les invite à payer leur abonnement dans les plus brefs délais²⁷. On annonce que le journal a été amélioré ; si la périodicité a été réduite, le format a, quant à lui, été bonifié pour atteindre « la dimension des plus grandes publications de notre province » (on passe de six à huit colonnes, mais toujours sur quatre pages) et le contenu a été enrichi pour en faire un véritable journal des familles. Le feuilleton occupe toute la une, la publicité couvre 25 % de la surface totale du journal, réparti sur deux pages, et fait essentiellement la promotion des marchands locaux, et le reste du journal s'intéresse surtout aux actualités politiques nationales et plus particulièrement aux interventions de Félix-Gabriel Marchand à

²⁵ « Félix-Gabriel Marchand », sur le site de l'*Assemblée nationale du Québec*, [<http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/marchand-felix-gabriel-4317/biographie.html>]. Des numéros manquants dans la collection de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) pour l'année 1877 ne permettent pas de trouver, dans le journal, une explication à ce revirement.

²⁶ Le 12 mars 1878, son nom était encore inscrit comme rédacteur en chef dans le cartouche d'entête, alors que le 15 mars son nom n'y apparaît plus. Le journal n'explique pas ce retrait, mais il est plausible que ses nombreuses activités publiques l'empêchent de prendre à temps plein la responsabilité de la rédaction du journal ou qu'il souhaite prendre de manière officielle une distance par rapport au journal.

²⁷ « À nos abonnés », *Le Franco-Canadien*, 7 septembre 1883, p. 2.

l'Assemblée législative. Quelques nouvelles internationales se glissent ici et là dans le journal. Manifestement, dans cette version remaniée, la notion de journal de famille reste encore à peaufiner, et même si le contenant a été modifié, on peut sans hésitation parler d'une mouture qui s'inscrit dans la continuité.

En une vingtaine d'années, les propriétaires du journal ont donc testé différentes formules afin de conserver les lecteurs ou en attirer de nouveaux, mais l'hebdomadaire demeure dans le giron de Félix-Gabriel Marchand et il est toujours conçu principalement comme un outil de diffusion des idées, voire comme une arme politique opposée aux conservateurs.

Le Canada français entre en scène

En juillet 1893, le Parti conservateur profite des nouvelles difficultés financières du journal pour manœuvrer et en prendre le contrôle tout en s'assurant que Bourguignon en demeure le propriétaire. Marchand, alors chef de l'opposition libérale à Québec, lance immédiatement, avec son ami l'avocat Alphonse Morin, *Le Canada français*. Ce nouvel hebdomadaire veut conquérir le lectorat de la région et, surtout, continuer de faire entendre la voix des libéraux en affichant désormais, et sans équivoque, à la une, son lien avec le Parti libéral. La lutte entre les deux journaux est enclenchée. Les invectives sont nombreuses. À la fin du mois d'août 1895, Marchand et Morin ont toutefois gain de cause dans cette bataille. Ils profitent d'une clause du contrat initial de fondation du *Franco-Canadien*, qui donnait le privilège à Marchand, si Bourguignon voulait se départir du journal ou en cas d'insolvabilité, de reprendre possession du *Franco-Canadien*. Ce dernier est fusionné avec *Le Canada français*²⁸. Du jour au lendemain *Le Franco-Canadien* disparaît, et Marchand annonce à ses lecteurs que les deux journaux se sont réconciliés et

²⁸ Félix-Gabriel Marchand évoque cette clause dans un article dans lequel il explique aux lecteurs du *Franco-Canadien* la nouvelle situation du journal (« Explication », *Le Canada français*, 30 août 1895, p. 3).

que *Le Franco-Canadien* « rentre dans la voie du devoir côte à côte dans les rangs libéraux avec son jeune et vaillant confrère, *Le Canada français*²⁹ ». Ce journal assurera donc de manière non équivoque la défense du Parti libéral. Ce n'est qu'en 1937 que *Le Canada français* cessera d'être officiellement associé au Parti libéral. Non seulement les éditoriaux favorisent toujours le parti, mais une grande partie des pages du journal sont aussi utilisées pour faire valoir les positions libérales. Ainsi les faits et gestes du premier ministre libéral Wilfrid Laurier sont scrutés à la loupe et applaudis; les assemblées partisans sont rapportées avec enthousiasme; les prises de position du Parti conservateur sont dénoncées de manière véhémence. Malgré quelques nouvelles locales, qui proposent surtout des mondanités et des faits divers, *Le Canada français* est d'abord et avant tout un journal d'opinion qui gravite essentiellement autour d'un axe politique.

Le journal poursuit tout de même son évolution et apporte des modifications à sa présentation matérielle. Le 17 juin 1898, Gabriel Marchand, qui avait abandonné la pratique du journalisme au profit d'un emploi à la fonction publique à la fin des années 1880, revient derrière le pupitre à titre de rédacteur-propriétaire du *Canada français*. Il amorce des changements matériels importants et, dès le 12 août de la même année, il annonce que le journal comptera bientôt six pages. « De cette façon, nous pourrons offrir à nos fidèles abonnés des matières plus variées et plus compactes, tout en donnant satisfaction à notre clientèle d'annonceurs, qui grandit de jour en jour³⁰. » C'est chose faite le 26 août. Si le contenu rédactionnel est somme toute peu modifié, laissant la part belle aux nouvelles politiques, les publicités sont effectivement beaucoup plus nombreuses. Les marchands et professionnels locaux sont omniprésents et ils côtoient des

²⁹ *Ibid.* Jusqu'au 4 octobre 1895, le cartouche du *Franco-Canadien* sera publié à la page 3; par la suite les deux noms seront réunis, et ce, durant plusieurs décennies. Le journal s'intitulera *Le Canada français et Le Franco-Canadien*.

³⁰ « Au jour le jour », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 12 août 1898, p. 1.

marchands montréalais, des compagnies de transport et des vendeurs de médicaments patentés.

Moins d'un an plus tard, deux nouvelles pages sont ajoutées au journal. Dans le bref article faisant état de cette modification, Gabriel Marchand n'est pas peu fier d'annoncer que son journal a su séduire de nombreux lecteurs et annonceurs et qu'il peut dès lors offrir encore plus de matière à lire à ses abonnés. Il profite de l'occasion pour souligner les progrès du goût de la lecture chez ses compatriotes et l'importance du rôle de la presse dans la société : « On a compris qu'il ne suffit plus, pour conserver sa place au soleil, de se faire mouvoir les bras, mais qu'il faut, par le facile et peu dispendieux intermédiaire de la presse, se mettre en état de disputer aux autres et d'arracher au besoin sa part légitime d'influence politique et sociale³¹. » Alors que la presse d'information se développe très rapidement, le journal demeure à ses yeux un important outil d'éducation et d'influence³².

Le 3 novembre 1899 apparaît pour la première fois dans le journal la chronique de Jean Rémana, pseudonyme d'Arsène Bessette³³. Chaque semaine, le jeune journaliste, ami de Gabriel Marchand³⁴, fait paraître un texte sur des sujets aussi variés que la grippe, le bonheur ou l'actualité du moment. Du 16 novembre 1906 au 16 juillet 1909, les lecteurs retrouveront ses textes dans une chronique intitulée « Modernités ». Bessette propose à son lectorat des réflexions sur différents sujets plus ou moins liés à l'actualité³⁵ ou

³¹ « Notre journal », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 30 juin 1899, p. 1.

³² Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la presse d'information, sous des allures plus objectives, est encore largement utilisée comme moyen d'influencer les lecteurs.

³³ Il abandonnera ce pseudonyme en juin 1901.

³⁴ Avant son arrivée au *Canada français*, Arsène Bessette avait collaboré durant quelques mois à *La Patrie* de Montréal, mais c'est vraiment à l'hebdomadaire de Saint-Jean qu'il fait son apprentissage (voir Aurélien Boivin, « Bessette, Arsène », dans *DBC* en ligne, vol. 15, Québec, Université Laval ; Toronto, Université de Toronto, 2005, [http://www.biographi.ca/fr/bio/bessette_arsene_15F.html]).

³⁵ Il utilise souvent un fait divers comme prétexte pour réfléchir sur un enjeu social plus général. Par exemple, un procès pour meurtre qui se déroule à New York devient l'occasion de discuter de la valeur d'un « plaidoyer de folie » (« Modernités », *Le Canada français*, 14 février 1908, p. 2).

des critiques littéraires ou artistiques. Friand de théâtre, un art particulièrement malmené par les élites cléricales, Bessette suit de près l'actualité théâtrale montréalaise, dont il prend régulièrement la défense³⁶. Antiféministe, il critique souvent le tempérament trop « passionné » des femmes et il invite les jeunes filles à réfléchir au coût, parfois très élevé, de l'indépendance et de la liberté³⁷. Son propos est parfois plus philosophique, encourageant, dans une envolée tout à fait libérale, la créativité et l'ouverture d'esprit :

En plein vingtième siècle, alors [que] le génie humain a inventé tant de merveilles, que la science a pénétré les secrets les plus précieux de la nature, l'obstacle formidable du préjugé, le mensonge des vieilles traditions maintiennent encore l'homme dans un état de demi-esclavage, l'empêchent de bénéficier de son savoir, de jouir enfin de la liberté dont s'honore aujourd'hui tout citoyen honnête et laborieux³⁸.

À partir de juillet 1909, la chronique « Modernités » disparaît du journal, et Arsène Bessette ne signe plus que quelques rares textes. Cela ne signifie pas qu'il n'écrit plus dans le journal, mais que sa présence dans les pages de l'hebdomadaire est moins marquée³⁹. Quoi qu'il en soit, les chroniques d'Arsène Bessette ont permis au *Canada français* de se doter d'une personnalité singulière. Le journal a alors quitté le champ quasi exclusif du commentaire politique pour s'ouvrir à des horizons beaucoup plus variés. Bessette mettra d'ailleurs cette expérience à profit dans son très controversé roman *Le débutant*, qui

³⁶ Arsène Bessette, « Modernités », *Le Canada français*, 5 mars 1909, p. 2.

³⁷ Arsène Bessette, « Modernités », *Le Canada français*, 5 juillet 1907, p. 2.

³⁸ Arsène Bessette, « Modernités », *Le Canada français*, 19 mars 1909, p. 2.

³⁹ L'historiographie indique toujours que Bessette a collaboré régulièrement au *Canada français* jusqu'en 1917, mais un examen attentif du journal montre que cette collaboration n'est plus aussi évidente à partir de 1909. Même si l'on retrouve encore quelques textes signés de sa main (septembre 1910, novembre 1911, avril 1913), Bessette a peut-être utilisé un autre pseudonyme. Le nom de Bessette n'apparaît dans les répertoires Lovell de Montréal qu'en 1917. Il n'aurait donc pas habité Montréal avant cette date. Une recherche exhaustive serait essentielle pour bien comprendre le parcours de cet auteur.

paraîtra en 1914. Ces chroniques ne sont pas ancrées dans un cadre régional : elles témoignent de l'action médiatique d'un auteur qui joue un rôle de passeur entre la région et la métropole.

Le virage vers la presse d'information

En juin 1908, Gabriel Marchand est élu député libéral de la circonscription de Saint-Jean. Il cède alors la propriété du journal à la Compagnie de publication du *Canada français*, mais il en demeure l'éditeur jusqu'à son décès, survenu subitement le 16 septembre 1910⁴⁰. Le 30 décembre de la même année, on avise les lecteurs que les ateliers de production déménageront dans un nouvel édifice et qu'il est possible que le journal ne soit pas publié la semaine suivante. On sollicite leur patience : « L'amélioration de notre journal les récompensera de leur indulgence par la suite⁴¹. » Le 27 janvier 1911, on annonce, en effet, un changement majeur : dès la prochaine livraison, le journal comptera seize pages, plutôt que huit, et il sera illustré. Il est plausible de croire que les nouveaux propriétaires-éditeurs se sentent obligés de réagir face à la présence des grands quotidiens d'information montréalais sur le marché de Saint-Jean. La concurrence est féroce ; il faut donc l'affronter. Afin de conquérir de nouveaux lecteurs, le journal lance un grand concours de popularité et d'abonnement au cours duquel plus de 1600 cadeaux – certains de grande valeur, comme des pianos ou des montres en or – seront distribués⁴².

La métamorphose du journal est importante. La page éditoriale, qu'on retrouve à la page 8, conserve toujours son lien avec le Parti libéral, mais le reste de l'hebdomadaire n'est plus construit autour

⁴⁰ Ronald Martel, *Histoire de la presse hebdomadaire au Québec : Estrie, Montérégie, Montréal*, Hebδος Québec, [2009?], p. 47. Ce changement de propriétaire constitue certainement une piste à suivre pour mieux comprendre les relations entre Arsène Bessette et le journal.

⁴¹ « Avis à nos lecteurs », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 30 décembre 1910, p. 1. Le journal a finalement paru le 6 janvier 1911.

⁴² *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 3 février 1911, p. 4.

de cette unique motivation de faire valoir le point de vue du Parti. Le journal d'opinion semble vouloir céder la place au journal d'information. À l'image des grands médias de masse, il est beaucoup mieux structuré : à côté des dépêches internationales, du « *Courrier de Paris* » et des « *Nouvelles des États-Unis* », qui constituent le cœur des nouvelles internationales et qui sont présentées dès les premières pages, on retrouve la chronique « *À travers le Canada* », les « *Nouvelles de St-Jean* » et les « *Correspondances de la campagne* ». Les nouvelles locales occupent une page entière. On y retrouve pêle-mêle des mondantés, des faits divers, des informations sur la vie politique municipale et quelques nouvelles économiques. Les « *correspondances de la campagne* » sont composées selon le modèle établi dans la presse d'information : classées selon les municipalités plus ou moins limitrophes à Saint-Jean, elles proposent des brèves qui relatent essentiellement des mondantés et des faits divers locaux. Le journal manifeste toujours de l'intérêt pour le commerce et l'agriculture, et cette chronique, considérablement enrichie, occupe une page entière. Elle informe les lecteurs sur le cours des denrées et la qualité des récoltes, mais elle prodigue aussi quelques conseils en matière d'agriculture. De nouvelles sections cherchent à séduire un lectorat plus varié : on cible toute la famille avec une page « *Mode pratique* » pour les femmes, et une « *Page amusante* » offre des bandes dessinées aux enfants. Les annonces publicitaires sont nombreuses, mais elles sont loin d'occuper une part aussi importante du contenu que dans les quotidiens nationaux : des commerçants et des hommes d'affaires locaux partagent les pages de l'hebdomadaire avec des commerçants montréalais et des publicités nationales. Bref, on reprend ici la recette qui a fait le succès de la grande presse d'information.

L'expérience ne fait cependant pas long feu puisque dès le mois de décembre de la même année, le journal, quoique toujours illustré, ne compte plus que douze pages. À la fin de la guerre, en 1918, il est revenu à un format de huit pages, les illustrations ont disparu – à l'exception des annonces publicitaires – et l'éditorial a réintégré la une. Les importants trous dans la collection durant la période de la

guerre ne permettent cependant pas de connaître le moment précis de ce retour à un format plus modeste. Il est toutefois permis de croire que les restrictions sur le papier et l'encre durant la guerre peuvent avoir été un facteur important dans ce changement, mais la perte de revenus publicitaires devrait aussi être prise en considération.

Le 31 mai 1918, à l'occasion du 58^e anniversaire du journal, la direction réitère sa volonté de poursuivre courageusement la mission qui avait été celle des fondateurs.

[D]evant la situation qui est faite à la presse, il faut être lesté d'une forte dose de courage pour entreprendre de continuer la tâche de renseigner le public et guider l'opinion. Ce courage nous l'avons; notre vaillance ne s'est pas émoussée dans la rudesse des combats antérieurs et nous sommes toujours disposé à affronter les luttes futures⁴³.

La Première Guerre n'étant pas encore terminée, on peut croire que la censure alors exercée sur les journaux fait partie de cette « situation faite à la presse⁴⁴ ». Il est aussi intéressant de noter que *Le Canada français* affiche toujours sa volonté très affirmée de guider l'opinion; le journal ne se contente pas d'être un véhicule d'informations régionales. Cependant, force est d'admettre que la situation n'était pas temporaire, donc pas uniquement liée au contexte de la guerre: jusqu'au 30 août 1934, le nombre de pages du journal oscille entre six et huit par numéro.

À ce moment-là, un nouveau coup de barre est donné. En rupture avec la pratique habituelle du journal, et parce que la direction se dit sensible au goût des lecteurs, on adopte le format tabloïd afin de rendre le journal plus attrayant et plus facile à lire: « Le nouveau format tabloïd tend à se répandre de plus en plus et les nombreuses

⁴³ « Notre 58^e anniversaire », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 31 mai 1918, p. 1.

⁴⁴ Voir Myriam Levert, « Le Québec sous le règne d'Anastasia: l'expérience censure durant la Première Guerre mondiale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n^o 3 (hiver 2004), p. 333-364.

appréciations entendues à l'adresse des journaux et des revues de ce genre nous ont incités à l'adopter⁴⁵. » L'arrivée du *Petit Journal* (1926) et de *L'Illustration* (1930) sur le grand marché montréalais, deux journaux de format tabloïd qui optent pour une formule beaucoup plus populaire, n'est certainement pas étrangère à cet important virage. Le contenu et la mise en page du *Canada français* restent sensiblement les mêmes, mais un ajout non négligeable est apporté : une section intitulée « Nouvelles du sport » est insérée à la page deux. Les équipes et les athlètes locaux sont alors à l'honneur. L'éditorial paraît à la dernière page, juste à côté des petites annonces.

En juillet 1937, un magazine est ajouté au journal. Cette section, qui a sa propre une, propose un contenu très diversifié qui se distingue clairement de la portion centrée sur les actualités. Nouvelles littéraires, chroniques historiques, bandes dessinées, « actualité par l'image » composent ce supplément illustré de huit pages qui se veut à la fois instructif et divertissant, mais nullement centré sur des intérêts régionaux. Les éditeurs testent ainsi une formule visant à concurrencer les revues généralistes et les suppléments hebdomadaires des quotidiens. Pour bien marquer la volonté de l'éditeur de plaire aux lecteurs, on invite ces derniers à soumettre toutes suggestions qui pourraient améliorer le magazine.

En novembre de la même année, le cartouche d'entête est renouvelé et, dans un style plus travaillé, les deux titres du journal sont dorénavant superposés, *Le Canada français* étant mis en évidence. La direction est alors fière d'annoncer que ce nouvel entête est l'œuvre d'un concitoyen de Saint-Jean, artiste autodidacte⁴⁶. Le cartouche expose aussi sa nouvelle devise : « Hebdomadaire dévoué aux intérêts de toute la Région ». On abandonne donc le lien avec le Parti libéral et l'on met l'accent sur la volonté de satisfaire les intérêts régionaux.

⁴⁵ « Notre journal et son nouveau format tabloïd », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 30 août 1934, p. 1.

⁴⁶ « Notre nouvel en-tête », *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 25 novembre 1937, p. 4.

LE CANADA FRANÇAIS

ET LE FRANCO-CANADIEN
SECTION MAGAZINE

Vol. I—No 17

JEUDI, 29 JUILLET, 1937.

Rédigée en collaboration



Episodes de la vie active des POLICES montées en 1936

Les polices montées patrouillent encore l'extrême Nord. Le constable Paddy Hamilton, à gauche, est en charge du poste situé sur l'île Ellesmere, à 800 milles du Pôle Nord.



Quatre polices montées ont été tuées durant l'année dernière en poursuivant leur homme.

DAVID S. KNOX s'était servi d'un faux pour recevoir le chèque qui venait l'expulser de sa ferme, près de Rosneath, Alberta, deux policiers dirent à rendre aussitôt inutiles un mandat. Knox les vit en premier. Le caporal M. Moriarty débarrassa de l'auto et se rendit ouvrir la barrière pour permettre le passage de l'auto conduite par son compagnon.

A R. Allen. Comme il fermait la barrière, un coup de feu partit et il tomba à la renverse, mort. Le constable Allen restant en bas de son char s'en servit pour se couvrir et se mit à tirer dans la direction de la maison d'où le coup devait venir. Knox tira à son tour. Ce duel dura pendant quelques instants, pendant que Allen s'approchait graduellement de Moriarty pour juger de son état. Constatant sa mort, il remonta dans son char et se dépêcha d'appeler un téléphone pour l'aide.

Quand les renforts furent arrivés ils entourèrent la ferme et se rendirent à la maison où ils trouvèrent deserte. Tout à coup, du haut du grenier, un coup partit. Les policiers se mettant à l'abri tirèrent à leur tour jusqu'à ce que le coup venant du grenier eurent cessé. Comme ils allaient y pénétrer un nouveau coup partit de terre qu'on

part entre le grenier et la grange à foin. Le constable R.C. Fenn poussa le char à toute vitesse ou le dernier coup venait d'être tiré. En approchant il vit Knox gisant à terre. L'examen démontra qu'il s'était suicidé.

Trois hommes masqués essayèrent de voler dans un magasin de campagne au Manitoba. Les propriétaires ayant essayé de résister furent frappés sur la tête avec leurs revolvers par les bandits qui s'enfuirent dans une vieille machine.

Une semaine plus tard ils furent arrêtés sur la route par une police montée et un officier de circulation pour avoir conduit sans permis. Avis leur fut donné de se rapporter le lendemain au bureau pour leur permis. En venant dans les entrées la police montée aperçut que l'auto répondait parfaitement à la description de celui dont les trois bandits masqués s'étaient servis pour s'enfuir. Arrivé d'un constable spécial, il s'élança à la poursuite du char sans permis.

Trois jours plus tard un cultivateur trouva dans un fossé le corps du constable spécial et de la police montée

qui part entre le grenier et la grange à foin. Le constable R.C. Fenn poussa le char à toute vitesse ou le dernier coup venait d'être tiré.

En approchant il vit Knox gisant à terre. L'examen démontra qu'il s'était suicidé.

Une semaine plus tard ils furent arrêtés sur la route par une police montée et un officier de circulation pour avoir conduit sans permis.

Trois jours plus tard un cultivateur trouva dans un fossé le corps du constable spécial et de la police montée

le Major Général Sir James H. MacBrien, indique que désormais les polices montées se trouvent plus aux services d'experts en criminalité mais aussi leurs hommes spécialement entraînés à cette fin.

Un laboratoire a été construit aux quartiers généraux d'Ottawa, et les officiers sont entraînés à se servir d'appareils photographiques, des équipements spéciaux seront fournis à tous les Départements. De même un avocat devra résider à Ottawa pour s'occuper des questions légales.

Leur succès dans la recherche scientifique des criminels ces dernières années dans les régions les plus peuplées du pays, dont ils ont maintenant charge, est tel que leur expérience s'accroît considérablement.

Désormais l'équitation ne sera pas encouragée à l'infirmité des recrues. Autrefois elle était une aide pour faire partie du corps. Maintenant il n'y a plus que 200 chevaux, et l'on destine un corps spécial de polices montées au nombre de 20 à été formés pour résider à certains points stratégiques à travers le Canada. Il doit servir spécialement pour contrôler et disperser les atterrissements de la foule. Les services de ces hommes avec leur fameux habit rouge furent requis plusieurs fois l'an dernier pour des troubles ouvriers, les marches de la faim, et des démonstrations de civilisme.

La police montée ayant maintenant à faire la police du Canada, sauf celle des grandes villes des provinces d'Ontario, de Québec et de Colombie Anglaise, se trouve à faire face à des problèmes inconnus par elle lorsqu'elle n'avait qu'à faire la patrouille des plaines du Nord.

Elle a dû même il y a cinq ans faire celle de la mer pour empêcher les bateaux clandestins de faire le transport illégal des liqueurs.

Avec à leur usage 27 croiseurs rapides et bateaux patrouilleurs, ainsi que

(Suite à la page 3)



SUPPLEMENT

Page 1

FIGURE 4 – *Le Canada français et Le Franco-Canadien*, 29 juillet 1937, p. 1.
Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, [En ligne], [http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/1774857].

Durant près de trente ans, le nombre de pages du journal augmentera peu à peu, mais on ne modifiera plus de manière notable sa facture, si ce n'est une composition plus aérée de la une. Cependant, l'accent sera de plus en plus mis sur les nouvelles locales et régionales. On semble avoir trouvé la formule qui convient aux lecteurs et aux annonceurs. La facture demeurera assez similaire jusque dans les années 1970.

L'évolution qui caractérise la pratique journalistique de cet hebdomadaire régional met en lumière les difficultés rencontrées par les éditeurs qui doivent concurrencer les quotidiens nationaux. Saint-Jean fait partie de la zone de distribution de *La Presse* et de *La Patrie*, les deux quotidiens montréalais francophones les plus populaires et, s'il veut survivre, *Le Canada français* doit trouver sa niche. L'apparition des tabloïds à la fin des années 1920 crée une nouvelle tension, un nouvel horizon auquel il faut se référer. Le système dans lequel évolue *Le Canada français* est en constante transformation, et l'hebdomadaire régional ne peut l'ignorer. D'ailleurs, les nombreuses références aux *grands* journaux, qui constituent une sorte d'étalon de mesure, témoignent de l'attention constante portée sur eux. Mais cette entreprise de presse n'ayant pas les moyens de s'offrir des mises en page très sophistiquées, on opte donc pour une certaine simplicité, tout en mettant le cap sur la proximité avec le lecteur : ce journal est son journal.

Il serait donc possible de diviser l'histoire du *Canada français* en trois périodes. On pourrait aisément qualifier la première, sous la gouverne des Marchand, père et fils, jusqu'à 1908, de l'ère politique : les enjeux politiques fédéraux, mais surtout provinciaux sont au cœur de la mission et du contenu du journal. Ce dernier propose à ses lecteurs une mise en page modifiée, mais il demeure essentiellement un journal d'opinion politique. Il met en scène sa proposition régionale essentiellement par les annonces publicitaires et quelques nouvelles locales. La seconde période s'étire jusqu'aux années 1930 ; elle est marquée par l'évolution de la pratique journalistique, le passage d'une presse d'opinion essentiellement politique à une presse d'information. Malgré le fait que les liens du journal avec le Parti libéral

soient encore assez solides – du moins jusqu’en 1937 –, on met de plus en plus l’accent sur le développement économique et industriel, on veut vendre le potentiel de la région et souligner à grands traits son dynamisme. On peut croire que, d’une part, on souhaite attirer investisseurs et nouveaux résidents, et, d’autre part, que l’on veut limiter l’attraction que la ville de Montréal exerce sur la population de la région. Une troisième période, qui s’ouvre sur le passage au format tabloïd, montre que le journal, tout en étant sensible à l’évolution du goût des lecteurs, cherche à témoigner de la spécificité socioculturelle de la ville et de son environnement. Il ne peut pas faire la lutte aux grands quotidiens montréalais, mais il a trouvé sa niche et il devient le relais essentiel de la vie régionale.

Cette hypothèse, selon laquelle l’histoire du *Canada français* peut être divisée en trois périodes, permet de mettre en perspective l’évolution d’un journal, le milieu d’où il émane et le système médiatique dans lequel il s’insère. Si cette affirmation est valable pour les grands quotidiens⁴⁷, elle l’est encore plus pour un journal régional.

Conclusion

Un autre volet de la vie de ce journal pourrait s’inscrire dans un cadre d’analyse qui s’intéresse à la sociologie des journalistes et du lectorat. Qui sont ceux qui ont écrit dans ce journal? Viennent-ils de la région? À leurs yeux, le travail dans un journal régional a-t-il la même valeur que celui effectué dans un quotidien national? On sait qu’au XIX^e siècle, Félix-Gabriel Marchand était le rédacteur principal du *Franco-Canadien* et, parce qu’il a été premier ministre du Québec, on le connaît assez bien. Il a essentiellement utilisé le journal à des fins politiques, et cela transparaît abondamment durant la période

⁴⁷ Comme l’ont montré de nombreux chercheurs à partir de la théorie de Maurice Mouillaud, « Le système des journaux (théorie et méthodes pour l’analyse de presse) », *Langages*, 3^e année, n° 11 (septembre 1968), p. 61-83. Voir aussi Marquis, *Un quotidien pour l’Église*.

où il en est le directeur. En juin 1898, son fils Gabriel prend la relève : il affirme alors répondre à des pressions politiques, mais il souhaite néanmoins changer le visage du journalisme en refusant de jouer au jeu des injures. Il promet une « critique courtoise et vigoureuse, arme favorite des gentilshommes⁴⁸ », mais son journal conserve néanmoins les caractéristiques de la presse d'opinion. Marchand fils a su s'entourer de rédacteurs talentueux, dont Arsène Bessette, que nous avons déjà présenté.

Les autres collaborateurs du journal, éditeurs ou rédacteurs, sont moins connus. Un travail colossal attend le chercheur qui voudrait faire la prosopographie du personnel de presse, puisque les outils habituellement utilisés par les chercheurs, comme les annuaires ou les dictionnaires biographiques, se sont peu intéressés à ces artisans. On y retrouve certes quelques têtes d'affiche du journalisme canadien-français, mais des individus comme Louis-Omer Perrier, qui a été à la barre du *Canada français* de 1918 à 1958 et qui a été candidat libéral défait aux élections provinciales de 1941 et de 1944, mériteraient qu'on analyse en profondeur leur contribution. Une compréhension globale de la presse régionale ne peut faire l'économie de cette recherche biographique.

En conclusion, l'exemple du *Canada français* de Saint-Jean nous montre à quel point l'étude de la presse régionale québécoise peut être stimulante. Corpus qui se distingue nettement de la presse quotidienne des grands centres urbains, les journaux régionaux nous plongent au cœur de réalités multiformes. Bien qu'ils ne puissent concurrencer les grands quotidiens, ces journaux répondent à différents besoins – informations sur les enjeux régionaux, publicités pour les gens d'affaires locaux, quête d'une identité régionale propre – tout en ne négligeant pas la mission initiale de la presse d'opinion du XIX^e siècle, éduquer et éclairer l'opinion publique. Les journaux régionaux québécois ont indéniablement participé à la constitution

⁴⁸ Gabriel Marchand, « Au public », *Le Canada français*, 17 juin 1898, p. 1.

de la culture médiatique d'une grande partie de la population ; leur histoire n'est peut-être pas encore suffisamment développée, mais les sources de réflexion sont multiples.

⊕

« Je cours mettre ceci dans la prochaine boîte, par une pluie battante qu'il fait... » : d'une lettre à la poste au mouvement des Écrivains de l'Est (1927-1934)

Stéphanie Bernier et Pierre Hébert
Université de Sherbrooke

Résumé

Entre 1927 et 1934, le mouvement des Écrivains de l'Est fait passer la ville de Sherbrooke et ses environs de « campagne » à pôle d'activité littéraire incontournable, grâce, notamment, au journal *La Tribune* qui publie d'importants suppléments littéraires en 1930, 1931 et 1932. Mais l'apport du journal, dont l'équipe de rédaction est majoritairement composée d'écrivains, ne suffit pas à expliquer comment ce mouvement régional s'est constitué. Il faut plutôt se tourner du côté de l'épistolaire pour trouver le principal facteur de cohésion du regroupement. À partir de la vaste correspondance d'Alfred DesRochers, animateur et chef de file de ce groupe d'écrivains, nous étudierons le rôle de la correspondance dans l'émergence et l'affirmation du groupe des Écrivains de l'Est dans la perspective de l'« action épistolaire », notion empruntée à Marie-Andrée Beaudet.

Abstract

Between 1927 and 1934, the Écrivains de l'Est movement brought the city of Sherbrooke and its surrounding area from a "countryside" to a significant centre of literary activity, most notably as a result of the efforts of La Tribune, which published important literary supplements

in 1930, 1931, and 1932. But the efforts of this newspaper, whose editorial board was mostly composed of writers, do not fully explain the emergence of this regional literary movement. The movement's principal factor of cohesion can be instead found in epistolary documents. Through the vast correspondence of Alfred Desrochers, the movement's facilitator and leading figure, this article examines the role of correspondence in the emergence and affirmation of the Écrivains de l'Est within the perspective of "epistolary action," a notion borrowed from Marie-Andrée Beaudet.

Dans sa préface à *L'École littéraire de Montréal*, Louis Dantin écrit : « Ces mouvements ont toujours un chef qui inaugure un courant, une sève esthétique, et qui s'impose par le génie¹. » Cependant, il s'empresse, quelques lignes plus loin, de contredire sa propre affirmation s'agissant de l'École littéraire de Montréal, née de la rencontre d'esprits juvéniles, de talents variés et d'enthousiasme : « Rien de pareil ne se constate dans l'origine et dans l'action du cercle d'écrivains dont le présent volume retrace les souvenirs. »

Au-delà du cas particulier de l'École littéraire de Montréal, cette observation de Dantin soulève une question complexe, celle des conditions de naissance et de constitution d'une école ou d'un mouvement littéraire, qui peuvent assurément résulter d'une volonté ou, à l'opposé, être le fruit du hasard, d'une rencontre inopinée. Dans un cas comme dans l'autre, on parlera volontiers de *causalité*, dans un sens très large ; et il ne s'agit pas de devoir choisir entre la nécessité et l'aléatoire, mais plutôt de suivre au plus près l'épiphanie d'un regroupement sans le corseter dans quelque *a priori*.

Dans le cadre de ce numéro consacré aux rapports entre la presse, les sociabilités et la vie culturelle dans les centres urbains régionaux, nous proposons d'aborder ces thèmes autour d'une question fédérative : la genèse d'un mouvement littéraire. Autrement dit, en

¹ Louis Dantin, « Préface », dans Jean Charbonneau, *L'École littéraire de Montréal : ses origines, ses animateurs, ses influences*, Montréal, Éditions Albert Lévêque, 1935, p. 7.

étudiant le particulier, nous souhaitons déblayer quelques pistes sur ce que nous appellerons la « génétique associative », c'est-à-dire sur les conditions plus générales, transindividuelles, de l'apparition d'un mouvement singulier.

Ce cas particulier, il fallait qu'il regroupât quatre conditions concomitantes : être assez restreint dans le temps ; se situer en région ; permettre de retracer les sociabilités qui le fondent ; avoir entretenu un lien significatif avec la presse. Le mouvement des Écrivains de l'Est répond à ces conditions. Ce mouvement, que Joseph Bonenfant situe entre 1927 et 1934, aurait pour départ la fondation de la Société des Écrivains de l'Est, par Alfred DesRochers, et quelques publications annonciatrices d'Éva Senécal et d'Henri Myriel Gendreau, suivies de *L'offrande aux vierges folles* de DesRochers, en 1928. Et sa fin, 1934 : année où « paraissent les derniers écrits des poètes qu'Alfred DesRochers appelle "la génération perdue de 1925"² ». Entre ces deux dates, 1927 et 1934, l'année 1930 est particulièrement importante, en raison de la venue à Sherbrooke, au mois d'août, de Louis Dantin, l'un des critiques littéraires les plus écoutés de son époque, et de la parution de son texte fondateur sur « Le mouvement littéraire dans les Cantons de l'Est » dans le premier supplément littéraire de *La Tribune*, le 29 novembre.

De prime abord, on pourrait toutefois croire le sujet épuisé. En effet, dans *À l'ombre de DesRochers*, les spécialistes de cette période, dont Richard Giguère, Antoine Sirois et Joseph Bonenfant, abordent ce mouvement sous les angles de l'histoire culturelle et institutionnelle, de l'étude des œuvres, de leur réception. Par ailleurs, Antoine Sirois note avec justesse que ce mouvement avait besoin, pour exister, du développement des bibliothèques, d'éditeurs, de journaux³. S'agissant

² Jacques Blais, cité dans Joseph Bonenfant, « Pour une meilleure perception du mouvement », dans Joseph Bonenfant *et al.* (dir.), *À l'ombre de DesRochers : le mouvement littéraire des Cantons de l'Est 1925-1950 : l'effervescence culturelle d'une région*, Sherbrooke, La Tribune et Les Éditions de l'Université de Sherbrooke, 1985, p. 275.

³ Antoine Sirois, « Le dynamisme culturel de Sherbrooke et de sa région des origines à 1950 », dans Bonenfant *et al.* (dir.), *À l'ombre de DesRochers*, p. 34.

de cette « constellation d'écrivains⁴ », Janine Boynard-Frot souligne qu'elle « ne tient pas du miracle, mais de conditions économiques, sociales et politiques dûment identifiables⁵ ».

Une bibliothèque, voire un journal, fût-il le plus engagé, ne créent pas un mouvement littéraire, pas plus que des conditions économiques ne réunissent des auteurs; ces conditions sont nécessaires, mais non suffisantes. Mais alors, où trouver le terreau d'une association, d'un *mouvement* dans le sens premier de *movere*, mouvoir? Par quel angle aborder cette « génétique associative », en l'occurrence appliquée au mouvement des Écrivains de l'Est?

Si intéressante qu'elle soit, l'étude *À l'ombre de DesRochers* n'arrive pas vraiment à expliquer comment est né le mouvement des Écrivains de l'Est. La raison en est fort simple. Tout en reconnaissant l'importance de la correspondance entre les membres de ce réseau, les auteurs passent outre le rôle même de l'épistolaire en tant que principal facteur de cohésion associative.

Là se situe l'angle mort qui empêche de comprendre comment ces auteurs des Cantons de l'Est, avec le concours d'auteurs de Québec, de Montréal et des États-Unis, finissent par se donner un liant qui leur permet de se constituer en « mouvement littéraire ».

Tel est donc l'objectif que nous nous sommes donné : emprunter la perspective d'une « action épistolaire » afin d'étudier le rôle de la correspondance dans l'émergence et l'affirmation du groupe des Écrivains de l'Est. Pour comprendre cette « action épistolaire », notion que nous préciserons plus loin, il fallait retrouver l'épicentre du mouvement, le lieu de convergence des forces en présence qui trans-

⁴ Parmi les collaborateurs de *l'Almanach littéraire de l'Est* on retrouve, outre DesRochers, Jovette-Alice Bernier, Arthur Bouchard, Cécile Chabot, Joseph Désilets, J. Donat Dufour, Camille Duguay, Béatrice Favreau, Françoise Gaudet-Smet, Henri-Myriel Gendreau, Arsène Goyette, Jeanne Grisé, Raphaëlle-Berthe Guertin, Édouard Hains, Marthe O'Neil, Louis C. O'Neil, Louis-Philippe Robidoux, Arthur Sideleau, Éva Senécal, Marie-Alice Taschereau, Lucille Tassé et Denis Tremblay.

⁵ Janine Boynard-Frot, « L'émergence d'une production littéraire féminine, 1925-1935 », dans Bonenfant *et al.* (dir.), *À l'ombre de DesRochers*, p. 110.

formera les Cantons de l'Est de simple « campagne » en pôle d'activité littéraire incontournable pendant la décennie 1930. La correspondance d'Alfred DesRochers s'est présentée à nous comme le lieu cardinal, sorte de « centre des commandes ». En 1930, Alfred DesRochers a 29 ans; il a publié ses deux recueils, *L'offrande aux vierges folles* et *À l'ombre de l'Orford*, et s'apprête à en faire une édition conjointe chez Albert Lévesque, éditeur phare de cette période. Il travaille à *La Tribune* de Sherbrooke et entretient une vaste correspondance avec une cinquantaine d'acteurs du milieu littéraire, dont Éva Senécal, Clément Marchand, Albert Pelletier et Louis Dantin. Les lettres du fonds d'archives de DesRochers conservées à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ Sherbrooke) composent donc l'essentiel de nos sources. La correspondance d'Alfred DesRochers rassemble quelque 2000 lettres couvrant plus de vingt ans, dont le sommet se situe précisément au moment qui nous intéresse, soit de 1929 à 1934. Elle se démarque par la diversité des correspondants⁶ : poètes, romanciers, journalistes, critiques venant des quatre coins de la province et de la Nouvelle-Angleterre et appartenant à différentes générations y sont réunis, ce qui en fait un « dialogue avec le Québec littéraire des années 1930⁷ » des plus remarquables.

Le rôle actif de la lettre : trois fonctions

Plus qu'un document livrant des informations factuelles sur une époque, la lettre, par sa position mitoyenne à la frontière entre l'auteur, son œuvre et la vie littéraire, « agit » sur le littéraire.

⁶ Au nombre des correspondants les plus importants de DesRochers à cette période on retrouve Harry Bernard, Émile Coderre, Louis Dantin, Rosaire Dion-Lévesque, Claude-Henri Grignon, Clément Marchand, Albert Pelletier, Lucien Rainier, Simone Routier et Éva Senécal.

⁷ Richard Giguère, « Sociabilité et formation des écrivains de l'entre-deux-guerres : le cas des réseaux de correspondances d'Alfred DesRochers », dans Pierre Rajotte (dir.), *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2001, p. 42.

Comment définir cette « action épistolaire » qui découle du simple geste de « mettre une lettre à la poste » ? Nous empruntons cette notion d'une étude de Marie-Andrée Beaudet, qui se conclut ainsi : « [...] seule une prise en compte de l'ensemble des correspondances des années trente [...] pourrait permettre de préciser le rôle et la fonction de ce que je n'hésiterais pas, pour ma part, à nommer l'action épistolaire des années trente dans la mutation littéraire et institutionnelle de la littérature québécoise⁸. » Dans ses nombreux travaux sur la correspondance d'auteurs, Brigitte Diaz conçoit la lettre comme un « espace littéraire » où interviennent différentes « forces » ou fonctions, qui donnent à l'épistolaire sa « valeur littéraire ». Ces fonctions, au nombre de trois, agissent sur le processus de création de l'épistolier-écrivain. La première, la fonction *génétique*, place la lettre comme moteur de l'écriture puisqu'elle devient un laboratoire pour l'écrivain en devenir, qui soumet ses vers, ses textes, ses choix esthétiques à un « correspondant-appréciateur », ce qui contribue également à sa formation. Geste de communication, la lettre est également un « objet d'écriture⁹ ». La deuxième fonction est la fonction *médiatique* ; la lettre est alors appelée à accompagner, à documenter et à régir la circulation d'une œuvre lancée dans l'espace public. Troisième et dernière fonction, la fonction *métacritique* cherche à « défricher une pensée critique à l'œuvre », la lettre étant le support privilégié pour poser un regard critique sur le littéraire¹⁰.

Comment transposer ces fonctions de la lettre dans le cas d'un mouvement littéraire, de ses premières manifestations jusqu'à sa reconnaissance sociale ? Au même titre que la correspondance d'écrivain nous permet de suivre le passage du manuscrit au livre, la lettre accompagne l'évolution du mouvement, à chaque étape de sa cons-

⁸ Marie-Andrée Beaudet, « Voix et jeux de coulisses : la correspondance Simone Routier-Louis Dantin », dans Michel Biron et Benoît Melançon (dir.), *Lettres des années trente*, Ottawa, Le Nordir, 1996, p. 80.

⁹ Mireille Bossis, « La lettre entre expression et communication », *Horizons philosophiques*, vol. 10, n° 1 (automne 1999), p. 41.

¹⁰ Brigitte Diaz, « Correspondances d'écrivains au XIX^e siècle : la valeur critique ajoutée », dans Alain Tassel (dir.), *Valeurs et correspondances*, Paris, CIRCPLES et L'Harmattan, 2010, p. 67-68.

titution. Plus encore, la correspondance intervient dans la transformation d'individus éparpillés dans une périphérie indifférenciée, en un groupe actif et reconnu dans la sphère publique. Cette transition entre vie publique/vie privée et le double rôle de la correspondance, à la fois témoin et acteur des changements, nous incitent à adapter le modèle de Diaz à notre objet, c'est-à-dire l'action de la lettre sur la genèse et l'établissement d'un mouvement littéraire. Cependant, l'adaptation des fonctions génétique, médiatique et métacritique nous a amenés à ajouter une quatrième fonction de la lettre, la fonction pré-génétique. Qu'il suffise pour le moment de les nommer et de les caractériser brièvement :

1. Fonction *pré-génétique* : la constitution d'une masse critique d'écrivains comme préalable au mouvement.
2. Fonction *génétique* : sous l'impulsion d'un chef, la coagulation de ces écrivains en une appartenance de groupe.
3. Fonction *médiatique* : la lettre devient un instrument de circulation, de *publication* du groupe en ce qu'elle le rend public.
4. La dernière fonction, *métacritique*, pose un problème particulier en ce qui concerne le mouvement des Écrivains de l'Est; nous en traiterons au moment opportun.

La suite de notre étude se fera en deux temps. En premier, nous décrirons comment chacune des quatre fonctions permet de suivre les étapes de la constitution du mouvement des Écrivains de l'Est. Ensuite, nous proposerons d'élargir les perspectives. En effet, ces fonctions permettent d'en cerner et d'en décrire les étapes; mais quel est leur lien? Se présentent-elles en simple succession? Autrement dit, le premier axe, que nous appellerons celui de la consécution, sera complété par l'axe des enchaînements. Nous verrons alors à quel point les fonctions présentent, vues sous l'angle des enchaînements, toutes les caractéristiques d'un déroulement narratif, et comment le recours au schéma du programme narratif de A. J. Greimas permet une lecture plus compréhensive des fonctions prises isolément.

Axe de la consécution : les quatre fonctions

Fonction pré-génétiq

À quel moment peut-on faire remonter la naissance du mouvement des Écrivains de l'Est ? La parution de recueils consacrés par la critique et les prix (*l'Offrande aux vierges folles*, 1928, *La course dans l'Aurore*, 1929), la première soirée tenue chez le mécène Florian Fortin¹¹ le 30 août 1930 ou encore la création du premier supplément littéraire de *La Tribune* le 29 novembre 1930 désignent toutes des moments significatifs dans l'histoire du mouvement. Toutes ces manifestations publiques du regroupement procèdent toutefois d'une nécessité préalable, car, pour réunir des écrivains, pour publier des cahiers spéciaux, il faut de toute évidence qu'existent des œuvres signées par des auteurs de la région. À cette fin, la lettre nous donne accès à une forme de pré-génétiq du mouvement. La correspondance est le lieu d'une écriture dialogique entre ce qu'on pourrait appeler un mentor, Alfred DesRochers, et ses élèves¹², dont le cas le plus intéressant est assurément celui de la poétesse Éva Senécal¹³.

¹¹ Florian Fortin (1882-1956) a fait des études chez les frères maristes à Beauceville et à Granby, puis à New York. Après avoir collaboré à plusieurs journaux de l'État du Maine, il est nommé directeur-gérant de *La Tribune* en 1914, puis occupe le même poste à *L'Événement* de Québec à compter de 1920, avant de revenir au quotidien de Sherbrooke en 1926 à titre de « président, administrateur et directeur de La Tribune limitée » (*La Tribune*, 20 octobre 1928, p. 3).

¹² Même s'ils sont du même âge et parfois même plus âgés que lui, les membres des Écrivains de l'Est sont désignés par DesRochers comme étant « ses jeunes », confirmant la place de chef de file et de mentor qu'il occupe au sein du groupe : « Je vais être forcé de ralentir toutefois ces semaines-ci, car lundi, nous commençons pour de bon la préparation du spécial qui sortira à la fin d'août, avec un troisième supplément littéraire. Mes jeunes font des progrès, ce me semble » (Lettre d'Alfred DesRochers à Louis Dantin, 16 juillet 1932, dans Pierre Hébert, Patricia Godbout et Richard Giguère (dir.), *La correspondance Louis Dantin-Alfred DesRochers : une émulation littéraire*, avec la collaboration de Stéphanie Bernier, Montréal, Éditions Fides, 2014, p. 419).

¹³ Éva Senécal (1905-1988) est l'auteure de deux recueils de poésie (*Un peu d'angoisse... un peu de fièvre*, 1927, et *La course dans l'aurore*, 1929) et de deux

« J'ai l'ambition de mettre mes Cantons sur la carte, comme nous disons à l'anglaise, écrit Alfred DesRochers à Louis Dantin le 11 avril 1929. C'est pourquoi j'ai fait tout mon possible pour que Mlle Senécal, qui a la féminité pour elle, devienne un bon poète¹⁴. » Dans sa correspondance de plus de 80 lettres avec la poétesse originaire de La Patrie (village situé à 60 km à l'est de Sherbrooke), DesRochers donne nombre de conseils littéraires tant sur l'écriture poétique que sur l'écriture dramatique et romanesque. Il va même jusqu'à envoyer papier, machine à écrire et ruban, éliminant les obstacles matériels à la réalisation des projets littéraires de la jeune femme : « Et le roman, l'avez-vous abandonné, vous ne m'en causez plus? Moi j'y songe toujours et je n'attends que la fortune qui me permette de m'acheter une machine à écrire pour le commencer¹⁵. » En plus d'assurer le rôle d'intermédiaire entre Senécal et son mécène, Florian Fortin, directeur de *La Tribune*, DesRochers fait intervenir un tiers « consécuteur », Louis Dantin¹⁶, qui corrige son premier recueil de poésie. DesRochers se propose alors d'accompagner Senécal dans l'application des nombreuses corrections que suggère le critique de Boston, pour ainsi mener le manuscrit à terme : « Vous allez venir à Sherbrooke, pour quelques jours, au plus tôt possible, pour prendre connaissance des

romans (*Dans les ombres*, 1931, et *Mon Jacques*, 1933). Elle correspond avec DesRochers depuis 1927 et travaille à titre de correspondante au journal *La Tribune* pour son village natal de La Patrie.

¹⁴ Lettre d'Alfred DesRochers à Louis Dantin, 11 avril 1929, dans Hébert, Godbout et Giguère (dir.), *La correspondance Louis Dantin-Alfred DesRochers*, p. 86.

¹⁵ Lettre d'Éva Senécal à Alfred DesRochers, [s. d.], BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/4. DesRochers fournit également un clavigraphie à Jovette Bernier pour copier le manuscrit de son roman *La chair décevante* (Lettre de Jovette Bernier à Louis Dantin, 15 janvier 1931, BANQ Vieux-Montréal, Fonds Gabriel Nadeau, MSS 177/77).

¹⁶ Louis Dantin, pseudonyme d'Eugène Seers (1865-1945) originaire de Beauharnois, est, avec Camille Roy, le critique le plus respecté de la première moitié du xx^e siècle. Il est l'auteur de la célèbre préface de la première édition des poésies d'Émile Nelligan (« Émile Nelligan est mort »). Établi aux États-Unis depuis 1903, il renoue avec ses activités littéraires à partir de 1919 en publiant des critiques dans différents journaux et revues, principalement à *L'Avenir du Nord*, au Canada et à *La Revue moderne*.

corrections qu'il y a à faire et vous mettre à l'œuvre pour que le volume soit prêt à livrer à l'imprimeur, au commencement du mois prochain¹⁷. » Alfred DesRochers met donc à la disposition de Senécal toutes les ressources matérielles et intellectuelles nécessaires à l'accomplissement de son œuvre.

L'action de DesRochers, par ses encouragements, son travail de correction, ses conseils, alimente l'ambition d'Éva Senécal de réussir dans la carrière littéraire, mais surtout de réussir « en région » : « Je veux, non pas m'enrichir, écrit-elle à DesRochers, mais montrer aux gens que je suis capable de quelque chose, même en ne restant pas à Québec¹⁸! » La correspondance devient un précieux lieu d'émulation pour les auteurs disséminés en périphérie. Citons rapidement le cas de deux poétesses originaires du même village, Saint-Césaire. Pour Jeanne Grisé-Allard¹⁹, Alfred DesRochers apparaît comme un « maître ami²⁰ », un « parrain²¹ » et « un professeur²² ». Quant à Cécile Chabot²³, elle « a travaillé plus assidûment que jamais l'hiver dernier » après avoir reçu l'appréciation de DesRochers au sujet d'un sonnet, appréciation qui entraîna chez elle « une poussée, un élan, et même une

¹⁷ Lettre d'Alfred DesRochers à Éva Senécal, 8 mars [1929], BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/4.

¹⁸ Lettre d'Éva Senécal à Alfred DesRochers, [s. d.], BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/4.

¹⁹ Jeanne Grisé-Allard (1902-1997) est responsable des pages féminines au *Canada français* puis à *La Patrie*. Elle travaille comme journaliste pendant plus de cinquante ans. Elle est l'auteure de recueils de poésie (*Gouttes d'eau : prose et poésie*, 1924, et *Médailles de cire*, 1929), d'essais sur la famille et d'ouvrages pratiques.

²⁰ Lettre de Jeanne Grisé-Allard à Alfred DesRochers, 3 décembre 1931, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

²¹ Lettre de Jeanne Grisé-Allard à Alfred DesRochers, 24 janvier 1946, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

²² Lettre de Jeanne Grisé-Allard à Alfred DesRochers, [s. d.], BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

²³ Cécile Chabot (1907-1990) est vice-présidente de la Société des poètes canadiens-français. Elle publie des recueils de contes et de poèmes qu'elle illustre. Son premier recueil, *Vitrail* (Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1939) est accompagné d'une préface d'Émile Coderre.

certaine confiance²⁴ ». Ces trois femmes ont toutes en commun d'avoir publié des textes dans les suppléments littéraires de *La Tribune*. Leur témoignage confirme la capacité de la correspondance à « lutter contre l'isolement littéraire²⁵ ».

La première étape de la sortie de cet isolement littéraire passe donc par une action émulative. Ce sentiment d'isolement n'est pas uniquement lié à la géographie, mais aussi au déficit de reconnaissance dont les écrivains en région sont souvent victimes, comme en témoigne cette confidence de Harry Bernard : « Pendant ce temps, les salonnards des villes continuent à m'ignorer, et surtout à ne pas mentionner mon nom, quand ils parlent d'écrivains²⁶. » Les membres du groupe brisent l'isolement par l'encouragement et accèdent à la reconnaissance par leur inclusion dans cette nouvelle communauté littéraire en devenant ce qui se fonde grâce à l'épistolaire.

Fonction génétique

La fonction pré-génétique pose les premières conditions de l'apparition d'un mouvement. Émanant d'abord d'écrivaines et d'écrivains reconnus dans leur singularité, le groupe, le mouvement désigne ensuite un changement de nature, une présence nouvelle qui possède sa propre autonomie.

La fonction génétique désigne cette phase de cristallisation des parties en un tout, l'épiphanie d'une identité seconde qui englobe les individualités non pas en les absorbant, mais en les exhaussant. Moment dialectique entre l'individu et le groupe, la fonction génétique se réaliserait à deux conditions : par l'intronisation de l'un des membres du groupe comme chef de file ; et par la perception de ce groupe comme une entité distincte.

²⁴ Lettre de Cécile Chabot à Alfred DesRochers, 12 juillet 1932, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

²⁵ Hélène Lafrance, « La correspondance littéraire d'Alfred DesRochers », dans Bonenfant *et al.* (dir.), *À l'ombre de DesRochers*, p. 262.

²⁶ Lettre de Harry Bernard à Alfred DesRochers, 5 novembre 1930, dans Micheline Tremblay et Guy Gaudreau, *Conversation poétique : correspondance littéraire entre Harry Bernard et Alfred DesRochers*, Ottawa, Éditions David, 2005, p. 147.

« Ces mouvements ont toujours un chef qui inaugure un courant », avait noté Dantin ; l'affirmation est sans doute le plus souvent juste et, dans le cas présent, elle s'impose comme une évidence.

Dès 1928, dans une lettre à Émile Coderre²⁷, Alfred DesRochers projette de tenir des soirées littéraires : « Nous aurons avant longtemps une "soirée littéraire" ici-même [*sic*]. Les Cantons de l'Est comptent une dizaine de poètes de plus ou moins d'envergure, dont la meilleure, à mon goût, est Mademoiselle Éva Senécal, de La Patrie [...]»²⁸. » DesRochers lance les invitations pour cette première soirée, prévue en août 1930. À ce propos, Rosaire Dion-Lévesque²⁹, poète de Nashua (New Hampshire) lui écrit : « Je suis presque aussi enthousiaste que toi à la perspective de cette soirée que tu veux créer à la fin du mois³⁰. » Puis Claude-Henri Grignon, le 25 août : « Reçu ton invitation réitérée sous forme de parchemin qui m'en impose en Christ. La liste des invités me plaît énormément. [...] Je suis bien aise de rencontrer Melle Senécal sur qui j'aurai un article et que je lirai là avec ma voix de prophète manqué. J'irai en auto avec Pierre Dansereau³¹. » Dès 1931, le rôle de chef de file de DesRochers est reconnu ; c'est d'ailleurs l'expression même employée par Clément Marchand, le 24 janvier

²⁷ Jean Narrache est le pseudonyme du poète Émile Coderre (1893-1970), qui écrit dans la langue des chômeurs, des laissés-pour-compte. Ses recueils les plus connus sont *Quand j' parl' tout seul*, paru en 1932, et, en 1939, *J' parl' pour parler*. Une très vive amitié le lie à DesRochers depuis 1926. Dans leur correspondance empreinte d'humour et d'une vivacité d'esprit, ils s'échangent manuscrits et poèmes.

²⁸ Lettre d'Alfred DesRochers à Émile Coderre, 18 novembre 1928, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

²⁹ Pseudonyme de Léo-Albert Lévesque (1900-1974), Rosaire Dion-Lévesque est un poète franco-américain, proche ami de DesRochers. Il a écrit plusieurs recueils de poésie, notamment *En égrenant le chapelet des jours* (1928), *Les oasis* (1930) et *Petite Suite marine* (1932), et a traduit les poèmes du grand poète américain Walt Whitman, parus aux éditions Elzévir (1933).

³⁰ Lettre de Rosaire Dion-Lévesque à Alfred DesRochers, 10 août 1930, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/02.

³¹ Lettre de Claude-Henri Grignon à Alfred DesRochers, 25 août 1930, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03. Mais en fin de compte, Grignon n'y sera pas, Dansereau n'ayant pu l'y conduire (28 août 1930).

1931 : « Vous serez un chef de file³² » ou, encore, René Garneau³³ : « Que vous soyez ou non chef de file, cela ne vous regarde pas. Vous le subirez [...]»³⁴. »

Le mouvement des Écrivains de l'Est profite en plus d'un éminent parrain en la personne de Louis Dantin. DesRochers réussira à le faire sortir de sa tanière à deux occasions, le 30 août 1930 et le 18 juillet 1931³⁵.

Des invités tels qu'Aimé Plamondon, Jean-Charles Harvey et Émile Coderre³⁶ témoignent de leur admiration pour cet invité de marque. Aimé Plamondon doit décliner l'invitation de DesRochers pour la première rencontre, à son plus grand dam :

J'ai reçu votre délicieuse invitation, je vous en remercie de tout cœur et je suis forcé de la décliner à contrecœur. Maudit que c'est bête! Vous ne savez pas combien j'aurais aimé rencontrer dans la chaude intimité d'une pareille réunion ce fameux Louis Dantin pour qui je professe une grande admiration à cause du caractère élevé et rare de son talent³⁷.

³² Lettre de Clément Marchand à Alfred DesRochers, 24 janvier 1931, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

³³ Clément Marchand (1912-2013) est un poète de Trois-Rivières, journaliste au *Bien public*, journal dont il deviendra propriétaire en 1933 et duquel émanera la maison d'édition du même nom. Son recueil *Les soirs rouges* (1947) est considéré comme l'un des premiers recueils de poésie de la ville. René Garneau (1906-1983), critique littéraire au *Canada*, journaliste et diplomate, fit ses études à Paris.

³⁴ Lettre de René Garneau à Alfred DesRochers, 4 octobre 1931, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

³⁵ Faire venir Louis Dantin en terres canadiennes relève littéralement de l'exploit. Depuis son départ pour les États-Unis, Dantin n'est revenu au pays qu'à une seule occasion, lors d'un court séjour dans sa famille en 1909, dont il garde un douloureux souvenir. Voir Hébert, Godbout et Giguère (dir.), *La correspondance Louis Dantin-Alfred DesRochers*, p. 28.

³⁶ Aimé Plamondon (1892-1972), notaire diplômé de l'Université Laval et fonctionnaire au ministère des Terres et Forêts, est un auteur dramatique (*Âmes françaises*, 1916), membre de la Société des poètes canadiens-français. Il a collaboré à la revue *Le Terroir* durant les années 1920. Alfred DesRochers a tenu avec lui une brève correspondance (1929-1930).

³⁷ Lettre d'Aimé Plamondon à Alfred DesRochers, 27 août 1930, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

Jean-Charles Harvey tient le même discours de déception : « J'aurais fait l'impossible pour aller te serrer la main, sympathique et intelligent poète. Je suis au désespoir. Et quelle occasion je manque de voir mon lointain Dantin ! Ne pourrais-tu pas le véhiculer jusqu'à Québec, au cours de la semaine prochaine ? Je le recevrais royalement avec toi³⁸. »

Considéré comme un mentor pour plusieurs écrivains, et comme l'un des meilleurs, voire le meilleur critique du temps, de surcroît « découvreur » de Nelligan, Dantin couronne d'une aura le tout jeune mouvement des Écrivains de l'Est. Il intervient dans la reconnaissance et le développement du regroupement tant dans la sphère privée que publique. Il cautionne le mouvement en signant, à la demande du mécène Florian Fortin, *Le mouvement littéraire dans les Cantons de l'Est*³⁹, d'abord publié dans le numéro spécial célébrant le vingtième anniversaire de *La Tribune*, premier supplément consacré aux Cantons de l'Est littéraires (*La Tribune*, 29 novembre 1930, p. 27-28) puis imprimé en plaquette sur les presses du journal. L'essai dresse un survol des écrivains que compte la région et un bref commentaire sur leurs œuvres. Si la préface vante la profonde connaissance de Dantin pour « tout ce qui se passe dans le monde intellectuel du Québec », celle-ci est en large partie redevable à l'aide de son correspondant DesRochers qui lui fournit les informations nécessaires. À plusieurs reprises, DesRochers lui demande des commentaires critiques sur les poésies des Écrivains de l'Est pour que « ses jeunes » s'améliorent. Reconnaissant la valeur de leur production, Dantin se propose même de diffuser leurs travaux hors des frontières du pays, comme en témoigne sa lettre du 31 août 1932 :

³⁸ Lettre de Jean-Charles Harvey à Alfred DesRochers, [s. d.], BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/3.

³⁹ Louis Dantin, *Le mouvement littéraire dans les Cantons de l'Est par Louis Dantin, suivi d'un Essai de bibliographie sur les écrivains originaires des Cantons de l'Est ou auteurs de travaux se rapportant à notre petite province par le Dr John Hayes, président de la Société historique des Cantons de l'Est*, Sherbrooke, La Tribune, 1930.

J'ai lu avec un plaisir étonné à force d'être vif cet « Almanach » et ce « Supplément littéraire » que vous m'avez adressés. Vraiment, les ondes intellectuelles dont *La Tribune* paraît être le centre vont s'élargissant à merveille, et les Cantons de l'Est ont un groupe d'écrivains, de poètes, dont la valeur n'est pas seulement relative, mais intrinsèque et absolue. La correction, la bonne tenue, le haut niveau stylistique [*sic*] de ces essais, des poésies surtout, m'ont tellement frappé, que je me suis empressé de communiquer l'« Almanach » à l'Académie de Province de France, qui s'intéresse à tous les travaux de ce genre, en le signalant de cette sorte à son Secrétaire⁴⁰.

Le nom de Dantin restera par la suite accolé à celui des poètes des Cantons de l'Est. Robert Choquette propose par exemple à DesRochers de consacrer une partie de son émission radiophonique *Rêvons, c'est l'heure* à la « gang de Sherbrooke » : « En tout cas, j'ai annoncé, mardi dernier que mon programme de mardi prochain sera en partie consacré à votre gang de Sherbrooke. J'ai écrit et demandé à Dantin un de ses poèmes inédits : je le joindrais à vous autres⁴¹. » Dans un article touristique sur les Cantons de l'Est dans *La Revue moderne*, Jean Bruchési, l'un des correspondants de DesRochers, écrit : « Il convient de signaler que les Cantons de l'Est sont, depuis quelques années[,] le centre d'un intéressant mouvement littéraire, riche de fruits et de promesses, dont M. Louis Dantin se plaisait à faire l'éloge au soir des vingt ans de *La Tribune*⁴². »

⁴⁰ Lettre de Louis Dantin à Alfred Desrochers, 31 août 1932, dans Hébert, Godbout et Giguère (dir.), *La correspondance Louis Dantin-Alfred DesRochers*, p. 428.

⁴¹ Lettre de Robert Choquette à Alfred DesRochers, 15 janvier 1931, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

⁴² Anonyme, « Visitons notre pays : les Cantons de l'Est », *La Revue moderne*, juin 1931, p. 5. L'article n'est pas signé, mais tout porte à croire que Bruchési en est l'auteur puisqu'il demande à DesRochers des informations sur les Cantons de l'Est en vue d'un article le 8 avril 1931. Jean Bruchési (1901-1979) a étudié à l'École libre des sciences politiques et à la Sorbonne, de 1924 à 1926. En plus d'enseigner l'histoire et les sciences politiques à l'Université de Montréal, il est rédacteur au *Canada*, puis à *La Revue moderne*. Il signe également des critiques littéraires.

La seconde condition pour pouvoir parler de la genèse du mouvement est la perception de ses membres en tant que groupe. Berthe Guertin, absente à la rencontre du 30 août, déplore d'avoir laissé passer l'occasion de faire partie de « la *famille*⁴³ ». On retrouve la métaphore de la famille chez Jeanne Grisé, qui se dit la « s eur gâtée » des écrivains de l'est⁴⁴ ! »

Reconnaître son appartenance à un groupe passe aussi par l'inscription de chaque action individuelle à l'intérieur de celui-ci. Dans le cas d' va Senécal, c'est l'absence d'activité littéraire qui a des répercussions sur le collectif lorsqu'elle envisage de mettre de côté son projet de roman : « Les Cantons de l'Est ne perdent rien à mon silence, mais je suis convaincue qu'ils gagneront beaucoup en gloire si Monsieur Alfred DesRochers de Sherbrooke écrit le roman qu'il se propose d' crire⁴⁵. » Cette conscience de contribuer (ou de ne pas contribuer) au « destin collectif » se concrétise dans la création des almanachs, support matériel public du groupe. Après s'être crée par le discours de la lettre, le mouvement se déploie dans le discours public.

Fonction médiatique

Le journal *La Tribune*⁴⁶ est sans contredit l'organe officiel des écrivains de l'Est. La publication de suppléments littéraires entièrement rédigés par des collaborateurs régionaux contribue au rayonnement du groupe et érige ce journal en acteur clé à titre de « m canism[e] d'institutionnalisation et de circulation du littéraire propre à une r gion⁴⁷ ». Mais l'action seule de ce journal ne suffit

⁴³ Lettre de Berthe Guertin   Alfred DesRochers, 4 décembre 1930, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/3. Souligné dans le texte.

⁴⁴ Lettre de Jeanne Grisé-Allard   Alfred DesRochers, 3 décembre 1931, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

⁴⁵ Lettre d' va Senécal   Alfred DesRochers, 2 septembre 1928, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/4.

⁴⁶ Le quotidien sherbrookois *La Tribune* a été fondé en 1910 par Jacob Nicol, homme politique influent et très actif dans le Parti libéral. Florian Fortin en sera le gérant de 1925   1935. En 1940, le journal tirait à quelque 9000 exemplaires.

⁴⁷ La « circulation du littéraire » est un élément clé pour étudier la littérature régionale selon Micheline Cambron (« Le concept de littérature régionale », dans Fernand

pas, comme évoqué précédemment, à faire de cette région « l'une des plus vivantes de la province⁴⁸ » sur le plan de l'activité littéraire. Au journal s'ajoute un mode de diffusion hautement efficace : la correspondance. De quelle façon la lettre contribue-t-elle à la diffusion des textes et des événements liés aux Écrivains de l'Est? Comment les rapports centre-périphérie marquent-ils les réseaux épistolaires? Nous verrons que les échanges épistolaires s'organisent non pas en fonction des régions géographiques du Québec, mais à l'intérieur d'une autre forme de géographie, celle des sociabilités.

Suppléments littéraires encadrés par la correspondance

La correspondance d'Alfred DesRochers se place en amont et en aval de la production des suppléments littéraires de *La Tribune*. En amont, les échanges de lettres permettent de recueillir les textes qui composeront les cahiers littéraires. DesRochers s'adresse à ses collaborateurs par la voie d'une correspondance officielle. Les lettres, sur papier en-tête de *La Tribune*, sont signées par le « factotum ». Par l'entremise de cette correspondance, il les invite à fournir des inédits, des photos et même à remplir un questionnaire qui servira à la rédaction de courtes biographies. DesRochers accorde beaucoup d'attention à ces envois, comme en témoignent les brouillons marqués de ratures que contient son fonds d'archives.

Ainsi cette requête à Harry Bernard :

La Tribune publiera le 8 novembre prochain, à l'occasion de son 20^e anniversaire, une volumineuse édition spéciale, où l'on passera en revue l'histoire des Cantons de l'Est au point de vue économique, industriel et même intellectuel. [...] Nous avons formé le projet d'éclairer cette étude d'une série d'inédits des auteurs cités, dont vous êtes. Vous nous obligeriez donc beaucoup en nous faisant tenir, si possible, avant le 25 octobre, un inédit de

Harvey (dir.), *La région culturelle : problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 143-159).

⁴⁸ Lettre de Pierre Daviault à Alfred DesRochers, 18 août 1932, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/2.

vous, ayant trait, préférablement, à nos Cantons. Ce faisant, vous rendrez le plus grand des services au soussigné et contribuerez à faire connaître une qualité assez ignorée de notre population : l'amour des choses de l'esprit⁴⁹.

Le ton amical qui s'est développé au cours des précédentes lettres (Bernard et DesRochers correspondent depuis janvier 1929) fait place momentanément à un échange plus distancié : DesRochers use du « nous », il remplace l'appellatif familial (« Mon cher Bernard ») par un conventionnel « Monsieur – », toutes des indications textuelles qui marquent un changement de registre, un passage de l'intime à la lettre administrative, le temps de bâtir l'*Almanach*.

En aval, la lettre participe à la diffusion des suppléments de *La Tribune* à l'extérieur des frontières des Cantons de l'Est, par une distribution ciblée (notamment à Montréal, Trois-Rivières, Québec, Nashua), et informe un groupe plus vaste des activités des Écrivains de l'Est. Les suppléments sont lus, commentés par les correspondants de DesRochers, et des auteurs sont révélés à un nouveau public. Par exemple, Lucien Rainier⁵⁰ écrit : « Dans l'*Almanach littéraire de La Tribune* que je trouve parmi mon courrier au retour de ma retraite annuelle et dont je vous remercie, il y a une figure qui émerge. C'est celle de Mademoiselle Jeanne Grisé. À mon avis, voici une poétesse supérieurement douée⁵¹. » Pour Émile Coderre, l'*Almanach littéraire de l'Est* se distingue à plusieurs titres :

J'accuse, – moi qui n'accuse jamais personne, – j'accuse réception de votre numéro-supplément de *La Tribune*. Pour parler à la

⁴⁹ Lettre d'Alfred DesRochers à Harry Bernard, 14 octobre 1930, dans Tremblay et Gaudreau, *Conversation poétique*, p. 131.

⁵⁰ Lucien Rainier est le pseudonyme de Joseph-Marie Melançon (1877-1956). Membre fondateur de l'École littéraire de Montréal, il s'en retire en 1897 pour entrer au Grand Séminaire et devient prêtre le 22 octobre 1900. Son poème « Messe basse », signé Lucien Renier, fait partie du recueil *Franges d'autel*, préparé par Louis Dantin (1900). Il fera paraître son unique recueil en 1931, *Avec ma vie*.

⁵¹ Lettre de Lucien Rainier à Alfred Desrochers, 27 août 1932, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/4.

Valdombre, c'est un maudit beau numéro. Voilà qui fait la barbe à tous les journaux ! Pensez donc, un journal qui consent à sacrifier aux littérateurs tant de bon espace. Je le dis sans blague, ça [*sic*] ne s'est jamais vu au Canada – mon pays-mes amours. Il est vrai qu'un trio formé de M. Florian Fortin, M. Robidoux et M. Alfred DesRochers ne se trouve nulle part ailleurs qu'à Sherbrooke. Je vous félicite de votre conte de Noël et de vos données sur les auteurs de votre région. Vous formez un merveilleux groupe où, grâce aux dieux, il n'y a pas d'Éva Doyle ni d'Alice Lemieux, ni de Boulanger du *Canada*⁵²...

Avec le ton humoristique qu'on lui connaît, l'ami Coderre souligne la qualité des almanachs tout en célébrant l'initiative du groupe de Sherbrooke. Qu'un journal, en région de surcroît, consente à attribuer une place de choix à ses « littérateurs » relève de l'exploit dans le paysage médiatique de l'époque.

Les soirées

La distribution par correspondance des suppléments de *La Tribune* contribue à créer des ponts entre le mouvement régional et des acteurs de la vie littéraire des grands centres. À ces relations postales s'ajoutent des lieux de sociabilités réels : les soirées des Écrivains de l'Est. Les comptes rendus de ces réunions tenues en 1930, 1931, et 1932 sont publiés dans *La Tribune* et contribuent au rayonnement du groupe. La correspondance de DesRochers atteste l'engouement pour ces soirées de la part des écrivains de la métropole, et la lettre est un moyen pour eux de s'assurer une invitation à ces événements, comme en témoigne cette missive de Jean Bruchési :

J'ai lu dans je ne sais plus quelle revue ou quel journal que « l'élite » des écrivains et des poètes de chez nous s'étaient assemblés [*sic*] à Sherbrooke. Je comprends bien que je n'ai pas le droit d'en faire partie... Et cependant, si jamais on lève l'ambage [*sic*], vous seriez bien gentil de me fournir l'occasion de connaître, au seul titre

⁵² Lettre d'Émile Coderre à Alfred DesRochers, 19 décembre 1931, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

de rédacteur d'une revue, le petit groupe si vivant des « lettres sherbrookoises »⁵³.

La volonté d'inclure des « lettrés » de la métropole est manifeste dans l'organisation de ces événements : en 1930, le carton d'invitation fait figurer les noms des membres des Écrivains de l'Est aux côtés des invités « étrangers » à la région ; en 1931 et 1932, les Écrivains de l'Est lauréats des concours d'Albert Lévesque, de la Société des poètes canadiens-français et du prix David sont à l'honneur, sans toutefois éclipser les auteurs récompensés venant de l'extérieur des Cantons.

Cette mixité géographique ne dilue pas tant la spécificité du mouvement régional qu'elle répond à la volonté de DesRochers de doter sa région « de ces réunions intimes où des personnes de mêmes goûts et de mêmes connaissances se coudoient et échangent impressions et conseils⁵⁴ » ; bref, de créer dans les Cantons de l'Est un climat propice aux activités littéraires.

La fonction métacritique

Nous avons dit, au début, que la dernière fonction, métacritique, soulevait une difficulté particulière. Chez Diaz, cette fonction subsume les précédentes ; la lettre y porte une « pensée critique à l'œuvre », un regard critique sur la production littéraire⁵⁵. S'agissant d'un mouvement littéraire, jouent une fonction métacritique tout écrit, toute source (un comité de direction, par exemple) qui traitent du mouvement en termes d'orientation : politique de recrutement, défense d'une esthétique commune, etc. Comme chez Diaz, cette fonction se détache des trois précédentes en ce qu'elle les surplombe et projette un regard réflexif. Or, dans le cas du mouvement des Écrivains de l'Est, notre récolte est presque nulle. À quoi cela tient-il ?

⁵³ Lettre de Jean Bruchési à Alfred DesRochers, 6 novembre 1930, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

⁵⁴ Anonyme, « L'Almanach littéraire », *La Tribune*, 27 août 1932, p. 4.

⁵⁵ Diaz, « Correspondances d'écrivains », p. 67-68.

La cause ne se situe certes pas dans le superflu de cette fonction, assurément pertinente comme métadiscours d'un groupe sur lui-même. DesRochers, par exemple, formule certaines réserves à l'égard de la section francophone de la Canadian Authors Association. Non seulement il reproche au groupe de compter « trop de "membres" et pas d'auteurs véritables en assez grande quantité⁵⁶ », mais il doute qu'une direction composée d'un éditeur (Albert Lévesque) et d'un directeur de revue (Jean Bruchési), « les deux principaux patrons virtuels de nos ouvriers littéraires », puisse défendre adéquatement les intérêts des auteurs⁵⁷. En critiquant les orientations de l'Association des auteurs canadiens dans les pages de *La Revue de Granby* et dans sa correspondance, DesRochers force les deux membres du comité exécutif à défendre les orientations de leur regroupement de même qu'il éclaire certains enjeux liés à la professionnalisation du métier d'écrivain. Quelques mois après le début de la polémique, Bruchési ressort la hache de guerre à la réception du supplément des Écrivains de l'Est : « Une fois de plus, j'ai admiré votre binette en première page du supplément de *La Tribune*. Si je voulais être malin et rechercher, comme cela vous arrive parfois à mon égard, les raisons secrètes qui vous poussent à agir, je dirais que vous vous entendez à merveille en fait de publicité⁵⁸. » Dans sa réponse, DesRochers joue le jeu de son correspondant et défend la vision économique derrière ses supplé-

⁵⁶ Émile Coderre réagissant à la lettre de DesRochers dans *La Revue de Granby* : « Pourquoi je ne suis pas membre de l'Association des Auteurs » (il ne reste malheureusement plus de traces de cet article) : « Je suis, comme vous, d'avis que nous avons trop de "membres"... et pas d'auteurs véritables en assez grande quantité » (Lettre d'Émile Coderre à Alfred DesRochers, 29 juin 1932, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1). Cette lettre ouverte provoquera une réponse d'Albert Lévesque, secrétaire de l'Association.

⁵⁷ DesRochers écrit à Bruchési : « Je trouvais très intelligent que les deux principaux patrons virtuels de nos ouvriers littéraires dirigent la corporation de ces derniers. Inversement, je trouvais ceux-ci un peu gogo d'accepter cet état des choses » (Lettre d'Alfred DesRochers à Jean Bruchési, 24 août 1932, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1).

⁵⁸ Lettre de Jean Bruchési à Alfred DesRochers, 23 août 1932, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

ments : « Nous croyons [à *La Tribune*] que si de nos gens ont des loisirs pour s'occuper de littérature, ils en ont pour autres choses ; et que s'ils ont des loisirs, ils ont un certain goût pour le luxe, ils offrent un marché à des annonceurs éventuels. » Dans une deuxième version de sa lettre, il affirme sans détour (et non sans une pointe d'ironie) : « L'Almanach littéraire de l'Est est une pure entreprise de publicité ; ne lui cherchez pas d'autres raisons de paraître⁵⁹. » Cet échange entre deux têtes dirigeantes de regroupement constitue l'un des rares moments où DesRochers s'exprime sur les raisons de son entreprise associative et fournit une première explication à l'absence de fonction métacritique, éclairant du coup le fonctionnement de celle-ci. Contrairement à la Canadian Authors Association, créée pour défendre les intérêts des écrivains⁶⁰, le groupe des Écrivains de l'Est se fonde sur des critères géographiques et affinitaires. Le cas de Harry Bernard illustre bien que les liens d'amitié amènent à étendre les frontières des Cantons de l'Est jusqu'à inclure Saint-Hyacinthe⁶¹. Le regroupement ne repose pas sur un programme, il ne cherche pas à défendre une esthétique ou à veiller aux intérêts des écrivains. Il n'y a donc pas lieu de remettre en question un programme inexistant, il n'y pas de discours sur lequel revenir. Les propos que DesRochers adresse à Bruchési nous amènent à considérer une seconde raison qui explique la quasi-absence de la fonction métacritique dans le groupe que nous avons étudié, en l'occurrence sa courte durée de vie ; et nous sommes ainsi conduits à examiner ici deux facteurs qui ont possiblement conduit à la dissolution du mouvement Écrivains de l'Est, pour lesquels l'épistolaire nous fournit à nouveau des pistes de réponse.

⁵⁹ Alfred DesRochers à Jean Bruchési, 24 août 1932, BANQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/1.

⁶⁰ Voir Josée Vincent, « Un premier regroupement "professionnel" d'écrivains au Québec : la section française de la Canadian Authors Association », dans Pierre Rajotte (dir.), *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, [Québec], Éditions Nota bene, 2001 p. 275-333.

⁶¹ DesRochers justifie l'inclusion de Bernard du fait qu'il situe l'action de deux de ses romans dans les Cantons de l'Est (Lettre d'Alfred DesRochers à Harry Bernard, 14 octobre 1930, dans Tremblay et Gaudreau, *Conversation poétique*, p. 131).

Le facteur économique entre indéniablement en cause dans l'étiollement du mouvement. À Harry Bernard qui lui demande s'il concrétisera le projet de publier en « brochette » l'*Almanach* de 1932, DesRochers répond : « Les temps sont trop durs, mon cher, pour songer cette année à tirer une brochette de l'*Almanach*. [...] Mon projet de longue distance, c'est de tirer des *Almanachs* passés [...] les écrits les plus substantiels et de les publier, sous forme de livre. Mais pour cela, il faudra que la prospérité revienne ou que nous nous soyons plus accoutumés à la crise⁶² », cette Crise qui atteindra son sommet en 1933. En sus, DesRochers lui-même est aux prises avec un surcroît de travail, alourdi par une baisse de salaire⁶³.

La correspondance a également mis en relief le fait que les rapports centre/périphérie se jouent non pas dans un mouvement d'opposition face au centre culturel dominant, mais par l'affirmation de l'existence d'une activité littéraire en région. Toutefois, sans instances de reconnaissance et de consécration régionales, les Écrivains de l'Est ont quand même besoin de la métropole pour être publiés (on pense surtout à Albert Lévesque), ou pour gagner des prix... Cette dépendance à l'égard de la métropole constitue sans doute le second facteur qui peut expliquer la disparition du mouvement des Écrivains de l'Est.

Axe des enchaînements : le « programme narratif » d'un mouvement littéraire

Reprenons d'abord le chemin parcouru. À la phase *prégénétique*, le « groupe à venir » se donne ses acteurs, les auteurs ; on a vu les efforts de DesRochers pour que ses correspondants, ses correspondantes surtout, puissent « devenir écrivains ». Puis, et c'est là la phase *génétique*, sous l'impulsion d'un chef, ces individus se per-

⁶² Alfred DesRochers à Harry Bernard, 30 août 1932, dans Tremblay et Gaudreau, *Conversation poétique*, p. 261.

⁶³ Alfred DesRochers à Louis Dantin, 26 août 1932, dans Hébert, Godbout et Giguère (dir.), *La correspondance Louis Dantin-Alfred DesRochers*, p. 425.

çoivent comme une nouvelle entité, le « mouvement », mouvement signifiant tout autant, d'ailleurs, une mise en marche dans la société littéraire. Circulent ensuite manifestes, numéros spéciaux, almanachs : c'est la phase *médiatique*. La dernière phase, *métacritique*, marque un changement de niveau (méta), un lieu d'où émane un discours sur l'actualité et le devenir du mouvement (critique).

Nous ne remettons pas en cause les quatre fonctions ; elles ont fourni des concepts heuristiques d'une indéniable valeur. Cependant, nous les avons suivies *chronologiquement*, ce qui est l'évidence même, mais qui, du coup, pose le piège bien connu du *post hoc, ergo propter hoc* (à la suite de cela, donc à cause de cela) ; qu'en est-il du *chronologique* ? La succession des fonctions porte-t-elle aussi une causalité ? Dès lors, est-il possible de les lire autrement ? En parcourant ces fonctions avec un nouveau souci, celui de la causalité, on ne peut qu'être frappé par leur ressemblance avec ce qu'il est convenu d'appeler le « programme narratif » ; rappelons en quoi celui-ci consiste.

À la suite de Vladimir Propp, de Claude Bremond, A. J. Greimas a formalisé les étapes fondamentales du récit, de tout récit, en quatre phases. Ce *programme narratif* (PN), pour reprendre le mot usuel, se divise ainsi :

1. *Qualification* (Q). Le personnage se voit doté des qualifications qui lui permettront de passer à la deuxième étape de son programme narratif.
2. *Mobilisation* (M). Le personnage a beau être qualifié, quelque chose – un but, un agent extérieur, un événement fortuit – doit littéralement le mettre en mouvement.
3. *Performance* (P). Il s'agit bien évidemment des gestes posés par le personnage en regard de ses qualifications et de ses visées.
4. *Sanction* (S). Cette fois, c'est l'atteinte – ou non – de l'ensemble du programme narratif qui fait l'objet d'une évaluation.

| <u>Axe de la consécution :</u> | <u>Axe des enchaînements :</u> | <u>Actualisation :</u> |
|--------------------------------|--------------------------------|--|
| Fonctions de la lettre | Fonctions narratives | Mouvement des Écrivains de l'Est |
| Prégénétique | Qualification | Par leurs œuvres, les prix obtenus, etc., les auteurs ont acquis la compétence nécessaire pour faire partie d'un mouvement |
| Génétique | Mobilisation | L'émergence d'un chef et le sentiment de constituer un groupe |
| Médiatique | Performance | Suppléments, almanachs, rencontres littéraires |
| Métacritique | Sanction | Demi-succès, ici ; disparition rapide du mouvement |

TABLEAU 1 – Le programme narratif appliqué au mouvement des Écrivains de l'Est.

On peut dès lors lire un récit comme étant $PN = Q \Rightarrow M \Rightarrow P \Rightarrow S$, étant entendu que chaque étape peut se réaliser, partiellement ou totalement, être interrompue ou ne pas se réaliser.

Voyons comment et pourquoi il nous semble éclairant de lire autrement le mouvement littéraire, de le parcourir comme un récit. Autrement dit, les quatre phases que nous avons développées dans notre étude prennent une autre dimension, plus dynamique, lorsqu'elles sont mises en lien avec le programme narratif. Elles sont consécutives, certes (à la suite de), mais aussi conséquentes (à cause de).

Cette approche narrativise l'existence d'un mouvement et, ajoutons-le, fait obstacle à une lecture *a posteriori* téléologique ; chaque étape du programme narratif est non seulement définie, mais aussi susceptible de se réaliser ou non, avec des positions intermédiaires. On l'a vu, la phase métacritique, dans le cas du mouvement des

Écrivains de l'Est, soulevait un problème intéressant en ce qui concerne, dans le programme narratif, la « sanction ». C'est justement ce second point que nous aborderons en guise de conclusion : une réflexion sur la brièveté et sur la fin du mouvement.

Conclusion : de Sherbrooke à Trois-Rivières, d'un mouvement régional à un autre

Nous avons proposé d'expliquer la courte vie du mouvement des Écrivains de l'Est par le contexte de la Crise et par le déficit d'instances de reconnaissance, mais, à la vérité, il serait faux d'incinérer ce mouvement dans les tréfonds de la mémoire collective ; il a laissé beaucoup plus que des cendres. Notre hypothèse, à ce sujet, est que l'élan sherbrookoise aurait migré vers Trois-Rivières ; là encore, la correspondance nous est précieuse.

DesRochers correspond depuis 1931 avec Clément Marchand, jeune poète de Trois-Rivières et protégé d'Albert Tessier. Marchand assiste par ailleurs à la deuxième réunion des Écrivains de l'Est et fait partie des destinataires privilégiés des numéros spéciaux de *La Tribune*. La lecture de ces publications inspire le jeune poète à faire de même pour sa région, comme il l'écrit à DesRochers, le 21 décembre 1931 : « À propos, me permets-tu de t'imiter ? Je décide de composer un almanach littéraire des écrivains trifluviens. Qu'en penses-tu⁶⁴ ? » Que Marchand se tourne vers DesRochers pour des conseils sur son entreprise de « régionalisme vivant » (9 septembre 1933) témoigne d'un héritage insoupçonné du mouvement des Écrivains de l'Est.

En 1933, Marchand se porte acquéreur, avec Raymond Douville, du *Bien public*, « [a]vec l'intention, une fois pour toutes, d'en faire un journal⁶⁵ ». L'année suivante, il invite DesRochers aux fêtes du

⁶⁴ Lettre de Clément Marchand à Alfred DesRochers, 21 décembre 1931, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

⁶⁵ Lettre de Clément Marchand à Alfred DesRochers, 9 septembre 1933, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03. Souligné dans le texte.

tricentenaire de Trois-Rivières, le dimanche 15 juillet ; et il lui demande aussi de participer au congrès des auteurs, les 29, 30 et 31 du même mois. Et il ajoute : « Cette semaine, afin de saluer le congrès des auteurs, nous faisons un numéro aussi littéraire que possible⁶⁶. »

Cette « œuvre régionaliste » s'affermi, à tel point que Marchand peut écrire, en 1936 : « Pour couronner l'œuvre régionaliste qu'il poursuit depuis quatre années *Le Bien public* publiera vers la mi-novembre une grande édition spéciale "VISAGES DE LA MAURICIE" abondamment illustrée et avec la collaboration très représentative d'une trentaine d'écrivains et artistes américains, français et canadiens⁶⁷. » Il demande par ailleurs à DesRochers d'y collaborer.

Un bassin d'auteurs, un journal, des numéros littéraires et des événements sociaux : ces éléments nous rappellent le mouvement des Écrivains de l'Est, mais sur des bases plus solides, ne serait-ce qu'à cause du lien qu'il entretient avec *Le Bien public*, que dirige Marchand, contrairement à DesRochers, simplement journaliste à *La Tribune*. Un autre point en commun rapproche les deux mouvements régionaux : à leur tête se placent deux jeunes chefs de file qui, en dépit de leur isolement géographique, animent un vaste réseau épistolaire⁶⁸.

L'analyse de la correspondance de DesRochers, sous l'angle de l'action épistolaire, montre que la lettre est un lieu d'émulation pour les jeunes écrivains, un espace propice pour élaborer des projets et pour mobiliser et faire circuler les ressources nécessaires à la constitution d'un regroupement. Elle se fait même l'avant-texte du journal en ce sens qu'elle constitue « une étape à part entière dans le processus

⁶⁶ Lettre de Clément Marchand à Alfred DesRochers, 21 juillet 1934, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

⁶⁷ Lettre de Clément Marchand à Alfred DesRochers, 2 octobre 1936, BAnQ Sherbrooke, Fonds Alfred DesRochers, P6, 1979-11-001/03.

⁶⁸ Dans son ouvrage sur les Éditions du Bien public, Maude Roux-Pratte montre l'importance du réseau de sociabilité de Clément Marchand et la façon dont il met à profit ses liens au sein de ses entreprises journalistiques et éditoriales (Maude Roux-Pratte, *Le Bien public, 1909-1978 : un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, préface de Denis Vaugeois, Québec, Éditions du Septentrion, 2013).



rédactionnel⁶⁹ ». En plus d'agir sur le littéraire, l'épistolaire a la double faculté de former des collectifs sociaux et de se faire « créateur d'espace⁷⁰ ». Si les Cantons de l'Est existent dans les faits sans la lettre, les Cantons de l'Est *littéraires* prennent d'abord naissance grâce à elle. Durant la décennie 1930, seule l'action épistolaire rend possible une redéfinition du territoire littéraire telle qu'a pu l'accomplir DesRochers de sa « campagne » sherbrookoise.

Enfin, et pour terminer, nous pouvons relier les deux axes de ces « réflexions finales », théorique (programme narratif) et historique (le rôle de l'émulation sherbrookoise envers Trois-Rivières). Nous avons dit que la « sanction », concernant le mouvement des Écrivains de l'Est, pouvait se décrire comme un demi-succès ; la déficience de la phase métacritique nous obligeait à ce constat. Mais il est maintenant clair que, prenant en compte sa « descendance » trifluvienne, la « sanction » sera beaucoup moins sévère que si on ne la regarde qu'à travers le filtre de la phase métacritique. En définitive, cela montre bien les limites du modèle des quatre phases auquel nous avons recouru, les limites de tout modèle en fait, si on le convertit en lit de Procuste ; et qu'il ne s'agit pas pour autant ici de l'invalider, mais de l'aboutir à une autre perspective. C'est ainsi que le modèle du programme narratif, et en particulier la « sanction », conduit à ne plus voir dans la phase métacritique la couronne funéraire du mouvement des Écrivains de l'Est, mais plutôt le « couronnement » du dynamisme de ce mouvement littéraire régional.

⁶⁹ Françoise Leriche et Alain Pagès, « Avant-propos », dans Françoise Leriche et Alain Pagès (dir.), *Genèse et correspondances*, Paris, Éditions des archives contemporaines / ITEM, 2012, p. 4.

⁷⁰ Marie-Claire Hooock-Demarle, *L'Europe des lettres : réseaux épistolaires et construction de l'espace européen*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 10.



Note de recherche

De clairière en clairière : *La modernité au Québec* d'Yvan Lamonde

Lucie Robert
Centre de recherche interuniversitaire
sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ)
Université du Québec à Montréal

Paru en 2016, aux Éditions Fides, le dernier opus d'Yvan Lamonde, *La modernité au Québec*, tome II, *La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, est l'occasion de dresser le bilan de l'ensemble de la démarche de l'auteur, qui s'étend sur quelque vingt-cinq années de recherche intense. En effet, dans une communication prononcée à l'Université Laval en 1990¹, Lamonde présentait son projet, inscrit dans le prolongement des travaux de Fernand Dumont, lequel avait lui-même annoncé en 1976 le projet d'une histoire de la pensée québécoise qui devait prendre forme dans l'ouvrage intitulé *Genèse de la société québécoise* (1993). Le projet a donc été élaboré tôt dans la carrière de l'historien, à une époque qu'il décrit comme celle où les débats politiques encore vifs rendaient urgent « de voir clair dans les représentations de nous-mêmes alors mises en circulation² », au cœur d'une réflexion qui, à la manière de celle de Dumont, est

¹ Lamonde, Yvan, « Le projet d'une histoire sociale des idées au Québec de 1760 à 1960 », dans Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 271-279. Ouvrage tiré d'un colloque qui s'est tenu en 1990.

² *Ibid.*, p. 276.

préoccupée de l'avenir. Les résultats ont été publiés en quatre volumes couvrant respectivement les années 1760-1896; 1896-1929; 1929-1939; 1939-1965. On a peu remarqué que seuls les deux premiers volumes sont, au moment de leur publication, intitulés *Histoire sociale des idées*. Les deux derniers ont paru sous le titre *La modernité au Québec*. Peut-être a-t-on conclu trop rapidement et sans trop y regarder qu'il s'agissait du même ouvrage.

L'espace théorique : l'histoire sociale des idées

Bien que l'ensemble se présente comme une histoire de la « pensée québécoise », selon la formulation de Dumont, Lamonde est conscient du fait que cette pensée doit s'incarner, s'enraciner dans le réel objectif, de là le recours à une histoire des idées institutionnellement balisée dans la pratique historique, ce qui lui confère méthode et sources. Or le syntagme « histoire sociale des idées » ne va pas de soi. Il résulte de l'amalgame de deux approches théoriques et méthodologiques aux racines distinctes. En effet, l'histoire sociale met à l'avant-plan l'action des collectivités et des groupes sociaux, y compris les classes, comme point d'ancrage humain de l'histoire économique et politique dont elle dérive, empruntant aux sciences sociales son cadre interdisciplinaire. L'histoire des idées reste plus près des humanités, combinant les études sur la littérature, les sciences et la philosophie, et elle prend acte des diverses manières de penser des acteurs étudiés. Déjà Michel Foucault notait l'effet de rupture entre l'histoire sociale et l'histoire des idées, protestant contre une division disciplinaire où « les historiens des sociétés sont censés décrire la manière dont les agents agissent sans penser, et les historiens des idées la manière dont les gens pensent sans agir³ ». L'histoire sociale des idées, telle que la pratique Lamonde, doit donc être saisie comme une histoire qui veut associer les pratiques et les représentations, les discours et leurs conditions de possibilité. Des idées, cependant, le

³ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1969, p. 177-204.

monde en a connu pas mal dans l'histoire ; il en a méconnu d'encore plus nombreuses et, dans les faits, la discipline s'est surtout concentrée sur l'histoire des idées politiques. Et, comme le rappelle Daniel Roche à la suite de Franco Venturi, « quand on parle d'histoire des idées, on aboutit toujours dans le cadre national⁴ ».

Lamonde, qui se mêle peu des débats historiographiques et admet n'avoir jamais construit la théorie de sa propre pratique⁵, réfère également à l'histoire des idées venue des États-Unis, laquelle rend compte des institutions et des structures sociales plutôt que des seuls grands auteurs isolés dans une galerie de portraits dans des « études qui permett[ent] de contextualiser [l]es entreprises philosophiques coloniales, de voir leur hypothèque culturelle⁶ ». L'histoire des intellectuels et l'histoire intellectuelle sont ainsi à ses yeux les deux versants d'une même montagne, et l'histoire des idées doit être arrimée à l'histoire des sujets qui les énoncent. L'histoire des *idées*, telle qu'il la conçoit, prend ainsi le contrepied de l'histoire des *idéologies*, qui domine l'historiographie québécoise dans les quelques décennies qui précèdent l'élaboration du projet⁷. En effet, l'idéologie a cette fâcheuse tendance à figer les discours en de grands ensembles généralement assez peu contextualisés de même qu'à aplanir les distinctions et les différences que créent les discours discordants, souvent résistants et en opposition avec l'ordre établi. Bien qu'elle ait ses limites, l'histoire

⁴ Daniel Roche, « Histoire des idées, histoire sociale : l'exemple français », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 59 bis (2012), p. 10.

⁵ Yvan Lamonde, « Être en même temps le passant dans la rue et le spectateur à la fenêtre? », *The Canadian Historical Review*, vol. XCIV, n° 4 (décembre 2013), p. 592.

⁶ Lamonde, « Le projet d'une histoire sociale des idées au Québec de 1760 à 1960 », p. 276.

⁷ Citons pour mémoire les études de Marcel Rioux, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 1 (1969), p. 95-124; Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.), *Les idéologies au Canada français*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971-1981, 4 vol.; Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec Amérique, 1977; Georges Vincenthier, *Une idéologie québécoise de Louis-Joseph Papineau à Pierre Vallières*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979.

des idées d'Yvan Lamonde rétablit ainsi la pluralité des voix et l'individualité du sujet, contre les effets par trop structurants des discours figés, et il entreprend de réinscrire ces discours, étudiés jusque-là d'un point de vue presque exclusivement sociologique, dans une perspective historique qui les réinsère dans l'ordre du temps et la logique de l'événement.

Enfin, cette histoire des idées tire profit de la formation initiale de Lamonde, qui a d'abord étudié en philosophie à l'Université de Montréal avant de soutenir, en 1977, une thèse sur l'enseignement de la philosophie au Québec (1665-1920) au Département d'histoire de l'Université Laval. Élève de Claude Galarneau, il en a appris l'intérêt pour la culture de l'imprimé et l'histoire culturelle. C'est ainsi qu'il a réalisé d'importants travaux préliminaires dans les domaines liés à l'histoire culturelle⁸ (bibliographies, inventaires, bilans historiographiques), selon le modèle développé par Roger Chartier, mais aussi au sens que donnent à ce terme les historiens de l'art et les historiens de la littérature, travaux souvent signés en compétente compagnie : Bernard Andrès, Gérard Bouchard, Esther Trépanier et, plus récemment, Marie-Andrée Bergeron, Michel Lacroix et Jonathan Livernois. Sans doute également, le fait qu'il a enseigné l'essai et la prose d'idées dans un département, de lettres françaises pendant toutes ces années a pu contribuer à infléchir sa conception du travail historiographique.

L'espace empirique : intellectuels et artistes

Le premier volume de cette *Histoire sociale des idées au Québec*, consacré aux années 1760-1896, annonce : « Cette histoire est sociale en ce qu'elle entend rendre compte du circuit complet des idées, de leur production, de leur diffusion, de leur réception. Elle s'intéresse à l'appartenance sociale des individus qui formulent les idées, [...] »

⁸ Voir aussi Yvan Lamonde, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. LI, n° 2 (automne 1997), p. 285-299.

aux réseaux et aux médias qui diffusent les courants d'opinion et à la pénétration sociale des idées⁹. » L'auteur précise également que les idées qui l'intéressent sont les idées *civiques*, « que l'on retrace dans le discours des hommes publics, civils et religieux¹⁰ ». Voilà circonscrit le territoire de l'historien. Lamonde ne prétend pas aller plus loin, par exemple vers les questions esthétiques, littéraires ou artistiques, ni même ouvrir sur le féminisme naissant ou le syndicalisme en voie d'organisation. Le point de départ est 1760, qui est aussi celui de l'imprimé, ce qui le restreint à la culture bourgeoise, qui laisse des traces écrites (livres, brochures, presse, correspondance), et à celle des francophones, dont il conclut qu'ils « sont culturellement et politiquement des Franco-Britanniques catholiques vivant en Amérique¹¹ » et dont le défi sera avec le temps de formuler une *doctrine* capable de fonder une *action*. Ultimement, on s'entend, celle-ci sera une action *politique*.

Cette quête d'une « doctrine pour l'action¹² » ouvre le deuxième volume, qui couvre les années 1896-1929. Son propos, écrit l'auteur, est toujours « savoir d'où vient le Québec intellectuellement¹³ ». Il prévient toutefois le lecteur que, si cette histoire demeure sociale en ce qu'elle scrute les idées des élites bourgeoises, y compris de la moyenne bourgeoisie dont il note l'émergence, et qu'elle porte attention aux réactions de ces classes à la culture populaire (sans prétendre écrire son histoire), elle s'attarde moins que le précédent volume aux institutions culturelles. Une *doctrine* désigne en effet un énoncé prescriptif, alors que l'action combative est singulièrement absente de ce volume, ramenée toujours à l'action sociale, ici déclinée sous

⁹ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t. I : 1760-1896, Montréal, Éditions Fides, 2000, p. 9.

¹⁰ *Ibid.*, p. 10.

¹¹ *Ibid.*, p. 485.

¹² Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t. II : 1896-1929, Montréal, Éditions Fides, 2004. « Une doctrine pour l'action » est le titre de la première partie de cet ouvrage.

¹³ *Ibid.*, p. 9.

tous les modes : action nationale, action française, action catholique, action féminine, action intellectuelle. Entre l'élection de Wilfrid Laurier au premier ministère du Canada, premier francophone à atteindre cette fonction, et le début de la crise économique de 1929, l'histoire des idées connaît une période de transition, voire de déstabilisation engendrée par les changements politiques (la fin de l'ultramontanisme et les nouveaux projets nationalistes) et démographiques (l'immigration et l'urbanisation). L'époque est marquée par la « modernisation », c'est-à-dire par une nouvelle manière d'être et de vivre née de la transformation du rapport de l'homme aux objets qui l'entourent (habitat, vêtement, travail, loisirs, transport, consommation). Au passage, Lamonde note l'émergence du mot puis de la figure de l'intellectuel qu'incarnent, par exemple, Henri Bourassa, Léon Gérin ou Lionel Groulx.

Ces deux volumes ont reçu une bonne réception critique malgré quelques réserves. Alors que Gilles Bourque célébrait une « histoire de la constitution d'une culture civique [...] bien au-delà de l'histoire traditionnelle des idées¹⁴ », Olivier Hubert¹⁵ notait que la trame de l'ouvrage restait centrée sur la tradition libérale démocratique et sur l'identité nationale, caractérisée par la polyvalence et l'ambiguïté à l'égard des cultures étrangères multiples. Au sujet du deuxième volume, Andrée Lévesque constatait que le Québec s'y réduisait au Québec francophone et que la question sociale était ramenée à la position de l'Église sur la paix sociale. « Pourtant, écrivait-elle, les travailleurs et les travailleuses avaient des idées dont l'histoire sociale reste à écrire¹⁶. » Lamonde réitérera fréquemment sa position¹⁷, notant

¹⁴ Gilles Bourque, compte rendu paru dans *Recherches sociographiques*, vol. XLIII, n° 3 (septembre-décembre 2002), p. 605.

¹⁵ Olivier Hubert, compte rendu paru dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. LV, n° 2 (automne 2001), p. 280-283.

¹⁶ Andrée Lévesque, compte rendu paru dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. LVIII, n° 3 (hiver 2005), p. 428.

¹⁷ Voir ses articles : « Note de recherche : la vie culturelle et intellectuelle dans le Québec des XVIII^e et XIX^e siècles : quelques pistes de recherche », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. LIV, n° 2 (automne 2000), p. 269-279 ; « Remarques sur le mode de l'entretien », *Argument : Politique, Société et Histoire*, vol. IV, n° 1

que le travail sur le Canada français hors Québec (l'Acadie, l'Ontario, le Manitoba) ainsi que l'histoire de la culture populaire et urbaine lui eussent pris un temps encore plus long, car les sources diffèrent, comme les formes d'expression et de réception. On ne peut pas tout faire en même temps.

On n'a en effet peut-être pas assez réfléchi aux embûches que le xx^e siècle pose à l'historien. L'histoire d'une époque tout entière procède par synthèses successives et, s'agissant du xx^e siècle, les travaux sont moins nombreux, les synthèses plus rares. Aussi les deux derniers volumes publiés par Lamonde, intitulés *La modernité au Québec*, couvrent-ils des périodes plus brèves, assumant plus volontiers le statut d'« histoire intellectuelle » ou d'« histoire des idées et des sensibilités¹⁸ », creusant la distance avec les usages de l'histoire sociale, montrant au contraire un déplacement, un retour plus accusé à l'histoire culturelle. Encore en 2001, il expliquait pourtant que « l'exigence du social pouvait seule donner de la crédibilité à une histoire culturelle et intellectuelle sans cesse perçue comme céleste¹⁹. » Reste quand même présente l'étude des intellectuels constitués en réseaux, ancrés dans les partis politiques, les associations, les comités de rédaction de revues.

Les années qui vont de 1929 à 1939 sont sans doute les moins connues de l'histoire du Québec tellement il est d'usage de prendre acte de la crise économique sans vraiment en mesurer les conséquences immédiates pour sauter directement aux années de guerre en tant que modalité de sortie de crise. Les années suivantes, qui vont de 1939 à 1965, sont sans doute les plus discutées et débattues, mais sont-elles mieux connues pour autant? Dans ce premier des deux volets, intitulé *La crise de l'homme et de l'esprit (1929-1939)*²⁰,

(automne 2001-hiver 2002), et « Être en même temps le passant dans la rue et le spectateur à la fenêtre? ».

¹⁸ Yvan Lamonde, *La modernité au Québec*, t. II : *La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Éditions Fides, 2016, p. 9.

¹⁹ Lamonde, « Remarques sur le mode de l'entretien ».

²⁰ Yvan Lamonde, *La modernité au Québec*, t. I : *La crise de l'homme et de l'esprit (1929-1939)*, Montréal, Éditions Fides, 2011.

Lamonde s'intéresse aux « porteurs d'innovation ». Isoler la décennie de la crise met en valeur la quête d'une nouvelle génération qui ne peut plus désormais regarder en arrière et qui doit se projeter vers l'avant pour ouvrir de nouvelles options. Car cette crise est à la fois économique, sociale, religieuse et spirituelle. Y répondront tant la nouvelle pensée nationaliste déployée par Lionel Groulx que le personnalisme emprunté à Jacques Maritain, tant la position indépendantiste des Jeunesses patriotes ou de *La nation* que la posture engagée d'André Laurendeau à *L'Action nationale* et celle de Georges-Henri Lévesque à l'Université Laval ainsi que la pensée non conformiste, résolument anticléricale et antinationaliste de Jean-Charles Harvey. Il y a là une transformation en profondeur de l'espace des possibles qui se réorganise autour du point de bascule que paraît représenter l'année 1937²¹. De ces possibles, certains ne seront jamais réalisés, d'autres finiront en queue de poisson et certains auront trouvé des prolongements dans l'après-guerre.

C'est précisément sur la guerre que s'ouvre le dernier volume, selon le postulat que « [l]a guerre ne se réduit pas à la conscription [et qu'il] faut restituer sa complexité à la période²² » pour révéler que cette guerre engendre une sorte de révolution culturelle, où est remise en question la vision traditionnelle d'une France matricielle et idéale d'Ancien Régime au profit d'une conscience moderne de la France contemporaine réelle, déchirée entre Pétain et de Gaulle, entre la collaboration et la résistance. La première partie de l'ouvrage met précisément en valeur cet état de guerre et la manière dont les intellectuels en prennent conscience. La deuxième partie approfondit les transformations structurelles que connaît la société québécoise autour des questions reliées aux droits des femmes, au syndicalisme, mais surtout aux questions culturelles relatives à la situation générale (à partir des enquêtes sur la culture), aux conditions de production des biens culturels (l'essor de l'édition, par exemple) et aux questions

²¹ Voir Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques (dir.), *1937 : un tournant culturel*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009.

²² Lamonde, *La modernité au Québec*, t. II, p. 13.

esthétiques (les codes de la peinture moderne, par exemple). La troisième partie, qui étudie les années qui vont de l'après-guerre à la Révolution tranquille, occupe à elle seule la moitié de l'ouvrage. C'est qu'il s'agit de prendre acte des transformations enfin advenues, bien que pas encore généralisées, de situer et de saisir les mouvements d'opposition résolument tournés vers l'avenir qui vont, enfin, disposer du passé. Ainsi, Maurice Duplessis réélu en 1944 doit affronter l'opposition venue à la fois de la pratique syndicale et des appuis que celle-ci rencontre dans les périodiques, du *Devoir* à *Cité libre*. Les trois chapitres intitulés « Au diable la tuque » rendent compte de la crise du nationalisme traditionnel, des divisions qui agitent le mouvement et des projets qui en résultent. Deux chapitres intitulés « Au diable le goupillon » font de même avec la question religieuse, mettant en valeur d'une part les conflits internes qui agitent l'Église et d'autre part l'exigence croissante d'une déconfectionnalisation des institutions publiques. Le titre du chapitre 15, « Nommer la peur, dénoncer la censure et le silence », témoigne de l'intérêt de l'auteur pour des démarches individuelles, mais exceptionnelles, dont l'audace déplace encore plus loin les frontières du possible : l'anticléricalisme de Jean-Charles Harvey, le refus global de Paul-Émile Borduas, les insolences de Jean-Paul Desbiens (le frère Untel), l'agnosticisme enfin révélé (mais en privé seulement) d'André Laurendeau, tous intellectuels et artistes présentés comme des résistants assumant les conséquences de leurs gestes. Les derniers chapitres prennent acte des transformations réalisées à la fin de la période étudiée : s'affranchir du passé, se découvrir autonome au regard de la France, assumer son américanité. Un chapitre est alors consacré à « La marche des femmes dans l'après-guerre », qui fait état des acquis spécifiques des femmes, telles l'égalité juridique et la contraception.

Le récit : circonscrire la modernité

Le projet global de cette histoire sociale des idées a été élaboré à la fin des années 1980, rendu public en 1990, au milieu des débats des narrativistes, qui remettaient en question le statut du récit dans la

recherche historique. Or, comme le rappelait Paul Ricœur, le récit est une forme à la fois narrative et argumentative, et il permet de rendre compte de l'expérience du temps humain²³. Depuis le tout premier tome de la série, Yvan Lamonde a choisi le récit et la synthèse générale. *L'Histoire sociale des idées* et *La modernité au Québec* ont ainsi en commun d'assumer un récit à trames multiples. Les premiers volumes conjuguèrent la trame géodémographique (contextes humain, linguistique, religieux), la trame politique (débat et opinions publiques, constitutions), la trame sociale (acteurs, classes sociales, professions, milieux sociaux, bourgeois et populaires), la trame intellectuelle (courants d'idées), la trame informationnelle (modes de communication et de diffusion des idées, production et réception), la trame internationale (le particulier et l'universel, le rapport aux métropoles). En accordant le privilège des sources aux essayistes, « qui sont les observateurs critiques des impasses et des blocages, et les éclaireurs des passages possibles²⁴ », Lamonde réduit progressivement leur nombre aux « deux trames intellectuelles de fond du Québec, la religion et le nationalisme²⁵ ». Au fil des tomes, l'auteur se concentre sur les courants d'idées et les débats, accordant de moins en moins d'importance au terreau institutionnel. D'un tome à l'autre, il passe d'une histoire sociale des idées, qui ancre ces idées dans leurs conditions d'énonciation et de réception, à une histoire intellectuelle, qui est davantage une synthèse des discours.

La mise en intrigue est opérée par la question de la modernité : « Être moderne, écrit Lamonde, c'est assumer que dorénavant le contenant nouveau change le contenu, la manière la matière ; c'est trouver la façon de subsumer le passé dans le présent, y compris en le refusant globalement radicalement²⁶. » Revenons toutefois un peu en arrière pour mieux saisir l'enjeu de la recherche. « S'il est une

²³ Paul Ricœur, *Temps et récit*, Paris, Éditions du Seuil, 1991, 3 vol.

²⁴ Lamonde, *La modernité au Québec*, t. II, p. 9.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*, p. 425-426.

notion surinvestie, c'est bien celle de modernité », écrivaient Yvan Lamonde et Esther Trépanier en 1986 dans l'introduction de *L'avènement de la modernité au Québec*, ouvrage qui tentait d'examiner celle-ci à partir de ce qui lui donne sens, à savoir « l'histoire des pratiques culturelles qui, au sein de la formation sociale québécoise, ont dessiné les configurations de notre propre modernité²⁷ ». La contribution particulière de Lamonde au volume est intitulée « La modernité au Québec : pour une histoire des brèches (1895-1950) ». Dans ce texte, la modernité est celle qui est généralement attestée dans les disciplines artistiques. En effet, du point de vue des artistes, « [ê]tre moderne, c'est s'opposer à une intentionnalité réductrice de la création, refuser l'annexion de l'expression aux impératifs et aux impérialismes socioculturels²⁸ ». C'est donc en philosophe que Lamonde conçoit la modernité, à la manière de René Descartes, père de la modernité philosophique²⁹, et dans son prolongement. La question de fond qui, depuis le début, anime l'écriture de *La modernité au Québec* est donc : quand le Sujet (sujet individuel, sujet collectif) commence-t-il à parler de lui-même en son nom propre, sans soumettre sa pensée et son dire à la *doxa* des autorités religieuses ou politiques, y compris sur la question sociale et nationale ? Autrement dit : quand la pensée s'autorise-t-elle à une posture paradoxale ? Et pour dire quoi ? De ce point de vue, la modernité intellectuelle se lit d'abord dans l'affirmation de ce « je », caractéristique de l'individu, de la personne du sujet, dans une forme qui est celle de l'essai réflexif (plutôt que celle de l'essai cognitif). Aussi Lamonde est-il à la recherche des discours qui dénotent une telle conscience du temps, à partir de la conscience historique des sujets qui se projettent dans un avenir déverrouillé, selon l'expression de Krzysztof Pomian³⁰. Il rassemble le « chœur des voix personnelles qui donneront un visage à [la] culture

²⁷ Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 11.

²⁸ *Ibid.*, p. 300.

²⁹ *Ibid.*, p. 304.

³⁰ Krzysztof Pomian, *L'ordre du temps*, Paris, Éditions Gallimard, 1984, p. 291ss.

canadienne-française³¹ », analyse le discours de quelques essayistes pénétrants, tels Paul-Émile Borduas ou Pierre Vadeboncœur, à qui il emprunte quelques figures ou métaphores du changement : le refus global, la ligne du risque, le cheminement par visa, l'ouverture des vieilles écluses, la constellation de la mort, le meurtre du père (pour la suite du monde).

Faire reculer la forêt

On le voit. Pour saisir entièrement le sens du projet entrepris par Yvan Lamonde de rédiger une *Histoire sociale des idées* qui couvrirait les années allant de 1760 à 1965, il n'est pas inutile de remonter le fil de ses recherches antérieures et de tenter d'en reconstituer la cohérence, ce que nous n'avons fait ici que partiellement. Car Lamonde se tient bien loin des débats qui, pourtant, ne manquent pas : entre l'histoire sociale et l'histoire des idées, *a fortiori* l'histoire des sensibilités, il évite soigneusement de prendre une position théorique, offrant plutôt des résultats concrets à qui veut prendre acte des possibles de la recherche historiographique ; entre les diverses significations à donner aux années de Duplessis et à la Révolution tranquille, il ne tranche pas, restant rigoureusement fidèle à la définition philosophique de son objet. La synthèse historique qu'il propose n'offre que des introductions et conclusions succinctes, bien que précises, dénuées d'états de la question et d'énoncés méthodologiques, lesquels se trouvent davantage dans les articles et bilans historiographiques disséminés dans les revues savantes et ouvrages collectifs. Prime toujours ici la lisibilité du propos, à destination d'un lectorat informé, mais peu ou pas spécialisé, dans le droit fil de l'héritage de Fernand Dumont et peut-être de François-Xavier Garneau, à propos duquel Dumont écrivait : « Chez lui, le politique se mue en historien, l'engagement se déplace vers la mémoire³². »

³¹ Lamonde, *La modernité au Québec*, t. II, p. 99.

³² Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993, p. 293.

Revient souvent sous la plume de Lamonde cette idée de fonder la réflexion sur la mémoire, qui serait le commencement de la méthode³³. Force est de reconnaître que l'auteur s'est engagé dans une démarche plus proche de celle de Dumont que de celle de la plupart des historiens, et plus proche de celle des essayistes préoccupés d'ontologie politique. D'un tome à l'autre, Lamonde persiste et signe.

On sort toutefois de cette lecture avec des questions nombreuses et complexes, nées des limites de l'ouvrage : le discours est une chose, qu'en est-il du réel? Y a-t-il collusion ou rupture entre le réel et le discours? Y a-t-il un autre discours, d'autres discours, au pluriel, tout aussi modernes, mais moins orientés vers la question nationale et l'enjeu politique? N'aurait-il pas mieux valu isoler, ne pas trop synthétiser, montrer l'éclatement plutôt que l'unité contradictoire de la lutte idéologique autour d'un pivot unique? En 1990, Lamonde écrivait : « [I] fallait faire cette histoire plus qu'en parler, ne serait-ce que pour faire la preuve que le Québec avait une conscience historique, une tradition intellectuelle, quel qu'en fût le contenu³⁴. » De sorte que les limites de l'ouvrage apparaissent comme des incitations à poursuivre le travail, à tout relire une fois encore, à tout réinterpréter autour d'enjeux distincts, une fois encore. Le bilan qu'il trace, en 2013, est plus spécifique : « [J]'aurai d'abord et avant tout contribué à conceptualiser pour le Québec et le Canada l'histoire de la culture, des idées, du livre et de l'imprimé, de l'américanité, de la lecture et de l'essai dans sa trame idéale³⁵. » Là est sans doute la manière dont il faut comprendre l'idée de « faire reculer la forêt » et celle d'« ouvrir une clairière », qui servaient d'introduction au premier volume de la série.

³³ Lamonde, « Le projet d'une histoire sociale des idées au Québec de 1760 à 1960 », p. 274.

³⁴ *Ibid.*, p. 276.

³⁵ Lamonde, « Être en même temps le passant dans la rue et le spectateur à la fenêtre? », p. 590.



Comptes rendus

IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économiques). *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain*, t. 1 : *Les ressources*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 324 p.

Institut de recherche engagé, ouvertement « progressiste », l'IRIS intervient régulièrement dans le débat public sur une gamme étendue de questions sociales et économiques. Jusqu'ici, ses interventions prenaient généralement la forme de notes de recherche, très ciblées, qu'on peut toujours télécharger facilement à partir de son site Web. Avec le premier tome de *Dépossession*, l'IRIS propose une étude d'envergure, beaucoup plus ambitieuse, et offre une riche mise à jour de l'histoire économique du Québec contemporain. Les cinq chapitres de cet ouvrage, rédigés par de jeunes spécialistes, sont respectivement consacrés à l'agriculture, à la forêt, aux mines, à l'énergie et à l'eau. Dans chaque cas, les auteurs offrent des données chiffrées, expliquent l'évolution des politiques publiques, situent le développement de ces ressources québécoises dans un contexte géopolitique et économique beaucoup plus large. Si la perspective est parfois analytique, elle est surtout synthétique, ce qui rend l'ouvrage très accessible aux non-spécialistes. Pour celles et ceux qui offrent des cours de premier cycle sur le Québec contemporain en histoire, en science politique ou en sociologie, *Dépossession* risque de devenir un livre de référence, un outil indispensable.

L'ouvrage est cependant bien plus qu'un manuel. Le livre propose une thèse forte, celle d'une « dépossession » de nos ressources naturelles. Cette thèse prend évidemment le contrepied du récit épique d'une Révolution tranquille qui aurait permis aux Québécois de reconquérir leur territoire, au cours des années et des décennies qui suivront le célèbre « Maître chez » de 1962. Cette glorieuse Révolution tranquille est célébrée de plusieurs façons : une gauche syndicale

y voit la conversion de la classe politique aux bienfaits de l'État-providence ; une gauche contre-culturelle ou féministe insiste sur l'éclatement des institutions traditionnelles, la fin du patriarcat, l'éclipse de l'autorité et de la tradition ; les nationalistes célèbrent la fin d'un certain colonialisme économique et politique, la victoire d'un peuple contre d'anciens trusts dominés par une minorité de possédants. Ce sont ces derniers que les chercheurs de l'IRIS ont dans leur ligne de mire. Mais leur perspective n'est évidemment pas celle des libertariens, qui souhaitent démanteler l'État québécois dans le but d'accélérer la dissolution d'institutions de solidarité dans un grand magma mondialisé. Pour les chercheurs de l'IRIS, il s'agit avant tout de proposer un diagnostic juste et lucide en vue d'une reprise en main, d'une vraie reconquête politique des ressources québécoises.

Car ne nous y trompons pas, le récit nationaliste de la Révolution tranquille, qui occupe toujours une place centrale dans la mémoire collective, se fonde d'abord sur une reconquête des ressources naturelles. Or l'équipe de l'IRIS montre, de manière convaincante, que la réalité est loin de correspondre aux beaux discours tenus par les politiciens ou les idéologues. En agriculture, montre Lyne Nantel, la spécialisation à outrance, l'adhésion aveugle au modèle productiviste, la standardisation de l'exploitation et des produits, la logique d'adaptation au marché, malgré une gestion serrée de l'offre (elle-même remise en question), l'endettement des agriculteurs qui empêche toute une relève de prendre le flambeau, et j'ajouterais la vente de Provigo à Loblaw's en 1998, minent ce secteur névralgique. La forêt québécoise ne se porte guère mieux, l'État se montrant hésitant, laxiste, et les décideurs politiques laissant les grandes compagnies forestières fixer les règles du jeu. Les politiques relatives aux concessions, aux redevances et au reboisement, explique Pierre Dubois, ont été dans l'ensemble timides. Au cours des années, une stratégie de développement plus rationnelle, soutenue par la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR) – l'un des fleurons de la Révolution tranquille – a été progressivement abandonnée au profit du secteur privé (en 1990, REXFOR était

présent dans 27 municipalités et soutenait les emplois de 1266 personnes). Dans son chapitre sur les mines, Laura Handal Caravantes fait état de redevances trop faibles, qui rappellent une époque ancienne; elle fait aussi état de décisions prises derrière des portes closes et d'une collusion troublante entre le secteur privé et les décideurs politiques. Elle montre que, le plus souvent, seul l'État prend les risques (sous prétexte de protéger ou de créer de l'emploi), mais qu'il refuse d'imposer, comme en 1910 dans le secteur du bois de pâte, la transformation des ressources sur notre territoire. S'agissant de l'électricité, Eve-Lyne Couturier et Bertrand Schepper-Valiquette critiquent la gestion d'Hydro-Québec qui, par toutes sortes de moyens, tente de court-circuiter ou de contourner les décisions et avis de la Régie de l'énergie ou du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Fait encore plus troublant, ils montrent comment des anciens de la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP) – autre institution de la Révolution tranquille qui a été dépeçée – ont transité vers des entreprises privées comme Junex, Petrolia et Gastem, et cherchent à mettre la main sur des ressources pétrolière et gazière du domaine public.

La thèse de la dépossession est forte, originale, bien documentée, convaincante mais très dérangeante, car elle bouscule le grand récit dans lequel nous nous berçons depuis longtemps. À qui la faute? Aux technocrates et aux entrepreneurs québécois, explique Simon Tremblay-Pepin dès l'introduction, car ceux-ci auraient confondu l'intérêt public et celui de leur classe. On retrouve ici la thèse de la révolution dévoyée ou détournée qui a connu ses beaux jours dès les années 1970. « L'histoire que nous retraçons ici est celle d'une perversion, d'une corruption au sens propre du terme » (p. 24), écrit Tremblay-Pepin. *Dépossession* a le grand mérite de rappeler qu'une communauté nationale, c'est aussi un territoire, un lieu physique, et que s'il est un domaine où l'action politique devrait compter, c'est bien celui-là. Ce faisant, ces chercheurs nous invitent, de manière clairvoyante, à redonner au politique toute la place qu'il doit occuper dans ce secteur. Comment? Les propositions sont rares, voire inexis-



tantes. Au fil des pages, on se demande ce que seraient les alternatives du « tout au marché » qui éviteraient l'étatisation mur à mur, ou cette voie mitoyenne qui tiendrait compte à la fois des impératifs du marché et du bien public.

Dans sa conclusion, Tremblay-Pepin critique ces « nationalistes conservateurs », qui se tromperaient de cible. « Ainsi ramène-t-on le sentiment d'insatisfaction et d'impuissance qui traverse toute la population à des questions nationales détournées, alors qu'il est autrement plus convaincant de l'expliquer par le caractère inachevé de la transformation sociale » (p. 273). Au lieu de se centrer sur des enjeux culturels, de se concentrer sur une question comme l'immigration, ces nationalistes conservateurs feraient mieux de se pencher sur le « rôle joué par les puissants » (p. 273). On pourrait rétorquer qu'il s'agit là d'enjeux distincts et complémentaires. On peut dénoncer le gouvernement des juges, critiquer le multiculturalisme d'État, déplorer la fragmentation des sociétés hypermodernes et souhaiter la reconquête politique des ressources du territoire. Les ennemis du principe de la souveraineté des États ne se trouvent pas seulement chez les libertariens. Leurs meilleurs alliés ne se retrouvent-ils pas chez une certaine gauche contre-culturelle qui conteste ce qui fonde une communauté politique ? Les frontières, l'histoire, la transmission de la culture.

— *Éric Bédard*
Université TÉLUQ

Sean Mills. *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, 367 p.

Depuis le début des années 1960, les milliers d'Haïtiens et Haïtiennes ayant migré au Québec ont transformé notre société et ont grandement contribué à son développement économique, politique et culturel. Dans son livre *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Sean Mills retrace avec brio l'histoire de la migration de cette population et les interconnexions qui se sont développées entre



Haïti et le Québec depuis années 1930 jusqu'aux années 1980. L'auteur a été récipiendaire du prix Clio de la Société historique du Canada ainsi que du Prix de la présidence de l'Assemblée nationale du Québec pour la grande qualité de cette recherche historique. La traduction de ce livre par Hélène Paré, publié d'abord en anglais sous le titre *A Place in the Sun: Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*, rend la lecture très agréable.

En fait, la construction de l'argumentaire de ce livre, qui s'articule en sept chapitres divisés en deux parties, est captivante et permet une transmission de l'information efficace. La prose agréable ne néglige pas pour autant les nécessaires références à l'historiographie et aux sources, qui sont instructives et bien intégrées dans le texte. Pour écrire cette histoire, Sean Mills s'est basé sur de nombreux fonds d'archives, dont ceux du Bureau de la communauté haïtienne de Montréal et de la Maison d'Haïti, sur les articles de différents magazines, dont ceux des revues de la communauté haïtienne telles que *Collectif Paroles*, *Le Lambi* et *Haïti-Press*, des publications gouvernementales ainsi que des entrevues avec des migrantes et migrants haïtiens. La recherche est exhaustive et l'analyse des résultats rigoureuse.

Chacun des chapitres contribue à expliciter l'objectif principal de ce livre qui est « d'offrir une nouvelle façon de penser les relations entre migration, histoire et politique » (p. 8). Une des grandes forces de l'argumentaire est d'exposer clairement comment les interactions qui se sont produites depuis les années 1930 entre intellectuels haïtiens et québécois ainsi que la présence importante de missionnaires québécois en Haïti ont influencé la façon dont les migrantes et migrants haïtiens se sont établis au Québec par la suite et de quelle manière ils « commencent à s'affirmer dans ses espaces politiques et culturels » (p. 8) à partir des années 1960. Un autre aspect convaincant de l'argumentaire est d'illustrer en quoi l'intégration des Haïtiens et Haïtiennes au tissu social québécois a différé entre ceux qui sont arrivés dans les années 1960 et ceux qui se sont établis dans les années 1970. Finalement, dans les derniers chapitres du livre, l'auteur montre convenablement comment « [l]e sexe est au cœur des idéologies

raciales. La peur de la sexualité des hommes noirs, la vertu de la féminité blanche et le spectre des échanges sexuels interracialisés structurent depuis longtemps les peurs et les désirs raciaux » (p. 269). Cela a eu des répercussions sur les mouvements sociaux haïtiens au Québec et les discours sur l'altérité de cette population dans la province.

Les chapitres « Langue, race et pouvoir » et « Missionnaires et paternalisme » forment la première partie de l'ouvrage. Nous apprenons dans le premier chapitre – qui analyse les représentations d'Haïti et des Haïtiens au Québec depuis les années 1930 jusqu'au début des années 1950 – que la participation d'une délégation d'Haïti au Congrès de la langue française de 1937 a entrouvert la porte à un rapprochement diplomatique entre la province de Québec et Haïti. Structurée par la conviction mutuelle des élites du Canada français et d'Haïti que les deux sociétés formaient les Amériques francophones et qu'elles avaient besoin de collaborer pour préserver cet espace culturel distinct dans les Amériques, cette rencontre donnera lieu à l'immixtion du gouvernement québécois dans le domaine des relations internationales. En effet, en 1943 le président d'Haïti, Élie Lescott, effectue un voyage officiel au Canada et est reçu avec beaucoup d'enthousiasme au Québec; en retour, le gouvernement québécois envoie une délégation aux « célébrations du 200^e anniversaire de la fondation de Port-au-Prince en 1949-50 » (p. 60). Donc, le rapprochement culturel et politique s'effectue autour de la conviction qu'une relation particulière unit les deux sociétés par la langue et la religion, une relation qui s'affirme par la métaphore de la famille. C'est ce même lien qui amène des centaines de missionnaires canadiens-français en Haïti à partir de 1943. Toutefois, les représentations d'Haïti propagées par les missionnaires sont différentes de celles propagées au tournant des années 1940, car ils rencontrent et interagissent sur l'île surtout avec la population paysanne. L'auteur explique : « La conviction qu'il existe une relation particulière entre le Canada français et Haïti, à cause de la religion et de la langue qu'ils ont en commun, n'est jamais complètement disparue, mais, entre les mains des missionnaires, elle cède le pas à une autre représentation

du pays, tout aussi marquée par la métaphore de la famille : Haïti, comme un Autre infantilisé » (p. 72). Les missionnaires s'appliquent à renforcer le rôle et la place du français dans l'éducation, au détriment du créole, et lancent des campagnes contre la pratique du vaudou. Sous la plume des missionnaires, les Haïtiens sont représentés comme étant « sexuellement déviant[s] et superstitieux, paresseux et puéril[s], ayant besoin de l'aide de [leur] cousin[s] plus avancé[s] de l'Amérique du Nord » (p. 72).

La deuxième partie du livre s'amorce avec le chapitre « La poétique de l'exil » et porte sur l'arrivée de nombreux Haïtiens et Haïtiennes à Montréal dans les années 1960, dans un Québec en plein changement. Le chapitre illustre bien la rencontre entre les intellectuels haïtiens qui s'établissent à Montréal et les auteurs québécois progressistes. Évidemment, les Haïtiens et Haïtiennes ne restent pas passifs face aux débats de société qui animent le Québec à l'époque, et Sean Mills analyse dans le chapitre suivant la réflexion des intellectuels haïtiens à propos du nationalisme québécois, la question de la souveraineté, ainsi que le rôle du Québec dans le monde, montrant à la fois la sympathie de nombreux intellectuels pour le nationalisme québécois ainsi que les dénonciations du missionnariat dans l'île et la complicité du Canada avec le régime de Duvalier.

Les deux chapitres suivants portent sur des crises sociales qui ont marqué la migration des Haïtiens et Haïtiennes au Québec dans les années 1970 et 1980. On constate dans ces chapitres à quel point l'arrivée, l'accueil et l'établissement au Québec de personnes originaires des campagnes et des quartiers pauvres d'Haïti dans les années 1970 contrastent avec la situation des professionnels qui sont arrivés dans les années 1960. D'abord, dans le cinquième chapitre, l'auteur explore les enjeux entourant la crise des 1500 Haïtiens sans statut qui sont menacés d'être déportés et explique comment les partis politiques du Québec se sont mobilisés pour contrer leur déportation, menant à l'amnistie du 24 septembre 1980. Mais cette page d'histoire axée sur la solidarité entre les gens du Nord et du Sud ne cache pas le racisme systémique auquel sont confrontés de nombreux Haïtiens et Haïtiennes



au Québec. Le sixième chapitre, intitulé « La place de la connaissance », traite du militantisme et de la vie quotidienne des Haïtiens et Haïtiennes de la classe ouvrière. Il aborde plus spécifiquement les campagnes féministes menées par la Maison d'Haïti ainsi que la mobilisation des chauffeurs de taxi haïtien confrontés au racisme de l'industrie. Sean Mills souligne l'agentivité de ces derniers, qui « se voi(en)t comme faisant partie d'un grand mouvement pour combattre le racisme et l'héritage du colonialisme » (p. 256). En confrontant le racisme dont fait preuve l'industrie du taxi, ces derniers font évoluer le débat public sur l'inclusion des minorités visibles au Québec. Les campagnes féministes ont aussi fait évoluer la réflexion sur la place des minorités visibles dans le mouvement féministe québécois.

L'argumentaire du livre culmine dans le dernier chapitre, qui explore l'arrivée de Dany Laferrière dans le paysage littéraire québécois. Ce septième chapitre est intitulé « Sexe, race et rêves souverains » ; il analyse comment la migration, la race, la sexualité et le nationalisme s'entrecroisent pour expliquer l'œuvre de Laferrière et pour influencer le quotidien des gens d'origine haïtienne vivant à Montréal. Sean Mills explique très bien comment l'arrivée de migrants haïtiens a marqué le débat sur la décolonisation au Québec : « Pour beaucoup d'écrivains francophones contestataires de l'époque de la Révolution tranquille, le Montréal de langue anglaise symbolise la "blanchité" (*whiteness*) et la colonisation ; mais, à partir des années 1960 et ensuite, Montréal devient de plus en plus le foyer de migrants non blancs. Ces changements, combinés aux protestations des autochtones, ébranlent une certaine vision simpliste de la décolonisation au Québec » (p. 271). L'analyse des enjeux liés à la sexualité, passant par le discours sur la sexualité supposément déviante des Noirs, discours qui justifiait en partie l'œuvre civilisatrice des missionnaires, ainsi que l'émergence du tourisme sexuel en Haïti, permet à l'auteur de critiquer au passage la conception hétéronormative et masculine de *Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer* de Dany Laferrière.

Le livre *Une place au soleil* de Sean Mills explique merveilleusement bien les rapports qui se sont développés au fil du xx^e siècle entre



Haïti, les Haïtiens et le Québec. L'ouvrage plaira non seulement aux québécois et aux chercheurs en histoire des Caraïbes, mais aussi à un public plus large qui s'intéresse à l'immigration et à l'ethnicité.

— *Maurice Demers*
Université de Sherbrooke

Donald Wright. *Donald Creighton: A Life in History*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 472 p.

Longtemps discrédité, le genre biographique fait l'objet, ces dernières années, d'un véritable retour en force dans le paysage historiographique. Ce retour, corollaire d'une remise en cause des modèles globaux hérités de l'histoire sociale, semble avoir trouvé au Canada anglais une voie propice dans la biographie de ses plus illustres historiens. Après Harold Innis (Alexander John Watson, *Marginal Man: The Dark Vision of Harold Innis*, University of Toronto Press, 2005) et Frank Underhill (Kenneth C. Dewar, *Frank Underhill and the Politics of Ideas*, McGill-Queen's University Press, 2015), c'est maintenant au tour de Donald Creighton (1902-1979) de trouver sa place dans les chemins de l'histoire, avec cette imposante biographie signée par le politologue Donald Wright de la University of New Brunswick. Il fallait une certaine dose de courage pour se lancer dans la rédaction de cette première étude exhaustive de l'une des plus grandes figures intellectuelles du Canada anglais au xx^e siècle, dont l'historiographie, limitée à quelques études parcellaires et dispersées, avait jusqu'ici surtout retenu la part controversée et anachronique de l'œuvre. Figure d'avant-scène, aux côtés d'Hilda Neatby, de W. L. Morton et de Georges Grant, d'une lignée de nationalistes « tory », antimodernes, critiques de l'américanisation et attachés à une représentation du Canada comme nation d'abord et avant tout « britannique », Creighton était, en effet, condamné à une postérité difficile dans un Canada libéral, purgé de sa vieille référence britannique puis refondé sur les valeurs du multiculturalisme, du bilinguisme et des droits individuels. Confrontant la mémoire reçue et mythifiée du personnage

à l'histoire, complexe et multiforme, de l'homme dans son milieu et dans son époque, cet ouvrage trouvera assurément bon accueil au sein de la communauté universitaire et du lectorat érudit. Non seulement décrit-il en détail la genèse et l'accouchement d'une pensée et d'une œuvre originales, mais il offre, et c'est l'une de ses plus grandes qualités, une porte d'entrée privilégiée sur l'histoire intellectuelle du Canada anglais au siècle dernier.

Déjà fort de son incontournable *The Professionalization of History in English Canada* (University of Toronto Press, 2005), Donald Wright était tout désigné pour mener à bien cette vaste entreprise, à laquelle il aura consacré plusieurs années de labeur analytique dans les écrits publics de l'historien et ses archives personnelles, conservées pour l'essentiel à Bibliothèque et Archives Canada. La recherche est aussi rehaussée d'entretiens conduits avec d'anciens collègues et certains membres de sa famille, dont sa fille, l'écrivaine canadienne Cynthia Flood. Nous sommes en présence ici d'une « biographie totale », dans laquelle sont étudiées en profondeur trois dimensions transversales de l'itinéraire de vie de Creighton ; celle, d'abord, du professeur et de l'historien, depuis les pratiques quotidiennes du métier (on retient quelques passages originaux sur les conditions d'écriture et de travail dans sa « hutte » au lac Muskoka) jusqu'aux évocations des temps forts de la vie universitaire (ses publications les plus importantes, ses grandes conférences et son empreinte à l'Université de Toronto) ; celle, ensuite, de l'homme, dans l'intimité de sa relation avec ses amis les plus chers (notamment Eugene Forsey et Harold Innis, deux proches confidents), ses collègues, ses étudiants et sa famille, en particulier sa femme, Luella, qui occupe une place centrale dans l'ouvrage ; celle, finalement, de l'intellectuel public, régulièrement appelé à intervenir dans le débat d'idées et sollicité à titre d'expert pour prendre part à divers chantiers gouvernementaux (citons la commission Rowell-Sirois, la commission Monkton et l'Ontario Advisory Committee on Confederation, au sein duquel il fut un acteur clé). Aussi, l'ouvrage met bien en évidence l'excentricité politique et intellectuelle de l'historien ; sa plume mélancolique et

pessimiste, son attachement à une conception romantique et littéraire de l'histoire, sa résistance aux dérives de la professionnalisation du métier d'historien, son tempérament bouillant et querelleur de même que sa profonde conviction nationaliste en font l'une des voix des plus singulières dans le champ intellectuel canadien.

La principale force de cet ouvrage tient à la grande dextérité avec laquelle son auteur arrive à situer Creighton et son œuvre dans un contexte plus large, lequel ne cesse d'évoluer. Car l'exceptionnalité du personnage tient peut-être, pour beaucoup, à la fréquence et à l'intensité avec laquelle il a su, tout au long de sa vie, ressentir l'âme de son pays, un peu à l'image de ces intellectuels « paratonnerres » qui, comme le chanoine Groulx pour le Canada français (la comparaison mériterait d'ailleurs d'être tentée dans une analyse plus approfondie), auront incarné à la fois la grandeur et les misères de leur société d'appartenance. Dans le récit creightonien, tout se tient en une persistante unité; la partie proprement historique s'enracine dans un pathos nationaliste qui, en retour, la nourrit. « *Writing was, for him, an act of creation, of parthenogenesis even. His books weren't external to him, they were extensions of him. They were his flesh and blood* » (p. 268).

À défaut d'une thèse structurant l'ensemble de l'étude, Wright, qui a recours à une méthode compréhensive soucieuse de rendre compte avec empathie du sens que Creighton a voulu donner à ses activités, s'attache plutôt à restituer ses assises biographiques en montrant à voir en quoi celles-ci modélisent les grandes coordonnées de l'histoire du Canada anglais. Sans céder aux écueils de l'hagiographie, l'auteur pénètre, sur un mode tantôt empathique, tantôt lyrique, tantôt tragique, le vécu et l'imaginaire de son sujet, aidé par un recours abondant aux sources, en particulier sa correspondance privée. Cette approche bienveillante ne l'empêche pas de prendre la distance critique nécessaire lorsque vient le temps de traiter des visions figées et hautement stéréotypées de l'historien, qu'il s'agisse de son traitement peu recommandable des autochtones, dépeints en éternels clandestins du grand récit national canadien; du portrait « grotesque » qu'il brosse de Louis Riel, des Métis et du soulèvement de la rivière Rouge; de sa lecture

romancée de la Confédération ; de son antisémitisme *soft* ou encore de son incapacité à véritablement comprendre le Canada français et le Québec pour lui-même, autrement que comme l'« Autre » du Canada anglais. La psychologie tourmentée et le tempérament difficile de Creighton n'échappent pas non plus au regard du biographe, qui n'hésite pas à aborder de front les sujets les plus délicats, depuis ses épisodes dépressifs jusqu'à sa relation tumultueuse avec sa fille en passant par ses désaccords intellectuels et personnels avec Frank Underhill ou encore les heures sombres et difficiles de ses années à la direction du Département d'histoire de l'Université de Toronto.

Dans l'ensemble, Wright privilégie une approche chronologique à celle d'une construction thématique. Ce découpage, joliment orchestré sous la forme des quatre saisons débutant par le printemps et s'achevant avec l'hiver, permet de mieux faire ressortir la linéarité d'une trajectoire de vie qui, riche en promesses et en accomplissements, connaîtra pourtant une fin poignante et dramatique, alors que Creighton, dépassé par les mutations du nationalisme canadien-anglais et confronté à la montée du sentiment indépendantiste québécois, assistera au spectacle accablant de sa propre désuétude vers la fin de sa vie. Tout le récit biographique va dans cette direction et donne au livre le caractère d'une tragédie en quatre actes. Si elle a l'avantage de rendre la lecture plus agréable, cette mise en récit a peut-être pour unique défaut de multiplier les répétitions dans les analyses thématiques, donnant parfois au lecteur une impression de longueur et de lenteur dans le traitement.

Faire revivre en profondeur la pensée d'un homme revient d'abord à en rejouer les premiers enracinements. C'est pourquoi Wright consacre la première partie de l'ouvrage à documenter le passé familial de Creighton (le premier chapitre établit sa généalogie d'ascendance irlandaise), sa jeunesse torontoise et sa formation collégiale et universitaire. Né en 1902 dans un milieu petit-bourgeois, d'un père prédicateur méthodiste et d'une mère dévouée à l'éducation de ses enfants, il grandit dans une famille innervée de culture britannique, où sont promues les valeurs de l'excellence et du travail bien fait. Initié très

jeune à l'amour de la littérature anglaise et à la puissance des liens politiques et culturels entre le Canada et la Grande-Bretagne, qui le marqueront durablement, son enfance est perturbée par une santé chancelante qui vient déjà assombrir son monde. S'il eût été souhaitable que l'auteur exploite davantage le filon religieux très présent dans l'atmosphère de cette première jeunesse, Wright n'en tire pas moins certaines intuitions sur les liens entre le méthodisme hérité du XIX^e siècle et le tempérament passionné de Creighton (p. 63) ou encore son écriture prosélyte de l'histoire (p. 170). L'élément le plus intéressant de cette première partie reste sans doute la description minutieuse de la formation du grand historien, qui s'ouvre sur ses années de collège à Toronto et sa venue progressive à l'histoire, sous l'influence de John Bartlet Brebner, de Humprey Hume Wrong et de George Malcom Smith. Trop jeune pour être conscrit, Creighton va poursuivre une brillante scolarité avec un intérêt particulier pour l'étude de la Révolution française, une période qui le fascine, mais dont la radicalité des idées confirme très tôt chez lui l'importance et la valeur du conservatisme philosophique, sensibilité qui modèlera à la fois sa pensée et son approche à l'histoire canadienne par la suite. À l'image de plusieurs intellectuels canadiens-anglais de sa génération, il poursuit une formation supérieure à Oxford durant les années 1920, formation décisive à plusieurs égards dans la genèse de son nationalisme qui allie, dans un syncrétisme complexe, canadienité et britannicité. S'ensuivent d'intéressantes pages sur son séjour d'études doctorales à la Sorbonne, où il devait étudier sous la direction d'Albert Mathiez, grand spécialiste de la Révolution française. Séjour écourté toutefois, faute d'argent, qui l'oblige à rentrer au Canada et à renoncer à l'histoire européenne. C'est donc un peu par dépit que l'historien s'orientera en histoire canadienne.

Les deuxième et troisième parties de l'ouvrage sont consacrées aux années où Creighton donnera sa pleine mesure comme historien du Canada, soit entre la fin des années 1920 et le milieu des années 1960. Le lecteur appréciera tout particulièrement les détails entourant la genèse intellectuelle de la célèbre thèse laurentienne, dont Wright

démêle l'écheveau des influences contextuelles et historiographiques et expose son déploiement dans *L'empire commercial du Saint-Laurent*, ouvrage qui consacrera Creighton comme l'un des historiens les plus en vue de sa génération. Cette thèse novatrice, qui postule une adéquation profonde entre l'émergence de la nation canadienne et la réalité de sa géographie, plus particulièrement le système du fleuve Saint-Laurent, fait figure de matrice dans l'œuvre de l'historien, qui y puise sa substantifique moelle. Car le mythe national du Saint-Laurent, que Creighton popularisera dans l'imaginaire canadien-anglais, allait aussi devoir trouver son héros. L'historien optera pour John A. Macdonald, premier ministre du Canada de 1867 à 1873, à qui il consacrera une somme biographique, de facture narrative et très romantique, parue en deux volumes au début des années 1950. *The Young Politician* et *The Old Chieftain* restent, encore à ce jour, parmi les plus grands classiques de l'historiographie canadienne en même temps qu'une fenêtre ouverte sur la pensée et le positionnement idéologique de son auteur. En effet, de dire Wright, « *He wasn't just writing a biography of John A. Macdonald. He was writing his country's reason for being* » (p. 195).

Rongé par la crise nationale des années 1960, le fil d'Ariane de l'œuvre n'est pourtant pas totalement rompu lorsque Creighton fait paraître, en pleine commission Laurendeau-Dunton, *The Road to Confederation*. L'ouvrage est travaillé par les doutes de son auteur, désarmé face à la réinvention du Canada anglais et l'émergence du néonationalisme québécois. Encore profondément attaché à une conception traditionnelle de la nation canadienne (britannique, anti-américaine et Ontario-centrée), Creighton se lancera, en fin de carrière, dans une croisade contre le biculturalisme et le bilinguisme. Il prendra aussi à partie Louis St-Laurent et Lester B. Pearson, qu'il accusera d'avoir rejeté l'héritage britannique du Canada et dévoyé le projet du « Dominion of the North » envisagé par Macdonald, et critiquera la « déformation libérale » de ses collègues historiens – en particulier Underhill et Lower, pour lesquels il aura des mots très durs. À tout prendre, conclut Wright dans la dernière partie de sa biographie, Creighton aura été nettement plus à l'aise dans l'horizon

dix-neuviémiste du Canada plutôt que dans le présent de son xx^e siècle. « *After all, écrit-il, the Laurentian thesis had been both a story of Canada's origins and a prophecy of its defeat. Great Britain had been too weak, the United States too strong, successive Liberal prime ministers too indifferent* » (p. 296). Difficile à habiter, ce porte-à-faux idéologique du « réactionnaire » trahit une évidente marginalisation dans le champ des idées que Creighton vivra très difficilement de l'intérieur : « *Trapped in a thesis that no longer led anywhere, and not knowing where to turn, he sank into despair* » (p. 346).

Malgré sa chute plutôt dramatique, on sort très enthousiaste de la lecture de ce livre, d'une indéniable richesse historique. Soulignons qu'il a aussi une certaine valeur initiatique pour le lecteur qui connaît peu l'histoire des idées du Canada anglais. Si la lecture d'ensemble est convaincante, on regrette seulement que Wright n'ait pas, hormis pour quelques incursions dispersées dans l'ouvrage, davantage exploré la réception des œuvres de Creighton au Canada français. Cette réception a pourtant une histoire irréductible aux critiques des historiens de l'école de Montréal, comme en témoigne par exemple l'importance que lui ont accordée les travaux de Fernand Ouellet. En terminant, un point mineur mais non moins agaçant : les quelques citations en français figurant dans l'étude comportent des erreurs d'accord qui auraient mérité soit une révision plus serrée au moment de l'édition ou la mention [*sic*], advenant qu'il s'agisse de citations transcrites littéralement.

— François-Olivier Dorais
Département des sciences humaines et sociales
Université du Québec à Chicoutimi

Gaston Miron. *Lettres, 1949-1965*, édition établie par Marioule Sainte-Marie, Montréal, Les Éditions de l'Hexagone, 2015, 595 p.

En plus d'avoir écrit une œuvre poétique majeure, Gaston Miron a joué un rôle important dans le développement de l'institution littéraire québécoise, en tant qu'animateur et éditeur. S'il a beaucoup travaillé à la mise en valeur des œuvres des autres, notamment par

son travail aux Éditions de l'Hexagone, qu'il a contribué à fonder en 1953 et à diriger par la suite, son œuvre a aussi été bien servie par plusieurs critiques. Son principal livre, *L'homme rapaillé*, est paru, en 1970, grâce au travail de Georges-André Vachon et de Jacques Brault : ils ont aidé Miron à colliger et à organiser ses poèmes et ils l'ont convaincu de les publier malgré ses réticences. En 1975, c'est à l'invitation d'Eugène Roberto que Miron publie le recueil *Courtepointes* aux Presses de l'Université d'Ottawa. Parmi les autres publications du vivant de Miron, outre *Deux sangs*, le tout premier recueil de l'Hexagone, cosigné avec Olivier Marchand en 1953, figure une première édition de sa correspondance avec Claude Haeffely, publiée en 1989 par les soins de Pierre Filion, chez Leméac, sous le titre *À bout portant*. Après sa mort, Marie-Andrée Beaudet et Pierre Nepveu ont édité des poèmes qui n'avaient pas été repris dans *L'homme rapaillé (Poèmes épars)*, l'Hexagone, 2003), des proses diverses (*Un long chemin : proses 1953-1996*, l'Hexagone, 2004) et des entretiens (*L'avenir dégagé : entretiens 1959-1993*, l'Hexagone, 2010). Voici maintenant que paraît une partie de sa correspondance, éditée par Marilou Sainte-Marie.

Il faut noter que cette correspondance n'est pas exhaustive : certaines lettres ont vraisemblablement été perdues, et l'éditrice a opéré une sélection. On peut regretter que les lettres dans lesquelles Miron commentait les manuscrits des auteurs qu'il éditait ou refusait de publier n'aient pas été retenues (à l'exception d'une belle lettre de 1958 adressée à Gilbert Langevin) ; mais ce choix, en tenant à distance le travail éditorial de Miron au profit des lettres plus personnelles, accentue la dimension intime de l'ensemble. Celui-ci est très habilement composé en six parties : « Chroniques montréalaises (1949-1951) » ; « L'engagement dans la fraternité (1952-1958) » ; « Pour la démocratisation de l'enseignement (1958) » ; « Vertical néant (1958-1959) » ; « Lettres parisiennes (1959-1961) » et « La trentaine à bride abattue (1961-1965) ». Ces parties correspondent à autant d'épisodes dans la vie de Miron. Les premières lettres, à son ami Guy Carle (et une à son frère Gilles, le cinéaste), constituent une sorte de chronique de ses apprentissages après son arrivée à Montréal. Dans la section

suiuante, les lettres éuouent les débuus du projet amical de l'Hexagone et plus largement de l'engagement à la fois littéraire et politique qui marquera toute la vie de Miron ; dans cette partie et les suivantes sont reprises les lettres à Claude Haeffely déjà publiées dans *À bout portant*. Quelques lettres, dans la courte troisième section, abordent la diffusion d'une pétition écrite par Miron, intitulée « Pour la démocratisation de l'enseignement », qui sera contresignée par plusieurs intellectuels, dont Jeanne Lapointe, professeure à l'Université Laval, à qui Miron écrit des lettres à la fois revendicatrices et amères. Déçu par le refus de certains de signer parce que la lettre aurait été mal écrite, Miron se présente à Jeanne Lapointe comme « un pauvre ignorant, inapte au langage discursif » (p. 253). Il est fascinant de voir à quel point, parallèlement, il prend de l'assurance en poésie, même s'il traverse des périodes d'abattement. À la fin des années 1950, outre les poèmes et les lettres à Haeffely, celles qu'il adresse à Rina Lasnier sont particulièrement riches : Miron y met en cause les positions politiques de la poète, mais reste admiratif à l'égard de son œuvre et tient à développer ses désaccords, qu'il présente souvent dans les termes d'un conflit de générations plus large. Les lettres de la section « Lettres parisiennes » sont écrites à l'occasion d'un séjour d'études à l'École Estienne (une école d'édition), de septembre 1959 à février 1961 : à Paris, Miron rencontre plusieurs poètes français et des membres de la revue *Esprit*. De retour à Montréal, il écrit à Haeffely qu'il éprouve un choc « effroyable, pénible » (p. 422). À plusieurs reprises, il évoque un « désarroi vis-à-vis de la déchéance ethnique canadienne-française, surtout la déchéance linguistique quasi irrécupérable » (p. 465). Le portrait qu'il faisait de lui-même dans sa lettre à Lapointe coïncide donc avec la représentation qu'il se fait du Canada français, que la distance prise à l'occasion du séjour en France semble avoir dramatisée. Malgré les difficultés – à commencer par une situation financière constamment précaire –, il continue de travailler à l'édition et à la diffusion des œuvres de l'Hexagone et il publie plusieurs premières versions de ses poèmes majeurs, dont certains fragments sont intégrés à sa correspondance.

Cette suite de lettres apparaît à certains égards comme un journal : on y trouve non seulement les rencontres, les lectures et les événements marquants, mais aussi la réflexion soutenue de Miron sur sa vie et sur son milieu, très souvent sous le mode de l'examen de conscience, comme le souligne Mariloue Sainte-Marie (p. 13). Par rapport à la biographie qu'a signée Pierre Nepveu (*Gaston Miron : la vie d'un homme*, Éditions du Boréal, 2011), les lettres restent bien entendu lacunaires, malgré la grande qualité des notes explicatives de Mariloue Sainte-Marie. À vrai dire, la lecture de ces lettres n'ajoute rien à la connaissance des réseaux d'amis québécois et français ou du fonctionnement de l'Hexagone, que Nepveu a déjà précisément décrits. Mais la « voix » de Miron reste saisissante et opère une sorte de médiation entre les événements et l'œuvre poétique : la portée existentielle des aléas d'une vie est rendue avec lyrisme, tandis que la poésie de Miron s'arrime à la tentative d'un individu de voir clair et de développer des amitiés authentiques. Les lettres les plus « écrites » et les plus intenses sont sans doute celles, déjà publiées, que Miron destinait à Haeffely. Mais l'ensemble que révèle et documente l'édition de Mariloue Sainte-Marie nous fait mieux percevoir le conflit constant entre l'opiniâtreté et le désespoir, tension qui est aussi présente dans la vie de Miron que dans son œuvre. On y voit par ailleurs, comme dans plusieurs proses et entretiens, le travail en cours sur un auto-portrait et sur la configuration du récit de sa propre vie : Miron, écrit l'éditrice, « élabore, poursuit, peaufine dans ses lettres le récit de son parcours personnel et littéraire » (p. 10).

La grande absence, dans cette édition, reste la parole des destinataires. Dans la réédition des lettres de Miron à Haeffely (*À bout portant*, Bibliothèque Québécoise, 2007), Pierre Filion a ajouté les lettres d'Haeffely, qui ne figuraient pas dans l'édition originale. La parole de Miron en est transformée : il n'est plus seulement celui qui « [s]e parle à voix basse voyageuse », comme il l'écrit dans « Monologues de l'aliénation délirante », mais aussi celui qui va vers des personnes, attend d'elles des réponses ou, du moins, des signaux. Au début, on comprend que le premier destinataire, Guy Carle, n'écrit

pas souvent et que Miron finit par se résigner à une correspondance unidirectionnelle. Mais dans certains cas, les lettres témoignent de véritables échanges. Il n'était bien sûr pas possible de retrouver toutes les lettres et il n'était sans doute pas pertinent de toutes les publier. Mais quelques exemples auraient pu figurer en annexe. Je pense notamment à la lettre de Jeanne Lapointe que Marilou Sainte-Marie cite dans l'introduction (p. 19-21) et qu'il aurait été intéressant de pouvoir lire intégralement. On se demande aussi sur quel ton et avec quels arguments Rina Lasnier répondait à son correspondant à la fois respectueux et critique, ou comment les amis, hormis Haeffely, réagissaient aux appels et aux aveux qui leur étaient adressés.

Malgré cette réserve, il faut souligner la grande qualité de l'édition de Marilou Sainte-Marie, en particulier la sobriété et la justesse de l'introduction, la netteté de la structure de l'ensemble et la pertinence des notes. Ce livre prolonge les travaux d'édition des marges de *L'homme rapaillé*, chantier qui reste inachevé : il manque encore des lettres, comme le souligne l'éditrice, et des extraits d'un carnet inédit révélés il y a quelques années (« Poussières de mots. Notes inédites », présentation de Pierre Nepveu, *Contre-jour*, n° 5, 2004) nous laissent attendre de nouveaux compléments à l'œuvre d'un homme qui aura peu publié, mais, au bout du compte, beaucoup écrit.

— François Dumont
Université Laval

Geneviève Zubrzycki. *Beheading the Saint: Nationalism, Religion, and Secularism in Quebec*, Chicago, University of Chicago Press, 2016, 224 p.

En 2010, les organisateurs de la fête nationale du Québec choisissent de faire un clin d'œil au passé. Les publicités produites dans le cadre des célébrations du 24 juin mettent en scène Jean le Baptiste, le saint patron des Canadiens français. Précurseur du Christ, jadis vénéré pour sa piété et son esprit de sacrifice, saint Jean se transforme ici en annonciateur de la fête. Tranchant radicalement avec l'image de

l'enfant accompagné d'un mouton qui clôturait jadis les défilés, le protagoniste est ici un jeune adulte habillé à la mode électro, portant lunettes à volets (*shutter shades*) et chaîne stéréo (*ghetto-blaster*) sur les épaules. Seul l'avertissement du capuchon de son blouson laisse dépasser la laine du mouton. Appuyant sur la radiocassette, il donne vie à des technocrates ternes et sans âme qui se mettent soudainement à danser. Comme quoi les célébrations modernes sont moins le symbole de la fidélité d'un peuple envers son clergé et sa religion, qu'un événement plutôt festif et populaire.

Bien qu'il ne figure pas dans l'étude de Geneviève Zubrzycki, cet exemple témoigne des transformations radicales qu'ont subies les symboles religieux et nationaux depuis le début des années 1960. Dans son ouvrage, la sociologue se penche sur le rapport complexe qu'entretiennent les Québécois avec le catholicisme par l'entremise de leur saint patron et de leur fête nationale. À l'aide d'une étude minutieuse, particulièrement celle des représentations iconographiques, de la presse écrite et des documents d'archives de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, elle rappelle l'importance du symbolisme en politique et la manière dont celui-ci participe à la construction des identités. La Révolution tranquille des années 1960 et la laïcisation grandissante de la société québécoise se sont accompagnées d'une « révolte esthétique » au cours de laquelle une nouvelle génération conteste et ébranle les représentations collectives. L'auteure souligne l'apparition d'une identité québécoise moderne, séculaire et territorialisée, tout en attirant l'attention sur le fait qu'il existe une forme de persistance des références religieuses dans l'espace public.

En plus de l'introduction (chapitre 1) et de la conclusion (chapitre 6), le livre est divisé en deux sections. La première s'attarde à la construction et à la déconstruction de l'identité canadienne-française. Ici, l'auteure illustre en quoi les fêtes du 24 juin servent à l'édification du clérical-nationalisme et des mythes nationaux du Canada français au cours du long XIX^e siècle (chapitre 2). La fête apparaît au moment où s'intensifient les luttes coloniales au temps des Révolutions atlantiques. Suivant les répressions des soulèvements

de 1837-1838 et l'adoption de l'Acte d'Union par le parlement britannique (1840), les élites politiques et religieuses francophones orchestrent une réponse soutenue aux prétentions de Londres visant à assimiler les Canadiens (comme on appelle les descendants des premiers colons français). C'est à ce moment que l'idée de tenir une célébration nationale émerge.

Organisées d'abord à Québec (1842) puis à Montréal (1843), les fêtes coïncident avec la mise sur pied d'une organisation patriotique : la Société Saint-Jean-Baptiste (ci-après SSJB). Sous les auspices de cette organisation et du clergé, le 24 juin s'institutionnalise. Dès lors, on voit apparaître le répertoire des activités qui meubleront l'événement pour le siècle à venir, dont les messes et les défilés. Figure à imiter à cause de son esprit d'apostolat, saint Jean-Baptiste est devenu l'emblème de la mission providentielle du Canada français.

Ces célébrations sont remises en cause au cours des années 1960, à la faveur du développement de l'État, de la montée du nationalisme québécois et de la laïcisation des institutions publiques (chapitre 3). Zubrzycki rappelle que la Saint-Jean sert alors de tribune pour véhiculer une critique du catholicisme et du traditionalisme. La symbolique y étant associée est attaquée de plein front par des politiciens, des commentateurs, des artistes et des intellectuels. Rejetant l'amalgame entre religion et nationalité, ils trouvent dans la représentation du saint patron un symbole de l'infantilité, de la docilité et de l'infériorité socioéconomique des Canadiens français. Ces critiques sont assez fortes pour inciter les organisateurs à adapter l'identité visuelle de la fête, allant jusqu'à retirer le mouton des parades ou encore à dépeindre saint Jean le Baptiste en homme adulte. L'auteure note d'ailleurs les débats internes qui marquent la SSJB de Montréal, qui devait trancher entre le respect des traditions et l'appel de la modernité. Le chapitre se conclut sur la manière dont les participants aux défilés et aux célébrations perçoivent ces changements, et la violence des protestations qui culminent par la décapitation de la statue du saint lors de la parade de 1969. À la suite de Zubrzycki, il importe de souligner que ces transformations arrivent au moment

où l'on débat sur la confessionnalité des SSJB et l'élargissement du membrariat à des non-catholiques. Cette discussion s'étire tout le long de la décennie et revêt d'importantes disparités régionales, certaines SSJB restant attachées à la tradition catholique tant dans leurs statuts que dans l'organisation de la fête.

La seconde partie du livre porte sur la relation complexe qu'entretiennent les Québécois francophones vis-à-vis leur passé. Selon l'auteure, les célébrations qui ont eu lieu après 1970, plutôt que d'effacer complètement les références catholiques ou canadiennes-françaises, ont matérialisé et perpétué les vives tensions entre le catholicisme et la laïcité et entre les nationalismes civique et ethnique (chapitre 4). S'opère alors un syncrétisme entre le religieux et le séculaire dans lequel les symboles sont conservés et réaménagés. L'image de René Lévesque allumant sa cigarette à partir du cierge ayant servi à embraser le feu de joie parle d'elle-même. L'auteur traite aussi brièvement de la politique publique entourant les célébrations et de la volonté du gouvernement, plus particulièrement celui du Parti québécois (1976-1985), de laïciser et de nationaliser la fête. Cette décision provoque une réponse négative de la part du réseau nationaliste, traditionnellement responsable de l'organisation de l'événement. Finalement, les nouvelles formes de célébration (pensons aux grands rassemblements populaires) et l'esthétique qui leur est accolée n'ont pas réussi totalement à faire table rase des sens et des rites du siècle passé.

La fête nationale symbolise aussi l'ambivalence des Québécois eu égard à leur propre identité. Le précurseur a été décapité, l'agneau a été sacrifié, mais la nouvelle alliance n'a pas encore été annoncée de dire Zubrzycki. D'une part, le simple fait que la fête ait conservé le nom du saint patron dans l'usage traduit une sensibilité chez les Québécois envers leurs racines canadienne-française et catholique. D'autre part, le caractère officiel, national et civique, sanctionné par l'État, témoigne du fait que les francophones ont surmonté leur statut de minoritaire au Québec.

Finalement, l'auteure s'attarde aux débats récents en matière d'immigration et de laïcité (chapitre 5). Elle revient sur les moments forts des dernières années, dont la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (2007-2008) et le projet de « Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement » (2013). En expliquant comment le religieux continue de faire partie de l'espace public, elle décortique les ramifications du catholicisme culturel à travers, entre autres, la patrimonialisation de l'univers matériel religieux. Malgré l'importance du propos pour comprendre les débats entre les tenants d'une laïcité positive ou d'une laïcité ouverte, les comparaisons avec la fête nationale s'étiolent dans ce dernier chapitre, ce qui constitue une brisure avec le reste de l'ouvrage. Il est possible que l'auteure n'ait pas eu accès aux dépôts récents du fonds du Mouvement national des Québécois, mandataire gouvernemental des célébrations depuis 1984, effectués en 2009 à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Quoi qu'il en soit, cette discontinuité dans l'étude de la fête nationale ne saurait être suffisante pour assombrir la qualité générale de l'étude.

Si l'auteure a raison de souligner l'importance numérique et symbolique des manifestations patriotiques à Québec et à Montréal, il convient de mentionner que les processus décrits dans cet ouvrage se retrouvent également chez les communautés francophones hors Québec. Nos travaux confirment que les transformations identitaires au Québec ont eu une incidence directe sur les célébrations du 24 juin et les représentations nationalitaires en Ontario français.

Tout au long du livre, les chapitres sont accompagnés d'une vignette illustrant un symbole propre au nationalisme traditionaliste canadien-français (la famille, le sol, le mouton, le drapeau). Saluons aussi le choix de l'auteure d'avoir consacré une brève section, en annexe, sur sa démarche méthodologique et ses sources.

Richement illustré, d'une plume agile et d'un propos tout en nuance, le livre de Zubrzycki se veut une contribution utile aux études

sur le nationalisme et ses rapports avec la religion. L'étude intéressera aussi les chercheurs qui étudient la mémoire, les commémorations et les fêtes nationales.

— *Marc-André Gagnon*
Wilfrid Laurier University

François Séguin. *D'obscurantisme et de lumières : la bibliothèque publique au Québec des origines au 21^e siècle*, Montréal, Hurtubise, 2016, 657 p.

On attendait depuis longtemps une synthèse sur l'histoire des bibliothèques publiques au Québec qui puisse s'imposer comme ouvrage de référence. François Séguin nous l'offre dans un livre désormais incontournable, d'une grande qualité documentaire et d'une érudition qui s'appuie assurément sur plusieurs années de recherche.

On y définit le cadre du sujet, bien limité aux « établissements qui ont contribué à un degré ou l'autre au développement de la lecture publique » (p. 14). L'auteur a donc exclu les bibliothèques d'établissements scolaire, universitaire ou professionnel, de compagnies, d'associations ou d'autres organismes. Il aurait pu faire une exception pour la Bibliothèque de la Législature, devenue la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, qui, entre 1825 et 1965, a offert un service de consultation et de prêt public gratuit, palliant la pauvreté de ressources documentaires dans la capitale.

Malgré cette remarque mineure, l'ouvrage offre un panorama complet de l'aventure souvent épique de la lecture publique au Québec depuis les origines. Après un aperçu du livre en Nouvelle-France, l'auteur traite des premières bibliothèques associatives, dites « publiques », qui inaugurent le genre après la Conquête. Il y eut d'abord la Bibliothèque de Québec, fondée par le gouverneur Haldimand en 1779, et la Bibliothèque de Montréal, fondée en 1796. Dans le contexte des révolutions américaine et française, les élites coloniales souhaitaient, par ces initiatives, orienter l'opinion publique en faveur

des politiques de la métropole. Quelques autres bibliothèques de prêt, à caractère commercial, et des cabinets de lecture sont ensuite apparus dans les villes. On pouvait y lire les gazettes et y emprunter un livre en versant un dépôt.

La révolution industrielle a joué, à son tour, un rôle dans le développement de la lecture avec l'apparition des instituts d'artisans, ou *Mechanic's Institutions*, qui permettaient à des artisans et à des ouvriers de mieux connaître les techniques nouvelles liées à leur travail et ainsi offrir une meilleure production. L'auteur explique bien le rôle qu'ont joué ces établissements, dont certains sont devenus le noyau originel de bibliothèques publiques.

Au début des années 1840, un bref vent d'espérance a soufflé sur le Bas-Canada, lors du passage du ventriloque philanthrope Alexandre Vattemare, qui prônait la création d'instituts culturels, véritables maisons de la culture, où la bibliothèque publique aurait été un élément central. Malgré l'enthousiasme du moment, l'élan s'est brisé sur la difficulté de fédérer les établissements existants autour de ce nouveau concept.

Néanmoins, l'idée a fait son chemin et, après quelques années, on a fondé les premiers Instituts canadiens à Montréal (1844) et à Québec (1848). Le premier, animé par l'esprit libéral et le désir d'émancipation culturelle, s'est vite heurté à l'autorité de l'évêque de Montréal, M^{gr} Ignace Bourget, qui souhaitait que le clergé catholique encadre et dirige ces initiatives de lectures publiques et que l'Institut se soumette au contrôle de l'Index. Il s'en est suivi un duel entre libéraux et ultramontains, lequel a marqué la vie littéraire et idéologique du Québec jusqu'à la fin du XIX^e siècle. L'Institut de Montréal a fini par succomber aux condamnations ecclésiastiques, alors que celui de Québec a survécu en se pliant à la fêrule du clergé.

Cependant, à la fin du XIX^e siècle l'alphabétisation progresse et le besoin en matière de lecture se fait sentir. En lieu et place de bibliothèques d'associations ouvertes au public ou de bibliothèques municipales, le clergé propose des bibliothèques paroissiales, entièrement sous contrôle ecclésiastique, selon le modèle de l'Œuvre des

bons livres. L'auteur souligne, avec raison, le lamentable échec de ces établissements paroissiaux, sans direction générale, sans budget assuré, sans encadrement professionnel, dont l'unique fonction était le contrôle pastoral. « La bibliothèque paroissiale, lestée d'objectifs moraux et religieux, n'a jamais cessé d'être avant tout un instrument de censure ecclésiastique et de contrôle idéologique, et partant, de résistance au pluralisme » (p. 218).

Le seul effort digne de ce nom en matière de bibliothèque cléricale fut le cas des sulpiciens à Montréal qui, après le Cabinet de lecture paroissial et le Cercle Ville-Marie, fondent en 1910 la Bibliothèque Saint-Sulpice (BSS), laquelle se voulait la première bibliothèque dédiée à la recherche de l'Amérique francophone. Son premier directeur, Ægidius Fauteux, ancien journaliste, homme de lettres et humaniste, a rassemblé à Saint-Sulpice une collection générale, littéraire et historique qui lui a permis de devenir plus tard le socle de la Bibliothèque nationale du Québec et de la Grande Bibliothèque. Après sa fermeture en 1931 en raison de la crise économique, la BSS est devenue, en 1937, une propriété de l'État québécois qui l'a rouverte en 1944. L'auteur évoque cet épisode de façon vivante et la raconte comme un feuilleton.

Ce sont les Anglo-Québécois qui ont innové du côté des bibliothèques publiques gratuites avec le Fraser Institute, qui a hérité du fonds de l'Institut canadien de Montréal, les bibliothèques de Sherbrooke, de Stanstead et de Westmount. Cette dernière a été la première bibliothèque publique municipale québécoise. L'histoire des premières bibliothèques en milieu francophone apparaît comme une véritable saga. La municipalité de Sainte-Cunégonde, près de Montréal, a eu la sienne en 1905. L'établissement d'une bibliothèque publique à Montréal relève d'un scénario de roman d'aventures que l'ouvrage raconte de manière captivante. Le combat entre l'astringent archevêque de Montréal, M^{gr} Paul Bruchési, et les éléments plus progressistes de l'époque relève d'une lutte épique que l'Église a perdue à long terme avec les avancés de la modernité du xx^e siècle.

Malheureusement, cette lutte acharnée du clergé contre les « mauvaises lectures » a imposé un retard structurel au chapitre des bibliothèques publiques, dont le Québec n'est pas encore entièrement relevé. L'Église catholique souhaitait conserver la morale de ses ouailles comme on conserve des cornichons dans le vinaigre. Livres, journaux, périodiques, imprimés divers, cinémas et bibliothèques, tout tombait sous le coup de la censure, laissant une société anémique sur le plan culturel.

Certains conservateurs, dont le premier ministre Maurice Duplessis, s'accommodaient fort bien de ce concordat avec la censure cléricale, mais les choses ont commencé à bouger après sa mort en 1959. Les premières lois encourageant la création de bibliothèques municipales ont été adoptées, et la lecture publique a trouvé sa place dans l'élaboration des premières politiques culturelles du Québec. On doit le grand tournant des réformes à Denis Vaugeois, ministre des Affaires culturelles dans le gouvernement de René Lévesque. Mais les bibliothèques ont subi le contrecoup des politiques néolibérales et leurs budgets ont été réduits, particulièrement en 1985 et en 1996, sous des gouvernements libéral et péquiste.

Le Québec a progressé en matière de bibliothèques publiques depuis cinquante ans, mais n'a pas encore comblé son grand retard historique. Longtemps vue comme un danger moral, la lecture est aujourd'hui un facteur d'intégration, d'ouverture, d'éducation et d'évasion. Les nouvelles technologies n'ont pas diminué l'intérêt du public; elles ont simplement ajouté à l'offre culturelle, et la bibliothèque publique apparaît de plus en plus comme une nouvelle agora, un espace de vie, un lieu de rencontre et de détente.

Il faut souligner la qualité de l'écriture de ce livre. Tous ceux qui veulent découvrir la longue et difficile histoire des bibliothèques publiques québécoises y prendront un grand plaisir. L'ouvrage aurait cependant mérité de son éditeur un meilleur traitement de l'iconographie. Les illustrations, au demeurant pertinentes et bien choisies, sont souvent d'un format trop petit, et les reproductions manquent un peu de contraste. Une meilleure mise en valeur des illustrations



aurait ajouté un intérêt à la lecture de l'ouvrage, surtout pour ceux qui connaissent moins l'histoire du livre et des bibliothèques au Québec.

Avec une remarquable bibliographie de 22 pages, incluant des sources et des études, et un index fort utile, l'auteur fait plus que rassembler la documentation sur le sujet, il y ajoute de nouvelles informations qui mettent à jour le connu et enrichissent l'historiographie des bibliothèques. Dans *Le Devoir* du 6 décembre 2016, François Séguin déclarait s'honorer de son titre de bibliothécaire. La contribution qu'il offre à nos connaissances sur l'histoire des bibliothèques contribue assurément à donner à ce titre toute la noblesse qui lui revient.

— Gilles Gallichan
Bibliothécaire et historien

Karim Larose et Frédéric Rondeau (dir.). *La contre-culture au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 524 p.

Avec ce premier collectif scientifique sur la contre-culture au Québec, on concrétise l'existence d'un champ de recherche multidisciplinaire. Les quinze chapitres couvrent large; les auteurs se sont intéressés à la musique, au cinéma, au théâtre, à la poésie, à la bande dessinée, aux arts visuels et aux discours comparés avec d'autres militantismes, en l'occurrence, féministe et homosexuel. On concrétise ainsi un effort de diversification des objets, ce qui permet de mieux saisir l'ampleur et la complexité d'un mouvement dont on avait surtout retracé les racines philosophiques et historiques puis qu'on avait analysé sous l'angle politique¹. Plusieurs auteurs proposent un retour

¹ Theodore Roszak, *Vers une contre-culture : réflexions sur la société technocratique et l'opposition de la jeunesse*, traduit par Claude Elsen, Paris, Stock, 1970; Gaétan Rochon, *Politique et contre-culture : essai d'analyse interprétative*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1979; Jules Duchastel, « La contre-culture, une idéologie de l'apolitisme », dans Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, *La transformation du pouvoir au Québec : actes du colloque de l'ACSALE* Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 253-264.



sur les premières études portant sur le mouvement, posées en jalons du champ de recherche, à la lumière de nouvelles conclusions et de nouveaux questionnements.

Le collectif concrétise un objectif important : clarifier l'abrasif discours contre-culturel jusqu'alors marginalisé et affirmer sa pertinence sur le plan historique et historiographique. Il y arrive par l'analyse complète et profonde d'un nombre limité d'œuvres et la mise en lumière de la globalité du raisonnement de quelques acteurs clés de la mouvance. Les textes abordent les œuvres d'auteurs-es – Denis Vanier, Josée Yvon, Patrick Straram, Louis Geoffroy, Paul Chamberland, Raoul Duguay, Jean Basile, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre Léger –, de l'artiste visuel Jean-Paul Mousseau, des musiciens du Quatuor de jazz libre du Québec et de ceux fréquentant le centre d'essai Le Conventum, des cinéastes Pierre Harel, Serge et Jean Gagné, des bédéistes Pierre Dupras, André Philibert et ceux du groupe Chiendent, des troupes de théâtre Euh!, du Grand Cirque Ordinaire et du Théâtre du Même Nom. Dans son ensemble, le volume donne à voir une formidable diversité artistique et une polyvalence des acteurs de la contre-culture, lesquelles rendent ce livre presque incontournable pour quiconque travaillera sur les transformations de la culture et de la société dans les années 1960 et 1970 au Québec.

L'ouvrage réussit donc à circonscrire la contre-culture comme objet de recherche en réunissant des chercheurs de tous les milieux qui travaillent selon des approches et des cadres théoriques divers. Il ne remplace pas, cependant, une synthèse comme celle d'Andrée Fortin et Jean-Philippe Warren², puisqu'il n'est pas traversé par un fil conducteur liant l'ensemble des manifestations du mouvement. La redéfinition du concept de contre-culture s'en retrouve alors morcelée, impression accentuée par l'absence de conclusion. Pour ces raisons, le livre semble bien peu correspondre à un ouvrage d'introduction à la contre-culture, mais il peut s'adresser autant aux

² *Pratiques et discours de la contreculture au Québec*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015.

lecteurs voulant approfondir leur compréhension de l'objet qu'aux curieux intéressés par une discipline artistique ou une approche particulière. Un index, une chronologie et une bibliographie très complète renforcent sa fonction de tremplin pour de plus amples recherches dans le domaine. Il est bien sûr possible d'y repérer quelques lignes de force qui s'insèrent dans un nouveau récit historique de la contre-culture québécoise.

Une des forces de l'ouvrage est de montrer comment la « mouvance » contre-culturelle a investi la vie artistique et sociale de façon complètement renouvelée, grâce à une liberté créatrice sans bornes, dont l'improvisation collective est un aspect crucial. Plus aucun champ de création n'est désormais à l'abri d'un renouvellement complet des pratiques et des cadres : le Quatuor de jazz libre du Québec et son improvisation destructrice et militante dont traite Éric Fillion ; la musique contemporaine *underground* des futurs « actualistes », dont le réseau est retracé par Marie-Thérèse Lefebvre ; les troupes de théâtre antihiérarchiques, abolissant les décors et mélangeant le cirque à la musique et à l'improvisation, analysées par Jean-Marc Larrue ; Pierre Harel et ses films volontairement décousus et grotesques, dont les scénarios minimalistes laissent une grande place à la créativité de l'acteur, selon Sacha Lebel et Germain Lacasse. Alors que Robert Schwartzwald montre comment certains membres du Front de libération homosexuel (FLH) repensent le vivre-ensemble de la collectivité, Marie-Andrée Bergeron revisite le discours de la revue *Mainmise*, qui propose une libération de la société patriarcale, où les relations amoureuses sont tributaires de l'égalité des sexes et où de nouvelles formes d'union sont explorées, par exemple le mariage de groupe. Bref, rien ne semble impossible, et c'est pourquoi la contre-culture est un phénomène « protéiforme », selon l'expression de Simon-Pierre Labelle-Hogue, et tend vers la multiplicité des démarches.

Dans cette effervescence exploratoire, plusieurs démarches témoignent d'une volonté de partager une puissante expérience avec leur public. L'art doit pouvoir solliciter le potentiel artistique de tout un chacun par la participation à l'œuvre et à la prise de risque, selon

certaines acteurs. En démocratisant la création, on pense libérer les consciences du plus grand nombre. Dans le chapitre cinq, de Marc-André Robert, on voit comment le collage cinématographique *Une semaine dans la vie de camarades* des frères Gagné juxtapose des « travailleurs culturels » de chaque région du Québec à des « contre-culturistes » rassemblés à Montréal pour la semaine de la contre-culture en 1975. On souhaite alors mettre sur un pied d'égalité le travail culturel des uns et des autres dans une logique de réappropriation de la culture à l'encontre des pouvoirs qui l'instrumentalisent. Même son de cloche chez Jean-Paul Mousseau, issu du mouvement des Automatistes; Anithe de Carvalho nous montre comment il transforme une discothèque en une œuvre d'art qui favorise l'expression et le jeu des clients. Sébastien Dulude souligne habilement comment Denis Vanier souhaite provoquer une réaction chez son lecteur en le forçant à se rapprocher d'images pornographiques afin de déchiffrer les caractères imprimés sur ces mêmes images. Par ces opérations qui redéfinissent leur rapport au public, les artistes déconstruisent les espaces traditionnels de la consommation culturelle tels que la scène, le musée ou le livre de poésie.

On ne peut que constater la puissante charge de la contre-culture contre un lourd héritage social et culturel, la normalisation et le conformisme institués par les élites traditionnelles sur les membres de la société. En musique populaire, objet d'étude de Jean-Pierre Sirois-Trahan, le mouvement Ti-Pop a tôt fait de désacraliser les différents symboles, rituels et vocables associés à l'autorité cléricale dans l'imaginaire. Au Théâtre Euh! et au Grand Cirque Ordinaire, les autorités morales de la cellule familiale et de la politique traditionnelle sont discréditées par leurs représentations sous forme de caricatures écrasantes. Dans le film *Bulldozer*, Pierre Harel obtient un effet similaire par le grotesque, en montrant une famille complètement dysfonctionnelle et miséreuse. La critique y a vu la misère du peuple tout entier. Valérie Mailhot, grâce à un cadre théorique foucauldien, voit la poète Josée Yvon se révolter contre les pouvoirs normatifs sur le plan des identités et des comportements sexuels.

Cette révolte s'exprime par un langage cru et vulgaire, une sexualité débridée et l'usage de drogues. Une volonté de choquer le bien-pensant traverse souvent les démarches contre-culturelles, opérant des « formes de mises à distance des pouvoirs normatifs ».

Les différents auteurs ont aussi réfléchi à l'apolitisme de la contre-culture, formulé par Jules Duchastel en 1979. L'apparente contradiction entre cet apolitisme et les revendications indépendantistes font l'objet de discussions dans quelques textes. La libération de la collectivité québécoise facilite la libération des consciences individuelles pour le Jazz libre, les frères Gagné ou le bédéiste Pierre Dupras, dont nous entretient Camille St-Cerny Gosselin. Pour Victor-Lévy Beaulieu, dont le discours a été analysé par Frédéric Rondeau, ou pour les artisans de *Ossidcho*, devenir authentiquement Québécois, c'est nommer la colonisation d'un peuple pour mieux renaître comme individus libres. Au Front de libération homosexuel aussi, un certain militantisme contre la discrimination côtoie des idéaux communautaires et de libération individuelle. Pour la majorité des auteurs, il faut cependant voir l'engagement politique des acteurs de la contre-culture au sens large. Ainsi, la résistance face à la récupération de plusieurs auteurs ou la charge d'Yvon contre « les discours organisés en lieux de pouvoir » en sont des exemples.

Au-delà de ces éléments de définition partagés par les auteurs, chacun a décortiqué de manière fine et précise des thèmes nouveaux et d'autres plus récurrents de la contre-culture. Par exemple, l'exploration de la sexualité dans quatre chapitres différents apporte un éclairage multidirectionnel : d'une part, Bergeron souligne la distance, voire l'ignorance de certains auteurs de *Mainmise* face aux analyses féministes, alors que l'aspect spirituel de la sexualité est exploré différemment selon les poètes Straram et Geoffroy (?), étudiés par Labelle-Hogue. Le premier renaît dans l'acte sexuel alors que le second l'associe au voyage dans un autre état de conscience après une mort symbolique. L'étude de Josée Yvon, par Mailhot, montre avec grande habileté comment la vitalité et l'exhibition des désirs deviennent une offensive aux identités sexuées normatives.

Parmi les trois chapitres portant sur la musique, celui de Sirois-Trahan couvre un éventail d'artistes extrêmement vaste, équivalent à un survol de l'évolution du rock au Québec. Par son côté encyclopédique, ce texte synthèse évacue toute analyse de fond des questions qu'il soulève sur la critique sociale et culturelle des artistes évoqués, ainsi que sur les conditions matérielles et sociales de l'émergence et de la propagation de la contre-culture musicale auprès des adeptes. Cependant, les études sont bien documentées en ce qui concerne les musiques *free jazz* et *underground*, respectivement dans les textes de Fillion et Lefebvre.

L'ouvrage dans son ensemble est hautement instructif et agréable à lire. L'objectif de donner corps et appui à un concept, celui de la contre-culture, faisant l'objet de clichés tenaces et de nostalgie confondante, est grandement réussi. La lecture de chacun des chapitres apporte une lumière sur la période qui est enrichie de noms de personnes, de groupes, de lieux et d'événements qui ne sombreront plus jamais dans l'oubli.

— Alex Giroux

*Titulaire d'une maîtrise en histoire
Université du Québec à Montréal*

Matthew Hayday et Raymond B. Blake (dir.). *Celebrating Canada, t. 1 : Holidays, National Days, and the Crafting of Identities*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 450 p.

Les célébrations commémoratives sont des expressions symboliques du pouvoir religieux ou civil. Elles le légitiment de manière cyclique et codée, contribuant à la formation d'identités sociales. Pour la science historique, elles sont révélatrices des intentions et des stratégies des pouvoirs qui les orchestrent, ainsi que de leur influence sur le public. Coïncidant avec le 150^e anniversaire de la fédération, l'ouvrage collectif dirigé par Matthew Hayday et Raymond Blake offre un regard opportuniste sur la commémoration au Canada. Les

auteurs entreprennent d'examiner la manière dont la population a observé les congés et les fêtes, cherchant à décrire les fondements et les transformations d'une identité « nationale », à laquelle se greffent des identités locales, communautaires ou provinciales (p. 13). « Les années 1840 » (« *the 1840s* ») servent de point de départ temporel à l'analyse des représentations, mais ce choix est cependant inexplicable. Il n'est pourtant pas anodin, puisque c'est le début du régime de l'Union, qui, dans la philosophie de l'histoire *whig*, ouvre la voie à la constitution de 1867.

Les chapitres sont regroupés dans une triple logique : spatiale, temporelle et thématique. Les deux premiers traitent surtout de la dimension religieuse. Gillian I. Leitch explique la teneur des processions des communautés ethniques anglo-saxonnes qui sillonnent Montréal lors de leur fête patronale respective, de 1840 à 1880. Grâce à un pacte tacite de non-agression religieuse, la symbolique, l'ordonnement et le parcours de ces cortèges permettent aux communautés de revendiquer tour à tour une place dans l'espace public. Traitant pour sa part de la célébration de la *Thanksgiving* protestante en Ontario, Peter A. Stevens révèle les subtilités et les variations d'une identité religieuse associée à l'impérialisme (au sens canadien du terme) et à sa perte de vitesse dans les mentalités.

Les quatre chapitres suivants parlent d'une fête proprement impériale, *Victoria Day*. Chris Tait rapporte les tractations et les tergiversations qui ont conduit Wilfrid Laurier à instaurer une « fête de la Reine » fédérale en 1901. Marcel Martel, Allison Marie Ward, Joel Belliveau et Brittney Anne Bos expliquent la genèse de l'*Empire Day*, qui n'est pas à proprement parler une célébration, mais une journée d'activités scolaires jumelée au *Victoria Day* en Ontario pour promouvoir les valeurs britanniques. Celle-ci a été imitée dans quelques autres provinces anglaises. Au Québec, d'après Martel et Belliveau, l'*Empire Day* aurait inspiré la célébration de la bataille du Long-Sault (la fête de Dollard). Cette interprétation est discutable. S'il est exact que la presse a sobrement rapporté les activités du *Victoria/Empire Day* jusqu'à la crise de la conscription en 1917, et

que la célébration de la fête de Dollard a été conçue pour contrecarrer la version impériale de l'histoire, cette commémoration est tout de même apparue *sui generis*, sous l'impulsion d'un mouvement nationaliste qui se situait en marge et parfois en opposition aux institutions d'enseignement. À l'origine, en 1910, la coïncidence de la fête de Dollard avec le *Victoria Day* a été circonstancielle et, si on lui cherche une parenté de signification hors de la francophonie, il serait plus pertinent de la comparer au *Día de la Raza* (jour de la Race), instauré à la même époque en Amérique latine et en Espagne.

Pour leur part, Bos et Ward abordent la réception de l'*Empire Day* chez les immigrants de Hamilton, la ville où cette célébration a été conçue. Les transformations sociopolitiques et démographiques, montrent les deux chercheuses, ont contribué à modifier les thèmes sur lesquels reposaient les activités proposées. Le « *britishness* » est très longtemps resté le point de référence des valeurs canadiennes, puis on est progressivement passé, au cours de la décennie 1950, à une conception plus citoyenne de l'adhésion à une vision commune. À cette date, l'Empire avait vécu.

Dans un pays aux populations et aux identités aussi diversifiées qu'est le Canada, il est d'ailleurs difficile de trouver un moment de célébration consensuel. Le jour de l'Armistice, devenu jour du Souvenir, aurait pu en être un. Teresa Iacobelli montre comment sa signification s'est modifiée à mesure qu'on s'éloignait de la Grande Guerre et de ses symboles. Aujourd'hui, le niveau d'attention que lui donnent les gouvernements dépend de l'ordre du jour partisan. Le pouvoir s'est tourné, en fait, du côté du *Dominion Day* pour donner un sens à la « *canadianness* ». Là non plus, l'implantation de cette célébration n'allait pas de soi. En Colombie-Britannique, le vécu de la « frontière », les traditions locales, les lectures politiciennes et l'influence du 4-Juillet américain, écrit Forrest D. Pass, font en sorte que l'identité nationale ne s'est consolidée qu'à travers des identités régionales fortes. Dans son article sur la célébration du *Dominion Day* au Royaume-Uni de 1900 à 1919, Mike Benbough-Jackson révèle les manifestations d'une identité canadienne assez peu con-

cluante. La contribution de Lianbi Zhu et de Timothy Bancroft sur la contre-célébration chinoise du *Dominion Day*, baptisée *Humiliation Day*, rappelle que les célébrations officielles laissent dans l'ombre les politiques sordides des gouvernements qui les organisent. La communauté chinoise a su, en son temps, rappeler les discriminations raciales intolérables qu'elle a subies de la part des pouvoirs.

La mémoire publique du *Dominion* n'a pas disparu sans résistance, montre Matthew Hayday. Après la Seconde Guerre mondiale, la culture a été prise en charge par le gouvernement fédéral dans le but de construire un paradigme identitaire plus canadien que britannique, autrement dit, de pratiquer le « *nation building* ». La célébration du 1^{er}-Juillet a été un pivot dans cette opération. En 1983, après des années d'efforts et à l'aide de quelques manœuvres douteuses, la vision du Canada de Pierre Elliott Trudeau l'a emporté, et le *Canada Day* a officiellement remplacé le *Dominion Day*, tel que l'expliquent Raymond B. Blake et Bailey Antonishyn. Dans les autres colonies de peuplement du Commonwealth – en Australie, en Nouvelle-Zélande et, oui, même dans l'éphémère Rhodésie raciste d'Ian Smith – un processus similaire a vu le jour, analysé ici par Stuart Ward.

D'autres fêtes nationales ont précédé ou se sont construites à la marge de celle du Canada. Le 24-Juin au Québec et le 15-Août en Acadie sont tour à tour étudiés par Marc-André Gagnon et par Michael Poplyanski, au moment de leur redéfinition radicale, dans les années 1970. En dernier lieu, Richard Nimijean et L. Pauline Rankin creusent le cas de l'unifolié canadien, adopté en 1965. Les auteurs jugent qu'on a fait la promotion de cet emblème comme s'il s'était agi d'une marque de commerce politique. Le « scandale des commandites » en a révélé l'exploitation frauduleuse par les amis du régime.

Dans l'ensemble, le livre présente les commémorations à l'aide de méthodes éprouvées. Le recours systématique à des journaux d'époque et à des archives administratives est une de ses principales qualités. Il y a sans doute un effet tautologique lorsqu'on décrit, à l'aide de sources officielles, des fêtes fortement bureaucratisées, mais

il est clair que la prise en charge des célébrations par les gouvernements vise à orienter la mémoire publique. Par contre, le livre contient trop peu de témoignages personnels ou de sources non traditionnelles, telles que de la correspondance privée, des œuvres littéraires ou des analyses de monuments. Le phénomène de la patrimonialisation, qui est pourtant une partie prenante de la construction d'une mémoire nationale, est également escamoté.

Plus fondamentalement, cet ouvrage soulève un questionnement sur l'état de l'histoire de la mémoire publique au Canada anglophone. Sur la théorie de l'histoire des représentations, il est inspiré par quelques modèles bien établis. Les écrits d'Eric Hobsbawm et de Terence Ranger sur l'invention des traditions, de Benedict Anderson sur l'imaginaire national, de Michael E. Geisler sur les symboles nationaux et de José Igartua sur l'identité canadienne-anglaise comptent parmi les plus souvent mentionnés. Mais n'y a-t-il pas, de par le vaste monde, d'autres théories ou modèles pour expliquer les rapports entre l'identité, la mémoire et l'histoire nationales? Surtout, il devrait y avoir assez de place, dans un livre de 450 pages qui porte sur moins de 180 ans d'histoire d'un pays à la population clairsemée, pour en couvrir les principales composantes; on constate, au contraire, la présence de trous béants. La représentation des Autochtones est presque totalement absente. Aucune étude spécifique ne couvre les trois provinces des Prairies ni les quatre provinces de l'Atlantique. Pour les comparaisons « internationales », on reste dans le cercle des pays à majorité blanche du Commonwealth. Les francophones n'ont apparemment pas de rôle propre dans les célébrations canadiennes, mais seulement dans celles de leur propre nationalité, ni de lien avec la francophonie mondiale. On a récemment observé des angles morts de même nature dans l'œuvre de vulgarisation historique intitulée *The Story of Us*, diffusée au printemps 2017 par la Canadian Broadcasting Corporation pour souligner les 150 ans de la fédération. Tous ces oublis et faux pas révèlent le tropisme de la mémoire canadienne, imprégné de la nostalgie de l'Empire britannique au point que même le discours savant sur le discours commémoratif en reproduit les

travers. Il y aura un deuxième tome à *Celebrating Canada*. Espérons qu'il corrigera l'image problématique laissée par le premier.

— *Patrice Groulx*
Université Laval

Yvan Lamonde. *Fais ce que dois, advienne que pourra : Papineau et l'idée de nationalité*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 240 p.

Dans une prose limpide et une structure synthétique, l'historien Yvan Lamonde offre, avec cet ouvrage, une excellente entrée en matière à quiconque souhaite découvrir et comprendre la pensée politique de Louis-Joseph Papineau, de même que les choix de ce dernier tout au long de son parcours professionnel. Dans *Fais ce que dois, advienne que pourra : Papineau et l'idée de nationalité*, Lamonde expose le contexte dans lequel la position constitutionnelle du chef du mouvement patriote évoluera au fil des ans sur des questions clés telles que l'émancipation, la séparation et l'indépendance. « Jusqu'où Papineau est-il allé dans la formulation de sa conviction » de leur nécessité pour le Bas-Canada? (p. 10) De manière fort pertinente, l'incidence inéluctable de la conjoncture tant dans la formation d'une pensée politique que dans la mise en place d'une action politique elle-même est constamment réitérée dans cet ouvrage. Ainsi, Yvan Lamonde présente une conception de la nationalité chez Papineau marquée par l'américanité, par un certain type de républicanisme qui en découlera, puis, enfin, par la contingence du colonialisme britannique. En exergue est proposé un bel instantané du personnage qu'était Louis-Joseph Papineau, des principes qui allaient nourrir ses objectifs et sur lesquels son action allait s'appuyer de 1808 à 1871. En plus de la devise du grand parlementaire qui sert de titre au présent livre, un extrait d'une lettre rédigée en février 1839 et destinée à l'abbé Étienne Chartier constituent ce portrait : « [...] j'ai tâché de le servir [le pays], au degré et par les voies qui me paraissaient possibles [...]. Mon jugement et ma conscience seront toujours mes premiers conseillers. »

L'analyse s'appuie essentiellement sur trois types de sources : la correspondance expédiée de Papineau, ses interventions publiques (notamment ses discours à la Chambre et lors des assemblées publiques de 1837), puis ses mises en récit de l'expérience bas-canadienne (*Histoire de la résistance du Canada au gouvernement anglais*, [1839], et *Cette fatale Union : adresses, discours et manifestes [1847-1848]*). Les versions électroniques de ces documents ont été interrogées à l'aide de 24 mots clés et selon la méthode d'analyse du discours politique développée par les historiens Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen à la fin des années 1980.

L'ouvrage, divisé en sept chapitres, couvre la période 1808-1871. Cinq chapitres font état à proprement dit de l'histoire constitutionnelle bas-canadienne, en présentant de manière efficace le statut et le rôle de Papineau à chacune des étapes présentées. La subdivision chronologique choisie (1808-1823 ; 1824-décembre 1837 ; décembre 1837-1845 ; 1840-1845 ; 1845-1871) illustre parfaitement à la fois les fameuses « contingences du colonialisme » venues du double front que constituaient Londres et l'administration locale, puis l'évolution du parcours idéologique et politique du chef patriote dans la colonie et en exil. À l'intérieur de cette subdivision, les personnages clés et les rouages du système politique bas-canadien sous le Régime britannique sont bien définis. Les deux derniers chapitres présentent une réflexion sur la notion de nationalité chez Papineau et illustrent la place occupée par la référence états-unienne dans la pensée et l'action de ce dernier.

Le chapitre 1, « La voie de la représentation démocratique (1808-1823) », est consacré à la présentation de Papineau. Ses origines familiales, sociales, sa formation et son entrée précoce à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. Lamonde retrace le cadre à l'intérieur duquel se définit le britannisme de celui qui sera l'orateur de la Chambre d'assemblée de façon quasi ininterrompue de 1815 à 1837. La Constitution de 1791 concède des droits aux Canadiens à titre de sujets britanniques et reconnaît une assemblée élective, véritable moyen de résistance des députés libéraux et patriotes contre une

administration qui favorise « les intérêts des tories de la colonie » (p. 18). Cependant, les écueils que rencontrera la majorité de l'Assemblée, puis l'élaboration à Londres, en 1822, d'un projet d'Union du Haut et du Bas-Canada feront en sorte que, pour Papineau, « les choses ne seront jamais plus les mêmes après 1822 » (p. 21).

À la suite de ses séjours en Angleterre, en France et aux États-Unis en 1823, Papineau voit ses opinions politiques ancrées de manière de plus en plus décisive du côté américain. C'est l'état de la société qui l'intéresse; il déplore notamment que les différences sociales soient marquées en France et en Angleterre et que l'influence de l'Église se manifeste encore dans la sphère publique (p. 39-43).

Dans le deuxième chapitre, il est question de la nécessité d'obtenir un Conseil législatif « tiré du peuple » (1824-décembre 1837). Papineau, qui verra au cours de sa carrière se succéder huit gouverneurs et qui vivra trois prorogations de la Chambre (sous Dalhousie en mars 1827, sous Aylmer en mars 1834, sous Gosford en mars 1836) en moins de dix ans, a très tôt saisi qu'il fallait mettre fin à la « tyrannie organisée » (p. 50). Pour ce faire, l'une des réformes essentielles consistait à soumettre la sélection des membres du Conseil législatif au choix populaire. Lamonde fait d'ailleurs état de « l'escalade dans les déceptions » de Papineau entre 1823 et 1834, notamment face au « vice essentiel du régime colonial », c'est-à-dire le patronage, ce qui mènera le chef patriote vers un « positionnement démocratique et républicain » (p. 55, 56, 58, 66).

Yvan Lamonde montre qu'à compter de 1834, les références aux termes « nationalité » et « nation » seront plus fréquentes dans le discours de Papineau. Ce dernier est déterminé à faire échec à la politique métropolitaine de « diviser pour régner », qui exacerbe les antipathies nationales. Dans le modèle anticolonial que Papineau veut développer, il s'inspire de la pensée de Thomas Paine – dont sa célèbre formule : « Nulle nation n'en peut commander une autre » (p. 78) – et insiste sur le fait que seule la souveraineté du peuple est source de pouvoir (p. 71).

Le troisième chapitre, intitulé « Désaccord sur la frontière états-unienne, indifférence dans la métropole française (décembre 1837-1845) », porte sur l'exil de Papineau. Il y est question, entre autres, de la correspondance de Papineau avec le célèbre historien George Bancroft, dans laquelle le Bas-Canadien explique à l'Américain le contexte du soulèvement de 1837 et lui demande conseil pour la suite des choses. Lamonde fait également état de la réunion des patriotes exilés en janvier 1838 à Middlebury, de la correspondance « du chef » avec divers personnages clés en France et en Angleterre en vue d'obtenir des appuis pour une éventuelle résistance armée. Le contexte international de la fin des années 1830 n'est pas celui du dernier quart du XVIII^e siècle : il faut préserver la balance du pouvoir politique entre les grandes puissances européennes et les États-Unis, et ainsi un contexte de paix. Les appuis ne viendront pas.

Dans le quatrième chapitre, « L'Union et le gouvernement responsable vus de Paris (1840-1845) », Lamonde montre l'influence de l'exil de Papineau en France sur sa réflexion à propos de la nationalité. Les questions politiques et constitutionnelles qui animaient le Bas-Canada d'alors, telles que la disparition de la représentation proportionnelle et l'octroi d'un gouvernement dit « responsable », marqueront de façon définitive les positions de Papineau. Élément incontournable, l'auteur approfondit ici la notion de responsabilité législative, qu'il avait d'abord exposée dans *Papineau : erreur sur la personne* (avec Jonathan Livernois, Éditions du Boréal, 2012).

Le chapitre 5, « Face à l'hiver de l'isolement britannique, l'émancipation continentale (1845-1871) », fait état de la dernière étape de l'engagement politique du grand patriote. Les années 1848 et 1849 sont décisives. En 1848, Papineau, de retour sur la scène parlementaire, dénoncera l'Union et continuera de propager l'idée qu'il faut conjuguer républicanisme et nationalité. Pour ce faire, il est impératif de reconnaître les mêmes droits (civils, religieux, politiques) à « tous les hommes, sans distinction, de leur culte, ni du pays de leur naissance » (p. 139). L'année 1849 sera celle de la marginalisation du grand parlementaire et de sa prise de position pour l'annexion aux États-Unis.

L'avant-dernier chapitre intitulé « Papineau et l'idée de nationalité » fait la genèse de ce que le célèbre parlementaire bas-canadien « a pu faire » à propos de l'émancipation, de la séparation et de l'indépendance du Bas-Canada. Lamonde rappelle les différentes fractures qui ont, entre 1823 et 1871, conduit à l'idée d'une « souveraineté possible » à l'intérieur d'un fédéralisme américain (p. 186, 196). Cette posture politique serait « inévitablement un révélateur du type de colonialisme pratiqué par l'Angleterre au XIX^e siècle » (p. 194).

Le dernier chapitre, « La référence à Jefferson et la culture états-unienne de Papineau », constitue un rappel des moments clés dans l'évolution du « credo politique » du chef patriote vers son adhésion à la pensée républicaine américaine par l'entremise des actions des Washington, Jefferson et Jackson.

Yvan Lamonde souhaitait dissiper le nuage de brume qui recouvre, encore aujourd'hui, la mémoire de Papineau (p. 9). Le pari est gagné. Il a notamment fait deux mises au point fondamentales : il a expliqué et remis en contexte la conception de la nationalité du chef patriote, puis sa définition de la responsabilité législative en régime démocratique. À la lumière de l'historiographie récente, il était primordial de remettre les pendules à l'heure.

— Julie Guyot

Département d'histoire
Cégep Édouard-Montpetit

Serge Dupuis. *Plus peur de l'hiver que du Diable : une histoire des Canadiens français en Floride, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2016, 188 p.*

Les différents aspects de la grande migration qui a mené près d'un million de Canadiens français vers le Nord-Est et le Midwest des États-Unis entre 1840 et 1930 sont maintenant bien connus. Les études d'Yves Roby, de Bruno Ramirez, d'Yves Frenette et du duo Éric Waddell et Dean Louder ont, entre autres, permis d'évaluer de manière précise les différentes articulations sociotemporelles de ce large mouvement qui demeure un événement majeur de l'histoire

du Québec aujourd'hui encore trop souvent méconnu par la population en général.

Serge Dupuis propose le résultat de ses recherches doctorales qui portent sur un aspect certes connu, mais jusqu'ici mal documenté de cette grande aventure migratoire des Canadiens français, soit leur présence dans la péninsule de la Floride. Évidemment, la volonté de fuir l'hiver pour rechercher la douce chaleur du Sud constitue la principale motivation des Canadiens français. Mais Dupuis va plus loin et pose un regard tout en nuances sur ce phénomène afin d'en révéler les différentes facettes, contribuant ainsi à illustrer la mobilité proverbiale des Canadiens français sur le continent nord-américain.

Pour aborder la présence des Canadiens français en Floride, Dupuis décortique le processus migratoire et identifie quatre types de « migrants », soit les colons, les touristes, les immigrants et les hivernants. Pour chacun d'eux, l'auteur analyse leurs motivations à se rendre en Floride, leurs caractéristiques et leur niveau d'intégration sociale pour ainsi saisir la dynamique particulière, voire unique qui marque le fait français dans la région de la Floride.

Dans un premier temps, Dupuis présente le cadre géographique et historique dans lequel prend place la mouvance des Canadiens français qui mène à la Floride. Il souligne que jusqu'en 1940, leur présence a été insignifiante, comptant au mieux quelques milliers d'individus. Néanmoins, dès le début du XIX^e siècle, des Canadiens français participent à la colonisation de la péninsule. En 1819, année où les États-Unis acquièrent le territoire de la Floride des mains de l'Espagne, on retrouve dans la région des Canadiens français qui sont attirés par les occasions d'emploi dans l'industrie forestière et par les terres fertiles et peu coûteuses. Toutefois, le climat social est peu propice à une migration majeure de leur part. Dès l'acquisition de la Floride par le gouvernement américain, ce sont surtout les planteurs esclavagistes des États limitrophes qui s'empressent de prendre possession des terres, créant ainsi des tensions sociales avec les Sémiotes, qui habitent depuis longtemps le territoire. Il faut donc attendre la fin de la guerre civile aux États-Unis (1861-1865) pour que débute

la migration saisonnière des Canadiens français vers les moulins de la péninsule, une migration qui se maintiendra jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Malgré des effectifs réduits, une communauté canadienne-française prend forme, particulièrement dans le comté de Dade, qui englobe la ville de Miami, un point d'ancrage qui deviendra la principale destination des immigrants canadiens-français après 1945. Mais leur intégration sociale et culturelle s'effectue rapidement.

La deuxième vague de migration canadienne-française vers la Floride, celle-ci temporaire, provient d'une tout autre catégorie d'individus. Il s'agit de touristes qui veulent profiter du climat tempéré et des avantages fiscaux qu'offre la Floride, qui est, à la fin du XIX^e siècle, plus facilement accessible depuis qu'elle est desservie par une liaison ferroviaire. La Floride était déjà au cours du siècle une destination pour les nordistes qui désiraient prendre du repos dans un climat bienfaisant. Mais graduellement, la Floride devient une destination touristique qui plaît à certains Canadiens français, alors que des promoteurs américains mettent en valeur le potentiel touristique de la région. Il reste qu'à la fin du XIX^e siècle, rares sont les Canadiens français qui ont les moyens financiers de se rendre en Floride. Ce sont surtout des membres de l'élite religieuse et politique qui s'exilent temporairement pour se ressourcer loin du froid. Parmi eux, on retrouve notamment l'abbé Henri-Raymond Casgrain, historien, critique littéraire et écrivain prolifique, et le premier ministre canadien-français, Wilfrid Laurier. Mais il faudra attendre le milieu du XX^e siècle alors que les heures de travail sont réduites, que le nombre de jours de vacances augmente et que l'achat d'automobiles est plus répandu pour voir un nombre grandissant de Canadiens français de toutes conditions profiter des bienfaits de la chaleureuse Floride. En 1960, les Canadiens français représentent environ 30 % des touristes canadiens en Floride, et leur destination privilégiée demeure le sud-est de la péninsule, soit les régions de Miami et de Fort Lauderdale. Plusieurs d'entre eux ouvrent des restaurants et tiennent des motels servant en français une clientèle qui parle peu l'anglais et qui apprécie ce service.

Les immigrants, soit ceux qui ont décidé d'émigrer et de s'établir dans la péninsule, constituent une autre catégorie de Canadiens français présents en Floride. Ils partagent plusieurs caractéristiques avec les colons puisqu'ils y vivent en permanence. Ces immigrants sont souvent d'anciens touristes qui ont suffisamment apprécié les douceurs floridiennes pour décider de s'y établir de manière définitive. Au-delà du climat, deux éléments stimulent cette migration : la canalisation des estuaires pendant les années 1930 et l'ouverture d'une base d'entraînement pour les soldats qui se préparent à participer à la Seconde Guerre mondiale, qui offrent toutes deux de nombreuses occasions d'emploi. Selon les estimations de Dupuis, entre 1942 et 1968, près de 60 000 immigrants canadiens-français s'établissent dans la péninsule floridienne. Cette migration vient renforcer en quelque sorte la présence timide des Canadiens français dans les trois comtés du sud-est de l'État, faisant passer les effectifs canadiens-français à 1,5 million et la population de l'État entier à 5 millions.

Selon Dupuis, ces immigrants n'ont pas le même comportement que ceux qui ont émigré dans le nord des États-Unis. Alors qu'au nord, des institutions franco-catholiques solides ont été créées pour encadrer les émigrants, au sud, l'instabilité de la masse migrante et la diversité des champs d'intérêt ont pour effet de fragiliser les institutions, qui demeurent peu nombreuses. Certes, on crée des journaux francophones qui font souvent le lien entre le Québec et l'État du sud, des stations de radio qui diffusent des émissions en français, des églises qui offrent des messes en français ou des cérémonies bilingues. Mais ces institutions restent précaires. Cette catégorie de migrants ne semble pas désirer mettre en place des institutions qui transmettraient la culture canadienne-française aux générations futures. Il est toutefois étonnant de constater la haute proportion de résidents permanents canadiens-français qui parle le français à la maison. Signe de leur désir de vivre en marge de la société américaine, les Canadiens qui habitent les États-Unis en 1990 sont les résidents permanents qui, après les Britanniques, sont les moins enclins à demander la

citoyenneté américaine et semblent donc refuser de participer activement à la vie politique.

Enfin, la dernière catégorie de Canadiens français en Floride est formée par les hivernants. En ce qui concerne les Québécois, le phénomène remonte surtout aux années 1960. La principale raison qui incite les hivernants à séjourner en Floride est le climat. Si les immigrants font preuve d'une conscience collective limitée, les hivernants, à mi-chemin entre le touriste et l'immigrant, cherchent au contraire à créer un esprit communautaire. Vivant six mois au Québec et six mois en Floride, ces « résidents temporaires » mettent en place des institutions et organisent toutes sortes d'activités (soirées dansantes, jeux collectifs, cinéma) leur permettant de se rencontrer et de fraterniser. Selon Dupuis, ces hivernants constituent l'élément le plus dynamique de la présence canadienne-française en Floride encore aujourd'hui. Ils ont établi des institutions et se sont approprié un milieu. Ils demeurent profondément francophones, et cette communauté se régénère d'année en année par l'arrivée de nouveaux Québécois qui ont la certitude de se retrouver dans un milieu francophone et culturel familier. Selon les dernières estimations disponibles, les Canadiens français représenteraient entre 25 % et 35 % des visiteurs canadiens, soit entre 110 000 en 1987 et 150 000 en 1993.

Cette étude unique et très fouillée présente toutefois quelques faiblesses. Le premier chapitre, qui relate l'évolution historique de la Floride, d'abord espagnole et ensuite américaine, est long et sans grand intérêt dans le cadre de la problématique centrale qui anime l'auteur. Aussi, il aurait été intéressant de déterminer comment les premiers Canadiens français ont eu vent des occasions d'emploi dans l'industrie forestière. Serait-il possible d'émettre l'hypothèse que certains entrepreneurs forestiers venaient du nord des États-Unis et employaient déjà des Canadiens français expérimentés dont l'expertise aurait été indispensable pour exploiter convenablement une nouvelle région ?

Néanmoins, cette étude a le grand mérite de décortiquer la présence canadienne-française en Floride, d'identifier et de définir

les différents types de « migrants ». Ce faisant, Dupuis a permis de préciser la nature de la présence canadienne-française en Floride. Mais il a surtout permis de comprendre pourquoi la solidarité sociale, qui a été rencontrée dans les communautés des « Petits Canadas » plus au nord, ne s'est jamais véritablement manifestée dans la péninsule. Trop d'intérêts différents et trop peu de permanence ont mené à la création d'une nuée de communautés canadiennes-françaises, dispersées et ayant des objectifs de vie bien différents. Certes, il y a eu des concentrations, mais elles ont été peu denses, rarement dynamiques à longueur d'année, si bien que les solidarités se sont exprimées davantage en termes de voisinage qu'en termes de communauté élargie et solidement structurée.

— Jean Lamarre

Département d'histoire

Collège militaire royal de Kingston

Monique Brunet-Weinmann. *Le souffle et la flamme : Marie-Alain Couturier au Canada et ses lettres à Louise Gadbois*, Québec, Éditions du Septentrion, 2016, 333 p.

Parmi les ressortissants français présents à Montréal durant la guerre, il serait difficile de trouver un visiteur de l'Hexagone dont l'influence sera plus marquante que celle du dominicain Marie-Alain Couturier. Arrivé dans la métropole en mai 1940, à l'invitation du philosophe Étienne Gilson, il se lie rapidement d'amitié avec les membres influents de la Contemporary Arts Society (dont John Lyman, Alfred Pellan et Paul-Émile Borduas) et joue un rôle clé dans la bataille qui oppose les tenants de l'art vivant à l'académisme. Déjà convaincu que l'art promu par les sulpiciens de la métropole ne saurait répondre aux attentes spirituelles de la société moderne, n'hésitant pas à s'aliéner l'élite cléric-traditionaliste qui l'a convié, Couturier, tout en se montrant favorable aux traditions populaires et à l'artisanat, en vient à voir dans le pouvoir de l'abstraction picturale la forme d'expression contemporaine la plus haute. Mis en contact direct avec

le milieu le plus cultivé de la société canadienne-française, le dominicain deviendra en quelques mois « un personnage incontournable de la vie culturelle montréalaise ».

Un des mérites de cet ouvrage est de nous introduire dans le cercle intime de Couturier afin de nous permettre de mieux saisir la nature particulière de sa contribution au débat public à Montréal durant la guerre. Conjuguant à la fois la sociohistoire et l'histoire de l'art, *Le souffle et la flamme* montre la hardiesse de la pensée politique de Couturier qui, très rapidement, prend position pour la France libre. Critique à l'endroit des hommes d'État et des chefs militaires français qui ont rapidement concédé la défaite, la voix de l'homme d'Église n'est pas toujours du goût de l'élite cléric-nationaliste qui, au Québec, a adopté une attitude pro-Vichy et qui se méfie encore de la France révolutionnaire. Le parti pris gaulliste de Couturier lui vaudra les désaveux sévères de la part de la hiérarchie dominicaine, qui réproouve son ministère jugé trop aventureux. Aux États-Unis, le futur cardinal Spellman lui interdit même de prêcher dans les églises qui sont sous sa juridiction. C'est toutefois l'ouverture d'esprit de Couturier à l'abstraction contemporaine et le renouveau qu'elle favorisera dans le domaine de l'art sacré qui fait véritablement de lui, durant ses années d'exil, une figure d'exception dans la communauté canadienne-française.

L'ouvrage de Monique Brunet-Weinmann offre une meilleure compréhension de la démarche d'ensemble et des échanges culturels réalisés par Couturier sur le territoire nord-américain. Son étude montre à cet égard l'étendue et l'importance de ses rencontres françaises en sol québécois, dont celle du professeur Henri Laugier – un fin connaisseur de l'œuvre de Picasso qui saura amener Couturier à réfléchir à la question du divorce consommé entre le public cultivé et la peinture –, ainsi que l'amitié profonde et durable qui unit Couturier au peintre Fernand Léger et qui aura des suites concrètes importantes lors de la période de reconstruction des églises après la guerre.

Les recherches de Brunet-Weinmann sur l'œuvre picturale de Couturier au Québec représentent également une contribution significative puisqu'aucune analyse approfondie n'avait encore été consacrée à cet aspect de son travail : il est vrai que Couturier lui-même, un artiste dénué de toute vanité, n'encouragea guère une telle exégèse, exposant rarement ses œuvres et allant même jusqu'à interdire leur publication, en 1947, dans la revue *L'Art Sacré*. Le survol historique est complété dans la seconde partie de l'ouvrage par une centaine de lettres inédites du père Couturier ainsi que des extraits significatifs du journal intime de Louise Gadbois, sa correspondante privilégiée durant ces années.

Dans sa dimension essayistique, l'ouvrage de Monique Brunet-Weinmann se révèle toutefois beaucoup moins convaincant, s'inscrivant sans nuances dans le sillage du mouvement de réappropriation de *Refus global* par certains courants de droite et les tenants de thèses révisionnistes. Le lecteur est rapidement confronté à des dérives interprétatives qui gauchissent l'analyse et en altèrent la pertinence critique. Pour accréditer le jugement hautement admiratif qu'elle porte sur Couturier et Louise Gadbois – le portrait qu'elle fait de Couturier verse souvent dans l'hagiographie –, l'auteure ressent en effet le besoin de noircir plusieurs acteurs de la scène culturelle de l'époque, à commencer par Borduas. On dénote ainsi, au sujet du chef de file de l'automatisme, plusieurs jugements défavorables et erreurs d'appréciation de sa part. C'est le cas, lorsqu'elle assure le lecteur que Borduas « fait preuve d'un esprit indécis, en s'en remettant aux événements extérieurs pour orienter sa vie » ou lorsqu'elle affirme « qu'il est plausible qu'il [Borduas] ait sciemment manipulé le père [Couturier] pour assouvir son ressentiment » envers Charles Maillard. Brunet-Weinmann défend aussi l'idée erronée que le « saut pictural » de Borduas dans l'art abstrait « a été entraîné par les conférences de Marie-Alain Couturier ». À cette époque, l'horizon de référence de Borduas est déjà plus large que ne le laisse entendre l'auteure – notamment en raison de l'influence très forte que le surréalisme exerce sur lui –, et les causes qui déterminent le passage de la figuration à

l'abstraction sont d'abord de nature plastique. On ne me contestera guère le fait que sur le plan esthétique, en 1940, le « potentiel d'ignition » des madones, chemins de croix et autres iconographies religieuses que réalise Couturier était assez limité et peu propice à embraser l'imagination de Borduas.

Mais c'est surtout lorsque Monique Brunet-Weinmann se hasarde à réécrire l'histoire de l'automatisme – un domaine où ses connaissances sont approximatives – qu'elle s'égare. Perdue dans « le labyrinthe des multiples versions et la myriade de variantes et de notes répertoriées » du premier tome des *Écrits* de Paul-Émile Borduas, ainsi qu'elle l'avoue elle-même, elle en arrive à des spéculations fantaisistes. Une lecture plus attentive des textes de François-Marc Gagnon et d'André-G. Bourassa aurait pourtant pallié certaines erreurs grossières : j'ai ainsi l'honneur (p. 30) de me voir attribuer un énoncé formulé par André-G. Bourassa... Quelques pages plus loin, elle écrit que *Projections libérantes* de Borduas a paru en 1951, alors que le célèbre opuscule a été publié par les Éditions Mithra-Mythe en 1949. Faut-il aussi évoquer les fautes d'orthographe qui prolifèrent et nous font douter que l'ouvrage ait fait l'objet d'une révision linguistique sérieuse ? L'exactitude et la rigueur ne sont pas, à l'évidence, le souci premier de l'auteure. Ainsi, il est erroné d'affirmer que Borduas fait lire à John Lyman « la première version du manifeste qui circule pour les amis pour en recevoir échos et appréciations » (c'est bien le texte intitulé *Refus global* que lit Lyman ; celui-ci circule dès janvier 1948, comme l'a montré encore récemment une lettre de Marcelle Ferron parue dans *Le droit d'être rebelle*). Ces « détails » sont les indices de carences plus sérieuses qui apparaissent lorsque l'auteure propose son propre récit de la genèse de *Refus global* et rapporte, sans les précautions nécessaires, des propos tenus par Jean-Paul Riopelle en 1981 sur le célèbre manifeste automatiste. Avant de s'avancer sur ce terrain piégé, elle aurait eu avantage à lire l'ouvrage de Louise Vigneault, *Identité et modernité dans l'art au Québec : Borduas, Sullivan, Riopelle*, et à vérifier particulièrement le chapitre intitulé « De l'authenticité à l'imposture », dans lequel l'historienne de l'art analyse finement le comportement de Riopelle, qui agit délibérément dans les années

1980 comme « décepteur » ou « *trickster* » : « Riopelle, écrit Vigneault, déjoue, provoque, gonfle la vérité, présente un mélange de vérité et d'inventions, et affiche un certain cynisme¹. » Monique Brunet-Weinmann reste pour sa part captive de la stratégie mise en place par Riopelle, le « trappeur supérieur ». Aussi le lecteur se prend-il à sourire lorsqu'il a connaissance des « révélations très éclairantes » faites par le peintre à son atelier du lac Masson en 1981 et rapportées ici sans distance critique par l'auteure... Riopelle invente de toutes pièces la disparition d'un manuscrit (il s'agit en réalité du texte « La transformation continue », document qui n'a pas disparu, mais qui est conservé dans les archives Borduas au Musée d'art contemporain de Montréal). D'autres supposées « révélations » sont plus loufoques encore, comme celle où Riopelle affirme avoir lui-même pris en charge l'édition de *Refus global* dont Borduas « ne veut plus se mêler » (alors que Borduas, bien au contraire, confesse à ce moment à Lyman que le manifeste qu'il a rédigé « engage sa vie entière, sans échappatoire possible »). La liste des exemples pourrait encore s'allonger. À ces « égarements » critiques de l'auteure viennent s'ajouter des accusations plus graves et gratuites, comme celle de « racisme », proférées contre Maurice Gagnon et les reproches adressés à Robert Schwartzwald qui « n'aurait pas tenu compte de la complexité de la pensée de Couturier ». Utile au récit de vie, car il apporte une information qui fait défaut aux enquêtes des biographes de Couturier (le père Antoine Lion, le père Régamey et Marcel Billot), ce livre pêche sur le plan de l'historiographie, dont il obscurcit le récit. À la fois proliférant et brouillon, passionné et tendancieux, *Le souffle et la flamme*, en raison même de sa nature double souvent paradoxale, demande par conséquent à être lu avec circonspection.

— Gilles Lapointe
Département d'histoire de l'art
Université du Québec à Montréal

¹ Louise Vigneault, *Identité et modernité dans l'art au Québec : Borduas, Sullivan, Riopelle*, Montréal, Hurtubise HMH, 2002, p. 336.

Gregory Baum. *Et jamais l'huile ne tarit : histoire de mon parcours théologique*, Montréal, Éditions Fides, 2017, 276 p. (Traduction de *The Oil Has Not Run Dry: The Story of My Theological Pathway*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 272 p.)

Gregory Baum est une figure marquante de la scène théologique canadienne. Allemand né en 1923 dans une famille bourgeoise d'origine juive et de culture protestante, il fuit le nazisme en 1939 et rejoint l'Angleterre. Encore adolescent, il est arrêté et envoyé au Canada, où il se retrouve interné au Québec dans des camps de travail, aux côtés de « centaines d'Allemands, chrétiens et juifs, socialistes, libéraux et anarchistes – tous réfugiés du régime hitlérien » (p. 22). Libéré de ces camps en avril 1942, il fait des études de mathématiques et de physique en Ontario et aux États-Unis. Converti au catholicisme en 1946, il joint l'ordre des Augustins et entreprend une longue formation en philosophie et en théologie, au terme de laquelle sa thèse de doctorat, qui porte sur des questions d'œcuménisme, lui vaut une invitation à participer au 2^e concile du Vatican à titre d'expert.

Baum lance en 1962 un bulletin intitulé *The Ecumenist*, dont il sera le principal rédacteur jusqu'en 2004. Après le concile, il se forme en sociologie à la New School for Social Research de New York et s'intéresse de plus en plus aux questions d'éthique sociale. Il développe sa « théologie critique », inspirée de la pensée de Karl Polanyi, de la théorie critique de l'école de Francfort et de la théologie de la libération. Longtemps professeur au St. Michael's College de l'Université de Toronto (1959-1986), il quitte le presbytérat et son ordre religieux en 1976. Il achève sa carrière à l'Université McGill de Montréal (1986-1999), mais continue d'écrire sur divers sujets, tels le catholicisme social ou les positions du penseur musulman Tariq Ramadan. À compter de son arrivée au Québec en 1986, Baum s'associe au Centre justice et foi des Jésuites, siège de la revue d'analyse sociale et culturelle *Relations*, et il fréquente le réseau des théologiens franco-

phones, auquel il consacre des études pénétrantes, notamment un essai sur la théologie de Fernand Dumont.

Ce bref survol n'est qu'un pâle aperçu d'un parcours riche, complexe et étonnant à plusieurs égards. Alors que Baum atteignait le grand âge (il vient de nous quitter le 18 octobre 2017 à l'âge de 94 ans), des proches l'ont pressé de rédiger son autobiographie, lui dont l'esprit était toujours très alerte. Il s'y est longtemps refusé, avant de consentir à élaborer un récit qui soit axé sur l'évolution de son parcours théologique. Riche idée, qui engage le lecteur sur la voie d'une biographie intellectuelle rédigée avec verve, humour et une rare modestie. La traduction française de l'ouvrage, réalisée par Albert Beaudry, est impeccable.

Les chapitres, assez courts, portent sur divers aspects du parcours de l'auteur. Les plus saisissants, à mon avis, sont ceux dans lesquels il trace l'enchevêtrement de son histoire personnelle, de celle de son siècle et de la pensée théologique sur telle ou telle question. Ainsi de son identité juive : lui qui est issu de ces milieux juifs totalement assimilés et séduits par l'humanisme allemand, lui qui s'est converti au catholicisme, il va peu à peu se réapproprier sa judéité et écrire en 1961 un petit ouvrage sur les rapports entre les juifs et l'Évangile. Mais l'évolution de la pensée conciliaire, les écrits de penseurs juifs, tel Jules Isaac, et l'influence de la théologienne Rosemary Ruether vont l'entraîner beaucoup plus loin et le conduire, dans les années 1970, à dépasser les limites de ses positions antérieures.

De même, Baum montre comment sa pensée théologique a intégré des préoccupations sociales de plus en plus affirmées au fil du temps. Il raconte notamment comment une série de congrès majeurs tenus dans les années 1970, respectivement sur l'Holocauste, la théologie de la libération et les rapports entre la théologie et les enjeux politiques, ont marqué la théologie de son époque et ses propres positions, de plus en plus campées à gauche. On y découvre un théologien soucieux de bien comprendre les dynamiques sociales actuelles et d'y intervenir de façon pertinente ; on y sent également l'intellectuel qui se sait lui-même mis en cause par ces dynamiques :

« Dans un monde gravement injuste, on ne peut vivre à l'aise et se prétendre tout à fait innocent » (p. 221).

L'ouvrage a été écrit en différentes phases entre 2009 et 2015, avec des interruptions. Peut-être cela explique-t-il que dans certains chapitres le fil torsadé de la vie et de l'œuvre est moins perceptible, faisant plutôt place à des exposés synthétiques des positions de l'auteur, notamment en matière d'éthique sexuelle. Baum s'est su très tôt homosexuel, et il raconte avec beaucoup de franchise son parcours à cet égard, mais ses chapitres sur l'éthique sexuelle prennent vite la tournure d'un exposé systématique sur les blocages et l'évolution difficile de la pensée de l'Église catholique sur le sujet. Dans ces chapitres, et dans certains autres (sur les défis sociaux actuels, ou sur le pluralisme religieux), la verve militante de Baum l'emporte sur le compte rendu du parcours, et le texte devient plus didactique.

Peut-être est-ce la raison pour laquelle Baum, au terme de son récit, a demandé à son ami le philosophe et psychothérapeute Philip McKenna de lire le tout et de l'interroger sur certains points. Cela m'a obligé, écrit Baum, « à préciser les bases expérientielles de mon itinéraire intellectuel et à faire connaître les joies et les peines qui ont ponctué mon enquête théologique » (p. 214). Le procédé fonctionne : sous forme d'entrevue, Baum peut ainsi revenir, de façon plus personnelle, sur certains points clés : les rapports qu'il entretient avec ses origines allemandes, son identité sexuelle, son appartenance à l'Église.

Dans son ensemble, l'ouvrage constitue une excellente introduction à l'œuvre d'un des plus grands théologiens que le Canada ait connus, à la stature d'un Bernard Lonergan. Il donne à apprécier une pensée vive, vouée au « dialogue de la théologie avec les sciences sociales au service du renouveau de l'Église et de la reconstruction de la société » (p. 221). Les étudiants en théologie pourront y découvrir comment, sur des questions théologiques cruciales, la pensée de l'Église catholique, comme celle de toutes les Églises, a été et demeure une pensée en évolution. Par-delà ce milieu, je recommande l'ouvrage à toute personne qui souhaite prendre connaissance, d'une manière

synthétique et engagée, de plusieurs grands débats qui ont occupé la théologie au xx^e siècle.

— Robert Mager

Professeur associé

Faculté de théologie et de sciences religieuses

Université Laval

Le droit d'être rebelle : correspondance de Marcelle Ferron avec Jacques, Madeleine, Paul et Thérèse Ferron, textes choisis et présentés par Babalou Hamelin, Montréal, Éditions du Boréal, 2016, 640 p.

En 1998 paraissait, dans les « Cahiers Jacques Ferron » des Éditions Lanctôt, le recueil *Laisse courir ta plume*, dans lequel étaient rassemblées les lettres que Jacques Ferron a écrites à ses sœurs Madeleine, Marcelle et Thérèse entre 1933 et 1945, alors que les jeunes filles étaient pensionnaires au couvent Sainte-Anne. Dans cet échange, qui a marqué l'initiation à l'art épistolaire du futur romancier, on pouvait déjà remarquer l'importance pour lui de la recherche du *ton juste*. La posture adoptée par rapport à ses correspondantes, souvent marquée d'ironie et de condescendance, laissait déjà entrevoir un certain manque de modestie. Madeleine, Marcelle et Thérèse, premières destinataires des missives de leur frère, ont ainsi été les premiers témoins de sa venue à l'écriture, les lettres ayant été pour Jacques Ferron – comme pour un Flaubert qui écrivait ouvertement à ses correspondants que la lettre représentait une occasion de *faire du style* – le lieu idéal où se créer une *persona* d'écrivain et où réfléchir, à partir de ses lectures, à sa conception, encore embryonnaire, de l'écriture.

Le recueil *Le droit d'être rebelle*, paru à la fin de 2016, laisse voir une dynamique tout à fait différente entre les membres du clan Ferron. Il ne s'agit plus, en effet, d'un échange où les trois sœurs ne sont que des destinataires idéales et presque muettes permettant à leur frère de trouver sa voix. De surcroît, la focalisation est déplacée de Jacques vers

Marcelle, ce qui permet de poser un tout autre regard sur les relations familiales et, surtout, sur les événements marquants des décennies 1940 à 1980, sur lesquelles s'est échelonnée cette correspondance.

Ce recueil présente évidemment un intérêt sur le plan historique. Signataire du manifeste du *Refus global*, Marcelle Ferron s'est fait connaître dans les domaines de la peinture et de la sculpture; elle a été professeure à l'École d'architecture et à l'École des beaux-arts de l'Université Laval à partir de 1966. Cette même année, Madeleine Ferron, mariée à l'avocat et homme politique Robert Cliche, a pour sa part publié ses premiers livres de fiction. On se souvient surtout, par ailleurs, de Thérèse Ferron pour sa brève carrière de journaliste au magazine *Macleam*, de 1965 à 1967. Quant à Jacques, il a d'abord pratiqué la médecine en Gaspésie, comme on le sait, pour ensuite s'établir à Ville Jacques-Cartier; ses premiers textes de fiction, des pièces de théâtre, ont paru à la fin des années 1940. Les lettres mettent ainsi en lumière l'apport de chacun des membres de la famille Ferron à la vie culturelle, littéraire et politique.

De ce point de vue, on constate qu'une réflexion fondamentale sur les droits et devoirs des femmes traverse en filigrane plusieurs des lettres du recueil, lui conférant dès lors un ancrage féministe singulier. Parmi les revendications illustrées par cette correspondance se trouve le droit au divorce et à l'avortement. Marcelle conseille notamment à Thérèse de se faire avorter, en janvier 1950, en lui expliquant qu'elle est elle-même en train de subir le traitement. De la même manière, Marcelle revient fréquemment sur le fait qu'une femme ne doit jamais accepter de sacrifier sa liberté et son autonomie, surtout dans ses remarques sur les décisions de Thérèse, qui frôlent parfois le mépris : « Les femmes qui continuent à s'accrocher à un homme qui ne peut porter la responsabilité d'une famille, ça aboutit à – une vie de chien » (p. 191). Fait intéressant : Marcelle se veut beaucoup moins critique à l'égard de Madeleine, qui est une parfaite épouse et qui ne se plaint pas de jouer un rôle plus effacé, ce qui ne correspond pourtant pas à ses propres idéaux et à la *persona* qu'elle s'applique à construire graduellement dans ses lettres.

Sur le plan théorique, on remarque que la notion de « communauté épistolaire » trouve une illustration dans cette correspondance familiale à plusieurs voix. À l'intérieur de cette communauté, le pacte épistolaire (c'est-à-dire l'entente tacite sur la fréquence et la nature de l'échange, ainsi que sur les sujets abordés) varie considérablement d'un duo de correspondants à l'autre. Par exemple, le pacte dans l'échange de lettres entre Jacques et Marcelle finit par être assez clairement énoncé – « Nous parlerons d'art, veux-tu ? » (p. 145) –, le frère et la sœur se querellant sinon constamment sur toutes sortes de sujets, surtout sur la singularité de l'écriture et de l'art. À cet égard, Jacques reproche à Marcelle de se servir de sa plume comme d'une « arme » (p. 160).

Il reste que l'intérêt premier de ce recueil est sans doute celui qu'il présente sur les plans formel, poétique et esthétique, en ce qu'il s'y développe une rhétorique particulière de la lettre, selon le destinataire auquel chacun s'adresse, ce qui permet d'exposer plusieurs lieux communs de la lettre familière.

Dans ses lettres à Madeleine, entre autres, Marcelle évoque de manière récurrente sa situation financière précaire afin d'attirer la sympathie de sa sœur, qu'elle sait visiblement sensible à la chose. « Ça coûte un prix de fou » (p. 248), écrit-elle à propos de la vie en Europe, où elle s'est établie en 1953. Elle revient à plusieurs reprises sur le fait que ce serait plus simple sans ses trois enfants, que le prix des appartements, des chambres, des studios, des maisons, des pensions est exorbitant et qu'il est difficile pour elle de joindre les deux bouts. Marcelle formule par ailleurs des jugements négatifs sur les choix de vie de Thérèse et sur la situation amoureuse de celle-ci, tout en insistant souvent, pour justifier ses propres frasques, sur le fait que la vie matrimoniale l'ennuie, mais que la solitude « lui fait peur » (p. 498). Madeleine, de son côté, envoie des vêtements et des cadeaux à Marcelle; elle se permet par le fait même de lui donner quelques conseils de bienséance et de formuler des reproches sur ses aventures amoureuses.

Jacques, en revanche, semble concevoir la lettre comme un espace d'écriture qu'il investira seulement s'il a le temps de le faire convenable-

ment. La lettre représente un espace ou un laboratoire d'écriture par les choix formels dont elle témoigne : l'écrivain parle souvent de lui à la troisième personne du singulier, faisant de lui-même un personnage qu'il observerait à distance : « Il lit quelque peu, s'enchantant d'une fable de La Fontaine, se passionnant de Saint-Simon ; ce sont ses seuls plaisirs et d'écrire un peu, de refaire son fameux roman, très lentement, sans beaucoup d'ambition » (p. 40). Le romancier émet également un jugement sur son propre style : « J'avoue que ce commencement de lettre est maladroit ; il est trop général. Il pourrait s'adresser à une autre femme » (p. 89). Il s'agit non seulement d'un lieu commun de la lettre que de critiquer son propre style dans le but de s'attirer des flatteries de la part de son correspondant, mais aussi une manière de critiquer indirectement le style de l'autre : « Je m'aperçois que je t'écris sans apprêts, sans coquetterie, un peu à ta façon. Il me semble même que mon écriture ressemble à la tienne » (p. 46).

En outre, la lettre est un espace idéal où adresser des reproches qu'on n'oserait pas formuler de la même façon de vive voix. Ces reproches concernent parfois la fréquence de l'échange – « Tu dois être tombée dans un trou ; voilà des années que je n'ai pas eu de tes nouvelles » (p. 53) –, les sujets abordés ou les compétences respectives des correspondants : « Les peintres jugent mal la littérature, parce que leur art diffère essentiellement [...] de celui de l'écrivain » (p. 63). Jacques se permet aussi de rappeler Marcelle à l'ordre sur le fait que ses lettres ne soient pas toujours à la hauteur : « Il convient que je réponde à ta dernière lettre. J'y remarque une absence de nuances qui m'alarme » (p. 69). Sur un ton qui frôle souvent la condescendance, il lui répond que son « attitude est discutable » (p. 103), et il remet même en cause ses compétences de lectrice : « J'en ai lu quelques pages [de Mabilille] ; assez pour me demander ce que tu pouvais y comprendre, car il suppose une formation scientifique que tu n'as pas » (p. 103).

Enfin, *Le droit d'être rebelle* présente un intérêt certain par les réflexions croisées sur la littérature qui se construisent au fil des lettres. Chacun y va en effet de commentaires sur ses lectures du moment.

Madeleine a des goûts plus classiques ; elle apprécie Valéry et Mallarmé, que Marcelle juge comme pratiquant un « art trop cérébral, même décadent » (p. 67). Jacques, quant à lui, prétend que Marcelle ne comprend pas Proust, qu'on gagnerait à connaître par une deuxième lecture. Marcelle, par contre, est davantage emballée par *Les cent vingt journées de Sodome* de Sade, qui « est à faire déshabiller une sœur » (p. 87), ce que lui reproche d'ailleurs Madeleine, qui associe les lecteurs de Sade à « ceux qui paient 25 \$ à New York pour voir une femme et un chien faire l'amour » (p. 127).

Comme *Le droit d'être rebelle* présente un choix de lettres et non pas l'entièreté de la correspondance conservée, et qu'il offre un appareil de notes explicatives relativement discret, on lira peut-être surtout ce recueil, en fin de compte, un peu comme s'il s'agissait d'un roman, témoignant certes d'une époque chargée historiquement, mais aussi construisant graduellement les *personnages* faisant partie de la vaste saga familiale ferrennienne. Le travail d'édition resterait d'ailleurs à être peaufiné pour éliminer les coquilles, rétablir les portions de phrase manquantes et mieux établir le lien entre les lettres lorsque certaines d'entre elles ont été volontairement retirées de la publication. À cet égard, une brève introduction à chacune des sections aurait été souhaitable afin d'offrir une meilleure contextualisation.

— *Sophie Marcotte*
Département d'études françaises
Université Concordia

Frédéric Guillaume Dufour. *La sociologie historique : traditions, trajectoires et débats*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2015, coll. « Politeia », 476 p.

Cet ouvrage se veut une introduction au domaine interdisciplinaire de la sociologie historique. Il s'agit, à ce jour, de la seule synthèse disponible en langue française traitant non seulement de l'histoire, de la théorie et de la méthodologie de la sociologie historique, mais aussi des principaux problèmes, objets et thèmes autour desquels

cette dernière s'est développée sur le plan empirique. On y aborde différentes contributions en provenance des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. L'auteur est professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et se spécialise dans l'étude des relations internationales.

Frédéric Guillaume Dufour n'a pas l'ambition de prendre position dans les différents débats structurant le champ de la sociologie historique : il veut plus modestement nous en esquisser un portrait en présentant un survol de ses principales approches et de leur évolution ainsi que de ses principaux enjeux. Il prend bien la peine de souligner que la sociologie historique ne doit pas se penser comme une sous-discipline des sciences sociales, mais plutôt comme « un *carrefour* de trajectoires disciplinaires et antidisziplinaires en sciences sociales [...] où convergent des chercheurs œuvrant en sociologie (politique et culturelle), en économie institutionnaliste, en politique comparée, en relations internationales, en anthropologie économique et dans différentes branches de l'histoire sociale, démographique, économique, politique et des idées politiques » (p. 3 ; en italique dans le texte). Bien qu'elle ne fasse l'objet d'aucune « définition consensuelle » (p. 3), la sociologie historique se fonde sur certains principes et convictions méthodologiques et théoriques. Sur le plan méthodologique, les tenants de la sociologie historique s'entendent sur la nécessité d'étudier leurs objets dans la longue durée, « soit dans des contextes délimités au moyen d'une périodisation contrôlée par la théorie » (p. 5), en employant une méthode comparative. Sur le plan théorique, ils puisent incontestablement chez les « classiques », Smith, Marx et Weber, mais aussi chez Barthes, Bourdieu, Corrigan Curtis, Elias, Foucault, Goffman, Gramsci, Sayer, Steinmetz, Tilly. L'auteur soutient d'ailleurs que bon nombre des contributions en sociologie historique cherchent, à partir de références théoriques plus contemporaines, à renouer un dialogue critique avec les classiques.

L'ouvrage se divise en huit chapitres. Le premier se veut une généalogie de la sociologie historique, dans lequel l'auteur discute du lien réciproque entre histoire et sociologie et des différentes

configurations issues de leur croisement. Le deuxième aborde des enjeux méthodologiques, notamment la méthode comparative et son incidence pour comprendre l'historicité des transformations sociales. Après ces deux chapitres épistémologique et méthodologique – les meilleurs à notre avis –, l'auteur présente en six chapitres quelques objets d'études majeurs de la sociologie historique : questions de classes et de reproduction sociale (chapitre 3), questions de pouvoir et de (trans)formation de l'État (chapitre 4), la transition vers le capitalisme (chapitre 5), les processus révolutionnaires et les conflits sociaux (chapitre 6), les régimes politiques (chapitre 7), nation et nationalisme (chapitre 8).

Cette division et cette organisation du livre permettent aux lecteurs de se retrouver facilement dans le champ de la sociologie historique. Chacun des chapitres présente de façon concise et claire les différents débats et sous-débats des thèmes majeurs de la sociologie historique. En cela l'ouvrage est d'une qualité et d'une pertinence indéniables. Nous pouvons néanmoins adresser trois critiques à l'auteur. Tout d'abord, bien que nous reconnaissons que l'exhaustivité bibliographique soit une illusion, nous nous demandons pourquoi les travaux français en « socio-histoire » n'ont pas été inclus dans les contributions recensées dans l'ouvrage. Par exemple, n'aurait-il pas été pertinent d'intégrer la revue *Genèses* (et les auteurs qui y sont associés), qui a été fondée explicitement dans le but de programmer une « socio-histoire » ? Ensuite, il nous semble que la notion d'histoire aurait mérité une élucidation épistémologique un peu plus poussée : qu'est-ce que les tenants de la sociologie historique entendent par « histoire », au-delà de la nécessité (évidente ?) de contextualiser les problématiques sociales et de tenir compte de leur évolution ? L'épistémologie de l'histoire serait-elle l'angle mort de cette sociologie historique ? De même, le projet contemporain de la sociologie historique, présenté à juste titre par l'auteur comme une réaction à « l'anti-historicisme » parsonien (p. 24), aurait-il participé à un processus plus large et englobant que Terrence McDonald et François Dosse ont respectivement nommé le « *historic turn in the human sciences* »

et l'« humanisation des sciences humaines »¹ depuis le tournant des années 1970 ?

Enfin, pour autant que l'auteur ait insisté à juste titre sur la réflexivité de la sociologie historique (p. 37 et 86), n'aurait-il pas été pertinent de mettre à l'épreuve ce champ de recherche par les outils et procédés de ce champ ? N'aurait-ce pas été là l'ultime défense et illustration de celle-ci ? Certes, l'auteur présente une généalogie spontanée du champ, cerne ses fondements théoriques et brosse un riche portrait de sa production empirique qui permettra au lectorat francophone de mieux s'y orienter ; cependant, il n'a pas produit une sociologie historique de la sociologie historique. Pourtant, il existe des références théoriques à l'intérieur même de la sociologie historique pour procéder à cette mise en abyme. Pensons à la théorie des champs scientifiques de Bourdieu ou aux *science studies* anglo-saxonnes. En fait, et c'est là sans doute la principale lacune de l'ouvrage, l'auteur explicite très peu les paramètres méthodologiques de son enquête sur la sociologie historique. Comment a-t-il reconstruit le champ de la sociologie historique ? À l'enseignement d'une sociologie, d'une histoire intellectuelle ou d'une histoire philosophante ? Pour cette raison, l'ouvrage intéressera plutôt les adeptes et les étudiants de la sociologie historique que ceux qui souhaitent la comprendre comme objet dans le cadre d'une histoire des sciences.

— Patrick-Michel Noël
Université de Saint-Boniface

E.-Martin Meunier (dir.). *Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, 520 p.

Territoire complexe et diversifié, le Québec d'aujourd'hui est pourtant encore, nous semble-t-il, assez peu connu, du point de vue

¹ Terrence J. McDonald (dir.), *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996 ; François Dosse, *L'empire du sens : l'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997.

socio-anthropologique à tout le moins. L'histoire n'est-elle pas devenue la discipline par excellence pour étudier le Québec, celle qui attire le plus d'étudiants. Est-ce à dire que le Québec est désormais devenu un objet folklorique? La parution du collectif dirigé par E.-Martin Meunier *Le Québec et ses mutations culturelles* est une excellente initiative nuancant quelque peu ces prémisses.

Issu d'un cycle de conférences tenu à l'automne 2012 à l'Université d'Ottawa, le collectif réunit près d'une vingtaine de contributeurs venant d'horizons disciplinaires divers : de la sociologie à la philosophie en passant par la science politique, la démographie et l'anthropologie. Cette diversité des disciplines qui discutent de l'objet Québec rappelle les premiers efforts collectifs dirigés par des sociologues québécois tels que les *Essais sur le Québec contemporain* de Jean-Charles Falardeau, publié dans les années 1950, et « Les situations de la recherche sur le Canada français » de la revue *Recherches sociographiques*. La difficulté d'en faire un compte rendu tient peut-être encore plus de la forme des différentes contributions que des cadres différenciés de la pensée. Il est difficile de comparer des « contributions tantôt essayistiques, tantôt savantes », pour reprendre les qualificatifs de Meunier dans son introduction.

Le collectif est divisé en « six enjeux » qui concernent successivement la grève étudiante de 2012, la question « sociale et économique », la question universitaire, la « démographie et [la] société », la question nationale et finalement la question religieuse et la laïcité. Outre le fait que l'ensemble des contributions concerne le Québec, près de la moitié du livre aborde la question étudiante et plus généralement celle de l'éducation universitaire, soit neuf sur 17 chapitres pour un total de 249 pages sur 555 (44,87 %). À des fins de présentation trop rapide de chacun des textes, j'expliciterai brièvement les réalités sociales dont il est question dans chacun des articles en abordant l'éducation, l'enjeu majeur du collectif, la question sociale, économique et démographique pour terminer avec la question nationale et religieuse.

Les réalités universitaires

Dans son texte où il entend montrer que le mouvement étudiant de 2012 est un mouvement contre-démocratique, Joseph Yvon Thériault écrit une chronique de la grève étudiante à partir de ses propres observations à l'intérieur de son institution, l'Université du Québec à Montréal, et d'articles de journaux. La « réalité » du mouvement étudiant est mise en forme par des commentateurs politiques, des journalistes et des universitaires. Thériault estime que le mouvement étudiant s'inscrit plus généralement dans « une sorte de déficit de légitimité des institutions au sens large », symptomatique, à son avis, d'une « anomie institutionnelle » (p. 32). Anne Trépanier propose de « comprendre la nature » de ce même mouvement social en « cartographiant métaphoriquement et contextuellement les Carrés rouges dans leurs expressions spatiales » (la rue et l'espace public) (p. 37). Ces « expressions spatiales » sont construites à partir des médias au sens large, incluant des sites internet et des vidéos en ligne, la télévision. Le texte de Jean-François Bissonnette interroge lui aussi la « nature du mouvement des Carrés rouges » en procédant à une « sociologie compréhensive », « une capacité à revivre par intropathie » (p. 56) à partir de la « parole politique, dans la pléthore de textes qui ont circulé » : articles de journaux, blogues et pages Facebook. L'auteur y distingue deux registres : celui de la rationalité politique et de l'expérience affective de la mobilisation. C'est toutefois seulement à partir de l'expérience affective que la mobilisation pourrait être comprise (p. 66), et l'auteur développe en conséquence une psychologie et une psychanalyse des foules.

Pierre Beudet ne propose pas d'étudier la « nature » du mouvement étudiant, mais d'« explorer la trajectoire des mouvements sociaux au Québec » dans le but de mettre en avant « quelques idées sur le sens et les conséquences des mobilisations populaires du printemps 2012 » (p. 79). Pour ce faire, Beudet produit un récit politico-événementiel à partir de l'histoire des mouvements sociaux (Fédérations des femmes du Québec, altermondialisme et mouvement

étudiant). Francis Dupuis-Déry soumet une réflexion sur la démocratie à partir d'analyses « à chaud » de philosophes et de politologues publiées dans des revues et des journaux. L'auteur y distingue quatre approches de la démocratie : 1) l'approche élitiste, qui considère « que seul le Parlement (ou le gouvernement) incarne la démocratie » ; 2) l'approche associative, selon laquelle la démocratie est fondée sur les « échanges » entre « l'élite élue » et « la société civile » (p. 150-151) ; 3) l'approche participative, qui insiste sur les associations de la « société civile » comme espace démocratique ; et enfin 4) l'approche autonome de la « démocratie directe ».

Marc Chevrier réfléchit sur le pouvoir universitaire au moyen du concept de « multiversité », tout en inscrivant ses réflexions dans le processus historique de développement des universités québécoises. Il pose de manière percutante les problèmes « démocratiques » de la formation des « élites » et, surtout, de la prégnante confusion dans les sciences sociales entre idéologie et connaissance (p. 232), laquelle mine à terme l'autonomie même des universités. Eric Martin et Maxime Ouellet entendent « modestement » montrer que la « crise étudiante » est une « crise de l'imaginaire au fondement de la civilisation occidentale » (p. 257-258), devenue en quelque sorte la réalisation d'un projet néolibéral où la « raison technoscientifique se fonde sur l'abstraction de l'expérience sensible au monde » (p. 274) et qu'en même temps « l'enseignement cesse de se rapporter verticalement à la transcendance de la haute culture et des formes culturelles supérieures » (p. 280). Il en ressort, selon les auteurs, une valorisation excessive du « positivisme », « dont la seule source de savoir valable repose sur les faits vérifiés par l'expérience » (p. 280).

Linda Cardinal cherche à monter dans un texte « impressionniste », selon son expression, que le mouvement étudiant est l'héritier du nationalisme québécois alors que Mathieu Bock-Côté cherche au contraire à montrer, que le Printemps érable a évacué la question nationale, que « l'identité nationale n'avait plus qu'un contenu social » (p. 398), qu'il s'opère un processus d'occultation du « substrat historique québécois » ou de « l'enracinement historique

de l'identité québécoise » au lieu « d'inscrire la communauté politique dans la durée et de l'ancrer dans l'histoire » (p. 407-408).

Les réalités sociales, économiques et démographiques

Gilles Paquet cherche à « cerner de plus près le fonctionnement des socio-économies » (p. 112) autant dans leurs « dimensions globales et matérielles » qu'immatérielles et représentationnelles, et, finalement, il critique les « clerks » qui, relayés par les médias, « colporte[nt] une représentation du terrain franchement tordue » (p. 140). Gilles Labelle propose une réinterprétation de la fatigue culturelle des Canadiens français d'Hubert Aquin. Guillaume Marois s'interroge sur l'avenir du Québec comme société distincte en brossant un portrait démographique du vieillissement de la population, de la fécondité et de l'immigration notamment et discute, en conclusion, de la nécessité d'adopter une politique nationale de la population. Isabelle Matte propose un essai sur le « déclin » (la dénatalité) du Québec en soumettant l'idée que c'est à partir des « modalités existentielles [ou des "façons d'être"] qu'il est possible de le comprendre » (p. 315). Elle expose ensuite ces modalités en comparant le Québec et l'Irlande.

Les réalités nationales et religieuses

Jean-Claude Racine s'interroge sur la « culture politique québécoise », qu'il définit dans un sens strict de valeurs et d'attitudes l'égard de la POLITIQUE. C'est l'auteur qui souligne, sans cependant mettre son déterminant LA en majuscule. Il dégage pour ce faire deux principales thèses concernant la culture politique québécoise : la décanadianisation et la canadianisation, qu'il illustre à partir de sondages d'opinion. Jean-François Laniel réfléchit à la question religieuse et à l'« héritage catholique depuis la Révolution tranquille » (p. 424), montrant notamment qu'elle est à la fois une question politico-nationale dans la définition du vivre-ensemble et une question culturelle dans le « tri » opéré dans les « traditions » (p. 443).

L'une des particularités du parcours québécois serait la « non-coïncidence entre l'État, la nation et la société », ou la dissociation entre « nation politique » et « nation culturelle », contrairement aux États-Unis et à la France (p. 439), d'où l'importance d'étudier la « religion culturelle » (p. 445). Tout comme Laniel, Solange Lefebvre s'interroge, dans la première partie de son texte, sur l'idée de « retour » et de « disparition » du religieux dans les thèses de la modernisation et de la sécularisation, et soumet l'hypothèse de Peter Berger qui soutient que ces dernières seraient issues d'une certaine élite intellectuelle (journalistes, enseignants, etc.) souvent anti-religieuse. L'auteure analyse dans la deuxième partie de son article les rapports entre l'État et la religion à partir d'une typologie des modèles de relations (religion établie, statuts particuliers, piliers et séparation républicaine). François Rocher cherche « à prendre la mesure des débats » sur le « régime de laïcité souhaité » au Québec en mentionnant bien que ces débats dépassent les seuls espaces politiques et religieux, que les « enjeux normatifs ne sont ni abstraits ni désincarnés » (p. 508). Il revient, dans première partie de son texte, sur la notion polysémique de laïcité, qu'il inscrit ensuite dans l'histoire du Québec, soulignant notamment que la question de la laïcité est intimement liée à l'éducation et à l'action étatique des juristes, des politiciens et autres concepteurs de chartes et de constitutions (p. 524 et suivantes).

L'augmentation des actions étatiques et le « renforcement de la normativité juridique » seraient d'ailleurs deux des trois phénomènes permettant de mieux comprendre les débats sur le « mode de gouvernance » de la laïcité depuis la commission Bouchard-Taylor, en plus du phénomène de la diversification ethnoculturelle et religieuse.

Le livre offre une lecture très intéressante du Québec d'aujourd'hui en ce qu'il peut être vu comme une tentative de dépasser l'opposition tradition/modernité. Sa lecture est aussi très stimulante, puisque le livre permet de soulever des interrogations fondamentales sur la production de l'objet Québec. Le Québec est-il surtout devenu une mise en forme discursive construite par des élites plus longuement

scolarisées? Si la production de l'objet Québec est relative à une « conscience historique », celle-ci peut-elle se confondre avec une « conscience politique »? Le Québec ne deviendrait-il plus que l'apanage d'une élite politique et intellectuelle? Meunier souligne très bien dans son texte introductif – qui pose directement la question de la production de l'objet Québec – que les « pratiques culturelles ne suivent pas nécessairement les discours idéologiques et savants. Les pratiques sont ancrées dans une structure sociale qui ne cesse pas d'exister du jour au lendemain » (p. 5). Alors, qu'en est-il de ces « pratiques »?

Ce livre est une invitation, me semble-t-il, à l'étude des « pratiques réelles » (Lefebvre), de « l'activité pratique concrète » (Labelle), de « l'enracinement » (Bock-Côté) dans un territoire, à la fois religieux, politique et médiatique, économique, culturel, etc., qui renvoient plus généralement à des « modes de vie », à des conditions de vie ou à des formes sociales d'existence qui ne se réduisent pas à la rationalité instrumentale qui, même dominante, ne résume pas la rationalité des pratiques sociales. Ce serait devenir prisonnier de son propre point de vue et de sa propre pratique qui reproduit peut-être cette logique dominante.

Pourquoi ne pas considérer avec Jean-Jacques Simard, cité par Laniel, que le « Québec actuel n'a pas quarante ans et demeure à cette heure une hypothèse » (tout comme la sociologie repose sur l'hypothèse de l'existence de sociétés), et que l'une des pistes d'exploration de cette hypothèse serait de ne pas considérer la culture (et le social) comme une catégorie résiduelle (Labelle) et d'inscrire la dimension symbolique dans la matérialité des rapports sociaux, sans hiérarchiser l'une ou l'autre dimension, sans non plus penser que la « conscience collective » se réduit à la (ou se déduit de la) « conscience politique » et que le « monde politique » serait plus « objectif » que le « monde symbolique ». Sinon en quoi l'objet Québec ne serait-il pas qu'une production intellectuelle faite par et pour des intellectuel.les?

— Frédéric Parent
Université du Québec à Montréal

Serge Gagnon. *Destin clandestin : autobiographie intellectuelle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, 228 p.

Le genre de l'autobiographie n'a jamais été particulièrement prisé par les historiens, ce qui rend d'emblée ce livre intrigant, d'autant plus que Serge Gagnon parle d'un « parcours de vie écoulé dans la semi-clandestinité ». Il ne s'agit pourtant pas d'un livre sur les suites de la Révolution française ou sur la dissidence soviétique, mais sur le Québec de l'après-Révolution tranquille. On y suit l'itinéraire de l'auteur à partir de trois chemins : l'œuvre historique, les aléas professionnels à l'université et l'engagement catholique.

Après un survol de sa jeunesse et de son entrée au collège classique, Gagnon aborde son parcours académique, qui débute à l'Université Laval au début des années 1960, sous l'égide de Marcel Trudel et de Jean Hamelin, véritables éveilleurs de vocation historique. Rapidement, le jeune Gagnon fait sa marque et côtoie les grands historiens du Québec et du Canada. Les opportunités scientifiques et les offres d'emploi abondent (Sir George Williams, Ottawa, Trois-Rivières), et Gagnon semble avoir l'embarras du choix. À cet égard, le « destin clandestin » ne saute pas tout de suite aux yeux, et les tribulations professionnelles de Gagnon feraient sourire la masse des post-doctorants de notre époque. Mais ce n'est pas le seul choc générationnel qui les attend.

Les démêlés de Serge Gagnon l'historiographe occupent le quatrième chapitre, dans lequel on revisite ses passes d'armes avec Fernand Ouellet et Ronald Rudin. Le « mystère » de la transition scientifique (de l'historiographie à l'histoire des mentalités) s'éclaircit graduellement. L'un des historiens québécois les plus « français » de sa génération, Gagnon va bientôt privilégier la religion, la famille, la mort et le sexe d'hier à aujourd'hui. Mais cette transition tient tout autant à l'engagement (disons « moral ») de l'historien avec le grand combat qui, après la semi-clandestinité, va s'affirmer chez lui au cours des années 1980-2000 : celui pour la reconnaissance de l'importance

de la religion catholique. Conséquemment, c'est toute la société québécoise dite post-religieuse qui passe au tordeur.

Il ne s'agit pourtant pas d'un catholicisme social pétri d'influences personalistes; la némésis de l'historien, qui se fait essayiste pour l'occasion, c'est la « modernité hédoniste » d'un Occident qui « carbure aux appels à la jouissance » (p. 101). Ce combat – qu'il devine perdu d'avance – cristallise toute l'autobiographie de Gagnon, révélant par là une certaine nostalgie de l'expérience du temps où le présent, à force d'efforts, de rigueur et de volonté, était sacrifié sur l'autel du futur. Le lecteur doit alors encaisser le choc d'un moralisme dans lequel fument les récriminations contre l'absence d'autorité à l'école, la famille éclatée, la baisse du taux de fécondité, la jeunesse corrompue et l'enseignement de la masturbation [*sic*]. Le livre aurait d'ailleurs pu s'intituler *Le Québec ou les infortunes de la vertu*.

Mais tout n'est pas perdu pour le lecteur de bonne volonté; en mettant les choses en perspective, il pourra s'attacher par un autre chemin à ce parcours somme toute atypique pour un historien québécois. Serge Gagnon, qui a souvent dû montrer patte blanche à ses collègues pour ne pas brusquer leur sensibilité antireligieuse, exemplifie en fait les tribulations d'un croyant catholique dans une période athée ou agnostique. Il est également en porte-à-faux avec le fédéralisme et l'indépendantisme. C'est à ce sujet que le destin clandestin se révèle un peu mieux.

L'égo-histoire de Serge Gagnon, si elle n'est pas aussi fine que les portraits d'historien qu'il traçait lui-même dans ses premiers ouvrages, donne plusieurs matériaux pour une analyse médiologique. L'historien consacre une grande partie de l'ouvrage à l'accueil (universitaire et public) fait à ses livres, ce qui soulève la question de la réception, souvent difficile lorsque les « valeurs » sont exposées avec transparence, de certaines histoires. On y suit également l'aventure d'un Québécois au fil des tribulations du biculturalisme canadien et des collaborations scientifiques qui en découlent au cours des années 1960-1970. Gagnon, un des rares historiens québécois de cette époque à être bien connecté aux réseaux canadiens-anglais, doit naviguer

entre les courants fédéraliste et séparatiste, optant finalement pour le « mariage de raison » entre le Québec et le Canada.

En terminant la lecture du livre, j'ai mis le doigt sur mon malaise, qui se résume à un fait : ce livre aurait dû être écrit par quelqu'un d'autre. Serge Gagnon, en voulant donner l'heure juste sur son apport à l'historiographie, revisite les comptes rendus élogieux de ses ouvrages, ferraille à quarante ans de distance avec ses critiques, énumère la quantité de ses livres vendus ou utilisés dans les plans de cours de ses collègues... Entreprise de réhabilitation, l'égo-histoire de Serge Gagnon, en fin de compte, touche peu le lecteur ; c'est, en fait, le témoignage d'un conservateur non conformiste qui suscite la curiosité.

Mais à trop insister sur cette curiosité, je risquerais de ranger ce livre dans un certain *folklore*, alors qu'il nous invite plutôt, à coups d'esquisses un peu désordonnées, à assumer un malaise persistant dans le récit collectif québécois. Bien que la solution de Serge Gagnon (travailler plus, jouir moins) puisse apparaître à plusieurs comme une inversion compensatrice typique – et déjà fortement datée – de la génération des baby-boomers, l'invitation à réfléchir autrement à la grande rupture symbolique que fut la Révolution tranquille demeure pertinente.

— Daniel Poitras
Université de Toronto

Alex Gagnon. *La communauté du dehors : imaginaire social et crimes célèbres au Québec (XIX^e-XX^e siècle)*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 500 p.

« Dans une société en mouvement, le fait divers est un épice » (p. 8-9), nous explique Ivan Jablonka dans l'introduction à son récit-enquête *Laëtitia ou la fin des hommes*. Un constat similaire guide l'étude d'Alex Gagnon, par ailleurs contemporaine au livre de Jablonka. Parue en 2016, *La communauté du dehors* prend appui sur trois faits divers du XIX^e siècle, trois crimes devenus célèbres, pour recomposer la généalogie des représentations du criminel et exposer

le fonctionnement de l'imaginaire social au Québec depuis deux cents ans. En résulte une enquête vaste, surprenante, d'une minutie forçant l'admiration, qui revisite tout en les renouvelant les rapports entre littérature et société.

Disons-le tout de suite : en dépit de son bandeau publicitaire rouge un brin tapageur – « des crimes bien de chez nous » –, l'étude que nous propose Gagnon n'est pas à mettre entre toutes les mains. Le ton, le vocabulaire et l'exercice de haute voltige intellectuelle auquel se prête l'auteur, depuis le prologue jusqu'à la conclusion, s'adressent volontairement à des initié.e.s qui ne se laisseront démonter ni par l'imposant appareil théorique déployé ni par les 500 pages que contient cette *Communauté du dehors*.

Alex Gagnon est un chercheur et un archéologue du culturel, mais il est aussi un conteur d'histoires. Aussi commence-t-il son étude par un prologue, élégamment intitulé « Cage de fer, cage de verre », dans lequel il fait le récit de « la Corriveau », plus précisément de la cage qui renferma le cadavre de la criminelle de Saint-Vallier en 1763. Dans ce prologue, Gagnon entrelace plusieurs fils : l'histoire et la redécouverte de la cage, cet « exosquelette de fer » dont faisait état *Le Devoir* en 2012 ; la légendarisation de Marie-Josephte Corriveau, accusée d'avoir tué son mari, et condamnée à la pendaison ; les multiples réappropriations de cette figure criminelle, horrible sorcière chez Philippe Aubert de Gaspé, véritable « métaphore de la condition sociale des femmes » chez Anne Hébert (p. 17). De même, l'historiographie concernant « la Corriveau », y compris un récent ouvrage de Catherine Ferland et Dave Corriveau, est relue à travers le processus de « fabrication, à partir de faits criminels marquants et historiquement datés, d'histoires légendaires collectivement inoubliables » (p. 18) et qui intéresse l'auteur.

Assez synthétique pour ne pas se perdre en chemin, le prologue annonce en filigrane les objectifs et la structuration de l'analyse. Dans *La communauté du dehors*, Gagnon nous propose de mettre au jour, au Québec, « le processus historique d'élaboration et de transformation, au sein d'un imaginaire social, d'une mémoire collective du

crime » (p. 35). Ce projet s'appuie, bien entendu, sur les travaux d'envergure de l'historien du culturel Dominique Kalifa. Au Québec, il s'inscrit dans la foulée de plusieurs intuitions pionnières, comme celles de Micheline Cambron et de Pierre Hébert qui, tous deux, avaient relevé l'intrication étroite du crime (notamment dans sa dimension médiatique et médiatisée) et de la littérature. Pour retracer la mémorisation, la légendarisation et la fictionnalisation de ces faits divers sordides, Gagnon fait appel au concept porteur – qui plus est, à la mode – d'« imaginaire social ». De fait, l'enquête historique se double d'une réflexion épistémologique dans laquelle l'auteur, dans une perspective anthropologique teintée d'un parti pris foucaldien, entrevoit l'imaginaire social comme

l'ensemble instable des représentations sociales par l'entremise desquelles les individus qui composent une société se représentent ce qu'ils sont et ce que *sont* et *devraient être* les autres qui les entourent, les institutions qui les gouvernent, le monde social dans lequel ils vivent, leur passé, leur présent, leur avenir et, enfin, l'univers global, cosmique, dans lequel ils s'inscrivent (p. 43 ; en italique dans le texte).

Il faut remercier Alex Gagnon pour la justesse et l'art de la synthèse dont il fait preuve, tirant profit d'une connaissance très fine des textes de Cornelius Castoriadis, de Dominique Kalifa et de Pierre Popovic pour livrer une définition satisfaisante et, somme toute, assez complète d'un concept parfois galvaudé. Cela dit, on peut regretter une absence partielle de critique des sources et un curieux silence autour des travaux de Judith Lyon-Caen et de Régine Robin sur le sujet. Ceci a pour conséquence d'amoindrir quelque peu le pari théorique que s'était donné l'auteur, mais soit ! Au terme d'un prologue et d'une introduction faisant tous deux près d'une cinquantaine de pages, il était en soi préférable d'entrer dans le vif du sujet : l'histoire de la mémoire collective du crime dans l'imaginaire social au Québec.

Trois cas tirés de la décennie 1830 sont à l'étude : l'histoire des « brigands du Cap-Rouge », celle du « docteur L'Indienne » et, enfin,

le « meurtre scandaleux de Kamouraska ». Pour traiter chacun de ces cas, Gagnon procède de la même manière. Dans un premier temps, il reconstitue « l'événement tout en examinant ses tribulations judiciaires et son traitement médiatique dans les journaux » (p. 47). Ensuite, partant des représentations des protagonistes du fait divers dans l'univers médiatique, il ausculte les images, les figures, les discours associés au crime jusqu'à leur plus récente manifestation. La force de la démonstration tient à la quête d'exhaustivité qui structure l'enquête, l'auteur tirant profit de plusieurs supports de l'histoire culturelle (archives publiques et personnelles, presse, livre) pour mettre en lumière les mécanismes de fabrication et de mémorisation de l'événement criminel. Au terme de chaque partie, une conclusion partielle arrime les résultats de la recherche et de l'observation du crime à l'analyse d'un aspect de l'imaginaire social.

L'étude des réinterprétations culturelles et littéraires des méfaits de Charles Chambers et de ses acolytes dans la région de Québec constitue la première partie de *La communauté du dehors*. Tout en fourbissant ses armes et en mettant à l'épreuve l'architecture de son argumentaire, l'auteur redonne vie à l'histoire et à la figure de Chambers afin d'illustrer la « canadianisation » de l'imaginaire social. La fresque est imposante, Gagnon dépeignant tour à tour la situation économique du port de Québec en 1830, le rôle de l'oralité dans la transmission d'une littérature nationale et la mode transatlantique des *Mystères* (depuis Paris jusqu'à Montréal). Si le crime des « brigands de Cap-Rouge » est aujourd'hui assez oublié, il n'en demeure pas moins qu'il irrigue en profondeur tout en le particularisant l'imaginaire social du XIX^e siècle au Québec, comme le montre Gagnon à la lumière d'une comparaison pertinente entre la représentation des bas-fonds parisiens et celle des bas-côtés de Québec. En fin de parcours, et dans le sillon des travaux de Fernand Dumont, le chercheur affirme que la légendarisation de la « bande de Charles Chambers » est constitutive de l'avènement d'une référence nationale au Québec : « [L]e crime ne force pas uniquement une société à se représenter ce qu'elle est, comme monde effectif; il la convie aussi à se représenter comme

monde possible à faire advenir, société idéale capable de balayer ce qui met en péril sa survie » (p. 215).

Délaissant quelque peu l'horizon anthropologique qui marquait l'étude de l'histoire des « brigands du Cap-Rouge », la deuxième partie du livre n'aborde pas tant la nationalisation de l'imaginaire social que son fonctionnement synergique, voire agrégatif. Le crime, le jugement et la pendaison du docteur François Marois, qui retiennent ici l'attention, intriguent les journalistes, mémorialistes et littérateurs tout au long du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, à commencer par Philippe Aubert de Gaspé fils, qui s'en inspire pour *L'influence d'un livre* (1837). Tour à tour diabolisé, indianisé puis féminisé, comme le montre l'auteur, textes à l'appui, le « docteur L'Indienne » devient une figure décisive de l'invention de la littérature nationale si chère à l'abbé Casgrain et à Louis Fréchette. Sa légendarisation se structure sur le socle d'autres crimes tout aussi mémorables, comme celui de « la Corriveau », qui lui est contemporain, ou comme le thème légendaire du « fils aveuglément assassiné ». Et Gagnon de conclure très justement : « [L]es figures qui [se déploient dans l'imaginaire social] vivent de leurs interactions avec d'autres et meurent (ou se transforment) lorsque s'effritent les solidarités ou les réseaux qui, pour telle ou telle collectivité, les avaient d'abord rendues "vitales", "nécessaires" ou, du moins, significatives » (p. 344).

L'assassinat d'Achille Taché par le docteur (et Américain) Georges Holmes constitue le troisième crime abordé dans ce livre. Aussi la dernière partie de *La communauté du dehors* est-elle marquée du double sceau du méconnu et du célèbre ; de *la littérature qui ne s'est pas faite*, et du canon littéraire. Difficile en effet de taire le roman d'Anne Hébert, salué de façon unanime au Québec et dans le monde, qui réactivait en 1970 le scandale d'un adultère et d'un meurtre survenus quelques mois seulement après les derniers soulèvements patriotes. Le mérite de l'analyse de Gagnon ne réside toutefois pas nécessairement dans la lecture de *Kamouraska* qu'il nous soumet, mais bien dans son exhumation des secrets et des silences qui entourent le crime au XIX^e siècle. On apprend ainsi qu'en 1840, un certain

Charles Dobigny comptait publier dans les journaux un roman faisant la lumière sur le drame. Ce ne sera évidemment pas le cas. À partir de lettres, de journaux intimes et des réclames publiées dans la presse, Gagnon reconstitue la trajectoire de ce mystérieux roman, aujourd'hui perdu, et qui aurait affolé jusqu'aux plus grandes familles bourgeoises canadiennes-françaises. Cette enquête fascinante autour d'un manuscrit maudit révèle, on s'en doute, les jeux de pouvoir qui sous-tendent l'imaginaire social.

Illustrant la faillite du judiciaire comme l'existence d'une contre-société des bas-fonds et de l'étrangeté, les figures criminelles que ressuscite l'ouvrage sont synthétisées dans une conclusion relationnelle et ouverte sur un « nous » et sur l'idée du « vivre-ensemble » – idée en soi extrêmement banale, mais que Gagnon réactive judicieusement. Pour peu qu'on la juge grandiloquente et somme toute convenue, la dernière page a l'avantage de relier la somme encyclopédique que figure *La communauté du dehors* à des préoccupations philosophiques, éthiques et politiques. L'intolérable commence là où se fixe l'imaginaire social. À nous, appelle l'auteur de ses vœux, « de repenser continuellement la ligne fragile entre ce qui peut être et ce qui doit renoncer à être » (p. 483).

Il faut préciser que *La communauté du dehors*, qui a par ailleurs reçu de nombreux prix dans les derniers mois, est issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Montréal. Autant l'avouer, le décorum d'un tel exercice académique demeure. En témoignent quelques gloses théoriques, souvent intéressantes mais, dans bien des cas, superflues. Dans un ouvrage aussi foisonnant, il n'était sans doute pas nécessaire de s'attarder autant sur la matérialité d'un journal de 1839 (p. 411-413), la chose étant dorénavant connue et, finalement, peu pertinente dans le cadre de l'étude. On excusera aussi une légère tendance au *name-dropping*, Émile Benveniste et Erving Goffman côtoyant Roland Barthes et Judith Butler pour le plaisir des yeux ; ainsi que quelques analyses forcées (par exemple, sur les catégories genrées, p. 378). Hormis ces faiblesses mineures et assez courantes dans les travaux émanant de la recherche émergente – dont ceux,

assurément, de votre serviteur –, force est de saluer l'éclatante réussite du double pari d'Alex Gagnon : contribuer à la relecture du XIX^e siècle québécois, tout en essayant d'appivoiser le mouvant imaginaire social à la lumière de ses ombres et de ses figures criminelles, tantôt démons, tantôt existences incomprises.

— *Adrien Rannaud*
Université du Québec à Montréal

Yves Gingras. *L'impossible dialogue : sciences et religions*, Montréal, Éditions du Boréal, 2016, 350 p.

C'est à une forte et rare réflexion sur la longue évolution des rapports de l'institution savante moderne avec l'institution religieuse depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours que nous invite Yves Gingras, au terme d'une carrière de chercheur consacrée à l'histoire et à la sociologie des sciences au Québec et en Occident. Il rend ainsi disponible pour un public curieux, mais à la culture scientifique trop peu articulée, un immense pan des transformations de la civilisation occidentale, dont nous sommes les héritiers. La question posée n'est pas celle de la foi ou de l'athéisme des savants, mais bien celle du développement puis de l'autorisation d'une pratique et d'un discours de la science nouvelle dans une civilisation au sein de laquelle le discours théologique savant s'était établi comme centre de régulation des connaissances dès la naissance des universités médiévales. Dans le langage métaphorique de l'auteur, le parcours d'ensemble proposé voit Dieu se déplacer du centre vers l'extérieur de l'architecture épistémologique des sciences naturelles comme des sciences humaines. L'auteur s'inquiète en finale de son retour sur la scène des régulations autorisées, caché sous l'effritement des normes en postmodernité.

Le premier chapitre nous permet de découvrir le moment fondateur des rapports entre la « science de la nature » et la « science de Dieu » en Occident. Tout commence avec l'entrée graduelle de la philosophie d'Aristote dans le monde lettré occidental, aux XII^e et

xiii^e siècles. Les théologiens Albert le Grand et Thomas d'Aquin osent un projet théorique sans précédent : proposer une interprétation de la tradition chrétienne en intégrant l'essentiel de la science d'Aristote à titre d'instrument de pensée. Malgré des gestes de condamnation de la philosophie de la nature d'Aristote par des évêques et même le pape, l'arrimage de la pensée aristotélicienne à la pensée savante, y compris théologique, se réalise alors tout en s'inscrivant sous la juridiction suprême du magistère ecclésial.

C'est ce lien médiéval de dépendance de la philosophie de la nature par rapport à la représentation théologique du monde qui entre en crise avec les travaux de Copernic et de Kepler, repris par Galilée. Gingras nous permet de lire les principales pièces de la stratégie optimiste de ce dernier, qui se convainc rapidement de l'exactitude de la conclusion de Copernic, mais pense pouvoir l'appuyer publiquement en la présentant, à la suggestion du Cardinal Bellarmin, comme une simple hypothèse. Pour ce croyant, le conflit entre la nouvelle cosmologie et les textes bibliques peut se résoudre par un meilleur travail d'interprétation des textes. Les conclusions de la science doivent provoquer une relecture de la Bible par les théologiens, écrit-il dès 1615 : « L'intention du Saint-Esprit est de nous enseigner comment on va au ciel et non comment va le ciel. » Malheureusement, l'Inquisition romaine n'est pas prête à laisser circuler ces idées, et le 22 juin 1633 Galilée est déclaré « véhémentement suspect d'hérésie » et condamné à la prison en résidence. Une lutte de position entre l'institution savante et l'institution théologique est commencée.

Il faudra attendre en octobre 1992 pour que Jean-Paul II accepte finalement d'avouer que dans cette interminable affaire de la condamnation de Galilée, qui a empoisonné l'histoire des relations entre l'Église catholique et la science moderne de la nature, c'est l'Église qui s'est trompée. Tout le deuxième chapitre nous montre le caractère toxique de ce dossier historique mettant en cause ce que l'institution religieuse estimait être sa figure d'interprète infallible de la vérité face aux conclusions de la science.

Mais dans une Europe maintenant pluraliste et divisée par ses appartenances religieuses, les pratiques scientifiques vont affirmer graduellement leur autonomie par rapport aux pouvoirs politiques et religieux. Le troisième chapitre décrit ce que l'on pourrait nommer la sécularisation de la science, laquelle se détache des problématiques de la théologie naturelle à partir du xvii^e siècle. La recherche scientifique répond aux énigmes de la nature sans faire appel à la cosmologie biblique ou à la causalité du créateur. Après l'astronomie, c'est la géologie qui témoigne de l'âge de la terre, la biologie et la géologie qui expliquent la longue évolution du vivant selon ses propres lois internes. Le grand texte biblique lui-même se prête à l'examen critique de l'histoire et des sciences humaines naissantes dès le milieu du xix^e siècle.

Mais l'institution religieuse n'était pas sans moyens pour résister à l'autonomie épistémologique affirmée par l'institution savante. Le quatrième chapitre illustre par quelques cas la censure catholique, très active face aux avancées de la science jusqu'aux dernières décennies du xx^e siècle. Tout se passe comme si, au fur et à mesure que la science reconstruit une histoire longue de la terre et de tous ses éléments, y compris humains, l'Église catholique romaine se braquait de plus en plus sur une lecture littérale et fondamentaliste de la Bible, oubliant même les quatre types d'exégèse communément pratiqués depuis l'Antiquité tardive pour trouver de l'intelligibilité dans d'obscurs textes anciens. La répression des savants catholiques s'est jouée dans les institutions d'éducation, dans l'attribution des postes de chercheurs et d'enseignants ainsi que dans les médias. Le conflit engendre des stratégies de dissimulation et quelquefois la rupture avec l'appartenance religieuse.

Mais l'histoire des rapports conflictuels entre sciences et religions que rédige Gingras ne généralise-t-elle pas d'une manière abusive un certain nombre de conflits réductibles à des circonstances particulières ? Aujourd'hui, ne parle-t-on pas d'ailleurs chez les scientifiques eux-mêmes d'une volonté de développer le dialogue et les échanges entre sciences et religions ? La réponse de l'auteur est nette et probante. Les rapports entre les sciences de la nature et les institutions religieuses

occidentales ont été problématiques dès les années 1830 et fluctuent en fonction des débats courants, si on analyse l'immense bassin des publications de toutes sortes grâce à la base de données de Google. La statistique lexicale est ici particulièrement éclairante. La conclusion de Gingras s'impose. Le fait historique du conflit est évident, mais il signale les « luttes entre deux groupes sociaux pour défendre leurs intérêts symboliques et sociaux et imposer la domination d'un discours » (p. 238). En fait, croyant parler du même objet, savants et théologiens découpent des territoires conceptuels différents... et irréductibles. C'est ce dernier aspect qui rend suspect et invalide les entreprises contemporaines de faire dialoguer sciences et religions, comme le promeut depuis les années 1980 la fondation Templeton, fort active en finançant les activités autour de ce thème dans le monde anglophone et même au Québec. Je ne puis qu'être d'accord avec la clarté épistémologique de cette dénonciation.

Le dernier chapitre développe l'argument final qui engage tout ce livre. Les conditions de possibilité d'un dialogue entre sciences de la nature et religions ne peuvent strictement pas exister. En tant que tels les discours religieux et scientifiques ne se recourent tout simplement pas. Chacun fonctionne sur un plan argumentaire différent. Les sciences ont aussi peu besoin d'une version contemporaine de la théologie naturelle que les théologies ont besoin d'une théorie unifiée de l'univers physique. Cela n'empêche pas les plus grands savants d'être croyants ou athées, et les plus grands théologiens d'être ou non au fait des dernières théories générales de l'univers. Par principe et méthode, la science est théologiquement agnostique et la théologie sans avis sur la structure du monde. En rédigeant ce livre, l'auteur reconnaît que la science occidentale semble avoir gagné la première place dans le conflit séculaire des autorités en Occident. Mais il n'en est pas tout à fait sûr. D'où la finale combative de sa réflexion mettant en présence l'universalisme du discours scientifique face à la reconnaissance de l'autorité de ce qu'il appelle des particularismes.

En effet, nous sommes probablement à l'aube d'un nouveau chapitre qui mettra en présence les grands types de vision du monde

qui distinguent aujourd'hui les humains dans leur mise en ordre du réel. Les certitudes de notre ontologie naturaliste peuvent-elles ou doivent-elles même faire disparaître l'animisme, le totémisme ou l'analogie (Descola)? La quête de l'universel et de la convivance réussie impose aujourd'hui de penser la coexistence de plusieurs grands types de logiques culturelles, de matrices permettant de penser le monde au plus haut niveau. Le débat entre science moderne-contemporaine et religion appartient fortement à l'aire théiste, dont le fantôme est présent partout dans ce livre. Le débat à venir aura aussi d'autres défis, me semble-t-il.

— Louis Rousseau
Université du Québec à Montréal

Amélie Bourbeau. *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 295 p.

Les recherches d'Amélie Bourbeau sur la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal de 1930 à 1974 s'inscrivent dans la foulée de travaux portant sur les fédérations de financement de la charité, les *community chests*, dans plusieurs villes canadiennes et américaines. Ces organisations avaient pour but de mettre en commun les sommes recueillies lors des campagnes de financement dans le secteur de la bienfaisance et de redistribuer l'argent ainsi amassé aux œuvres participantes. Les prix John-Bullen (2009) et Clio-Québec (2016), attribués à cette recherche minutieuse, qui dévoile des aspects méconnus de l'histoire sociale au Québec, soulignent son travail de mise en lumière de réseaux d'assistance que l'historiographie a largement ignorés. Pour l'auteure, la rationalisation de la charité par la création de fédérations catholiques, notamment par la coordination des agences sociales existantes, la planification sociale et le financement centralisé, accroît substantiellement sa pertinence dans les services sociaux montréalais pendant la période

étudiée et met en place une certaine culture administrative que l'on retrouvera plus tard dans l'État providence.

Bourbeau retrace d'abord les antécédents des fédérations à Montréal. Elle montre comment, tout en s'inscrivant dans un mouvement plus large, à la fois américain et atlantique, leur évolution présente des particularités notables. Ainsi, la ville se distinguait en premier lieu par la profonde division linguistique et confessionnelle de sa population. Cette division a donné lieu à la formation d'institutions séparées selon cette double ligne de force, ce qui impliquera un financement fortement disproportionné des œuvres anglophones (plus fortunées) au moins jusqu'à la création de Centraide en 1974. Une autre particularité québécoise résulte de l'adoption de la *Loi sur l'assistance publique* en 1921, laquelle « a étouffé un feu qui menaçait de consumer bon nombre d'institutions du Québec en leur assurant un certain revenu annuel [... mais a ignoré] les agences sociales » (p. 17). Enfin, la Société Saint-Vincent de Paul, organisme qui se situait « au cœur du réseau d'assistance privée de Montréal », aurait mis un frein, du côté de la majorité francophone, au « financement unifié des œuvres, [au] maintien de registres et d'archives pour retracer les transactions financières [...] et à] la coopération interconfessionnelle » (p. 19-20). Cela aurait eu pour effet de retarder l'avènement, dans les milieux catholiques, d'une rationalisation des œuvres de charité qui était déjà entamée dans les communautés protestante et juive depuis plusieurs années.

En organisant les services sociaux de la majorité catholique, les fédérations mettent fin en partie à ces singularités. Elles s'organisent selon le principe des trois « piliers » observés dans d'autres villes nord-américaines : le financement centralisé, notamment par l'organisation de collectes de fonds annuelles ; la coordination des œuvres, que la mise en place du Conseil des Œuvres de Montréal facilitera ; et la pratique du travail social (p. 15). Encouragés par certains membres du clergé, qui selon l'auteure se distinguent des « catholiques traditionalistes, pour ne pas dire conservateurs » (p. 48), des « hommes d'affaires » structurent l'assistance selon un « modèle bureaucratique

d'affaires » (p. 54). La bureaucratisation est ici comprise comme une force positive, puisqu'elle aurait contribué à améliorer, par son « efficacité », sa « rationalité » et sa « transparence » (p. 49), un système peu planifié et coordonné. Malgré ces transformations, les bénévoles continuent à jouer un rôle important dans le fonctionnement des fédérations, au moins jusqu'en 1946. Ce n'est qu'à ce moment qu'est créé, du côté francophone, un service des budgets afin de remplacer les « bénévoles [qui] ont déjà un emploi qui les occupe ailleurs et [qui] n'ont que quelques heures par semaine ou par mois à consacrer » (p. 58). La division linguistique demeure importante et, s'il y a une modernisation des structures à la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises (FOCCF), son pendant anglophone ne réussit pas vraiment à s'affranchir de l'emprise de ses quelques dirigeants. En effet, un rapport d'évaluation de 1961 « donne à penser que les membres du conseil d'administration y travaillent comme dans une entreprise privée, sans rendre de comptes aux investisseurs [...] ni demander l'avis des employés et clients avant de prendre des décisions à leur égard » (p. 157).

Un phénomène particulièrement intéressant mis en exergue par Bourbeau est la masculinisation des fédérations qui accompagne la rationalisation des pratiques de gestion et de financement. Alors que des hommes s'occupent de la comptabilité et que plusieurs travailleurs sociaux obtiennent des postes de direction, leurs collègues féminines se voient souvent reléguées à des rôles moins valorisés. C'est notamment le cas des religieuses, pour qui « l'image de la "bonne sœur", caractérisée par son bénévolat, sa compassion, sa charité et non pour l'excellence de ses techniques d'intervention, est tenace, particulièrement chez les dirigeants de la FOCCF » (p. 111). C'est aussi le cas des travailleuses sociales laïques, pour qui la « bureaucratisation telle qu'amenée par la collaboration avec les gouvernements a nui à la professionnalisation » (p. 108). Plus largement, puisque l'auteure affirme que les fédérations ont constitué une sorte d'étape intermédiaire entre la charité et l'État providence, cette analyse genrée peut aussi être étendue à l'État.

Les fédérations entrent en crise dès la fin des années 1950 et n'en sortiront qu'avec la création de Centraide. L'auteure met l'accent, dans la dernière partie de son livre, sur « le rôle du secteur privé dans le développement de l'État providence » (p. 8) et conclut que l'Église aurait « renoncé à l'assistance non institutionnelle bien avant la Révolution tranquille » (p. 167), faisant ainsi preuve d'une remarquable ouverture d'esprit. Ce qui expliquerait en outre « son silence durant les débats qui parsèment les années soixante[,] c'est que l'Église elle-même réoriente son approche et son rôle auprès des pauvres » (p. 8). Or il nous semble que ces conclusions vont trop loin, pour deux principales raisons. Premièrement, le mouvement d'animation sociale des années 1960, porté en grande partie par le Conseil des Œuvres de Montréal, s'oppose autant aux « hommes d'affaires » de la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises qu'au rôle traditionnel de l'Église en matière sociale et à son *casework*, qui continue d'être le courant dominant et qui traite la pauvreté au cas par cas, comme une « tare individuelle » (p. 16). Deuxièmement, il est difficile de séparer clairement, comme tente de le faire Bourbeau, l'assistance institutionnelle et l'assistance non institutionnelle. Ainsi, selon une publicité de la FOCCF en 1934 (p. 67), hormis les 423 911 repas servis, les interventions de loin les plus nombreuses sont les 194 308 jours d'hospitalisation. La même publicité fait aussi état de 116 325 consultations médicales et de 57 948 visites d'infirmières. Or le livre ne traite pas du processus menant au financement public des hôpitaux (1960) et des services médicaux, d'abord pour les personnes assistées sociales (1966) et ensuite pour la population entière (1970), lequel n'a sûrement pas été étranger à la crise qu'ont vécue les fédérations. Avec cette vision élargie, la volonté de changement au sein de l'Église paraît moins claire. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, ce n'est qu'en 1966, à l'occasion de la première grève des hôpitaux à l'échelle de la province, menée par la Confédération des syndicats nationaux, que les communautés hospitalières, mises en tutelle en vertu de la *Loi sur les hôpitaux*, se sont fait imposer une sérieuse perte de leurs privilèges. Elles ont alors dû, contre leur gré,

faire place aux syndicats dans les établissements et permettre aux infirmières laïques d'occuper les postes de direction des soins infirmiers jusqu'alors réservés aux religieuses.

Cette étude d'une qualité incontestable tend cependant à minimiser des enjeux politiques centraux pour l'existence même des fédérations. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne leur création. Ainsi, la lecture positive de la rationalisation des services sociaux évacue les aspects plus troublants de la « charité scientifique », qui s'inscrit dans une mouvance visant avant tout à « discipliner » les pauvres (p. 16). Plus important encore, la mise en place des fédérations coïncide avec le bras de fer qui opposait le gouvernement fédéral, qui avait voté la première *Loi des pensions de vieillesse* en 1927, et le gouvernement provincial, qui refusait d'adhérer au programme à frais partagés, perdant de ce fait d'importants revenus fiscaux pendant près d'une décennie. Louis-Alexandre Taschereau défendait en effet la *Loi sur l'assistance publique* de 1921, laquelle se fondait sur l'image de l'indigent et le principe libéral du *less eligibility* (l'assistance doit au mieux être moins avantageuse que le pire emploi salarié) dans la législation québécoise. La logique de l'aide directe *aux personnes*, par l'entremise des pensions vieillesse, logique selon laquelle l'argent public était transféré directement aux individus dans le besoin, si restrictive fût-elle, menaçait l'aide *aux institutions*. La réponse politique de Taschereau fut de mettre sur pied la commission Montpetit, qui a vigoureusement défendu le système québécois d'assistance public-privé, incluant son aspect non institutionnel, tout en recommandant l'instauration d'assurances sociales pour les travailleurs ayant un revenu insuffisant pour pouvoir s'assurer eux-mêmes. Dans ce contexte, il n'est pas anodin que cette commission ait recommandé, en janvier 1932, la mise sur pied d'un « secrétariat d'œuvres sociales » et que l'épouse d'Édouard Montpetit, Hortense Varin, ait été membre du premier conseil d'administration de la FOCCF (p. 190), laquelle a été fondée en décembre de la même année. Ainsi, en tenant compte des enjeux politiques du phénomène étudié, notre lecture globale de la signification historique des fédérations catholiques à Montréal révèle une

résistance à une certaine reconnaissance de droits sociaux, ce qui contredit en partie celle de l'auteur, qui y voit plutôt une *facilitation* de la transition vers l'État providence.

— *Cory Verbauwhede*
Université du Québec à Montréal



RS

**RECHERCHES
SOCIOGRAPHIQUES**

*Revue pluridisciplinaire
exclusivement consacrée à l'étude
de la société québécoise et du Canada français*

Recherches sociographiques, Faculté des sciences sociales, Département de sociologie
1030, av. des Sciences-Humaines, bureau 3465, Université Laval, Québec QC G1V 0A6
Téléphone : 418-656-3544 • Télécopieur : 418-656-7390 • rechsoc@soc.ulaval.ca

Paiement en ligne : www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/

DANS CHAQUE NUMÉRO

Des études empiriques inédites sur des sujets très variés
Des essais critiques pour stimuler les débats et la réflexion théorique
Des comptes rendus couvrant systématiquement l'essentiel des parutions récentes
Des approches pluridisciplinaires de l'histoire à l'économie,
en passant par la sociologie, la science politique et la littérature



 UNIVERSITÉ
LAVAL



ABONNEMENT À

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

La revue *Mens* est vouée à l'étude de l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Amérique française. Elle paraît sur une base semestrielle, les printemps et automne de chaque année. Pour s'abonner, il suffit de remplir ce bon et de l'envoyer avec son paiement à l'adresse suivante :

**Revue *Mens*
CRCCF
Université d'Ottawa
Pavillon Morisset
65, rue Université, pièce 040
Ottawa (On) K1N 6N5**

Nom, Prénom / Institution

Adresse

Ville

Province / État

Code postal

Courriel

Téléphone

Pour les abonnements à la version numérique, les institutions, les consortiums et les agences d'abonnements doivent communiquer avec Érudit :

Tél. : 514 343-6111, poste 5500

Courriel : client@erudit.org

Type d'abonnement

(Tarif + 5 % de TPS pour le Canada)

- Étudiant (23 + 1,15 = 24,15 \$)
- Étudiant – 2 ans (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Régulier (28 + 1,40 = 29,40 \$)
- Régulier – 2 ans (48 + 2,40 = 50,40 \$)
- Institution (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Soutien (50 \$ ou autre ____ \$)
- Régulier – étranger (46 \$ USD)
- Institution – étranger (51 \$ USD)

Paiement par chèque libellé à l'ordre de
Revue *Mens*

- Cochez pour obtenir un reçu

N° d'enregistrement TPS : R119278877







